



SESSION ORDINAIRE 2020-2021

1^{er} DÉCEMBRE 2020

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à l'amélioration des relations entre
citoyens et forces de l'ordre et entre forces de
l'ordre et citoyens**

RAPPORT

fait au nom de la commission
des affaires intérieures

par Mmes Els ROCHETTE (N) et
Fadila LAANAN (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : MM. Marc-Jean Ghysels, Jamal Ikazban, Mme Fadila Laanan, MM. Ahmed Mouhssin, Hicham Talhi, Vincent De Wolf, Mme Dominique Dufourny, MM. Christophe Magdalijns, Francis Dagrin, Mme Leila Lahssaini, M. Pierre Kompany, Mme Els Rochette, MM. Mathias Vanden Borre, Guy Vanhengel.

Membres suppléants : Mme Latifa Aït Baala, MM. Michaël Vossaert, Petya Obolensky.

Autre membre : M. Juan Benjumea Moreno.

GEWONE ZITTING 2020-2021

1 DECEMBER 2020

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot de verbetering van de relatie tussen
burgers en ordediensten en tussen
ordediensten en burgers**

VERSLAG

Uitgebracht namens de commissie
voor de Binnenlandse Zaken

door mevrouw Els ROCHETTE (N) en
mevrouw Fadila LAANAN (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Vaste leden : De heren Marc-Jean Ghysels, Jamal Ikazban, mevr. Fadila Laanan, de heren Ahmed Mouhssin, Hicham Talhi, Vincent De Wolf, mevr. Dominique Dufourny, de heren Christophe Magdalijns, Francis Dagrin, mevr. Leila Lahssaini, de heer Pierre Kompany, mevr. Els Rochette, de heren Mathias Vanden Borre, Guy Vanhengel.

Plaatsvervangers : Mevr. Latifa Aït Baala, de heren Michaël Vossaert, Petya Obolensky.

Ander lid : De heer Juan Benjumea Moreno.

I. Questions de procédure

Lors de sa réunion du 13 octobre 2020, la commission a décidé de mettre en œuvre la procédure de l'article 29.2 du règlement dans le but de rédiger une proposition de résolution comprenant des recommandations visant à améliorer les relations entre citoyens et forces de l'ordre et entre forces de l'ordre et citoyens.

Le président du parlement a marqué son accord sur la procédure, après avis conforme du Bureau élargi en sa séance du 19 octobre 2020.

II. Exposé introductif de Mme Els Rochette

(Réunion du 9 novembre 2020)

Mme Els Rochette déclare que la première étape importante de ce processus a consisté à reconnaître qu'il y a un problème dans la relation entre les citoyens et la police. La deuxième étape du processus a consisté en auditions au cours desquelles des recommandations souvent similaires ont été émises par les différents secteurs. La troisième étape consiste à formuler des recommandations au gouvernement.

Elle propose ensuite de définir des thèmes sur lesquels il est important de formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'enquête et le monitoring, il a été constaté qu'on manquait de données objectives. C'est pourquoi il serait proposé que l'Observatoire pour la prévention et la sécurité travaille à un monitoring en collaboration avec les zones de police. Ce monitoring concernerait alors les méthodes policières et les processus sociaux.

Une autre recommandation serait d'organiser à intervalles réguliers des sondages sur la confiance à l'égard de la police. Une telle enquête pourrait être confiée à BPS, en collaboration avec des instituts de recherche et la société civile. À terme, une telle enquête doit permettre de vérifier quelles recommandations ont eu des effets et lesquelles n'en ont pas eu.

En ce qui concerne le personnel et le recrutement des policiers, il nous a été clairement indiqué qu'il y avait une pénurie d'agents sur le terrain. Le nouvel accord de gouvernement fédéral annonce certes une révision de la méthode de calcul pour la détermination du cadre. Cependant, il reste important de répéter ce point. En outre, le nombre d'agents recrutés localement doit être augmenté. Il faut plus d'agents bruxellois sur le terrain. Il y avait un consensus à ce sujet parmi la plupart des témoins. Les initiatives de Brusafe dans ce domaine constituent déjà une amorce intéressante. Un meilleur équilibre entre les sexes est également important parmi les nouveaux agents.

Concernant les agents de quartier, M. Govaerts a indiqué qu'ils bénéficient de conditions moins intéressantes parce qu'ils ne travaillent ni le soir ni le week-end. En conséquence,

I. Procedurekwesties

Tijdens de vergadering van 13 oktober 2020, heeft de commissie beslist de procedure van artikel 29.2 van het Reglement ten uitvoer te leggen met als doel een voorstel van resolutie op te stellen met aanbevelingen tot de verbetering van de relatie tussen burgers en ordediensten en tussen ordediensten en burgers.

De voorzitter van het Parlement heeft ingestemd met de procedure, na conform advies van het Bureau in uitgebreide samenstelling tijdens zijn vergadering van 19 oktober 2020.

II. Inleidende uiteenzetting door Mevr. Els Rochette

(Vergadering van 9 november 2020)

Mevrouw Els Rochette geeft aan dat de eerste belangrijke stap in dit proces was de erkenning dat er een probleem is in de relatie tussen de politie en de burgers. De tweede fase van het proces waren hoorzittingen waarbij vanuit verschillende invalshoeken toch vaak gelijkaardige aanbevelingen werden gedaan. De derde fase bestaat in het formuleren van aanbevelingen aan de regering.

Zij stelt voorts voor om thema's waarover het belangrijk is, aanbevelingen te formuleren.

Inzake onderzoek en monitoring werd vastgesteld dat er een gebrek is aan objectieve gegevens. Daarom, zou worden voorgesteld om het observatorium van preventie en veiligheid, in samenwerking met de politiezones, te laten werken aan een monitoring. Die monitoring zou dan gaan over politiemethodes en maatschappelijke processen.

Een andere aanbeveling zou zijn ondervragingen te organiseren, op regelmatige tijdstippen, over het vertrouwen in de politie. Dergelijke bevraging zou kunnen worden toevertrouwd aan BPV, in samenwerking met onderzoeksinstellingen en het middenveld. Op termijn moet zo een bevraging toelaten om na te gaan welke aanbevelingen effecten hebben gehad en welke niet.

Inzake het personeel en de rekrutering van politieagenten werd ons duidelijk gemaakt dat er een tekort is politieagenten op het terrein. Het nieuwe federale regeerakkoord kondigt wel een herziening van de rekenmethode voor het bepalen van het kader. Het blijft evenwel belangrijk dit onderwerp te herhalen. Voorts, moet het aantal lokaal gerekruteerde agenten worden verhoogd. Er is nood aan meer Brusselse agenten op het terrein. Hierover bestond bij de meeste getuigen een consensus. De initiatieven van Brusafe ter zake zijn alvast een interessante aanzet. Ook een beter genderevenwicht is belangrijk bij de nieuwe agenten.

Betreffende de wijkagenten, werd door de heer Govaerts aangegeven dat zij door het ontbreken van avond- en weekend werk minder interessante voorwaarden genieten.

la fonction n'est pas suffisamment valorisée. La valorisation de cette fonction paraît pourtant très importante.

Il apparaît important que l'École régionale et intercommunale de police (ERIP) dispose de bons instructeurs suffisamment motivés. À cet effet, un screening des candidats instructeurs est requis et leurs conditions de travail et de rémunération doivent être suffisamment attractives.

En ce qui concerne la formation des policiers, on peut se demander si elle n'est pas trop courte. Il est nécessaire que la formation accorde une attention à la lutte contre la discrimination et le racisme, à l'interdiction du profilage ethnique et à la recherche plus efficace et active d'améliorations du travail de la police. L'ERIP pourrait également être invitée à développer des formations complémentaires spécifiquement adaptées à Bruxelles.

Il convient également de discuter de l'utilité de faire référence dans la résolution aux droits et devoirs de chacun lors des contrôles.

En ce qui concerne le travail de quartier, il a été mentionné à plusieurs reprises dans les différents témoignages qu'il y a désormais moins d'agents de quartier que dans le passé. Beaucoup ont le sentiment que les policiers sont moins accessibles, qu'ils ne connaissent plus les gens et les organisations du quartier et qu'il n'y a plus d'agent de quartier qui puisse s'adresser aux jeunes sans que ceux-ci se sentent menacés. Les agents de quartier doivent connaître et collaborer étroitement avec la communauté, les écoles, les travailleurs de rue, les associations,...

Les zones de police doivent être soutenues par l'application systématique de la *community policing* ou police de proximité. Les patrouilles à vélo ou à cheval devraient devenir la norme afin d'être plus accessibles.

En collaboration avec les organisations de jeunesse et de quartier, une communication claire doit être assurée en ce qui concerne les droits et devoirs des citoyens lors des contrôles et des interventions de police.

Il est important d'encourager les zones de police à améliorer leur protocole de communication général pour les situations de crise. Après des événements tragiques, la communication s'est avérée inexiste. La police doit rester accessible après le premier contact.

BPS pourrait être chargé de créer, en collaboration avec les zones de police, un forum où les citoyens et la police se rencontrent régulièrement et échangent leurs expériences. Il serait également important ici de travailler avec les écoles bruxelloises afin d'expliquer le fonctionnement de la police dans la société.

En ce qui concerne le fonctionnement de la police, différentes options pour améliorer les relations entre la police et les citoyens ont été abordées lors des témoignages : enregistrement des contrôles, « bodycams »,...

Hierdoor wordt de functie te weinig gevaloriseerd. Het valoriseren van die functie lijkt nochtans erg belangrijk te zijn.

Het blijkt belangrijk dat de gewestelijke en intercommunale politieschool (GIP) zou beschikken over goede en voldoende gemotiveerde instructeurs. Daartoe is er een screening nodig van de kandidaat instructeurs en moeten hun werkomstandigheden en -verloning voldoende aantrekkelijk zijn.

Met betrekking tot de opleiding van de politieagenten, kan de vraag gesteld worden of deze niet tekort is. Het is daarbij noodzakelijk om in de opleiding aandacht te besteden aan de strijd tegen discriminatie en racisme, het verbod op etnisch profileren en het zoeken naar meer efficiënte en actieve verbeteringen van het politiewerk. Er zou tevens aan de GIP gevraagd kunnen worden om specifiek aan Brussel aangepaste complementaire opleidingen te ontwikkelen.

Er moet ook worden besproken of het nuttig is de rechten en plichten van eenieder bij controles in de resolutie aan te halen.

Met betrekking tot de wijkwerking werd in de verschillende getuigenissen meermaals aangehaald dat er nu minder wijkagenten zijn dan vroeger. Velen hebben het gevoel dat politieagenten minder aanspreekbaar zijn, dat zij de mensen en de organisaties in de wijk niet meer kennen en dat er geen wijkagent meer is die jongeren kan aanspreken zonder dat zij zich bedreigd zouden voelen. De wijkagenten moeten de gemeenschap, de scholen, de straathoekworkers, de verenigingen, enz. goed kennen en met hen samenwerken.

De politiezones moeten worden ondersteund door de systematische toepassing van Community Policing of de nabijheidspolitie. Patrouilles met de fiets of te paard dienen de norm te worden om zo toegankelijker te zijn.

In samenwerking met buurt- en jeugdorganisaties moet helder gecommuniceerd worden met betrekking tot de rechten en plichten van de burgers tijdens politiecontroles en -interventies.

Het is belangrijk de politiezones aan te zetten om hun algemeen communicatieprotocol te verbeteren voor crisissituaties. Na tragische gebeurtenissen bleek de communicatie onbestaande te zijn. Ook na het initiële contact moet de politie aanspreekbaar blijven.

BPV zou de opdracht kunnen krijgen een forum op te richten, in samenwerking met de politiezones, waar burgers en politie elkaar regelmatig ontmoeten en ervaringen uitwisselen. Het zou ook belangrijk zijn hier met Brusselse scholen te werken teneinde de werking van de politie in de samenleving uit te leggen.

Met betrekking tot de werkwijze van de politie, kwamen tijdens de getuigenissen verschillende opties voor het verbeteren van de relatie tussen politie en burgers aan bod: registratie van controles, 'bodycams', ...

Le directeur coordonnateur administratif fédéral et les six zones de police pourraient être chargés de vérifier comment améliorer le dispatching de la police. Il s'agirait d'une étape importante afin de prévenir d'éventuels problèmes. Le personnel du dispatching devrait peut-être avoir un profil autre que celui de policier.

Il semble également important de travailler à une approche correcte et polie à l'égard des citoyens et des jeunes.

D'autre part, il faut également accorder de l'attention aux conditions de travail difficiles des policiers et à la forte pression qu'ils subissent. Par exemple, il est nécessaire de donner aux policiers la possibilité de prendre un temps de réflexion et de détente après leur service. Cela aura sans aucun doute également un effet positif sur la qualité du travail sur le terrain.

BPS devrait inclure dans le plan global de sécurité et de prévention la possibilité d'utiliser des « caméras d'intervention » (bodycams) en les mettant à la disposition des zones de police.

Un autre thème est celui des recommandations concernant les procédures de plainte. La création, au sein de chaque zone de police, d'une cellule de confiance indépendante devrait être encouragée. Il doit y avoir un endroit où les collègues peuvent signaler en toute sécurité les cas d'agression et de conduite inappropriée interne ou externe.

Un point de contact urbain centralisé où les animateurs de jeunesse peuvent se concerter avec les services de police doit être mis en place.

Le dépôt de plainte via Internet doit être rendu possible rapidement. L'Observatoire bruxellois pour la prévention et la sécurité doit être chargé de faire le point, avec les zones de police, sur le suivi des plaintes déposées. BPS pourrait être chargé de mettre en place une structure indépendante pour collecter les témoignages et mener les premières investigations après des incidents de violences policières contre des citoyens, et ce en vue d'établir un dossier indépendant.

En ce qui concerne les procédures de plainte, le gouvernement fédéral doit être encouragé à réformer le Comité P et à améliorer son fonctionnement.

Un appel à revoir et évaluer la législation sur les SAC a également été lancé, notamment en ce qui concerne les peines de travaux d'intérêt général, qui ne sont pas suffisamment appliquées aux mineurs.

En ce qui concerne les sanctions et les amendes, il est nécessaire que le gouvernement fédéral prévoie un encadrement et un financement suffisants de la justice pour qu'elle puisse lutter contre l'impunité et la discrimination. Imposer des sanctions est la prérogative de la justice et elle doit être suffisamment armée pour le faire. Les émeutiers qui attaquent la police, commettent de graves délits ou forment des

Men zou de federale bestuurlijke directeur-coördinator en de zes politiezones de opdracht kunnen geven na te gaan hoe de dispatching van de politie verbeterd kan worden. Dat zou een belangrijke stap zijn in het voorkomen van mogelijke problemen. Mogelijk zouden bij de dispatching mensen moeten worden tewerkgesteld die een ander profiel hebben dan politieagent.

Werk maken van een correcte en beleefd omgang met burgers en jongeren lijkt ook een werk punt.

Anderzijds moet ook aandacht worden besteed aan de moeilijke werkomstandigheden van de politieagenten en de grote druk waarmee zij worden geconfronteerd. Zo is het nodig om de politieagenten de kans te geven na hun dienst tijd en ruimte te bieden voor reflectie en tot rust te komen. Dit zal ook ongetwijfeld een positief effect hebben op de kwaliteit van het werk op het terrein.

Het gebruik van ‘bodycams’ mogelijk maken door het ter beschikking stellen ervan aan de politiezones door BPV zou moeten worden opgenomen in het Globaal Veiligheids- en Preventieplan.

Een volgend thema is de aanbevelingen op vlak van klachtenprocedures. Binnen elke politiezone zou de oprichting van een onafhankelijke vertrouwenscel moeten worden aangemoedigd. Er moet een plek zijn waar collega's gevallen van agressie en intern of extern ongeoorloofd gedrag in alle veiligheid kunnen melden.

Een stedelijk gecentraliseerd aanspreekpunt en contact waar het jeugdwerk in overleg kan gaan met de politiediensten dient te worden opgericht.

Het indienen van klachten via internet moet op korte tijd mogelijk worden gemaakt. Het Brussels observatorium voor preventie en veiligheid moet de opdracht krijgen om, samen met de politiezones, een stand van zaken op te maken van de opvolging van ingediende klachten. BPV zou de opdracht kunnen krijgen een onafhankelijke structuur op te zetten voor het verzamelen van de getuigenissen en het verrichten van de eerste onderzoeksdaaden na incidenten van politiegeweld ten aanzien van burgers, en dit met het oog op het opstellen van een onafhankelijk dossier.

Met betrekking tot de klachtenprocedures, moet de federale regering ertoe worden aangezet het comité-P te hervormen en de werking ervan te verbeteren.

Er was ook een vraag om de GAS-wetgeving te herzien en te evalueren, onder andere met betrekking tot de procedures voor taakstraffen die onvoldoende worden toegepast voor minderjarigen.

Met betrekking tot de sancties en de boetes, is het noodzakelijk dat de federale regering Justitie voldoende zou omkaderen en voldoende zou financieren zodat zij straffeloosheid en discriminatie kan aanpakken. Straffen opleggen is het monopolie van het gerecht en het moet daartoe voldoende gewapend zijn. Relschoppers die de politie te lijf gaan, zware misdrijven plegen of bendes

gangs devraient être traduits en justice rapidement et non pas des mois ou des années après les faits. Les policiers qui dépassent les bornes doivent également être jugés.

Enfin, le contrôle organisationnel de la police doit être professionnalisé et des contrôles d'intégrité réalisés, y compris des contrôles de carrière. De plus, les dirigeants doivent disposer d'outils suffisants pour pouvoir contrôler l'intégrité de leur personnel.

III. Discussion générale

(Réunion du 1^{er} décembre 2020)

Mme Els Rochette, rapporteuse, indique que cette résolution fait suite à la mort d'un jeune après une course-poursuite avec la police. Cet événement dramatique a beaucoup ému les jeunes bruxellois. Lors du premier confinement, il y avait également beaucoup de tensions entre les citoyens et la police. Mais ce n'était pas la première fois que de telles tensions débouchaient sur des violences, tant dans le chef de citoyens que de la police.

Il était positif de voir que tant la majorité parlementaire que l'opposition étaient conscientes de la nécessité de s'attaquer à ce problème.

Bruxelles exerce de nombreuses compétences en matière de prévention et de sécurité. Il fallait également examiner comment la nouvelle école de police devrait se positionner face à ce problème.

Quatre auditions étaient prévues, dont l'une n'a pu avoir lieu en raison de la crise du coronavirus. Les trois premières auditions ont été longues et très intéressantes. Les orateurs prévus lors de la dernière audition ont également remis un témoignage écrit aux membres de la commission. Au cours de ces auditions, on a cherché un équilibre entre les représentants de la police, la société civile et les chercheurs indépendants.

Ce qui a frappé lors de ces auditions, c'est que bon nombre des recommandations faites par les orateurs revenaient souvent. Elles concernaient, par exemple, la nécessité d'avoir plus de Bruxellois dans les forces de police ou plus d'agents de quartier. La présente résolution tente de traduire ces recommandations en actions concrètes.

On s'efforce également d'incorporer autant que possible la contribution des différents groupes dans la résolution. L'objectif est également que les citoyens, les organisations de jeunesse, la société civile, les policiers et les chefs de corps souscrivent à la résolution et contribuent au succès des actions.

Cette résolution prend le parti tant des victimes de violences policières que des policiers qui ont été victimes de violences. On opte pour une ville sûre et vivable où la relation entre les policiers et les citoyens est optimale, afin de pouvoir s'attaquer à la véritable criminalité.

vormen, moeten snel berecht worden en niet maanden of jaren na de feiten. Ook politieagenten die hun boekje te buiten gaan moeten berecht worden.

Tot slot, de organisatorische controle van de politie moet worden geprofessionaliseerd en integriteitcontroles moeten worden uitgevoerd, met inbegrip van de loopbaancontroles. Voorts moeten de leidinggevenden over voldoende instrumenten beschikken om de integriteit van hun personeel te kunnen controleren.

III. Algemene besprekking

(Vergadering van 1 december 2020)

Mevrouw Els Rochette, rapporteur, geeft aan dat deze resolutie tot stand is gekomen naar aanleiding van de dood van een jongere na een politieachtervolging. Deze dramatische gebeurtenis heeft veel teweeg gebracht bij de jongeren in Brussel. Voorts waren er tijdens de eerste lockdown ook veel spanningen tussen burgers en politie. Maar het was niet de eerste keer dat dergelijke spanningen ontaarden in geweld, zowel vanwege burgers als vanwege politieagenten.

Het was positief vast te stellen dat zowel de parlementaire meerderheid als de oppositie zich bewust waren van de noodzaak om met deze problematiek aan de slag te gaan.

Brussel heeft heel wat competenties met betrekking tot preventie en veiligheid. Ook moest bekijken worden hoe de nieuwe politieschool zich diende te positioneren met betrekking tot deze problematiek.

Er waren vier hoorzittingen gepland, waarvan eentje omwille van de Coronacrisis niet meer kon plaatsvinden. De drie eerste hoorzittingen waren lang en heel erg interessant. Ook de sprekers die voorzien waren tijdens de laatste hoorzitting hebben de commissieleden een schriftelijke getuigenis laten geworden. Tijdens die hoorzittingen werd een evenwicht gezocht tussen vertegenwoordigers van de politie, het middenveld en onafhankelijke onderzoekers.

Wat tijdens die hoorzittingen opviel, was het feit dat veel van de aanbevelingen, die door de sprekers werden gedaan, vaak terugkwamen. Deze hadden bijvoorbeeld betrekking op de noodzaak aan meer Brusselaars in de politiekorpsen of aan meer wijkpolitie. In de resolutie wordt getracht deze aanbevelingen te vertalen in concrete acties.

Er wordt ook gepoogd om zoveel als mogelijk de inbreng van de verschillende fracties in de resolutie te verwerken. Voorts is het de bedoeling dat de burgers, de jeugdorganisaties, het middenveld, de politiemensen en de korpschefs zich in de resolutie zullen terugvinden en ertoe zullen bijdragen de acties te doen slagen.

Deze resolutie is er één waar zowel de kant van de slachtoffers van politiegeweld als dat van de politiemensen die het slachtoffer werden van geweld, wordt gekozen. Er wordt gekozen voor een veilige en leefbare stad waar de

Mme Fadila Laanan, rapporteuse, poursuit en indiquant que le sujet de la relation entre policiers et citoyens est un sujet très important et que nous avons tenté de le traiter avec un grand équilibre.

Le but des travaux et les constats édifiants qui ont pu être établis montrent qu'il est essentiel de rétablir la confiance et le respect mutuels entre la population et la police.

Le contexte sanitaire lié au Covid-19 a aggravé la situation. Il faut reconnaître la complexité du métier des policiers et déplorer le manque de respect ou la mise en danger de ces derniers. En même temps, il faut que les policiers, qui recourent à la force dans l'exercice de leur mission, le fassent de manière raisonnable et de façon proportionnée par rapport à l'objectif poursuivi.

La violence contre les policiers doit être sanctionnée rapidement et efficacement. Mais lorsque la police se conduit mal, ce qui peut aussi arriver, la transparence de cette attitude doit être la règle dans notre société de droits.

Toutes les initiatives de rapprochement entre la population et la police doivent être encouragées de la même manière que la connaissance par la police et par les citoyens de leurs droits et devoirs.

Les réseaux sociaux jouent un rôle de stigmatisation, de part et d'autre, des citoyens ou de la police, ce qui est néfaste pour la paix dans notre société.

Le constat est fait du manque de moyens de la justice, ce qui rallonge les délais de prise de décisions judiciaires.

Le manque de moyens est aussi important au niveau des zones de police, et une révision de la norme KUL sera effectuée par le nouveau gouvernement fédéral. C'est en tout cas ce qui figure dans la déclaration de majorité.

Mme Els Rochette, rapporteuse, présente les recommandations concernant l'enquête et le monitoring. Il est proposé de charger BPS de rassembler des informations relatives aux contrôles d'identité et de mettre sur pied un monitoring des bonnes pratiques à l'étranger, entre autres en matière de lutte contre le profilage ethnique.

L'Observatoire pour la prévention et la sécurité pourrait être chargé de mettre sur pied, en collaboration avec les six zones de police bruxelloises, un monitoring/suivi public systématique et objectif des processus sociaux et des méthodes de police influant sur la confiance entre les forces de l'ordre et les citoyens.

Il pourrait également être chargé de sonder à intervalles réguliers, en collaboration avec des instituts de recherche, la confiance et le respect à l'égard des forces de l'ordre, en

relation entre politicien et burgers optimaal is, zodat de echte criminaliteit kan worden aangepakt.

Mevrouw Fadila Laanan, rapporteur, gaat verder door te zeggen dat de relation tussen politie en burgers een heel belangrijk onderwerp is en dat wij geprobeerd hebben om het heel evenwichtig te behandelen.

Het doel van het werk en de verhelderende vaststellingen tonen aan dat het essentieel is om het wederzijdse vertrouwen en respect tussen de bevolking en de politie te herstellen.

De gezondheidssituatie in verband met Covid-19 heeft de situatie nog erger gemaakt. We moeten de complexiteit van het beroep van politieagent erkennen en het gebrek aan respect of het in gevaar brengen van politieagenten betreuren. Tegelijkertijd moeten politieagenten, die bij de uitoefening van hun functie geweld gebruiken, dit doen op een redelijke manier en op een manier die in verhouding staat tot het nagestreefde doel.

Geweld tegen politieagenten moet snel en efficiënt worden bestraft. Maar als de politie zich misdraagt, wat ook kan gebeuren, moet transparantie van deze houding de regel zijn in onze samenleving van rechten.

Alle initiatieven om de bevolking en de politie dichter bij elkaar te brengen moeten worden aangemoedigd, net als de kennis van de politie en de burgers over hun rechten en plichten.

Sociale media spelen een rol in de stigmatisering, aan weerskanten, van burgers of politie, wat schadelijk is voor de vrede in onze samenleving.

Het gebrek aan middelen voor Justitie is vastgesteld, waardoor de tijd die nodig is om gerechtelijke beslissingen te nemen, wordt verlengd.

Het gebrek aan middelen is ook groot op het niveau van de politiezones en de nieuwe federale regering zal de KUL-norm herzien. Tenminste, dat is wat er in het regeerakkoord staat.

Mevrouw Els Rochette, rapporteur, stelt de aanbevelingen met betrekking tot het onderzoek en de monitoring voor. Er wordt voorgesteld om BPV te gelasten met het verzamelen van informatie met betrekking tot identiteitscontroles en het opstellen van een monitoring van goede praktijken in het buitenland over de strijd tegen onder andere etnisch profilen.

Het Observatorium voor Preventie en Veiligheid zou ermee gelast kunnen worden, in samenwerking met de zes Brusselse politiezones, een systematische en objectieve openbare monitoring op te zetten met betrekking tot de maatschappelijke processen en politiemethodes die het vertrouwen tussen politici en burgers beïnvloeden.

Het zou tevens de opdracht kunnen krijgen om, in samenwerking met onderzoeksinstellingen, het vertrouwen in en het respect voor de ordediensten op regelmatige

tenant suffisamment compte du domicile, du statut socio-économique, de l'origine et de l'âge.

Enfin, il devrait être compétent pour rassembler les différents rapports et pour analyser ces données de façon entièrement anonymisée.

Mme Fadila Laanan, rapporteuse, indique qu'en ce qui concerne le recrutement et la formation des agents de police, il y aurait lieu d'adapter la norme KUL pour tenir compte de la réalité bruxelloise et de renforcer la présence de la police sur le terrain en augmentant les moyens des zones de police.

Il faudrait accroître le nombre de candidats locaux en chargeant le centre d'orientation et de recrutement de Brusafe de mener des actions auprès des Bruxellois.

Avec Actiris et Brusafe, il faudrait aider les Bruxellois, dans toutes leurs diversités (culturelle, de sexe, de genre et autre), à mieux réussir les épreuves.

Il faudrait en outre revaloriser l'engagement et la mise sur le terrain d'agents de quartier.

Mme Els Rochette, rapporteuse, indique qu'en matière de formation, l'École régionale et intercommunale de police devrait être soutenue afin de pouvoir attirer de bons formateurs et instructeurs qui soient motivés, en tenant compte des spécificités bruxelloises.

On pourrait demander au gouvernement fédéral de veiller à améliorer et éventuellement allonger la formation de policier, afin d'accorder davantage d'attention, lors des formations, à la lutte contre la discrimination et le racisme, à l'interdiction du profilage ethnique, à l'autocritique, à la recherche de plus d'efficacité mais aussi à l'amélioration collective et personnelle.

Il serait également demandé de prévoir une formation plus longue et approfondie avant que les agents de police ne puissent prendre le volant d'un véhicule de police. Cette formation ne dure actuellement que deux jours, alors que ces dernières années, la plupart des décès ont été causés par des accidents de la route.

Enfin, il faudrait s'assurer que l'ERIP se charge de développer des formations complémentaires spécifiques aux besoins de Bruxelles.

Mme Fadila Laanan, rapporteuse, déclare qu'il y a lieu de soutenir la police de proximité avec une plus grande présence de policiers sur le terrain. Il faut généraliser la mise en place de LISA, les antennes locales de sécurité intégrée, et mettre en place une police de proximité qui, avec les gardiens de la paix, crée de bonnes relations avec le tissu local, tels qu'associations, commerçants, associations sportives, horeca, ...

tijdstippen te bevrageren, met daarbij voldoende differentiatie naar woonplaats, socio-economische status, origine en leeftijd.

Tot slot zou het bevoegd moeten worden voor het verzamelen van de verschillende rapporteringen voor het analyseren van die gegevens, op een volledig geanonimiseerde wijze.

Mevrouw Fadila Laanan, rapporteur, zegt dat, wat betreft de rekrutering en de opleiding van politieagenten, de KUL-norm moet worden aangepast om rekening te houden met de Brussels realiteit en dat de aanwezigheid van de politie op het terrein moet worden versterkt door de middelen van de politiezones te verhogen.

Het aantal lokale kandidaten moet worden verhoogd door het oriëntatiecentrum voor rekrutering van Brusafe de opdracht te geven om acties te voeren onder de Brusselaars.

Met Actiris en Brusafe moeten we de Brusselaars, in al hun diversiteit (cultuur, geslacht, gender en andere), helpen om de tests beter te doorstaan.

Daarnaast moeten de inzet en de aanwezigheid van wijkagenten in het veld worden gehoorwaardeerd.

Mevrouw Els Rochette, rapporteur, geeft aan dat op vlak van opleiding, de gewestelijke en intercommunale politieschool dient te worden ondersteund om sterke en gemotiveerde lesgevers te kunnen aantrekken, en dit, rekening houdend met de specifieke Brusselse karakteristieken.

Er zou aan de federale overheid gevraagd kunnen worden te waken over een verbetering en eventueel ook een verlenging van de opleiding tot politieagent. Zodoende kan in de opleidingen extra aandacht worden besteed aan de strijd tegen discriminatie en racisme, het verbod op etnisch profileren, zelfkritiek, het zoeken naar meer efficiëntie en ook de collectieve en persoonlijke verbeteringen.

Tevens zou worden gevraagd een langere en betere opleiding te voorzien voordat politieagenten plaats zouden mogen nemen achter het stuur van een politiewagen. Die opleiding duurt nu slechts twee dagen, terwijl de afgelopen jaren de meeste dodelijke slachtoffers net vielen door verkeersongevallen.

Tot slot zou men zich ervan moeten vergewissen dat de GIP de opdracht vervult van het ontwikkelen van aanvullende opleidingen die specifiek gericht zijn op de behoeften van Brussel.

Mevrouw Fadila Laanan, rapporteur, geeft aan dat de buurpolitie ondersteund moet worden met een grotere aanwezigheid van de politie op het terrein. De vestiging van LISA's, de lokale geïntegreerde veiligheidsantennes, moet worden veralgemeend en er moet een buurpolitie worden opgezet die samen met de gemeenschapswachten goede relaties tot stand brengt met het lokale weefsel, zoals verenigingen, handelaars, sportverenigingen, horeca, enz.

Il faut également veiller, avec l'appui d'organisations de quartier et de jeunesse, à faire connaître les droits et devoirs des citoyens par rapport aux services de police en intervention, et à améliorer la communication des services de police à l'égard des familles en cas d'incidents et surtout de mort, il faut alors informer mieux et de manière détaillée.

BPS aurait pour mission de collationner les meilleures pratiques en matière de police de proximité et de les diffuser vers tous les intervenants utiles, de créer un forum où la police et les citoyens se rencontrent régulièrement et échangent leurs expériences, avec la collaboration des six zones de police. En outre, il y aurait lieu d'élargir l'École des cadets à tous les Bruxellois de la Région.

Mme Els Rochette, rapporteuse, mentionne également qu'en matière d'interventions et de méthodes de travail, le directeur coordonnateur administratif fédéral (dirco) et les six zones de police bruxelloises devraient être chargés d'examiner les moyens d'améliorer le dispatching du numéro d'urgence de la police et d'en faire rapport au Conseil régional de sécurité. À terme, ce dispatching pourrait être réorganisé et accueillir un personnel comprenant d'autres profils que celui de policier.

Une attention doit également être portée à une approche correcte et polie de la police à l'égard des jeunes et vice versa. En effet, l'aspect « tutoiement et impolitesse » a été cité dans plusieurs témoignages comme un point de crispation majeur de part et d'autre. Une intervision doit être intégrée au travail de la police et il faut prévoir un espace pour le retour d'information et l'autoréflexion après les interventions. Cela signifie qu'il faut permettre aux policiers de décompresser, afin qu'ils puissent évacuer la pression après une rude journée, et de bénéficier d'un soutien psychologique.

Le gouvernement fédéral devrait être encouragé à adopter un cadre général pour l'utilisation des caméras d'intervention (bodycams). Aujourd'hui, il y a un manque d'uniformité. Chaque zone décide des règles pour son corps de police. L'uniformité est pourtant importante à cet égard.

BPS pourrait être chargé d'assurer un monitoring de l'utilisation des bodycams dans les différentes zones de police et de faire, en concertation avec celles-ci, des recommandations en matière de bonnes pratiques dans ce domaine.

Le ministre-président pourrait être chargé de demander au ministre de l'intérieur de prendre les mesures nécessaires afin de mettre un terme à la sélectivité policière et aux contrôles d'identité non motivés en adoptant des règles claires pour la police.

Mme Fadila Laanan, rapporteuse, indique qu'il y a lieu, dans le cadre des procédures de plainte, d'encourager la mise en place d'une cellule de confiance indépendante dans chaque zone, pour signaler tous les comportements, en interne ou en externe, déplacés ou agressifs.

Ook dient, met de steun van wijk- en jongerenorganisaties, ervoor gezorgd te worden dat de rechten en plichten van de burgers ten opzichte van de politiediensten in interventie bekend worden gemaakt, en dat de communicatie van de politiediensten met de families in geval van incidenten en vooral van overlijden wordt verbeterd, dan is er betere en meer gedetailleerde informatie nodig.

BPV zou de opdracht krijgen om de optimale werkwijzen op het vlak van buurpolitie te vergelijken en onder alle relevante belanghebbenden te verspreiden, een forum te creëren waar politie en burgers elkaar regelmatig ontmoeten en ervaringen uitwisselen, met de medewerking van de 6 politiezones. Bovendien moet de cadettschool worden uitgebreid tot alle Brusselaars van het Gewest.

Mevrouw Els Rochette, rapporteur, vermeldt nog dat, op vlak van interventies en werkwijze, de federale bestuurlijke directeur (dirco) en de zes Brusselse politiezones de opdracht zouden moeten krijgen na te gaan hoe de dispatching van het urgentienummer van de politie verbeterd kan worden en hierover te rapporteren aan de Gewestelijke Veiligheidsraad. Op termijn zou die dispatching anders kunnen worden georganiseerd en bemand worden met andere profielen dan politiemensen.

Er dient ook aandacht te worden besteed aan een correcte en beleefd omgang van politie tegenover jongeren en omgekeerd. Het aspect 'tutoyeren' en onbeleefd omgang werd in verschillende getuigenissen immers aangehaald als een belangrijk punt van ergernis in beide richtingen. Een intervisie moet worden geïntegreerd in het politiewerk en er moet ruimte worden ingebouwd voor terugkoppeling en zelfreflectie na interventies. Het betekent dat voor de politieagenten ruimte wordt gelaten voor decompressie zodat zij na een zware dag stoom kunnen afblaten en ook psychologische begeleiding kunnen krijgen.

Er moet bij de federale overheid worden aangedrongen op een algemeen kader voor het gebruik van bodycams. Het ontbreekt vandaag aan uniformiteit. Elke zone schrijft zelf richtlijnen uit voor haar korps. Uniformiteit is in deze nochtans belangrijk.

BPV zou de opdracht kunnen gegeven worden te monitoren hoe bodycams worden gebruikt in de verschillende politiezones en aanbevelingen te doen over goede praktijken in deze, en dit in overleg met die politiezones.

De minister-president zou ermee gelast kunnen worden aan de minister van Binnenlandse Zaken te vragen de nodige maatregelen te nemen om een einde te maken aan politieselectiviteit en ongemotiveerde identiteitscontroles, door duidelijke richtlijnen te geven aan de politie.

Mevrouw Fadila Laanan, rapporteur, zegt dat, in het kader van de klachtenprocedures, de oprichting van een onafhankelijke vertrouwenscel in elke zone moet worden aangemoedigd om elk ongepast of agressief gedrag, zowel intern als extern, te melden.

BPS pourrait créer, en collaboration avec les 6 zones, un formulaire de plainte type et facile d'accès pour les citoyens. Idem pour un formulaire-type d'appréciation positive ou négative d'une intervention policière.

Le Comité P devrait réaliser un rapport statistique sur les interventions finalisées à Bruxelles.

Enfin, il faudrait inciter le fédéral à repenser le suivi des plaintes déposées au Comité P.

Mme Els Rochette, rapporteuse, dit encore que le gouvernement fédéral serait incité à prévoir un encadrement et un financement suffisants de la justice pour lutter contre toutes les formes d'impunité.

On pourrait ensuite engager une réflexion sur la législation SAC, en particulier en ce qui concerne les mineurs d'âge, afin de réévaluer les procédures, notamment les procédures de médiation ou de travaux d'intérêt général, qui ne sont pas suffisamment appliquées.

Les procédures de contrôle interne à la police doivent également être améliorées à tous les niveaux hiérarchiques, afin de s'assurer que les agents respectent leurs droits et leurs devoirs dans l'exercice de leurs missions.

Enfin, au niveau du suivi de ces recommandations, il serait demandé à BPS d'intégrer dans son rapport annuel les présentes recommandations sur les relations entre police et citoyens dans la Région de Bruxelles-Capitale.

M. Vincent De Wolf indique que son groupe trouve le texte de la résolution relativement équilibré, en ce qu'il prend en considération les deux aspects de la problématique en discussion, c'est-à-dire l'existence de violences policières, mais aussi de la violence à l'égard de la police. Ni l'une ni l'autre ne saurait d'ailleurs se justifier d'aucune manière.

Toutefois, il n'y avait pas lieu, dans un texte à portée législative, de citer le prénom d'une victime, ne serait-ce que par délicatesse. Le fait d'indiquer les circonstances, le lieu et le moment de l'accident suffirait.

Les nombreuses recommandations inscrites dans la présente proposition couvrent diverses difficultés rencontrées au quotidien, tant par les citoyens que par les services de police, tels que le profilage ethnique, les droits et devoirs des citoyens lors d'un contrôle, le processus de gestion des plaintes, le recrutement et la formation des policiers, le relatif affaiblissement de la police de proximité, les actes de violence posés par les uns et les autres, et bien d'autres éléments encore.

Il y a toutefois lieu de noter que les demandes formulées ne sont pas exclusivement du ressort de la Région et il faudra

BPV zou, in samenwerking met de 6 zones, een standaard klachtenformulier voor burgers kunnen opstellen dat gemakkelijk toegankelijk is. Idem voor een standaardformulier voor een positieve of negatieve evaluatie van een politieoptreden.

Het Comité P zou een statistisch verslag moeten opstellen over de interventies die werden afgerond in Brussel.

Ten slotte moet de federale overheid worden aangemoedigd om de opvolging van de klachten die bij het Comité P worden ingediend, te herzien.

Mevrouw Els Rochette, rapporteur, zegt nog dat de federale regering zou moeten worden aangespoord om voldoende omkadering bij en een correcte financiering van Justitie te voorzien om alle vormen van straffeloosheid aan te pakken.

Voorts zou een reflectie kunnen worden geïnitieerd over de GAS-wetgeving, in het bijzonder voor minderjarigen, om de procedures te reëvalueren, met name die voor bemiddeling of gemeenschapsdienst die niet voldoende worden toegepast.

Ook in de interne controleprocedures bij de politie moeten worden verbeterd, op alle niveaus van de hiërarchie, om te verzekeren dat agenten hun plichten en rechten respecteren bij de uitvoering van hun taken.

Tot slot, zou met betrekking tot de opvolging van deze aanbevelingen, aan BPV moeten worden gevraagd om in zijn jaarverslag die aanbevelingen met betrekking tot de relatie tussen politie en burgers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op te nemen.

De heer Vincent De Wolf zegt dat zijn fractie de tekst van de resolutie relatief evenwichtig vindt, in die zin dat er rekening wordt gehouden met beide aspecten van het probleem in kwestie, namelijk het bestaan van politiegeweld, maar ook van geweld tegen de politie. Geen van beide kan op enigerlei wijze worden gerechtvaardigd.

Het was echter niet nodig om in een tekst met wetgevende reikwijdte de voornaam van een slachtoffer te noemen, al was het maar uit fijngevoeligheid. Het zou volstaan om de omstandigheden, de plaats en het tijdstip van het ongeval aan te geven.

De vele aanbevelingen in dit voorstel hebben betrekking op een verscheidenheid aan moeilijkheden die zowel burgers als politiediensten dagelijks ondervinden, zoals etnische profiling, de rechten en plichten van burgers bij een controle, het proces voor klachtenbeheer, de rekrutering en opleiding van politieagenten, de relatieve verzwakking van de buurtpolitie, gewelddaden door beide, en vele andere kwesties.

Er dient echter te worden opgemerkt dat de geformuleerde verzoeken niet uitsluitend onder de

dès lors être attentif à considérer ce qui appartient aux uns et aux autres.

Il indique encore rencontrer des difficultés juridiques concernant quelques missions qu'il est envisagé de confier à BPS, alors que ce dernier n'a pas aujourd'hui dans l'arsenal législatif les compétences nécessaires pour y répondre.

Le premier axe consacré aux enquêtes et monitoring consiste, avant toute action, à disposer d'une image fidèle et à jour sur la situation en Région bruxelloise et au sein des différentes zones de police. Effectivement, avant de parler d'une généralisation du profilage ethnique ou de perte de confiance à l'égard de la police, il faut que les autorités compétentes disposent de sources suffisantes et fiables pour mesurer ces phénomènes. Aussi, on ne peut que souscrire au souhait de procéder à des sondages réguliers sur cette situation et à la collecte de données à ce propos. Le rôle attribué à Bruxelles Prévention et sécurité dans ce cadre fait sens, compte tenu de la mission première de l'organisme, à savoir assurer un travail de coordination des politiques de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale.

Le deuxième axe sur le recrutement constitue une bonne synthèse des objectifs partagés par les zones de police, à savoir attirer plus de Bruxellois, diversifier les profils et organiser des préformations de manière plus large, et s'appuyer sur les réseaux d'enseignement. Ce qui figure dans le programme libéral depuis 2014.

L'accent mis sur les contacts de quartier et de communication est aussi crucial dans le rétablissement de la confiance police-citoyens, notamment avec la *community policing*, la politique de prévention ou la connaissance des quartiers, et la revalorisation des agents de quartier qui sont les premiers relais. Tout le monde est d'accord à ce sujet. Toutes initiatives en ce sens seront dès lors soutenues. Les différentes zones de police sont invitées à s'inspirer des dispositifs déjà en place et qui ont fait leurs preuves.

Il rappelle avoir, en sa qualité de bourgmestre-témoin, abordé la notion de « référent écoles » qui a permis, dans sa zone et en deux ans, d'organiser des rencontres avec 1.200 élèves du secondaire. Le rôle de prévention est essentiel.

En revanche, pour ce qui est de l'axe 5, interventions et méthodes de travail, et l'axe 6, procédures de plainte, plusieurs questions subsistent quant aux recommandations qui y figurent.

Il s'agit notamment de la recommandation portant sur la refonte envisagée du dispatching de la police, qu'il serait utile de préciser tant cette proposition dépasse la compétence régionale et relève du volet opérationnel. Dans la version initiale du projet de résolution, il était fait mention du rôle tenu par les dispatchers dans l'évaluation d'un risque de profilage ethnique ou encore de la volonté de diversifier les

bevoegdheid van het Gewest vallen, en dat er dus rekening moet worden gehouden met wat bij wie hoort.

Hij geeft ook aan dat hij nog steeds op juridische problemen stuit met betrekking tot een aantal van de opdrachten die men wil toevertrouwen aan BPV, terwijl die laatste op dit moment niet de nodige bevoegdheid heeft in het wetgevend instrumentarium om die uit te voeren.

De eerste pijler die gewijd is aan het onderzoek en de monitoring bestaat erin om, vóór elk optreden, een getrouw en actueel beeld te hebben van de situatie in het Brussels Gewest en binnen de verschillende politiezones. Voordat er sprake is van een veralgemening van etnische profiling of een verlies van vertrouwen in de politie, moeten de bevoegde autoriteiten immers over voldoende en betrouwbare bronnen beschikken om deze fenomenen te meten. Daarom kan men het alleen maar eens zijn met de wens om regelmatig peilingen te houden en gegevens te verzamelen hieromtrent. De rol die aan Brussel Preventie en Veiligheid wordt toegekend in dit kader is zinvol, gezien de hoofdopdracht van de instantie, namelijk het verzekeren van de coördinatie van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De tweede pijler inzake rekrutering is een goede synthese van de doelstellingen die de politiezones met elkaar gemeen hebben, namelijk meer Brusselaars aantrekken, de profielen diversificeren en vooropleidingen op een bredere manier organiseren, en een beroep doen op de onderwijsnetten. Dit staat sinds 2014 in het liberale programma.

De nadruk die wordt gelegd op buurtcontacten en -communicatie is ook van cruciaal belang voor het herstel van het vertrouwen tussen politie en burgers, met name met de *community policing*, het preventiebeleid of de kennis van de wijken, en de herwaardering van de wijkagenten, die het eerste aanspreekpunt zijn. Daar is iedereen het over eens. Alle initiatieven in deze richting worden dan ook ondersteund. De verschillende politiezones worden uitgenodigd om zich te laten inspireren door de reeds bestaande instrumenten die hun waarde hebben bewezen.

Hij herinnert eraan dat hij, in zijn hoedanigheid van burgemeester-getuige, het begrip 'Referent scholen' heeft aangebracht, waardoor het in zijn zone en in twee jaar tijd mogelijk is geweest om ontmoetingen te organiseren met 1200 middelbare scholieren. De rol van preventie is essentieel.

Met betrekking tot pijler 5, interventions en werkwijzen, en pijler 6, klachtenprocedures, blijven er daarentegen verschillende vragen bestaan over de aanbevelingen die daarin zijn opgenomen.

Het gaat onder meer om de aanbeveling over de geplande herziening van de politiedispatching. Het zou nuttig zijn om dit te verduidelijken, aangezien dit voorstel verder gaat dan de gewestelijke bevoegdheid en een operationele aangelegenheid is. In de eerste versie van het ontwerp van resolutie werd verwezen naar de rol van de dispatchers bij de beoordeling van "een risico van etnische profiling" of naar

profils au sein des dispatchings de la police. Peut-on en savoir plus sur les objectifs visés par cette proposition ?

Dans l'axe 6, plusieurs recommandations manquent de précision ou ne semblent pas être adressées à la bonne instance. À titre d'exemple, le fait de créer une cellule de confiance indépendante de la zone de police n'est pas de la compétence de la Région et la loi a déjà créé un service de contrôle interne qui est indépendant. Deux organes de contrôle, eux-mêmes indépendants, existent avec d'une part l'inspection générale et d'autre part le comité P. Dès lors, il indique que son groupe ne pourra pas soutenir une telle recommandation.

Le fait de confier à BPS le soin de créer un formulaire-type pour dépôt de plainte en ligne pose également problème. Cette remarque peut paraître anecdotique, mais cette tâche ne correspond pas aux missions dévolues à BPS qui a des tâches de prévention et de sécurité. Or la plainte est, par définition, une compétence pénale.

De la même manière, le fait de demander à BPS de mettre en ligne un formulaire pour que soit jugée, positivement ou négativement, une intervention de police, ne correspond pas aux compétences qui ont été confiées à BPS, puisque celui-ci ne dispose pas de compétences opérationnelles.

Il indique, en conclusion, que le vote final de son groupe dépendra de ces trois éléments qui sont importants.

M. Mathias Vanden Borre déclare regretter que les Bruxellois eux-mêmes n'aient pas suffisamment été entendus lors des auditions. Aucun habitant ni aucune association de quartier n'ont été invités à témoigner sur les voitures incendiées, les pharmacies pillées, les crèches et les maisons de quartier vandalisées ou même sur le trafic de drogues. Il n'y a eu aucun témoignage d'enseignants ou de parents démunis, ou simplement d'une famille moyenne désireuse d'un avenir sûr dans cette ville. Malheureusement, ces aspects sont restés sous le radar.

La proposition de résolution, qui sera une proposition de la majorité, tente de mener la discussion de manière voilée. Il demande donc si la résolution proposée a été soumise aux orateurs, tels que les syndicats. En effet, il s'avère qu'ils sont loin d'être satisfaits de la résolution à venir, et la relation était déjà tendue. Dans une interview avec *De Standaard* ce weekend, deux chefs de corps ont déclaré : « *Il y a un groupe de jeunes que nous n'atteignons pas et dont nous devons admettre que nous ne l'atteindrons pas dans le futur. Ces dernières années, nous avons tout essayé pour jeter des ponts, mais nous n'y sommes pas parvenus. Il s'agit d'un groupe de jeunes complètement dévoyés qui terrorisent le quartier.* » Et encore : « *Dans une zone, on parle même de la présence de neuf gangs urbains. Il y a environ 70 jeunes avec le statut de 'gang urbain' qui est accordé aux délinquants ayant commis au moins deux délits en groupe sur une période de six mois. S'ils commettent un méfait, le parquet engagera presque toujours des poursuites.* » Ces citations devraient également être incluses dans notre texte, car ces derniers mois, il y a eu un nombre alarmant d'incidents où

de wens om de profielen binnen de dispatchings van de politie te diversifiëren. Mogen we meer weten over de doelstellingen van dit voorstel?

Bij pijler 6 zijn verschillende aanbevelingen niet specifiek genoeg of lijken ze niet aan de juiste instantie te zijn gericht. Zo valt bijvoorbeeld de oprichting van een vertrouwenscel die onafhankelijk is van de politiezone niet onder de bevoegdheid van het Gewest en heeft de wet al een onafhankelijke interne controledienst in het leven geroepen. Er bestaan twee controleorganen, die zelf onafhankelijk zijn, met de algemene inspectie enerzijds en het comité P anderzijds. Hij geeft dan ook aan dat zijn fractie een dergelijke aanbeveling niet kan steunen.

Ook het laten maken van een standaard online klachtenformulier door BPV is problematisch. Deze opmerking lijkt misschien anekdotisch, maar deze taak komt niet overeen met de opdrachten die aan BPV zijn toegewezen, die preventie- en veiligheidstaken heeft. Een klacht is per definitie een strafrechtelijke bevoegdheid.

Ook het vragen aan BPV om een formulier online te zetten om een politieoptreden positief of negatief te beoordelen, komt niet overeen met de bevoegdheden die aan BPV zijn toevertrouwd, aangezien BPV geen operationele bevoegdheden heeft.

Hij besluit met te zeggen dat de eindstemming van zijn fractie zal afhangen van deze drie belangrijke elementen.

De heer Mathias Vanden Borre geeft aan te betreuren dat de Brusselaars zelf te weinig aan bod zijn gekomen tijdens de hoorzittingen. Er werden geen buurtbewoners of buurtverenigingen uitgenodigd om te getuigen over uitgebrande wagens, geplunderde apotheken, gevandaliseerde crèches en buurhuizen of over drugshandel. Er waren geen getuigenissen van de benauwde leerkrachten of ouders, of gewoon een gemiddeld gezin dat een veilige toekomst wil in deze stad. Deze aspecten bleven helaas onderbelicht.

Het voorstel van resolutie, dat een voorstel van de meerderheid zal zijn, probeert omfloerst de discussie te voeren. Hij vraagt dan ook of de vooropgestelde resolutie werd teruggekoppeld met de sprekers, zoals bijvoorbeeld de vakbonden. Zo blijkt immers dat zij allerminst tevreden zijn met de op til zijnde resolutie, en de relatie was reeds gespannen. In een interview dit weekend in de *Standaard* stelden twee korpschefs het volgende : « *Er is een groep jongeren die we niet bereiken en waarvan we moeten toegeven dat we ze in de toekomst ook niet zullen bereiken. We hebben de afgelopen jaren alles geprobeerd om bruggen te bouwen, maar dat is niet gelukt. Het gaat om een groep jongeren die compleet onspoed is en de wijk terroriseert.* » en « *In één zone is er zelfs sprake van de aanwezigheid van negen stadsbendes. Er zijn een zeventigtal jongeren met het statuut van 'stadsbende'. Dat krijgen daders die in een periode van zes maanden minstens twee feiten in groep hebben gepleegd. Als zij iets mispeuteren, dan zal het parket bijna altijd vervolgen.* ». Deze citaten zouden ook in onze tekst een plaats moeten krijgen, want er waren de afgelopen

des agents ont été attaqués lors de simples contrôles et parfois même agressés physiquement par des personnes assistant à l'intervention. Il faut être capable d'identifier ces problèmes avant de pouvoir s'y attaquer.

Le deuxième constat est qu'on aurait pu approfondir les témoignages. L'orateur remercie tous les commissaires et orateurs d'avoir engagé le débat, mais il reste sur le sentiment qu'on n'a pas pu travailler sur l'essentiel faute d'un compte rendu complet des auditions, parce que le coronavirus a mis des bâtons dans les roues - il aurait fallu trouver un moyen de pouvoir quand même entendre les orateurs qui n'ont pas pris la parole - et enfin, parce que la proposition n'a pas atteint le niveau de détail et de précision requis. On demande surtout de poursuivre l'enquête, de recueillir des informations ou d'insister auprès du gouvernement fédéral, mais sans réaliser un exercice d'efficacité nécessaire. Par exemple, on demande un allongement de la formation de policier, mais cela risque à son tour de réduire encore le nombre de candidats bruxellois. On demande également à la police de faire davantage rapport, mais la charge de travail des policiers est déjà particulièrement lourde aujourd'hui. Il aurait donc été préférable d'examiner comment mieux canaliser les flux d'informations existants.

On cherche trop du côté de la police les aspects à travailler. On ne reconnaît pas assez le cœur du problème, à savoir l'escalade trop rapide de la violence de la part de certains groupes. Un certain nombre de points positifs ont bien été inclus dans la résolution, comme le fait que davantage de Bruxellois devraient être encouragés à chercher un emploi dans la police ou à se concentrer sur la *community policing*. Il dit avoir abordé et soutenu ces éléments.

Il soutient également la priorisation de la violence contre les forces de l'ordre dans le prochain plan global de sécurité et de prévention et la généralisation de l'utilisation des bodycams. Mais il craint que le problème soit plus profond. Beaucoup de choses ont mal évolué à Bruxelles ces dernières décennies. L'existence à Bruxelles de provocateurs anarchistes de gauche, de prédicateurs de haine, de gangs de jeunes sont des réalités qui appellent une réponse forte. Mais eu égard au fait que les mêmes partis politiques sont au pouvoir depuis des décennies à Bruxelles, la classe politique doit également faire son propre examen de conscience. Les élus et surtout les représentants du pouvoir exécutif, le gouvernement et les mandataires locaux sont également responsables en dernier ressort. Pas un mot à ce sujet... Le ministre-président a pourtant obtenu des compétences uniques depuis la sixième réforme de l'État. Mais il n'en fait pas grand-chose. Parfois même, les mandataires locaux assaillent directement la police de reproches et de menaces et il y a un manque total de respect.

Dans son témoignage, Mme Sarah Van Praet a expliqué de façon très intéressante comment une intervention policière se déroule concrètement, ce qu'est le profilage et ce qui peut être fait à ce sujet. Il annonce le dépôt d'amendements à cet égard.

maanden een schrikwekkend hoog aantal incidenten waarbij agenten worden aangevallen bij eenvoudige controles en waarbij ze door omstaanders soms zelfs fysiek werden belaagd. Men moet dat soort problemen kunnen benoemen alvorens die te kunnen aanpakken.

De tweede vaststelling is dat men tijdens de getuigenissen dieper had kunnen graven. Alle commissieleden en sprekers worden bedankt voor het aangaan van het debat, maar het gevoel blijft dat men niet tot de essentie heeft kunnen verder werken doordat er geen volledig verslag is van de hoorzittingen, doordat Corona roet in het eten heeft gestrooid, men had een manier moeten vinden om de sprekers die niet aan het woord kwamen toch te kunnen horen, en uiteindelijk doordat in het voorstel niet het vereiste detail en scherpte werd gehaald. Men vraagt vooral verder onderzoek, informatie te verzamelen of aan te dringen bij federaal, maar zonder een noodzakelijke efficiëntie-oefening te maken. Zo wordt er bijvoorbeeld gevraagd naar een langere opleiding tot politieagent, maar dit dreigt dan weer te leiden tot nog minder Brusselse kandidaten. Er wordt ook gevraagd dat de politie meer zou rapporteren, maar de werklast voor de agenten is nu al bijzonder zwaar. Men had aldus beter onderzocht hoe de bestaande informatiestromen beter gekanaliseerd kunnen worden.

Er wordt teveel de werkpunten bij de politie gezocht. Er is te weinig erkenning voor de kern van het probleem, met name de veel te snelle escalatie van geweld door bepaalde groepen. Er zijn wel een aantal positieve punten opgenomen in de resolutie zoals het feit dat meer Brusselaars moeten worden aangemoedigd om een job te zoeken bij de politie of het inzetten op de *community policing*. Hij zegt deze elementen te hebben aangekaart en gesteund.

Het prioriteren van geweld tegen de ordediensten in het volgende Globale Veiligheids- en Preventieplan en het veralgemenen van het gebruik van bodycams steunt hij eveneens. Maar het probleem ligt, zo vreest hij, dieper. Er is heel wat scheef gegroeid in Brussel de voorbije decennia. Het bestaan van links-anarchistische provocateurs, van haatpredikers, van jeugdbendes, zijn realiteiten in Brussel en moeten hard worden aangepakt. Maar ook de politieke klasse moet, gelet op het feit dat in Brussel dezelfde politieke partijen al decennia onafgebroken aan de macht zijn, de hand in eigen boezem steken. Ook de verkozen politici en vooral de uitvoerende machthebbers, de regering en de lokale mandatarissen, zijn de eindverantwoordelijken. Hier wordt met geen woord over gerept. Nochtans heeft de minister-president er unieke bevoegdheden bij gekregen sinds de zesde staatshervorming. Maar hij doet daar te weinig mee. Soms zelfs vallen lokale mandatarissen de politie regelrecht aan met verwijten en dreigementen en is er een totaal gebrek aan respect.

In haar getuigenis heeft mevrouw Sarah Van Praet zeer interessant uitgelegd hoe een politieinterventie concreet verloopt, wat profiling is en wat er aan gedaan kan worden. Hij kondigt amendementen in te dienen dienaangaande.

Nombreux sont les exemples de villes étrangères qui réussissent mieux dans ce domaine, comme New York ou Londres. Le mot clé à cet égard est toujours la simplification. À Bruxelles, tous les partis flamands sont également sur la même longueur d'onde et il annonce donc qu'il déposera un amendement à ce sujet.

Un autre élément important est le fait qu'au cours des témoignages, aucune preuve d'abus structurels au sein de la police n'a été trouvée. Malheureusement, il y a des dérapages ; ils doivent être fermement condamnés et les coupables n'ont pas leur place dans la police. Mais ces problèmes ne sont pas structurels et la police elle-même a donné ce signal à plusieurs reprises.

Le parlement n'a évidemment pas – ou peu – de pouvoir sur la justice, mais il reste encore fort à faire à cet égard. Par exemple, la politique de classement sans suite, l'arriéré judiciaire, la comparution immédiate, les peines alternatives ou le dessaisissement des violences contre la police ou l'introduction de la responsabilité collective en cas d'émeutes. Autant de points d'attention où la police elle-même est demandeuse et qui ne sont malheureusement pas inclus dans la résolution.

Le président déclare que les services ont établi un rapport des différents témoignages. Ce rapport sera annexé au document, tout comme tous les documents écrits transmis à la commission par les intervenants. De cette manière, toutes les informations dont dispose la commission seront accessibles à tous. Les documents écrits des derniers orateurs, qui n'ont pas pu être entendus en raison des mesures de restrictions Covid, seront également joints aux annexes.

M. Jamal Ikazban entame son intervention en remerciant l'ensemble des commissaires, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, qui ont tous permis d'aborder un sujet délicat et compliqué, mais qui est une vraie préoccupation chez les citoyens et en particulier chez les jeunes. Il remercie en outre Mme Els Rochette qui a été à l'initiative de ce travail et qui, avec Mme Fadila Laanan, a joué un rôle important pour permettre à la commission d'adopter une résolution importante. Il remercie enfin le président qui a joué le jeu avec brio et avec motivation et qui s'est révélé ainsi un acteur important dans ce processus.

Les recommandations sont l'expression d'une volonté politique de rétablir la confiance et la communication entre les citoyens et les forces de l'ordre. Cette réconciliation doit être provoquée de façon urgente, car l'impunité ne peut exister. Ni dans le chef d'une certaine jeunesse parfois désabusée, ni dans le chef de certains agents publics. Le rôle du parlement n'est pas de juger, mais bien de prendre conscience d'un état de fait et d'apporter des réponses à ce phénomène intolérable. Cependant, on ne peut faire abstraction de la réalité de la violence qui touche aussi bien les concitoyens que les forces de l'ordre. Il faut que cela cesse et que chacun œuvre à une paix sociale et à une cohésion dans les quartiers. Certes, le Parlement bruxellois

Er zijn veel voorbeelden van buitenlandse steden die het in deze beter doen, zoals bijvoorbeeld New York of Londen. Het kernwoord hierbij is steeds vereenvoudiging. Ook in Brussel staan alle Vlaamse partijen op één lijn en hij kondigt dan ook aan hierover een amendement in te dienen.

Een ander belangrijk element is het feit dat er tijdens de getuigenissen geen bewijs werd gevonden van structurele wantoestanden bij de politie. Er zijn helaas derapages en die moeten ten strengste worden veroordeeld en de schuldigen hebben geen plaats bij de politie. Maar die problemen zijn niet structureel en de politie heeft zelf meermaals dit signaal gegeven.

Het parlement heeft natuurlijk weinig of geen macht over Justitie, maar toch is hier veel werk aan de winkel. Bijvoorbeeld het seponeringsbeleid, de gerechtelijke achterstand, het snelrecht, de alternatieve straffen of het uit handen geven van geweld tegen politie of het invoeren van collectieve verantwoordelijkheid bij rellen. Dit zijn aandachtspunten waar de politie zelf vragende partij is en die helaas niet worden opgenomen in de resolutie.

De Voorzitter geeft mee dat de diensten een verslag hebben gemaakt met betrekking tot de verschillende getuigenissen. Dat verslag zal als bijlage bij het document worden toegevoegd, net zoals alle aan de commissie overgemaakte schriftelijke documenten van de sprekers. Op die manier zal het geheel van de informatie waarover de commissie beschikt, beschikbaar zijn voor éénieder. Ook de geschreven stukken van de laatste sprekers, die omwille van de Covid-beperkingen niet gehoord konden worden, zullen deel uitmaken van de bijlage.

De heer Jamal Ikazban begint met het bedanken van alle commissieleden, zowel van de meerderheid als van de oppositie, die het allemaal mogelijk hebben gemaakt om een delicaat en ingewikkeld onderwerp aan te kaarten, maar dat de burgers en in het bijzonder de jongeren echt zorgen baart. Hij bedankt ook mevrouw Els Rochette die dit werk heeft geïnitieerd en die samen met mevrouw Fadila Laanan een belangrijke rol heeft gespeeld om de commissie in staat te stellen een belangrijke resolutie aan te nemen. Tot slot bedankt hij de voorzitter die het spel briljant en gemotiveerd heeft gespeeld en zo een belangrijke speler in dit proces bleek te zijn.

De aanbevelingen zijn de uitdrukking van een politieke wil om het vertrouwen en de communicatie tussen de burgers en de ordediensten te herstellen. Deze verzoening moet dringend in gang gezet worden, want er mag geen straffeloosheid zijn. Nog bij een bepaalde soms gedesillusioneerde jeugd, nog bij bepaalde ambtenaren. De rol van het Parlement is niet om te oordelen, maar om zich bewust te worden van een feitelijke situatie en om antwoorden te bieden op dit ontoelaatbare fenomeen. We kunnen echter niet voorbijgaan aan de realiteit van geweld dat zowel de burgers als de ordediensten treft. Dit moet stoppen en iedereen moet werken aan sociale vrede en samenhang in de wijken. Het Brussels Parlement heeft

n'a pas tous les leviers en main, mais avec cette résolution, le travail qui devait être fait l'aura été.

C'est en restant dans le cadre des prérogatives régionales qu'il est œuvré à une police plus efficace, plus proche, plus humaine, mieux informée, mieux financée et à l'image de la population. Une police avec un recrutement moderne, une formation continue, avec des méthodes de travail et de contrôle respectant chaque citoyen. Une vraie police de proximité.

La confiance ne se décrète pas, elle se gagne. Alors, il appartient à chacun de faire le travail de tolérance et de rapprochement, de faire respecter l'État de droit sur l'entièreté du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour l'ensemble des Bruxelloises et des Bruxellois, il est important de rappeler à chacun ses droits et ses devoirs. Pour rétablir la confiance, il est impératif d'améliorer le processus de plainte et d'évaluation, d'encourager son indépendance et d'uniformiser les démarches des citoyens.

La police est un service public qui mérite le respect et qui ne doit pas faire peur. La police doit prévenir et protéger. Bien souvent, on ressent chez les jeunes de la peur vis-à-vis de la police. Ce n'est pas normal. Cette peur doit disparaître, il n'est pas besoin de faire peur pour être respecté. Il faut retrouver les agents de quartier, comme Nestor, celui de mon enfance. Il organisait chaque année un cortège carnavalesque. Cela peut faire sourire, mais de la sorte il connaissait les citoyens et toutes les associations qui y participaient. S'il était sympathique et courtois, il était aussi extrêmement respecté par la population et par les jeunes. C'est la police de quartier qu'il faut retrouver.

M. Juan Benjumea Moreno remercie également tous les membres qui ont contribué positivement à cet important travail. Il serait dommage de faire de cette résolution un ouvrage politique. C'est précisément la force de tout ce processus d'avoir été porté par le terrain. À la lecture des recommandations qui seront incluses dans la résolution, force est de constater qu'il s'agit des recommandations demandées par divers témoins. Un simple exemple : une approche polie et respectueuse entre citoyens et police. Aussi simple que puisse paraître cette mesure, de telles mesures peuvent supprimer en grande partie les tensions et contribuer à une meilleure relation avec la police. C'est d'ailleurs un problème soulevé à la fois par la police elle-même et par les travailleurs de rue.

Le nombre d'agents de police et les tâches auxquelles ils sont affectés sont également un facteur important. Par exemple, le chef de la police de la zone Midi a déclaré que si certaines tâches pouvaient être confiées à des personnes autres que la police, telles que l'escorte des transports de fonds ou l'assistance aux huissiers de justice, il faudrait moins d'agents.

De toute évidence, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ne dispose pas de toutes les compétences

weliswaar niet alle hefbomen in handen, maar met deze resolutie is het werk dat gedaan moest worden wel gedaan.

Door binnen het kader van de gewestelijke prerogatieven te blijven, werken we aan een politie die efficiënter, dichterbij, menselijker, beter geïnformeerd, beter gefinancierd en naar het beeld van de bevolking is. Een politie met moderne rekrutering, permanente opleiding, met werk- en controlesmethoden die elke burger respecteren. Een echte buurtpolitie.

Vertrouwen kan niet worden bevolen, het moet worden verdiend. Het is dus aan iedereen om zich in te zetten voor tolerantie en toenadering, om ervoor te zorgen dat de rechtsstaat op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt gerespecteerd. Voor alle Brusselaars is het belangrijk om iedereen te herinneren aan zijn of haar rechten en plichten. Om het vertrouwen te herstellen is het noodzakelijk om het klachten- en beoordelingsproces te verbeteren, de onafhankelijkheid ervan aan te moedigen en de stappen van de burgers te standaardiseren.

De politie is een openbare dienst die respect verdient en niet beangstigend moet zijn. De politie moet waarschuwen en beschermen. Heel vaak zijn jongeren bang voor de politie. Dat is niet normaal. Die angst moet verdwijnen, het is niet nodig om bang te maken om gerespecteerd te worden. We moeten de wijkagenten terugvinden, zoals Nestor, die uit mijn kindertijd. Hij organiseerde elk jaar een carnavalsstoet. Dit kan een glimlach teweegbrengen, maar op die manier kende hij de burgers en alle verenigingen die eraan deelnamen. Hoewel hij vriendelijk en hoffelijk was, werd hij ook ten zeerste gerespecteerd door de bevolking en de jongeren. Het is de wijkpolitie die we moeten terugvinden.

De heer Juan Benjumea Moreno dankt eveneens alle leden die een positieve bijdrage hebben geleverd aan het belangrijke werk. Het zou zonde zijn om van deze resolutie een politiek werk te maken. Het is net de sterke dat dit hele proces gedragen werd door het terrein. Bij het lezen van de aanbevelingen die in de resolutie zullen worden opgenomen, moet worden vastgesteld dat dat de aanbevelingen zijn die door verschillende getuigen werden gevraagd. Een eenvoudig voorbeeld in deze is een beleefd en respectvolle omgang tussen burgers en politie. Hoe simpel deze maatregel ook mag blijken, dergelijke maatregelen kunnen in belangrijke mate spanningen wegnemen en bijdragen aan een betere band met de politie. Dat is overigens een probleem dat zowel door de politie zelf als door de straathoekwerkers werd aangehaald.

Ook het aantal politieagenten en datgene waarvoor ze worden ingezet is een belangrijk gegeven. Zo verklaarde de politiechef van de zone Zuid dat, als bepaalde taken aan andere mensen dan de politie kunnen worden toevertrouwd, zoals het escorteren van geldtransporten of het bijstaan van gerechtsdeurwaarders, er nood zou zijn aan minder agenten.

Vanzelfsprekend beschikt het Brussels Hoofdstedelijk Parlement niet over alle bevoegdheden die nodig zijn om

nécessaires pour s'attaquer à ce problème, mais la résolution prévoit clairement ce que la Région de Bruxelles-Capitale doit faire, elle précise clairement ce que les zones de police ou BPS doivent faire et elle demande en outre aux autres niveaux de pouvoir de prendre un certain nombre de mesures spécifiques.

Les attaques contre les policiers sont fréquentes et c'est inacceptable. Aucun des élus de cette Région n'approuve, n'apprécie ou ne tolère le moins du monde ces violences. Au contraire, le problème est reconnu et on doit s'atteler à une tolérance zéro à l'égard de la violence contre la police, les services de secours ou les ambulances. En outre, la justice doit sanctionner plus rapidement et plus efficacement et veiller à ce qu'il n'y ait pas de politique de classement sans suite abusive.

Une grande partie du problème est qu'on n'a pas de prise sur le phénomène. On a bien l'impression qu'il y a un problème en matière de profilage ethnique et de contrôles injustifiés. Mais on ne connaît pas encore l'ampleur du problème et on ignore comment le résoudre exactement. C'est pourquoi il est proposé d'étudier et de mieux enregistrer ces phénomènes. Il en va de même pour les gangs urbains. Le nouvel organisme BPS et l'observatoire qu'il héberge ont un rôle à jouer. Après le vote de la résolution, il sera important de suivre la mise en œuvre de ces recommandations afin que les choses bougent réellement.

M. Petya Obolensky souhaite rappeler quelques éléments de contexte avant d'aborder le contenu de la position de résolution. Ainsi, cet été, il y avait un mouvement jeune multiculturel et mondial contre le racisme structurel et, en particulier, contre les violences policières et l'impunité de ces crimes. Cette semaine encore, le tabassage en France de Michel Zecler montre à quel point les violences policières sont un débat de société profond et fondamental. Le droit de filmer est extrêmement important pour les citoyens et les journalistes. Sans les images du tabassage de Michel Zecler, cet homme serait aujourd'hui en prison suite à des propos mensongers émis par les services de police avant que ne sortent les images et qu'il soit innocenté et les policiers suspendus. La question est de savoir combien de Michel n'ont pas été filmés.

Il y a aussi des incidents récurrents en Belgique. Dans le cas d'Adil, le moins qu'on puisse dire, c'est que face à des jeunes qui ont probablement voulu fuir un contrôle de police par crainte de l'amende, il était totalement disproportionné de se lancer dans une course-poursuite. Mais d'autres ont, malheureusement, aussi perdu la vie ces dernières années : Lamine, Mehdi, Sabrina, Wassim, Mawda. À chaque incident mortel, les familles se posent des questions sur ce qui s'est réellement passé. Elles revendentiquent la justice et la vérité, souvent avec énormément de calme. Il y a un sentiment d'injustice et d'impunité lorsque des non-lieu sont prononcés. Dès lors, sur le terrain, la situation est grave et il s'agit d'une poudrière.

Les tensions sous-jacentes et la multiplication des contrôles ont été aggravées par le contexte difficile lié au

début de la crise sanitaire. Ces tensions sont également exacerbées par la présence de personnes étrangères dans certains quartiers. Les contrôles sont devenus plus nombreux et plus systématiques, ce qui a entraîné une augmentation des plaintes et des réactions négatives de la part des citoyens. La police doit faire preuve de plus de respect et de compréhension pour éviter de créer davantage de tension et de violence.

Er zijn regelmatig aanvallen tegen politieagenten en dat is onaanvaardbaar. Geen enkele van de verkozen politici in dit gewest keurt het goed, apprecieert dit of heeft hiervoor de kleinste vorm van tolerantie. Integendeel, het probleem wordt erkend en er moet dan ook werk worden gemaakt van nultolerantie ten aanzien van geweld tegen politie, hulpdiensten of ambulances. Voorts moet er door het gerecht sneller en efficiënter bestraft worden en moet ervoor worden gezorgd dat er geen onterecht seponeringbeleid is.

Een groot deel van het probleem is dat men geen vat heeft op het fenomeen. Er is wel het aanvoelen dat er een probleem is op het vlak van etnisch profileren en van ontorechte controles. Maar hoe groot het probleem is en hoe dat precies kan worden opgelost is nog onvoldoende duidelijk. Vandaar dat er wordt voorgesteld om dat soort fenomenen te onderzoeken en beter te registreren. Hetzelfde geldt overigens ook voor de stadsbendes. Hier is een rol weggelegd voor de nieuwe instelling BPV en het observatorium dat erin gehuisvest is. Na de goedkeuring van de resolutie zal het belangrijk zijn de implementatie van deze aanbevelingen op te volgen zodat er echt iets van in huis komt.

De heer Petya Obolensky wenst enkele achtergrondelementen in herinnering te brengen alvorens in te gaan op de inhoud van het voorstel van resolutie. Van de zomer was er een multiculturele en wereldwijde beweging van jongeren tegen structureel racisme en vooral tegen politiegeweld en de straffeloosheid van dergelijke misdrijven. Ook deze week toont de aframmeling van Michel Zecler in Frankrijk in hoeverre politiegeweld een diepgaand en fundamenteel maatschappelijk debat is. Het recht om te filmen voor burgers en journalisten is uiterst belangrijk. Zonder de beelden van het pak rammel dat Michel Zecler heeft gekregen, zou hij vandaag in de gevangenis zitten na valse verklaringen van de politie voordat de beelden hem vrijpleitten en de politieagenten werden geschorst. De vraag is hoeveel Michels er niet werden gefilmd.

Er zijn ook terugkerende incidenten in België. In het geval van Adil is het minste wat gezegd kan worden dat het bij jongeren die waarschijnlijk een politiecontrole wilden ontvluchten uit angst voor een boete, volstrekt disproportioneel was om de achtervolging in te zetten. Maar ook anderen hebben de afgelopen jaren helaas het leven verloren: Lamine, Mehdi, Sabrina, Wassim, Mawda. Bij elk dodelijk incident stellen de families zich vragen over wat er werkelijk gebeurd is. Ze eisen gerechtigheid en de waarheid, vaak met een grote sereniteit. Er is een gevoel van onrechtvaardigheid en straffeloosheid wanneer zaken worden geseponeerd. Daarom is de situatie ernstig en een kruitvat.

De achterliggende spanningen en de toename van het aantal controles zijn verergerd door de moeilijke context ten

confinement. Tout le monde n'est pas égal dans le confinement et il y a parfois encore des différences de traitement envers les gens qui ne respectent pas les règles de confinement, en fonction des quartiers où ils vivent.

De nombreuses enquêtes d'Amnesty International, de la Ligue des droits humains ou de Médecins du monde ne permettaient plus de nier le phénomène des violences policières.

Plusieurs rencontres ont été très intéressantes, et il y a lieu de remercier l'ensemble des personnes qui y ont collaboré, en ce compris les collègues députés. Malheureusement, la résolution qui sera adoptée risque de ne pas être à la hauteur des enjeux qui ont été cités. Une résolution parlementaire est le fruit d'un compromis et en l'occurrence, nombre d'éléments amenés par le groupe MR y ont été intégrés. Il est dommage qu'il n'y ait pas de recommandations concrètes pourtant évidentes qui se retrouvent dans tous les rapports de tous les spécialistes depuis des années. Malheureusement, fort peu des éléments apportés par le PTB ont été intégrés dans la résolution.

Pour le PTB, le débat a été biaisé dès le départ. En effet, on parle dans la résolution de problèmes de relations entre citoyens et forces de l'ordre, comme s'il s'agissait d'une dispute banale entre deux intervenants à départager d'égal à égal. Mais on ne cite même jamais le terme de « violences policière » dans le texte. Certes, le travail de policier est un travail très dur qui mérite beaucoup de respect. Durant son travail en tant que travailleur social, il dit avoir rencontré beaucoup de policiers remarquables. Mais les forces de l'ordre représentent l'État et elles ont recours à la force. Elles doivent dès lors être exemplaires et soumises à des sanctions quand il y a des soucis. Les policiers reçoivent un uniforme, un véhicule de police et une arme, il faut donc de la confiance et du respect de part et d'autre, mais il faut pour cela sanctionner les violences policières et y mettre fin.

Notre critique répétée par rapport aux travaux de la commission, c'est que, même s'il y a eu un équilibre dans le choix des orateurs, il a été refusé d'entendre les familles des victimes.

Enfin, reconnaître un problème et essayer de le régler, c'est être responsable et faire de la politique. C'est un déni de ne parler que de simples problèmes de relations, alors qu'une partie de plus en plus importante de la jeunesse à Bruxelles subit une discrimination systématique de profilage ethnique, ce n'est pas responsable. Malheureusement, c'est toute la profession qui est entachée par les violences policières. Mais la résolution ne réglera rien par rapport à cela.

Dans la résolution, il est beaucoup question de la police de quartier et c'est très bien. Mais la police de quartier a été détruite depuis 20 ans par les politiques néolibérales. Le cadre idéologique néolibéral prône l'idée que l'État doit se désinvestir de son rôle de protection des plus faibles et réprimer les comportements criminels typiquement liés aux classes inférieures. Il y a, derrière la police, des choix politiques d'agir avec telle ou telle méthode.

gevolge van de lockdown. Niet iedereen is gelijk in de lockdown en soms zijn er nog steeds verschillen in de behandeling van mensen die de lockdownregels niet volgen volgens de wijken waar ze wonen.

Talrijke onderzoeken van Amnesty International, de Liga voor Mensenrechten en Dokters van de Wereld maken het niet meer mogelijk om het fenomeen van politiegeweld te ontkennen.

Verschillende ontmoetingen waren zeer interessant. We moeten iedereen bedanken die daaraan heeft meegewerkt, ook de collega-volksvertegenwoordigers. Jammer genoeg is het mogelijk dat de resolutie die zal worden aangenomen niet opgewassen is tegen de aangehaalde uitdagingen. Een parlementaire resolutie is het resultaat van een compromis en in dit geval werden veel van de door de MR-fractie naar voren gebrachte elementen erin geïntegreerd. Het is jammer dat de resolutie geen concrete, maar evidente aanbevelingen bevat die al jaren in alle rapporten van alle experts staan. Helaas zijn er zeer weinig elementen van de PTB in de resolutie opgenomen.

Volgens de PTB was het debat van meet af aan bevoordeeld. De resolutie spreekt immers van problemen in de relaties tussen burgers en politiediensten alsof het om een banaal geschil gaat tussen twee sprekers die op gelijke voet moeten worden behandeld. De term "politiegeweld" wordt zelfs nooit in de tekst gebruikt. Natuurlijk is politiewerk zeer zwaar werk dat veel respect verdient. Tijdens zijn werk als maatschappelijk werker heeft hij veel opmerkelijke politieagenten ontmoet. De politie vertegenwoordigt echter de Staat en gebruikt geweld. Ze moeten bijgevolg het voorbeeld geven en gestraft worden wanneer er problemen rijken. Politieagenten kregen een uniform, een politievoertuig en een wapen. Er moet dus aan beide kanten vertrouwen en respect zijn, maar het politiegeweld moet daarom worden bestraft en gestopt.

Onze herhaalde kritiek op de werkzaamheden van de commissie is dat, hoewel er een evenwicht was in de keuze van de sprekers, de families van de slachtoffers niet werden gehoord.

Tot slot getuigt het erkennen van een probleem en het trachten op te lossen van verantwoordelijkheid en aan politiek doen. Als men het enkel over eenvoudige problemen in de relatie heeft, terwijl een steeds groter deel van de jongeren in Brussel systematisch het slachtoffer wordt van etnische profilering, is dat niet verantwoord. Helaas wordt het hele beroep bezoeeld door politiegeweld. De resolutie zal daar niets aan veranderen.

In de resolutie wordt veel gesproken over buurtpolitie, en dat is allemaal goed en wel. Maar het buurtpolitieapparaat is de afgelopen 20 jaar vernietigd door neoliberaal beleid. Het neoliberale ideologische kader pleit voor het idee dat de Staat zich moet ontdoen van zijn rol in het beschermen van de zwaksten en criminell gedrag moet onderdrukken dat typisch is voor de lagere klassen. Achter de politie zijn er politieke keuzes om op deze of gene manier te handelen.

Face à tout cela, le PTB va se battre pour permettre à la résolution d'arriver le plus loin possible. Il y a des choses positives dans la résolution, telles que la reconnaissance du profilage ethnique, la revalorisation de l'agent de quartier, le renforcement des formations tant dans la durée que dans le contenu ou dans la qualité des instructeurs, l'aspect de la réorganisation du dispatching du numéro d'urgence de la police, l'intégration du débriefing et des interventions pour les agents de police après les interventions. Ce sont d'excellentes recommandations, malgré le caractère purement indicatif typique d'une résolution. Mais il manque les éléments clés qui peuvent changer la donne sur le terrain et effectivement améliorer les relations entre les citoyens et, en particulier, les citoyens et la police.

M. Hicham Talhi remercie lui aussi le président, les rapporteuses et l'ensemble des commissaires qui ont apporté des éléments à intégrer dans la résolution. Il y a lieu de rappeler l'objectif de la résolution et de recentrer le débat. Le but premier est de renforcer ou de restaurer un climat de confiance entre la police et les citoyens.

La police doit être respectueuse et respectée. Elle doit participer à la désescalade lors de conflits et être spécifiquement formée à cet effet. Bien souvent, l'arrivée de la police crée des tensions, alors qu'il faudrait que l'arrivée des policiers mène à une diminution des tensions. Il faut une police de proximité qui soit transparente et à l'image de la population. Il y a lieu d'espérer que d'ici 10 à 15 ans, il y ait une plus grande proportion de Bruxellois au sein de la police.

Par rapport au monitoring, il faut saluer la convergence sur la nécessité de celui-ci. Si l'on connaît maintenant l'existence du profilage ethnique, on est confronté à une absence de moyens et de mesures en la matière et au besoin de quantifier les choses par le biais du contrôle avec récépissé ou, à tout le moins, l'enregistrement des contrôles d'identité. Cela devrait permettre de confirmer ou d'infirmer l'existence du problème.

Il faut faire évoluer la police en s'inspirant des bonnes pratiques à l'étranger. Le fait, par exemple, que pendant le confinement, la police Nord ait recontacté l'ensemble des victimes ayant porté plainte pour violence conjugale, afin de vérifier que tout allait bien, est un exemple typique d'une bonne pratique qui pourrait être généralisée.

Le sondage de la relation entre citoyens et policiers, c'est une bonne idée qui doit permettre de montrer et de mesurer la qualité de la police, ou en tout cas la manière dont elle est appréciée par les citoyens.

Pour une meilleure formation, il faut renforcer l'ERIP et valoriser le métier de professeur. Certains propos assez maladroits ont été tenus à l'égard de certains professeurs. Mais il faudrait mieux valoriser les professeurs afin d'attirer les meilleurs, et s'assurer ainsi que les policiers bénéficient

Tegenover dit alles zal de PTB zich inzetten om de resolutie zo ver mogelijk te laten gaan. Er staan positieve dingen in de resolutie, zoals de erkenning van etnische profiling, de herwaardering van de wijkagent, de versterking van de opleiding zowel qua duur als inhoud of in de kwaliteit van de instructeurs, het aspect van de reorganisatie van de dispatching van het noodnummer van de politie, de integratie van de debriefing en de intervies voor de politieagenten na de interventies. Dit zijn uitstekende aanbevelingen, ondanks het typische, louter indicatieve karakter van een resolutie. Maar wat ontbreekt zijn de belangrijkste elementen die een verschil kunnen maken op het terrein en de relaties tussen de burgers en met name de burgers en de politie daadwerkelijk kunnen verbeteren.

De heer Hicham Talhi bedankte ook de voorzitter, de rapporteurs en alle commissarissen die elementen hadden aangedragen die in de resolutie moesten worden opgenomen. Het was belangrijk om het doel van de resolutie in herinnering te brengen en het debat te heroriënteren. Het primaire doel is het versterken of herstellen van een klimaat van vertrouwen tussen de politie en de burgers.

De politie moet respectvol en gerespecteerd zijn. Zij moeten betrokken zijn bij deescalatie in conflicten en daarvoor specifiek zijn opgeleid. De komst van de politie zorgt vaak voor spanning, terwijl de komst van de politie zou moeten leiden tot een afname van de spanning. Er is behoefte aan een gemeenschapspolitie die transparant is en in het imago van de bevolking staat. Het is te hopen dat er over 10 tot 15 jaar een groter deel van de Brusselaars in het politiekorps zal zijn.

Wat het toezicht betreft, is de convergentie over de noodzaak daarvan toe te juichen. Hoewel we nu weten dat er etnische profiling bestaat, worden we geconfronteerd met een gebrek aan meetinstrumenten op dit gebied en de noodzaak om de zaken te kwantificeren door middel van monitoring met een controlebewijs of, op zijn minst, het registreren van identiteitscontroles. Dit moet het mogelijk maken om het bestaan van het probleem te bevestigen of te ontkräften.

De politie moet zich ontwikkelen in overeenstemming met de goede praktijken in het buitenland. Het feit bijvoorbeeld dat de politie van het Noorden tijdens de opruiming contact heeft opgenomen met alle slachtoffers die een klacht over huiselijk geweld hadden ingediend om na te gaan of alles in orde was, is een typisch voorbeeld van een goede praktijk die veralgemeend kan worden.

Het in kaart brengen van de relatie tussen burgers en politieagenten is een goed idee dat het mogelijk moet maken om de kwaliteit van de politie te controleren en te meten, of in ieder geval de manier waarop deze door de burgers wordt gewaardeerd.

Voor een betere opleiding moet de GIP worden versterkt en moet het onderwijsberoep worden gewaardeerd. Er werden nogal onhandige opmerkingen gemaakt over bepaalde leraren. De leerkrachten moeten echter beter worden gewaardeerd om de besten aan te trekken en zo te

d'une formation d'excellence. Au-delà de la formation qui est conférée à l'école de police, il faut une formation continue avec des structures externes comme Unia par exemple.

En matière de contrôle interne, il est positif d'encourager les cellules de confiance pour dénoncer les abus qui existent. Indiquer qu'il y a déjà des structures existantes, c'est nier le problème des pratiques de racisme ou de harcèlement. Au vu des problèmes, on ne peut en effet pas dire que les structures actuelles fonctionnent.

Faire l'effort de reconnaître qu'au-delà de cas isolés, il peut y avoir une manière de fonctionner de la police qui est problématique, serait déjà un pas en avant.

Il incite à demander, dans tous les conseils de police, le nombre d'articles 44 qui ont été invoqués. Il est en effet nécessaire pour les politiques de contrôler l'application de cette procédure.

Il est encore, dans le texte, question de prévoir un mécanisme de contrôle interne à tous les niveaux hiérarchiques. Il est très important que la police, en tant que représentant de l'État qui a le monopole de la force, puisse avoir divers niveaux de contrôle interne.

Le fait de favoriser les déplacements à pied, à vélo ou à cheval des policiers afin de permettre un contact avec les citoyens serait positif. Un élément important invoqué lors des auditions a été le fait que les agents de quartier bénéficient du même salaire que les agents opérationnels. Seulement, le fait qu'ils ne peuvent pas bénéficier de primes de nuit ou de week-end, fait en sorte qu'au final, le revenu est inférieur. Il n'y a dès lors pas lieu de revaloriser le salaire des agents de quartier, mais bien de voir quelles primes spécifiques pourraient leur être accordées, non seulement pour rendre leur métier plus attrayant financièrement, mais aussi pour les revaloriser socialement.

Des moyens supplémentaires sont nécessaires pour la politique de prévention. La réforme de la norme KUL est également nécessaire.

En conclusion, il faut affirmer le respect pour les forces de l'ordre, souligner la difficulté de leur mission et le fait que toute attaque à leur encontre est blâmable et inadmissible. Il ne faut pas considérer la résolution qui sera votée et ses recommandations comme une finalité en soi. Cette résolution doit permettre de faire un travail politique continu au niveau local ou de lobbying au sein des partis faisant partie de la majorité fédérale, pour essayer de faire avancer les dossiers qui en dépendent. Cette résolution doit être une sorte d'engagement collectif, en tout cas pour les partis qui la voteront, une sorte de prise de conscience qu'il existe un problème, et qu'il faut y travailler afin que demain, il y ait une police qui soit respectée, respectable, à l'image des citoyens, plus efficace et consciente du rôle primordial qu'elle joue au sein de la société.

zorgen voor een uitstekende opleiding van de politieagenten. Naast de opleiding die op de politieacademie wordt gegeven, is er behoefte aan permanente opleiding met externe structuren zoals bijvoorbeeld UNIA.

Wat de interne controle betreft, is het positief dat de vertrouwenscellen worden aangemoedigd om bestaande misstanden aan de kaak te stellen. Als we aangeven dat er al structuren bestaan, ontkennen we het probleem van racistische of intimidatiepraktijken. Gezien de problemen kan niet worden gezegd dat de huidige structuren werken.

Het zou een stap voorwaarts zijn om te erkennen dat er, afgezien van geïsoleerde gevallen, een problematische manier van werken van de politie kan zijn.

Hij dringt erop aan dat het aantal artikelen 44 dat is ingeroepen in alle politiecommissies zou worden opgevraagd. Het is inderdaad noodzakelijk dat politici toezicht houden op de toepassing van deze procedure.

In de tekst wordt nog steeds verwezen naar de noodzaak om te voorzien in een intern controlesmechanisme op alle niveaus van de hiërarchie. Het is van groot belang dat de politie, als vertegenwoordiger van de Staat die een machtsmonopolie heeft, verschillende niveaus van interne controle kan uitoefenen.

Het aanmoedigen van politieagenten om zich te voet, op de fiets of te paard te verplaatsen om contact met de burgers mogelijk te maken, zou positief zijn. Een belangrijk punt dat tijdens de hoorzittingen aan de orde kwam, was het feit dat wijkpolitieagenten hetzelfde salaris krijgen als operationele agenten. Het feit dat zij geen recht hebben op nacht- of weekendbonussen betekent echter dat hun inkomen uiteindelijk lager is. Het is dus niet nodig om de salarissen van de wijkagenten te verhogen, maar wel om te kijken welke specifieke bonussen aan hen kunnen worden toegekend, niet alleen om hun baan financieel aantrekkelijker te maken, maar ook om hun sociale status te verhogen.

Er zijn extra middelen nodig voor het preventiebeleid. Ook de hervorming van de KUL-norm is noodzakelijk.

Tot slot moet het respect voor de wetshandhavingsinstanties worden bevestigd, moet de moeilijkheid van hun opdracht worden benadrukt en is elke aanval tegen hen laakbaar en ontoelaatbaar. De resolutie waarover wordt gestemd en de aanbevelingen die daarin worden gedaan, moeten niet als een doel op zich worden gezien. Deze resolutie moet het mogelijk maken om op lokaal niveau te blijven werken of te lobbyen binnen de partijen die deel uitmaken van de federale meerderheid om te proberen vooruitgang te boeken met betrekking tot de kwesties die ervan afhangen. Deze resolutie moet een soort collectieve verbintenis zijn, in ieder geval voor de partijen die er voor zullen stemmen, een soort erkenning van het feit dat er een probleem is, en er aan werken zodat er morgen een politiemacht komt die gerespecteerd wordt, respectabel is, naar het beeld van de burgers toe, effectiever is en zich bewust is van de vitale rol die zij speelt in de samenleving.

M. Guy Vanhengel indique que son groupe soutiendra avec conviction cette résolution, qu'il considère comme très équilibrée.

M. Christophe Magdalijns salue à son tour le travail de qualité qui a été fourni par les personnes qui y ont contribué. Le groupe DéFI soutiendra le travail et les différentes propositions émises, car elles vont dans le bon sens. Elles doivent permettre de réconcilier citoyens et police.

Il affirme également son ouverture aux différents amendements, et particulièrement en ce qui concerne les éléments amenés par M. Vincent De Wolf lors de son intervention, pour lesquels il y avait des arguments juridiques dont on doit tenir compte. En effet, le souhait est d'arriver à l'accord le plus large possible.

Le groupe DéFI est, de longue date, très inquiet au sujet des rapports entre les citoyens et la police. La charge psychosociale sur les policiers a fort augmenté, de même que les souffrances sociales à Bruxelles n'ont pas diminué. Il y a là un cocktail explosif. Il est évident qu'il faut affiner l'analyse et la compréhension des phénomènes sur le terrain. Dans ce contexte, communes et zones de police sont probablement les premières lignes les plus à même d'expliquer ce qui se passe sur le terrain, bien sûr avec les acteurs qui accompagnent les jeunes. Mais il faut ajouter que la vérité juridique est importante. Quand des décisions judiciaires sont prises, il faut pouvoir les accepter. Même si cette décision peut amener à des frustrations. Il faut insister sur le fait que le rôle est d'investir dans les institutions et non pas de les fragiliser. La mort est bien évidemment toujours insupportable, en particulier pour les proches de la victime. Mais ce n'est pas forcément leur témoignage en première ligne qui doit guider les politiques publiques.

En matière de sécurité, la Région a des compétences limitées. C'est notamment le cas pour BPS. Par contre, en matière de prévention, elle a de larges compétences et donc, cela doit être un guide indiquant qu'il faut travailler en premier lieu sur cette prévention.

Actuellement, il y a déjà des formulaires en ligne, il y a des accompagnements pour les victimes, il y a des accompagnements psychologiques. Cela conduit au souhait de voir les zones de police pleinement associées à la démarche et à nos initiatives. Car il y a déjà beaucoup de choses qui sont faites, il y a un grand réservoir de connaissances et de maîtrise des choses.

En ce qui concerne le dirco, c'est une charnière essentielle qui implique le fédéral ou qui, en tout cas, fait le pont avec ce pouvoir. Il faut pouvoir collaborer avec ce dirco pour faire remonter une série de demandes.

Le groupe DéFI soutient la résolution, qui va dans le bon sens, et est ouvert à toute discussion, car plus on sera nombreux à soutenir ces mesures, plus elles ont des chances d'aboutir.

De heer Guy Vanhengel zegt dat zijn fractie deze resolutie met overtuiging zal steunen, die hij als zeer evenwichtig beschouwt.

De heer Christophe Magdalijns prijst op zijn beurt het goede werk dat is verricht door degenen die er een bijdrage aan hebben geleverd. De DéFI-fractie zal het werk en de verschillende voorstellen steunen, omdat ze een stap in de goede richting zijn. Zij moeten het mogelijk maken om burgers en de politie met elkaar te verzoenen.

Hij bevestigt ook dat hij openstaat voor de verschillende amendementen, met name wat betreft de elementen die de heer Vincent De Wolf tijdens zijn toespraak naar voren heeft gebracht en waarvoor juridische argumenten in aanmerking moeten worden genomen. Inderdaad, de wens is om een zo breed mogelijke overeenkomst te bereiken.

De DéFI-fractie maakt zich al lange tijd grote zorgen over de relatie tussen burgers en de politie. De psychosociale belasting van de politieagenten is sterk toegenomen, net zoals het sociale leed in Brussel niet is afgenoem. Dit is een explosive cocktail. Het is duidelijk dat de analyse en het begrip van de verschijnselen in het veld moeten worden verfijnd. In deze context zijn gemeenten en politiezones waarschijnlijk de eerste lijnen die het best in staat zijn om uit te leggen wat er op het terrein gebeurt, uiteraard met de actoren die de jongeren begeleiden. Maar er moet aan worden toegevoegd dat de juridische waarheid belangrijk is. Als er gerechtelijke beslissingen worden genomen, moeten we ze kunnen aanvaarden. Zelfs als deze beslissing tot frustratie kan leiden. We moeten erop hameren dat het de taak is om te investeren in instellingen en niet om ze te verzwakken. Natuurlijk is de dood altijd ondraaglijk, vooral voor de familieleden van het slachtoffer. Maar het is niet noodzakelijkerwijs hun getuigenis in de frontlinie die het overheidsbeleid moet sturen.

Op het vlak van veiligheid heeft het Gewest beperkte bevoegdheden. Dit is met name het geval voor BPV. Op het vlak van preventie echter heeft ze brede bevoegdheden, dit moet ertoe leiden dat men in de eerste plaats werkt op preventie.

Er zijn thans onlineformulieren beschikbaar, er zijn slachtofferbegeleidingen, er zijn psychologische begeleidingen. Dit leidt naar de verzuchting om de politiezones volledig te betrekken bij onze aanpak en onze initiatieven. Er is al veel gedaan, er is dus een groot kennis- en deskundigheidsreservoir vorhanden.

Aangaande de DIRCO, is dit een essentiële schakel die de federale overheid erbij betrekt of die, in ieder geval, verbinding maakt met deze macht. We moeten kunnen samenwerken met deze DIRCO om een aantal vragen terug te koppelen.

De DéFI-fractie ondersteunt deze resolutie die de goede richting uitgaat en staat open voor om het even welke debat want hoe meer personen deze maatregelen steunen, des te meer kans dat ze tot een goed einde komen.

Mme Els Rochette remercie à son tour le président et tous ceux qui ont contribué à faire aboutir les travaux de la commission.

Elle indique entendre les regrets de certains selon lesquels le texte aurait pu être meilleur, mais elle constate également que ces remarques portent en même temps sur le fait que ce texte ne va pas assez loin et sur le fait qu'il va trop loin. Elle dit également comprendre que certaines victimes ou certains agents de police pourraient également être de cet avis.

Par la présente résolution, le parlement donne le signal aux citoyens et à la police qu'il se soucie réellement de cette problématique.

Le parlement a prouvé qu'il était à l'écoute de tout le monde et qu'il s'efforçait de gérer cela de manière positive. Un point positif, c'est que la législature n'en est qu'à sa deuxième année et qu'il sera donc possible de continuer à suivre ce problème dans les années à venir.

Enfin, en réponse aux remarques de M. De Wolf, elle indique être attentive aux éventuels problèmes juridiques. Les points soulevés peuvent donc être améliorés. Mais il reste important que le système de plaintes et les procédures deviennent plus transparents, tant pour les victimes que pour les policiers qui souhaitent dénoncer certains abus.

M. Pierre Kompany remercie lui aussi le président et les rapporteuses du présent texte. Le rôle du parlement est d'instruire le gouvernement qui, lui, y donnera les suites nécessaires. Le sujet est loin d'être aisé, surtout dans le contexte actuel. Le fait même d'avoir traité le sujet ne peut être que positif.

La dégradation des relations entre la police et la société alimente régulièrement la chronique des faits divers. Elle engendre un sentiment de plus en plus ouvertement exprimé, surtout sur les réseaux sociaux, de malaise de part et d'autre. Elle témoigne aussi de sentiments d'insécurité chez des citoyens. Il est impératif d'améliorer la confiance entre policiers et citoyens et de rétablir un équilibre afin que chacun puisse reprendre sa place et comprendre le bien-fondé des travaux effectués par la commission.

Il indique encore que le sujet lui tient à cœur puisque, avant d'occuper ses fonctions politiques et de devenir un citoyen belge à part entière, il a été réfugié politique pendant sept ans. Cela n'était pas facile. Il a lui-même été une victime, et la façon dont se déroule un contrôle de police joue un rôle majeur dans l'établissement de la confiance. Et cela peut certainement être amélioré. Il y a, parmi les policiers, des gens qui parfois ne sont pas corrects. On ne peut plus voir des images comme celles du tabassage en France, on ne peut plus voir les images d'accidents occasionnant la mort de jeunes comme chez nous. Il faut pouvoir effacer ces images et devenir un pays modèle.

Mevrouw Els Rochette dankt op haar beurt de voorzitter en éénieder die heeft bijgedragen tot het welslagen van de werkzaamheden van de commissie.

Ze geeft aan de verzuchtingen van sommigen, dat de tekst beter had gekund, te horen, maar stelt tevens vast dat deze bemerkingen tegelijk betrekking hebben op het niet ver genoeg gaan van de tekst als op het te ver gaan van de tekst. Ze zegt ook te begrijpen dat bepaalde slachtoffers of sommige politiemensen daar misschien ook zo over zouden denken.

Deze resolutie is een signaal van het parlement, naar de burgers toe en naar de politie toe, dat het echt bekommert is om dat thema.

Het parlement heeft bewezen te luisteren naar iedereen en te trachten daar positief mee om te gaan. Positief is alvast het feit dat de legislatuur nog maar in haar tweede jaar zit en dat het dus mogelijk zal zijn om deze problematiek de komende jaren te blijven volgen.

Tot slot geeft zij aan, naar aanleiding van de opmerkingen van de heer De Wolf, oor te hebben voor eventuele juridische problemen. De aangehaalde punten kunnen dan ook verbeterd worden. Maar het blijft belangrijk dat het systeem van klachten en procedures transparanter wordt, en dit zowel voor slachtoffers als voor politieagenten die bepaalde mistoestanden wensen aan te klagen.

Ook de heer Pierre Kompany dankt de voorzitter en de rapporteurs van deze tekst. De rol van het parlement bestaat erin de regering te instrueren die op haar beurt er het nodige gevolg aan zal geven. Het is zeker geen blij onderwerp, zeker in de huidige context. Het feit echter dit onderwerp behandeld te hebben kan op zich alleen maar positief zijn.

Over de verslechterde relatie tussen de politie en de maatschappij wordt vaak bericht in de faits divers rubriek. Ze leidt tot een gevoel van malaise aan weerskanten waarover meer en meer openlijk gesproken wordt, vooral op de sociale media. Ze getuigt ook van een onveiligheidsgevoel bij de burgers. Het is uiterst belangrijk het vertrouwen tussen de politiemensen en de burgers te verbeteren en een evenwicht te herstellen zodat éénieder zijn plaats terug kan nemen en de rechtmatigheid van de werken van de commissie begrepen kan worden.

Hij geeft ook nog aan dat het onderwerp hem na aan het hart ligt aangezien hij, alvorens hij zijn politieke functies opnam en een volwaardige Belgische burger werd, hij gedurende zeven jaar politiek vluchteling was. Dat was niet makkelijk. Hij werd zelf slachtoffer en de manier waarop een politiecontrole wordt uitgevoerd heeft een zeer belangrijke rol in de opbouw van vertrouwen. En dit kan zeker beter. Er zitten tussen de politiemensen soms niet correcte mensen. We willen geen beelden meer zien zoals de afranseling in Frankrijk, we willen geen beelden meer zien over ongelukken die de dood van jongeren veroorzaken zoals bij ons. We moeten deze beelden kunnen uitwissen en een modelland worden.

Aujourd’hui, il se dit intimement convaincu que plus les relations entre policiers et citoyens sont apaisées, plus les citoyens reconnaissent la légitimité de leur système politique et soutiennent leur police. La confiance qu’une population accorde aux forces de l’ordre est un facteur fort de cohésion sociale. La proposition de texte peut toujours être améliorée. Mais il faut bien être conscient que les policiers sont, avant tout, des citoyens aussi. Il faut une compréhension des uns et des autres.

IV. Discussion des considérants et du dispositif

(Réunion du 1^{er} décembre 2020)

Discussion des développements.

1^{er} alinéa des développements.

Le Président considère, tout comme M. De Wolf, qu'il vaudrait mieux ne pas citer le prénom du jeune homme malheureusement décédé dans l'incident de ce printemps. Il propose dès lors de modifier ces parties de phrase comme suit : « ... à la suite du décès d'un jeune au terme d'une course-poursuite avec la police... » et « La mort du jeune... ». (Assentiment)

M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 9. Il indique qu'il est nécessaire de mentionner dans le texte le problème tel qu'il est vécu par la police bruxelloise ces derniers mois.

Votes

L'amendement n° 9 est rejeté par 13 voix contre 1.

Le 1^{er} alinéa des développements tel que modifié techniquement est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Alinéas 2 à 5 des développements.

Les alinéas 2 à 5 des développements ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les alinéas 2 à 5 des développements sont adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Alinéa 5/1 (nouveau) des développements.

M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 10. L'objectif de l'amendement est de reconfirmer que les services de secours et les personnes en charge de l'autorité remplissent une fonction claire dans la société et ont, à ce titre, également un statut particulier.

Vandaag zegt hij in zijn hart ervan overtuigd te zijn dat hoe rustiger de relaties zijn tussen de politiemensen en de burgers, des te meer erkennen de burgers de rechtmatigheid van hun politiek systeem en steunen ze hun politie. Het vertrouwen dat een bevolking schenkt aan de ordediensten is een sterke factor van sociale cohesie. Het tekstvoorstel kan steeds verbeterd worden. We moeten ook beseffen dat de politiemensen, in de eerste plaats, ook burgers zijn. Er moet wederzijds begrip zijn.

IV. Besprekking van de consideransen en het bepalend gedeelte

(Vergadering van 1 december 2020)

Besprekking van de toelichting.

Eerste lid van de toelichting.

De voorzitter is van oordeel, net zoals de heer De Wolf, dat het beter is de naam van de jongeman die jammer genoeg gestorven is tijdens het incident in de lente niet te vernoemen. Hij stelt bijgevolg voor deze zinsdelen als volgt te wijzigen: “... naar aanleiding van het overlijden van een jongere na verloop van een achtervolging door de politie ...” en “Het overlijden van de jongere ...”. (Instemming)

De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 9 toe. Hij geeft aan dat het nodig is het probleem zoals dat de laatste maanden in Brussel door de politie wordt ervaren, in de tekst te vermelden.

Stemmingen

Amendement nr. 9 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1.

Het eerste lid van de toelichting zoals technisch gewijzigd wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Leden 2 tot 5 van de toelichting.

De leden 2 tot 5 van de toelichting lokken geen enkel commentaar uit.

Stemmingen

De leden 2 tot 5 van de toelichting worden aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Lid 5/1 (nieuw) van de toelichting.

De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 10 toe. Het doel van het amendement is te herbevestigen dat hulpverleners en gezagsdragers een duidelijke functie hebben in de samenleving en daardoor ook een bijzonder statuut.

Vote

L'amendement n° 10 est rejeté par 14 voix contre 1.

Alinéas 6 à 8 des développements.

Les alinéas 6 à 8 des développements ne suscitent aucun commentaire

Votes

Les alinéas 6 à 8 des développements sont adoptés par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Alinéa 8/1 (nouveau) des développements.

M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 11. La classe politique, les mandataires locaux et le pouvoir exécutif doivent soutenir sans réserve la police et les services de secours lors de chaque incident violent à leur encontre.

M. Hicham Talhi indique qu'il regrette la façon dont a été rédigé cet amendement et le glissement sémantique de plus en plus droitier. C'est regrettable de la part d'un commissaire qu'on estime.

M. Vincent De Wolf indique lui aussi être, comme Bruxellois, choqué par le caractère totalement général par rapport à Bruxelles, de l'exposé de M. Vanden Borre.

Vote

L'amendement n° 11 est rejeté par 14 voix contre 1.

Alinéa 9 des développements.

L'alinéa 9 des développements ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'alinéa 9 des développements est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Alinéa 10 des développements.

M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 12. L'amendement concerne la création d'une zone de police unifiée. Cette demande est soutenue par tous les groupes politiques néerlandophones du parlement. L'amendement traduit une aspiration qui figurait telle quelle dans les programmes électoraux de one.Brussels-sp.a, de l'Open Vld et de Groen.

Stemming

Amendement nr. 10 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Leden 6 tot 8 van de toelichting.

De leden 6 tot 8 van de toelichting lokken geen enkel commentaar uit.

Stemmingen

De leden 6 tot 8 van de toelichting worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Lid 8/1 (nieuw) van de toelichting.

De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 11 toe. De politiek, de lokale mandatarissen en de uitvoerende macht moeten onomwonden achter de politie en de hulpverleners staan bij elk incident van geweld tegen hen.

De heer Hicham Talhi geeft aan de manier waarop dit amendement wordt opgesteld en de steeds rechtsiere semantische verschuiving te betreuren. Dit is betrekwaardig komende van een commissielid dat we waarderen.

De heer Vincent De Wolf geeft aan dat hij, als Brusselaar geschokt is door het volledig algemeen karakter ten aanzien van Brussel in de uiteenzetting van de heer Vanden Borre.

Stemming

Amendement nr. 11 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Het negende lid van de toelichting.

Het negende lid van de toelichting lokt geen enkel commentaar uit.

Stemming

Het negende lid van de toelichting wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Het tiende lid van de toelichting.

De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 12 toe. Het amendement heeft betrekking op de oprichting van een eengemaakte politiezone. Deze vraag wordt gesteund door alle Nederlandstalige fracties in het parlement. Het amendement vertaalt een verzuchting die als dusdanig vermeld werd in de verkiezingsprogramma's van one.brussels-sp.a, Open Vld en Groen.

M. Vincent De Wolf indique ne pas comprendre le dépôt d'un tel amendement. Tout le monde sait qu'il existe depuis longtemps une fracture entre les partis francophones et néerlandophones de Bruxelles sur ce point. Ce n'est pas un tel amendement qui changera quelque chose en la matière.

M. Guy Vanhengel indique que son groupe estime que cette question est sans rapport direct avec la présente résolution. Elle concerne un débat plus institutionnel dont on sait qu'il oppose les deux groupes linguistiques du parlement. Par contre, ce qui importe, c'est l'unité de commandement telle qu'elle figure au programme de l'Open Vld et à laquelle on travaille.

M. Hicham Talhi rappelle que les représentants syndicaux qui ont été entendus n'étaient pas favorables à une fusion des zones de police, que les chefs de corps qui ont été entendus n'étaient pas favorables à une fusion des zones de police et qu'une étude a conclu au fait qu'il n'y aurait pas de plus-value à une fusion des zones de police.

Mme Els Rochette déclare que le groupe one.Brussels-sp.a est monté dans une majorité parlementaire, qu'un accord de gouvernement a été conclu et que son groupe entend le respecter. Ce qui est important, c'est de parvenir à un maximum d'harmonisation et à un gain d'efficacité grâce à une collaboration approfondie.

M. Jamal Ikazban dit constater que le groupe N-VA n'est pas constructif. Il souhaite dès lors remercier encore l'ensemble des autres membres de la commission, en ce compris ceux des groupes néerlandophones qui, eux, se soucient des intérêts des Bruxellois et des Bruxelloises.

M. Christophe Magdalijns estime que si le groupe N-VA souhaitait travailler à l'amélioration pour les Bruxellois, il ne reviendrait pas avec une telle insistance sur cette proposition. Les réorganisations des services publics doivent se faire avec les personnes sur le terrain, et il faut les écouter. Or, si on écoute les personnes sur le terrain, il n'y aura pas de fusion des zones de police à Bruxelles. Et le groupe DéFI ne souhaite pas de fusion des zones de police.

M. Pierre Kompany rappelle que, si certaines zones de police sont petites en territoire, elles sont par contre extrêmement denses.

M. Mathias Vanden Borre dit comprendre que la fusion des zones de police est un point sensible pour ses collègues francophones. Il regrette toutefois la dureté des propos à son adresse.

Votes

L'amendement n° 12 est rejeté par 14 voix contre 1.

L'alinéa 10 des développements est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

De heer Vincent De Wolf geeft aan de indiening van een dergelijk amendement niet te begrijpen. Iedereen weet dat er sinds lang een kloof bestaat tussen de Franstalige en Nederlandstalige fracties in Brussel rond dit punt. Dergelijke amendement zal de zaken echt niet veranderen op dit vlak.

De heer Guy Vanhengel geeft aan dat zijn fractie van oordeel is dat deze problematiek geen rechtstreeks verband houdt met de voorliggende resolutie. Het betreft een meer institutioneel debat waarvan geweten is dat er in de twee taalgroepen van het parlement meningsverschillen bestaan. Wat wel belangrijk is, is de commando-eenheid zoals opgenomen in het partijprogramma van de Open Vld en waaraan gewerkt wordt.

De heer Hicham Talhi herinnert eraan dat de vakbondsverantwoordelijken die gehoord werden niet gunstig stonden tegenover een fusie van de politiezones, dat de korpschefs die gehoord werden niet gunstig stonden tegenover een fusie van de politiezones en dat een studie heeft besloten dat een fusie van de politiezones geen meerwaarde zou meebrengen.

Mevrouw Els Rochette geeft aan dat de fractie one.brussels-sp.a is toegetreden tot een parlementaire meerderheid en dat er een regeerakkoord werd gesloten waaraan haar fractie trouw wenst te blijven. Wat belangrijk is, is het feit dat er zoveel mogelijk harmonisatie zou komen en winstefficiëntie door verregaande samenwerking.

De heer Jamal Ikazban zegt vast te stellen dat de N-VA-fractie geen constructieve rol vervult. Hij wenst dan ook alle andere commissieleden, met inbegrip van de leden van de Nederlandstalige fracties die tenminste inzitten met de belangen van de Brusselaars te danken.

De heer Christophe Magdalijns meent dat indien de N-VA-fractie echt zou willen werken aan de verbetering van de situatie van de Brusselaars, ze niet met dergelijke aandrang zou terugkomen op dit voorstel. De reorganisaties van de openbare diensten moeten plaatsvinden met de personen op het terrein, er moet naar hen geluisterd worden. Indien we echter naar de personen op het terrein luisteren, zal het niet komen tot een fusie van de politiezones in Brussel. De DéFI-fractie wenst geen fusie van de politiezones.

De heer Pierre Kompany herinnert eraan dat ook al zijn de politiezones klein op het vlak van grondgebied, ze toch extreem compact zijn.

De heer Mathias Vanden Borre zegt te begrijpen dat de fusie van de politiezones een heikel punt is voor de Franstalige collega's. Hij betreurt wel de zware bewoordingen aan zijn adres.

Stemmingen

Amendment nr. 12 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Het tiende lid van de toelichting wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Alinéas 11 à 13 des développements.

Les alinéas 11 à 13 des développements ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les alinéas 11 à 13 des développements sont adoptés par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Discussion des considérants*1^{er} considérant*

Le 1^{er} considérant ne suscite aucun commentaire..

Vote

Le 1^{er} considérant est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Considérant 1/1 (nouveau)

M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 13. Il déclare qu'il regrette profondément qu'un jeune homme soit mort au cours d'un incident au printemps dernier. Il exprime dès lors explicitement son soutien aux proches et à la famille de la victime. Cependant, il estime qu'il est important de préciser qu'une décision du tribunal a déclaré qu'aucune infraction pénale n'avait été commise par les forces de l'ordre. Il faut arrêter la désinformation de certains groupes qui ne cessent d'accuser la police d'être responsable de la mort de ce jeune homme.

M. Vincent De Wolf indique que, pour la dernière victime en tout cas, il n'y a pas eu de décision judiciaire, mais uniquement la communication du fait que le parquet requerrait un non-lieu. Il ne faut pas confondre une réquisition de non-lieu du parquet qui fait partie de la magistrature debout, et une décision de justice. Ni la chambre du conseil, ni le tribunal correctionnel ne sont tenus de suivre cet avis.

M. Juan Benjumea Moreno confirme les propos de M. Vincent De Wolf : il n'y a pas eu de décision. Il précise également que le présent texte est déjà très nuancé. Il n'y a rien dans le texte sur les infractions pénales commises par la police, mais uniquement le constat que, dans le cadre d'une intervention policière, des personnes sont mortes ou ont été blessées. Ce texte ne peut pas être considéré et il ne sera donc pas considéré comme une accusation à l'encontre de la police.

M. Mathias Vanden Borre remercie ses collègues pour les précisions pertinentes. Si l'amendement est pris en considération par la majorité, il est donc disposé à en améliorer le texte. Ce qui importe, c'est que cet élément puisse être intégré au texte dans une version améliorée.

De leden 11 tot 13 van de toelichting.

De leden 11 tot 13 van de toelichting lokken geen enkel commentaar uit.

Stemmingen

De leden 11 tot 13 van de toelichting worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Besprekking van de consideransen*Eerste considerans*

De eerste considerans lokt geen enkel commentaar uit.

Stemming

De eerste considerans wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Considerans 1/1 (nieuw)

De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 13 toe. Hij geeft aan dat hij ten zeerste betreurt dat een jongeman het leven liet bij een incident deze lente. Hij spreekt dan ook expliciet zijn steun uit voor de nabestaanden en de familie van het slachtoffer. Hij meent echter dat het belangrijk is in deze mee te geven dat een beslissing van het gerecht stelde dat er geen strafbare feiten werden gepleegd door de politiediensten. De desinformatie van bepaalde groepen die de politiediensten blijven beschuldigen verantwoordelijk te zijn voor de dood van die jongeman, dient te worden gestopt.

De Vincent De Wolf geeft aan dat, alvast voor het laatste slachtoffer, er geen gerechtelijke beslissing is gekomen, enkel het bericht dat het parket een buitenvervolgingstelling zou vorderen. Een vordering tot buitenvervolgingstelling door het parket dat deel uitmaakt van de staande magistratur mag niet verward worden met een gerechtelijke beslissing. Nog de Raadkamer, noch de correctionele rechtbank zijn verplicht dit advies te volgen.

De heer Juan Benjumea Moreno bevestigt de woorden van de heer Vincent De Wolf, er is geen beslissing uitgesproken. Hij verduidelijkt tevens dat de tekst zoals die voorligt reeds zeer genuanceerd is. Er staat in de tekst niets over strafbare feiten door de politie, maar enkel de vaststelling dat in het kader van een politie-interventie mensen het leven lieten of gewond raken. Die tekst mag niet worden gezien en zal dus ook niet worden gezien als een beschuldiging ten aanzien van de politie.

De heer Mathias Vanden Borre dankte de collega's voor de terechte verduidelijking. Hij is dan ook graag bereid om, als het amendement in overweging zou worden genomen door de meerderheid, de tekst ervan te verbeteren. Wat belangrijk is, is dat dit element in een verbeterde versie in de tekst kan worden opgenomen.

Vote	Stemming
L'amendement n° 13, qui visait à introduire un nouveau considérant, est retiré par son auteur.	Amendment nr. 13, dat de invoering van een nieuwe considerans beoogde werd door de indiener ingetrokken.
<i>Considérant 2</i>	<i>Considerans 2</i>
Le considérant 2 ne suscite aucun commentaire.	De considerans 2 lokt geen enkel commentaar uit.
Vote	Stemming
Le considérant 2 est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.	De considerans 2 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.
<i>Considérant 2/1 (nouveau)</i>	<i>Considerans 2/1 (nieuw)</i>
M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 14. Avec cet amendement, l'auteur souhaite indiquer que la plupart des plaintes à l'encontre de la police sont injustifiées. En effet, le dépôt de plaintes injustifiées contre des policiers est une tactique des groupes d'extrême gauche et anarchistes pour discréditer les policiers.	De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 14 toe. Middels dit amendement wenst de auteur aan te geven dat de meeste klachten tegen de politie onterecht zijn. Het indienen van onterechte klachten tegen politieambtenaren is immers een tactiek van extreemlinkse en anarchistische groeperingen om politieambtenaren in diskrediet te brengen.
Vote	Stemming
L'amendement n° 14 est rejeté par 14 voix contre 1.	Amendment nr. 14 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.
<i>Considérants 3 à 7</i>	<i>Consideransen 3 tot 7</i>
Les considérants 3 à 8 ne suscitent aucun commentaire.	De consideransen 3 tot 8 lokken geen enkel commentaar uit.
Votes	Stemmingen
Les considérants 3 à 7 sont adoptés par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.	De consideransen 3 tot 7 worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.
<i>Considérants 8</i>	<i>Considerans 8</i>
Le considérant 8 ne suscite aucun commentaire.	De considerans 8 lokt geen enkel commentaar uit.
Vote	Stemmingen
Le considérant 8 est adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.	De considerans 8 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.
<i>Considérant 8/1 (nouveau)</i>	<i>Considerans 8/1 (nieuw)</i>
M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 15. Il convient de souligner dans le texte que plusieurs acteurs sont compétents pour la politique de police, de prévention et de sécurité dans la Région de Bruxelles-Capitale.	De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 15 toe. Er dient in de tekst op gewezen te worden dat voor het politie-, preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, er meerdere stakeholders bevoegd zijn.

Vote	Stemming
L'amendement n° 15 est rejeté par 13 voix contre 1.	Amendment nr. 15 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1.
<i>Considérants 9 à 23</i>	<i>Considerans 9 tot 23</i>
Les considérants 9 à 12 ne suscitent aucun commentaire.	De consideransen 9 tot 12 lokken geen enkel commentaar uit.
Votes	Stemmingen
Les considérants 9 à 12 sont adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.	De consideransen 9 tot 12 worden aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.
Les considérants 13 à 23 sont adoptés par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.	De consideransen 13 tot 23 worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.
<i>Considérant 23/1 (nouveau)</i>	<i>Considerans 23/1 (nieuw)</i>
M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 21. Il indique que les commissions fédérales de l'intérieur et de la justice ont organisé des auditions sur le phénomène de la violence contre la police au cours de l'été 2020. Il semble utile de reprendre cet élément dans les considérants. D'ailleurs, le parlement fédéral a émis des recommandations. Il serait utile d'en tenir compte.	De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 21 toe. Hij geeft aan dat de federale commissies Binnenlandse Zaken en Justitie in de zomer van 2020 hoorzittingen organiseerden over het fenomeen van geweld tegen de politie. Het lijkt nuttig dit gegeven op te nemen bij de consideransen. Overigens werden door het federale parlement aanbevelingen gedaan. Het zou nuttig zijn hiermee rekening te houden.
Vote	Stemming
L'amendement n° 21 est rejeté par 14 voix contre 1.	Amendment nr. 21 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.
<i>Considérant 24</i>	<i>Considerans 24</i>
Le considérant 24 ne suscite aucun commentaire.	De considerans 24 lokt geen enkele commentaar uit.
Vote	Stemming
Le considérant 24 est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.	De considerans 24 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.
Discussion des tirets du dispositif.	Bespreking van de streepjes van het verzoekend gedeelte.
<i>1^{er} tiret du dispositif</i>	<i>Eerste streepje van het verzoekend gedeelte</i>
Le 1 ^{er} tiret du dispositif ne suscite aucun commentaire.	Het eerste streepje van het verzoekend gedeelte lokt geen enkel commentaar uit.
Vote	Stemming
Le 1 ^{er} tiret du dispositif est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.	Het eerste streepje van het verzoekend gedeelte wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Tiret 2 du dispositif

M. Petya Obolensky justifie l'amendement n° 1. Il indique qu'un récépissé est nécessaire afin de récolter des données et d'obtenir des chiffres pour mesurer le phénomène du profilage ethnique. En effet, si la résolution prévoit bien d'étudier la faisabilité d'une telle mesure, il y aurait lieu d'aller plus loin et de recommander cette mesure dès maintenant. L'instauration d'un tel récépissé devrait, on en est persuadé, faire diminuer le nombre de contrôles au faciès sur le terrain et les violences qui en découlent. Comme c'est le cas pour les femmes victimes de violences, la plupart des victimes de violences policières ne portent pas plainte en raison de la peur de représailles, honte par rapport aux parents, banalisation du phénomène, défaitisme, démarches longues et coûteuses, etc. Il y a eu longtemps un déni médiatique et politique en la matière, mais heureusement, cela est de moins en moins le cas. Il est question de pratiques récurrentes de harcèlement à l'encontre de jeunes qui, souvent, ont juste le tort d'être noirs ou arabes et de ne pas habiter dans le bon quartier.

Mme Fadila Laanan indique que dans le cadre des discussions, il a été expliqué que l'expérience menée à Malines n'a pas donné de bons résultats. Dès lors, il a été demandé d'étudier les bonnes pratiques en la matière afin de pouvoir implémenter ce procédé de manière efficace.

M. Hicham Talhi indique que le monitoring du nombre de contrôles d'identité et les violences policières qui pourrait en découler est inscrit dans la proposition de résolution. Il faudra effectivement mettre en place une forme de récépissé. Mais les modalités pratiques de l'application d'une telle mesure ne sont pas encore définies. Au parlement fédéral, l'ensemble des acteurs institutionnels a rappelé la nécessité de pouvoir mesurer les contrôles d'identité. Des textes seront déposés dans les zones de police pour avancer sur ce sujet. Il est impossible de dire si l'on arrivera finalement au récépissé, mais cela entre certainement dans les intentions des auteurs de la résolution.

M. Petya Obolensky répond que la mesure telle qu'implémentée à Malines obligerait la personne contrôlée à se rendre au commissariat pour obtenir son récépissé. Cela explique les raisons de l'échec du test à Malines. Il ajoute encore que si les textes sont déposés à ce sujet dans les zones de police, ils seront soutenus par le PTB. Il regrette enfin qu'il n'y ait pas suffisamment de courage pour voter cet amendement.

Votes

L'amendement n° 1 est rejeté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

Le tiret 2 du dispositif est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Streepje 2 van het verzoekend gedeelte

De heer Petya Obolensky verantwoordt amendement nr. 1. Hij geeft aan dat een controlebewijs noodzakelijk is teneinde de gegevens te verzamelen en de cijfers te verkrijgen om het fenomeen van de etnische profiling op te meten. Immers, indien de resolutie er wel degelijk in voorziet de uitvoerbaarheid van een dergelijke maatregel te onderzoeken zou het aangewezen zijn verder te gaan en deze maatregel vanaf heden aan te bevelen. De invoering van een dergelijk bewijs zou, en daarvan zijn we van overtuigd, het aantal controles op het eerste zicht op het terrein en de daaruit vloeiende geweldplegingen doen verminderen. Zoals dit het geval is voor de vrouwelijke slachtoffers van geweld, dienen het merendeel van de slachtoffers van politiegeweld geen klacht in uit schrik voor represailles, uit schaamte voor de ouders, banaliseren van het fenomeen, defaitisme, lange en kostelijke stappen, enz. De media en de politiek hebben dit lang ontkend maar gelukkig is dit minder en minder het geval. Er is sprake van herhaaldelijke intimidatiepraktijken tegenover jongeren waarvan hun enige fout is, hun zwarte kleur of hun Arabische afkomst en in de verkeerde wijk wonen.

Mevrouw Fadila Laanan geeft aan dat in het kader van de besprekingen, er werd uitgelegd dat het in Mechelen gevoerde experiment geen goede resultaten heeft opgeleverd. Daarom werd gevraagd de goede praktijken hieromtrent te bestuderen om deze werkwijze doeltreffend te kunnen implementeren.

De heer Hicham Talhi geeft aan dat de monitoring van het aantal identiteitscontroles en het politiegeweld dat eruit kan voortkomen ingeschreven is in dit voorstel van resolutie. Er zal inderdaad een vorm van controlebewijs ingevoerd moeten worden. De praktische modaliteiten voor de toepassing van een dergelijke maatregel werden nog niet bepaald. In het federaal parlement hebben alle institutionele actoren herinnert aan de noodzaak de identiteitscontroles te kunnen meten. Er zullen teksten worden ingediend bij de politiezones om voortgang te maken op dat gebied. Het is onmogelijk te zeggen of we uiteindelijk een controlebewijs zullen hebben maar dit is zeker de intentie van de indieners van deze resolutie.

De heer Petya Obolensky antwoordt dat de maatregel zoals die in Mechelen ingevoerd werd inhoudt dat de gecontroleerde persoon zich naar het commissariaat zou moeten begeven voor het verkrijgen van zijn ontvangstbewijs. Dit verklaart de mislukking van de test in Mechelen. Hij voegt er nog aan toe dat indien de teksten hieromtrent neergelegd worden in de politiezones, de PTB-fractie deze zal ondersteunen. Tot slot betreurt hij het gebrek aan moed rond het aannemen van dit amendement.

Stemmingen

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Het streepje 2 van het verzoekend gedeelte wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Tirets 3 à 5 du dispositif

Les tirets 3 à 5 du dispositif ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les tirets 3 à 5 du dispositif sont adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tiret 5/1 (nouveau) du dispositif

M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 16. Il indique qu'il y a des incohérences dans la déclaration des comportements irrespectueux et violents à l'égard des services de secours et des personnes en charge de l'autorité dans la Région. C'est pourtant une compétence explicite du ministre-président depuis la sixième réforme de l'État. Des sommes importantes sont prévues à cet effet dans le budget. Pour cela, l'observatoire doit recueillir des informations auprès des communes. Mais en 2016-2017, seules 13 des 19 communes ont signalé correctement les infractions. Dans le rapport de 2018, il ne s'agissait plus que de 5 communes seulement. La complexité de la structure régionale y est pour beaucoup.

Votes

L'amendement n° 16 est rejeté par 14 voix contre 1.

Tirets 6 à 10 du dispositif

Les tirets 6 à 10 du dispositif ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les tirets 6 à 10 du dispositif sont adoptés par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tiret 10/1 (nouveau) du dispositif

M. Petya Obolensky justifie l'amendement n° 2. Il indique qu'il est nécessaire de mettre en place un plan pour que la police reflète la population bruxelloise, avec des objectifs chiffrés et des actions positives. Il y a trop peu d'ambition en la matière dans le texte de la proposition de résolution. Il y a un réel besoin de policiers qui connaissent le terrain bruxellois.

Mme Fadila Laanan indique qu'il est déjà prévu d'accroître l'engagement local de personnes qui reflètent la diversité de la population, mais il n'est pas question d'introduire des obligations de résultat avec des pourcentages chiffrés.

M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 17. Il explique qu'il faut davantage de policiers bruxellois. Cela

Streepjes 3 tot 5 van het verzoekend gedeelte

De streepjes 3 tot 5 van het verzoekend gedeelte lokken geen enkel commentaar uit.

Stemmingen

De streepjes 3 tot 5 van het verzoekend gedeelte worden aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepje 5/1 (nieuw) van het verzoekend gedeelte

De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 16 toe. Hij geeft aan dat er inconsistenties zijn bij het rapporteren van het respectloos en gewelddadig gedrag ten aanzien van hulpverleners en gezagsdragers in het gewest. Nochtans is dat sinds de zesde staatshervorming een uitdrukkelijke bevoegdheid van de minister-president. Er worden daartoe grote bedragen voorzien in de begroting. Het observatorium dient daarvoor informatie te verzamelen bij de gemeenten. Maar in 2016-2017 bleken slechts 13 van de 19 gemeenten de inbreuken correct door te geven. In het verslag van 2018 waren dat nog maar slechts 5 gemeenten. Veel heeft te maken met de complexe structuur in het gewest.

Stemmingen

Het amendement nr. 16 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Streepjes 6 tot 10 van het verzoekend gedeelte

De streepjes 6 tot 10 van het verzoekend gedeelte lokken geen enkel commentaar uit.

Stemmingen

De streepjes 6 tot 10 van het verzoekend gedeelte worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepje 10/1 (nieuw) van het verzoekend gedeelte

De heer Petya Obolensky verantwoordt amendement nr. 2. Hij zegt dat het nodig is een plan uit te werken om ervoor te zorgen dat de politie een afspiegeling is van de Brusselse bevolking, met cijferdoelstellingen en positieve acties. De tekst van het voorstel van resolutie toont hierover te weinig ambitie. Er is een reële behoefte aan politiemensen die het Brusselse terrein kennen.

Mevrouw Fadila Laanan zegt dat al gepland wordt de plaatselijke inzet van mensen die de diversiteit van de bevolking weerspiegelen, te vergroten, maar dat er geen sprake is van de invoering van resultaatsverplichtingen met becijferde percentages.

De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 17 toe. Hij legt uit dat er nood is aan meer Brusselse

fait d'ailleurs l'unanimité. Anvers a pu mener des recrutements locaux en guise de test. Les résultats de ce test étaient positifs en ce sens que davantage de candidats ont postulé, y compris des candidats d'origine étrangère. Et plus de femmes ont également rejoint la police. Incidemment, les taux de réussite étaient également supérieurs à la moyenne fédérale. Il serait bon que Bruxelles suive cet exemple.

Votes

L'amendement n° 2 est rejeté par 13 voix contre 2.

L'amendement n° 17 est rejeté par 14 voix contre 1.

Tiret 11 du dispositif

Le tiret 11 du dispositif ne suscite aucun commentaire.

Vote

Le tiret 11 du dispositif est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tiret 12 du dispositif

M. Petya Obolensky justifie l'amendement n° 4. Il indique qu'il est d'accord avec la recommandation proposée qui vise une formation plus longue et plus poussée avant qu'un policier puisse conduire un véhicule de police. Par contre, il souhaite préciser que la formation doit être d'au moins un an avant de permettre une conduite en code 3. Le directeur de l'école de police avait indiqué que la conduite parfois agressive de certains policiers pourrait être incluse dans les violences policières au sens large du terme. Il faut en outre rappeler que, dans la plupart des incidents mortels, c'est le véhicule qui est devenu une arme létale.

Mme Fadila Laanan indique que le texte proposé parle d'une plus longue formation, mais aucun élément ne permet de déterminer la durée de cette formation.

Votes

L'amendement n° 4 est rejeté par 13 voix contre 2.

Le tiret 12 du dispositif est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tirets 13 à 22 du dispositif

Les tirets 13 à 22 du dispositif ne suscitent aucun commentaire.

politieagenten. Daar bestaat overigens unanimiteit over. Antwerpen heeft bij wijze van test kunnen experimenteren met lokale aanwervingen. De resultaten van die test waren positief in die zin dat er zich meer kandidaten hebben aangemeld, ook kandidaten van vreemde origine. En er werden ook meer vrouwen aangetrokken voor het politieambt. Overigens waren de slaagpercentages er ook hoger dan het federaal gemiddelde. Het zou Brussel sieren als het dit voorbeeld zou volgen.

Stemmingen

Amendment nr. 2 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 2.

Amendment nr. 17 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Streepje 11 van het verzoekend gedeelte

Streepje 11 van het verzoekend gedeelte lokt geen commentaar uit.

Stemming

Streepje 11 van het verzoekend gedeelte wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepje 12 van het verzoekend gedeelte

De heer Petya Obolensky verantwoordt amendement nr. 4. Hij zegt het eens te zijn met de voorgestelde aanbeveling voor een langere en grondigere opleiding voordat een politieagent een politievoertuig mag besturen. Anderzijds wenst hij te preciseren dat de opleiding minstens één jaar moet duren vooraleer men in code 3 kan rijden. De directeur van de politieschool had aangegeven dat het soms agressieve rijgedrag van sommige politieagenten kan worden opgenomen in het politiegeweld in de ruimste zin van het woord. Bovendien moet erop gewezen worden dat bij de meeste dodelijke incidenten het voertuig een dodelijk wapen is geworden.

Mevrouw Fadila Laanan zegt dat de voorgestelde tekst sprak over een langere opleiding, maar dat er geen aanwijzing was over hoe lang die opleiding zou duren.

Stemmingen

Amendment nr. 4 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 2.

Streepje 12 van het verzoekend gedeelte wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepjes 13 tot 22 van het verzoekend gedeelte

De streepjes 13 tot 22 van het verzoekend gedeelte lokken geen commentaar uit.

Votes

Les tirets 13 à 22 du dispositif sont adoptés par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tiret 22/1 (nouveau) du dispositif

M. Petya Obolensky justifie l'amendement n° 3. Il indique qu'il est nécessaire de prévoir un cycle de formation continue pour sensibiliser à la diversité, l'antiracisme, la lutte contre les discriminations, etc. La formation de base d'un policier est obligatoire, mais ce n'est pas le cas pour les formations antiracistes.

M. Mathias Vanden Borre justifie les amendements n°s 18 et 22. Il précise que le but du premier amendement est de demander de miser sur les partenariats locaux de prévention (PLP). Ces partenariats peuvent apporter une valeur ajoutée. En Flandre comme en Wallonie, il a été démontré que ces partenariats ont une influence positive sur la sécurité et le sentiment de sécurité. Ils ont également un impact positif sur la collaboration entre les habitants du quartier, les commerçants et la police. Certaines communes bruxelloises ont d'ailleurs également développé des initiatives dans ce domaine. Il serait donc incompréhensible de ne pas l'adopter.

Le deuxième amendement vise à renforcer le rôle des gardiens de la paix en appui aux agents de quartier. Cette proposition figurait également dans le programme électoral de one.brussels-sp.a. En effet, le sentiment d'insécurité n'est pas seulement lié à l'insécurité, mais aussi aux rues mal éclairées, aux quartiers mal entretenus, aux graffiti, etc. C'est aussi un élément de la *community policing*. De cette manière, chacun peut s'attaquer à ces problèmes et améliorer le sentiment de sécurité, de concert avec les gardiens de la paix et la police. La N-VA est également favorable à de telles mesures.

Mme Els Rochette indique qu'il n'y a pas lieu d'adopter cet amendement étant donné que ce point figure déjà dans la présente proposition de résolution. Le texte demande ainsi que les communes mettent sur pied des antennes locales de sécurité intégrée (LISA), qui sont des points de contact locaux pour les citoyens où la police et les gardiens de la paix travaillent.

M. Vanden Borre répond qu'il est favorable à cette mesure, mais il souligne que les PLP vont plus loin que les LISA. Il estime donc qu'intégrer son amendement dans le texte apporterait une valeur ajoutée.

Votes

L'amendement n° 3 est rejeté par 13 voix contre 2.

L'amendement n° 18 est rejeté par 14 voix contre 1.

Stemmingen

De streepjes 13 tot 22 van het verzoekend gedeelte worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepe 22/1 (nieuw) van het verzoekend gedeelte

M. Petya Obolensky verantwoordt amendement nr. 3. Volgens hem is er behoefte aan een voortgezette opleidingscyclus om het bewustzijn over diversiteit, antiracisme, antidiscriminatie, enz. te vergroten. De basisopleiding van politiemannen is verplicht, maar dat geldt niet voor opleidingen tegen racisme.

De heer Mathias Vanden Borre licht de amendementen nrs. 18 en 22 toe. Hij verduidelijkt dat het eerste amendement tot doel heeft te vragen in te zetten op Buurtinformatienetwerken. Deze netwerken kunnen een meerwaarde betekenen. In zowel Vlaanderen als Wallonië is gebleken dat dergelijke netwerken een positieve invloed hebben op de veiligheid en het veiligheidsgevoel. Ze hebben ook een positieve impact op de samenwerking tussen buurtbewoners, handelaars en de politie. Sommige Brusselse gemeenten hebben overigens ook al initiatieven ontwikkeld ter zake. Het zou dan ook onbegrijpelijk zijn dit niet goed te keuren.

Het tweede amendement heeft tot doel de rol van de stadswachten ter ondersteuning van de wijkagenten te versterken. Ook dit voorstel figureerde in het verkiezingsprogramma van one.brussels-sp.a. Het onveiligheidsgevoel heeft immers niet enkel te maken met onveiligheid, maar ook slecht verlichte straten, slecht onderhouden buurten, graffiti, en dergelijke. Ook dat is een element van community policing. Op die manier kan éénieder, samen met de stadswachten en de politie, deze problemen aanpakken en het veiligheidsgevoel verbeteren. Ook de N-VA is voorstander van dergelijke maatregelen.

Mevrouw Els Rochette geeft aan dat dit amendement niet dient te worden aangenomen aangezien dit punt reeds vervat is in het voorliggende voorstel van resolutie. Zo wordt er in de tekst gevraagd dat de gemeenten LISA's zouden oprichten. Dat zijn lokale aanspreekpunten voor burgers waar politie en stadswachten werken.

De heer Mathias Vanden Borre antwoordt dat hij voorstander is van die maatregel, maar benadrukt wel dat BIN's verder gaan dan LISA's. Hij meent aldus dat het een meerwaarde zou zijn zijn amendement op te nemen in de tekst.

Stemmingen

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 2.

Amendement nr. 18 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

L'amendement n° 22 est rejeté par 14 voix contre 1.

Tirets 23 à 25 du dispositif

Les tirets 23 à 25 du dispositif ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les tirets 23 à 25 du dispositif sont adoptés par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tiret 26 du dispositif

M. Petya Obolensky justifie l'amendement n° 5. Il indique qu'il y aurait lieu de contraindre l'utilisation de bodycams dès la prise de service par le policier, et pas de manière optionnelle par le policier lui-même. Il faut faire de la bodycam un outil qui garantit aux citoyens que les interventions policières qu'ils subissent se font de manière correcte. Cela devrait aussi permettre aux nombreux policiers qui ne commettent pas d'actes délictueux de travailler l'esprit serein. Actuellement, c'est le policier qui décide quand il veut activer la bodycam, le citoyen n'a pas le droit d'exiger que la caméra soit activée et il n'a pas non plus le droit de consulter les images ou d'en obtenir une copie.

Mme Els Rochette dit comprendre la demande de M. Obolensky. Mais ce souhait est déjà inscrit dans la résolution.

M. Christophe Magdalijns indique que dans les amendements du PTB, il y a quand même une suspicion générale à l'endroit de la police et c'est la raison pour laquelle DéFI n'a soutenu aucun de ces amendements. Il est demandé au fédéral de créer un cadre général, mais les zones de police pourront travailler sur ce sujet et se concerter en la matière au sein de la conférence des chefs de zone. Mais l'uniformité n'est pas la panacée universelle quand on sait combien Bruxelles est diversifiée.

M. Hicham Talhi souhaite indiquer qu'une évaluation positive dans une zone test pourrait permettre de disposer d'un protocole pouvant servir de base pour les autres zones de police. Concernant la demande de mise à disposition des images, c'est une idée intéressante, mais il y a beaucoup d'implications juridiques qui ne permettent pas de l'inscrire dans la résolution. Mais il indique vouloir être attentif à cette idée, afin de voir s'il est possible d'avancer sur ce point aussi.

M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 19. Depuis la sixième réforme de l'État, la Région est compétente pour encourager la mutualisation de services administratifs des zones de police ainsi que le recours par celles-ci à la centrale d'achat pour l'acquisition de matériel.

Amendement nr. 22 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Streepjess 23 tot 25 van het verzoekend gedeelte

De streepjess 23 tot 25 van het verzoekend gedeelte lokken geen commentaar uit.

Stemmingen

De streepjess 23 tot 25 van het verzoekend gedeelte worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepje 26 van het verzoekend gedeelte

De heer Petya Obolensky verantwoordt amendement nr. 5. Het stelt dat het gebruik van bodycams verplicht moet zijn zodra de politieagent zijn dienst aanvat, en niet op vrijwillige basis voor de politieagent zelf. De bodycam moet een instrument zijn dat de burgers waarborgt dat interventies van de politie waaraan zij worden onderworpen, op een correcte manier worden uitgevoerd. Dit moet ook de vele politieagenten die geen misdrijven plegen in staat stellen om met een gerust hart te werken. Momenteel is het de politieagent die beslist wanneer hij de bodycam wil activeren, de burger heeft niet het recht om te eisen dat de camera wordt geactiveerd, noch heeft hij het recht om de beelden te raadplegen of er een kopie van te krijgen.

Mevrouw Els Rochette zegt te begrijpen wat de heer Obolensky vraagt. Maar in de resolutie staat die verzuchting al ingeschreven.

De heer Christophe Magdalijns geeft aan dat er in de PTB-amendementen toch een algemeen vermoeden heerst over de politie en daarom heeft DéFI geen van deze amendementen gesteund. Aan de federale overheid wordt gevraagd een algemeen kader te creëren, maar de politiezones zullen zich in de conferentie van de zone-chefs over dit onderwerp kunnen buigen en er aandacht aan kunnen besteden. Eenvormigheid is echter geen universeel wondermiddel als we weten hoe divers Brussel is.

De heer Hicham Talhi wil erop wijzen dat een positieve beoordeling in een testzone een protocol kan opleveren dat als basis kan dienen voor andere politiezones. Wat betreft het verzoek om beeldmateriaal te verstrekken, dat is een interessant idee, maar er zijn veel juridische gevolgen die het onmogelijk maken om dit in de resolutie op te nemen. Toch zegt hij dat hij aandacht wil besteden aan dat idee, om te zien of het mogelijk is om ook op dat punt vooruitgang te boeken.

De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 19 toe. Sinds de zesde staatshervorming is het Gewest bevoegd voor het aanmoedigen van administratieve diensten van de politiezones alsook van het beroep doen op aankoopcentrales bij de aankoop van materiaal. Derhalve wordt er voorgesteld om de aankoop van bodycams te centraliseren.

C'est pourquoi il est proposé de centraliser l'achat de bodycams.

Votes

L'amendement n° 5 est rejeté par 12 voix contre 2.

L'amendement n° 19 est rejeté par 14 voix contre 1.

Le tiret 26 du dispositif est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tirets 27 à 28 du dispositif

Les tirets 27 à 28 du dispositif ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les tirets 27 à 28 du dispositif sont adoptés par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tiret 28/1 (nouveau) du dispositif

M. Petya Obolensky justifie les amendements n° 6 et 7. Il explique que le premier amendement vise à modifier la loi sur la fonction de police, afin d'encadrer l'usage de la force et en particulier les courses-poursuites. Les incidents récurrents et mortels à Bruxelles impliquant des véhicules de police justifient que ce soit une urgence absolue d'empêcher d'autres courses-poursuites potentiellement mortelles. Il est urgent de mettre en place un cadre légal clair des règles pour l'utilisation des véhicules de police. Quels sont les équilibres qu'il faut respecter entre les causes d'une course-poursuite et les risques de celle-ci. Sans ce cadre, il est impossible pour les policiers de savoir si une course-poursuite se justifie. La Grèce, qui était confrontée à ces mêmes problèmes, a été condamnée par la Cour de justice européenne.

Le second amendement a trait au droit de filmer des interventions de police. Il est étonnant que cette matière n'apparaisse pas dans la résolution, alors que c'est actuellement une bataille de société. Depuis quelques années, l'utilisation de téléphones portables a permis de mettre en lumière des cas qui, sinon, seraient restés inconnus. Des images prises par des proches ou des passants sont importantes pour objectiver le phénomène du profilage ethnique et sensibiliser à cette question. Dans un monde normal, il ne devrait pas être besoin de parler du droit des citoyens de filmer la police. Il est dès lors nécessaire de réaffirmer le droit des citoyens de filmer la police.

Stemmingen

Amendement nr. 5 wordt verworpen met 12 stemmen tegen 2.

Amendment nr. 19 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Streepje 26 van het verzoekend gedeelte wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepjes 27 tot 28 van het verzoekend gedeelte

De streepjes 27 tot 28 van het verzoekend gedeelte lokken geen commentaar uit.

Stemmingen

De streepjes 27 tot 28 van het verzoekend gedeelte worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepje 28/1 (nieuw) van het verzoekend gedeelte

De heer Petya Obolensky verantwoordt de amendementen 6 en 7. Hij legt uit dat het eerste amendement beoogt de wet op het politieambt te wijzigen om het gebruik van geweld en in het bijzonder achtervolgingen te reguleren. De terugkerende en dodelijke incidenten in Brussel waarbij politievoertuigen betrokken zijn, rechtvaardigen dat het dringend noodzakelijk is om nieuwe potentieel dodelijke autoachtervolgingen te voorkomen. Er is dringend behoefte aan een duidelijk wettelijk kader met regels voor het gebruik van politievoertuigen. Welke afwegingen moeten worden gemaakt tussen de oorzaken van een autoachtervolging en de risico's van een autoachtervolging? Zonder een dergelijk kader is het voor politieagenten onmogelijk om te weten of een achtervolging gerechtvaardigd is. Griekenland, dat met dezelfde problemen werd geconfronteerd, werd veroordeeld door het Europees Hof van Justitie.

Het tweede amendement heeft betrekking op het recht op het filmen van politie-interventies. Het is verbazingwekkend dat deze kwestie niet in de resolutie voorkomt, terwijl daarover momenteel een maatschappelijke strijd wordt gevoerd. In de afgelopen jaren werden door het gebruik van mobiele telefoons gevallen aan het licht gebracht die anders onbekend zouden zijn gebleven. Foto's genomen door familieleden of voorbijgangers zijn belangrijk om het probleem van etnische profiling te objectiveren en om mensen bewust te maken van de problematiek. In een normale wereld zou het niet nodig moeten zijn om te praten over het recht van burgers om de politie te filmen. Daarom moet het recht van de burgers om de politie te filmen opnieuw worden bevestigd.

M. Hicham Talhi indique qu'un arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 décrit clairement en son article 37 l'engagement des véhicules prioritaires en indiquant tout ce qu'ils peuvent faire. La priorité dans ce cadre est la sécurité des usagers faibles. Le fait de savoir si l'application de ce cadre est respectée, c'est un autre débat. Concernant le fait de pouvoir filmer des interventions de police, il existe en Belgique une jurisprudence qui confirme que le citoyen a bien le droit de filmer. C'est d'ailleurs rappelé dans la proposition de résolution. Personne ne remet ce droit en cause.

M. Petya Obolensky maintient que la législation actuelle n'est pas suffisamment stricte dans le cadre précis des courses-poursuites. La preuve, c'est que sur le terrain, il y a eu de gros problèmes et des accidents mortels.

M. Mathias Vanden Borre justifie l'amendement n° 20. Il précise qu'il souhaite que les gangs urbains soient cartographiés afin de pouvoir les combattre sur la base d'une approche commune. À cette fin, une « responsabilité collective » pourrait par exemple également être introduite. Ces gangs urbains sévissent dans certains quartiers et ils y délimitent un territoire afin de pouvoir y mener sans entraves leurs activités illégales telles que le trafic de drogues et d'êtres humains. Ce sont les constats posés par deux chefs de corps qui se sont exprimés sur le sujet dans la presse. Il appartient aux élus de prendre ce problème au sérieux. Mais ces énormes explosions de violence ne sont mentionnées en aucun point de la proposition.

Votes

L'amendement n° 6 est rejeté par 11 voix contre 2.

L'amendement n° 7 est rejeté par 11 voix contre 2.

L'amendement n° 20 est rejeté par 12 voix contre 1.

Tirets 29, 30 et 31 du dispositif

Le président indique qu'un amendement n° 23 de M. Vincent De Wolf vise à remplacer les tirets 29, 30 et 31. Un amendement n° 24 de Mmes Rochette et Laanan vise, lui, à remplacer les tirets 30 et 31.

M. Vincent De Wolf justifie l'amendement n° 24. Il indique qu'il propose de remplacer les tirets proposés par un tiret nouveau. L'esprit des trois tirets initiaux est maintenu, mais le contenu est modifié sur le plan juridique puisqu'il y avait un souci. Il propose d'inviter le gouvernement fédéral à rechercher toute solution législative et/ou réglementaire permettant d'obtenir une plus grande transparence et un meilleur suivi dans les plaintes des citoyens qui s'estiment victimes de situations infractionnelles.

De heer Hicham Talhi geeft aan dat een koninklijk besluit van 1 december 1975 in artikel 37 duidelijk de inzet van prioritaire voertuigen beschrijft door aan te geven wat zij kunnen doen. De prioriteit in dit kader is de veiligheid van zwakke gebruikers. Of de toepassing van dit kader wordt nageleefd, is een ander debat. Met betrekking tot het mogen filmen van politie-interventies bestaat er in België jurisprudentie die bevestigt dat de burger het recht heeft om te filmen. Dit wordt overigens in het voorstel van resolutie in herinnering gebracht. Niemand stelt dit recht in vraag.

De heer Petya Obolensky stelt dat de huidige wetgeving niet streng genoeg is in de specifieke context van autoachtervolgingen. Het bewijs is dat er op het terrein grote problemen zijn geweest en dat er dodelijke ongevallen zijn gebeurd.

De heer Mathias Vanden Borre licht amendement nr. 20 toe. Hij verduidelijkt dat hij wenst dat de stadsbendes in kaart zouden worden gebracht zodat ze op basis van een gemeenschappelijke aanpak zouden kunnen worden bestreden. Daartoe zou bijvoorbeeld ook ‘collectieve verantwoordelijkheid’ kunnen worden ingevoerd. Die stadsbendes teisteren bepaalde wijken en bakenen er een territorium af om er illegale activiteiten zoals drugs- en mensenhandel ongemoeid verder te kunnen zetten. Dat zijn alvast bevindingen van twee korpschefs die zich daarover uitlieten in de pers. Het is de taak van de verkozenen om dit probleem ernstig te nemen. Maar in het hele voorstel worden die enorme ontsporingen van geweld niet benoemd.

Stemmingen

Amendement nr. 6 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2.

Amendement nr. 7 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2.

Amendement nr. 20 wordt verworpen met 12 stemmen tegen 1.

Streepjes 29, 30 en 31 van het verzoekend gedeelte

De voorzitter deelt mee dat amendement nr. 24 van de heer Vincent De Wolf beoogt de streepjes 29, 30 en 31 te vervangen. Amendement nr. 25, ingediend door mevrouw Rochette en mevrouw Laanan, beoogt de streepjes 30 en 31 te vervangen.

De heer Vincent De Wolf verantwoordt amendement nr. 24. Hij zegt dat hij voorstelt de voorgestelde streepjes te vervangen door een nieuw streepje. De geest van de oorspronkelijke drie streepjes blijft behouden, maar de inhoud wordt vanuit juridisch oogpunt gewijzigd omdat er een probleem was. Hij stelt voor de federale regering te verzoeken om te zoeken naar een wettelijke en/of regelgevende oplossing die het mogelijk maakt om meer transparantie en een betere follow-up te bereiken bij klachten

Mme Fadila Laanan précise que, concernant le tiret 29, il était prévu de mettre en place une cellule de confiance indépendante, quand elle n'existe pas. Parfois, les agents sont démunis et ils n'ont aucun lieu pour s'exprimer sur des agressions qu'ils ont vécues ou des comportements déplacés en interne ou en externe.

Concernant l'amendement des rapporteuses, elles disent estimer que la formulation proposée répond maintenant bien aux préoccupations exposées par M. De Wolf. Il existe déjà dans certaines zones une possibilité de déposer une plainte en ligne. Le but de l'amendement est d'harmoniser ce type de procédure dans l'ensemble des zones.

M. Vincent De Wolf indique être satisfait avec les propositions des rapporteuses, concernant une modification des tirets 30 et 31. En ce qui concerne le tiret 29, vise-t-on également les services internes ? Dans toutes les zones, il y a des services internes qui fonctionnent, qui sont réellement indépendants à l'égard de l'autorité hiérarchique de police, et qui font rapport directement au collège de police.

Mme Fadila Laanan répond qu'elle ne vise pas spécialement le service interne puisqu'il semble que les agents n'ont pas toujours confiance en ce type d'organes. En outre, ce service interne peut être lui-même mis en cause.

M. Vincent De Wolf demande si on ne peut pas parler d'une personne de confiance plutôt que d'une cellule de confiance. Il y a déjà, aujourd'hui, une personne de confiance en matière de bien-être. La Région n'a pas de compétences pour créer un nouvel organe à côté du service interne.

M. Christophe Magdalijns confirme, lui aussi, qu'il y a bien une personne de confiance en matière de bien-être et que cette personne pourrait également être concernée par les intentions de la commission. Mais évidemment, cette personne peut également être impliquée dans le problème. Dès lors, les agents de police ne seraient pas enclins à y recourir. Il y a en outre un contrôle interne qui réfère des problèmes au-delà de sa hiérarchie classique. Ne devrait-on pas, dès lors, faire en sorte que la question puisse être creusée par les autorités compétentes afin d'aboutir au résultat poursuivi par tous ?

M. Pierre Kompany indique qu'il existe déjà une loi sur les lanceurs d'alerte, permettant aux policiers qui le souhaitent de dénoncer leurs collègues qui commettent des actes illégaux. Il faut encourager les policiers qui sont confrontés à ce genre de problème à user de leur capacité de lanceurs d'alerte.

M. Hicham Talhi indique que ce point est éminemment important. En effet, le simple fait de reconnaître dans le texte la nécessité d'avoir un organe de lanceurs d'alerte, veut implicitement dire que les mécanismes de contrôle interne actuels ne sont pas suffisants. Et ces mécanismes ne sont pas

van burgers die vinden dat ze het slachtoffer zijn van onwettige situaties.

Mevrouw Fadila Laanan verduidelijkt met betrekking tot streepje 29 dat het de bedoeling is om een onafhankelijke vertrouwenscel op te richten, ingeval deze niet bestaat. Soms weten de agenten niet wat te doen en hebben ze geen plaats om zich te uiten over gewelddaden die ze hebben meegemaakt of over misplaatste gedragingen binnens of buiten hun dienst.

Met betrekking tot het amendement van de rapporteurs vinden zij dat de voorgestelde formulering nu goed tegemoetkomt aan de door de heer De Wolf geuite bedenkingen. In sommige zones bestaat al een mogelijkheid om online een klacht in te dienen. De wijziging heeft tot doel dergelijke procedure in alle zones te harmoniseren.

De heer Vincent De Wolf uit zijn tevredenheid over de voorstellen van de rapporteurs met betrekking tot een wijziging in de streepjess 30 en 31. Wat betreft streepje 29: worden ook de interne diensten bedoeld? In alle zones zijn er interne diensten die functioneren, die echt onafhankelijk zijn van de politiehiërarchie en die rechtstreeks verslag uitbrengen aan het politiecollege.

Mevrouw Fadila Laanan antwoordt dat zij niet in het bijzonder de interne dienst bedoelt, aangezien de agenten niet altijd vertrouwen lijken te hebben in dergelijke organen. Bovendien zou deze interne dienst zelf aan de kaak kunnen worden gesteld.

De heer Vincent De Wolf vraagt of niet kan gesproken worden van een vertrouwenspersoon in plaats van een vertrouwenscel? Er is nu al een vertrouwenspersoon op het gebied van welzijn. Het Gewest heeft niet de bevoegdheid om naast de interne dienst een nieuw orgaan op te richten.

Ook de heer Christophe Magdalijns bevestigt dat er inderdaad een vertrouwenspersoon is op het gebied van welzijn, en dat de intenties van de commissie ook voor deze persoon van belang kunnen zijn. Maar natuurlijk kan die persoon ook betrokken zijn bij het probleem. Daarom zouden politieagenten niet geneigd zijn om een beroep te doen op het systeem. Bovendien is er een interne controle die problemen voorbij de klassieke hiërarchie doorverwijst. Moeten er dus niet voor worden gezorgd dat de kwestie door de bevoegde overheden kan worden onderzocht om het resultaat te bereiken dat iedereen wil?

De heer Pierre Kompany geeft aan dat er al een wet is over klokkenluiders, waardoor politieagenten die dat willen hun collega's die illegale handelingen hebben gepleegd, kunnen aangeven. Politieagenten die met dergelijke problemen te maken krijgen, moeten worden aangemoedigd om gebruik te maken van hun capaciteit van klokkenluider.

De heer Hicham Talhi geeft aan dat dit punt uiterst belangrijk is. De loutere erkenning in de tekst van de noodzaak van een klokkenluidersinstantie betekent immers impliciet dat de huidige interne controlemechanismen niet volstaan. Deze mechanismen volstaan niet omdat ze niet in

suffisants puisqu'ils n'ont pas pu empêcher de nombreuses dérives. Il y a aussi des recours abusifs à l'article 44 pour muter des agents qui se trouvent dans des procédures contre leur hiérarchie ou contre des collègues. Il ne peut dès lors pas être question de dire que les mécanismes actuels sont suffisants. Une personne de confiance interne ne permettra pas de répondre à ces problèmes.

Mme Fadila Laanan propose d'inclure dans le texte une disposition qui vise à évaluer les mécanismes existants de contrôle interne, et d'encourager la création d'une cellule de confiance indépendante dans chaque zone.

Mme Els Rochette se rallie à la proposition de Mme Laanan. Elle indique toutefois qu'il est important d'intégrer cette question dans la résolution parce que de nombreux agents de police pensent n'avoir nulle part où aller. On ne doit pas oublier que le taux de suicide est très élevé dans la police, et que cette problématique est peut-être également liée.

M. Vincent De Wolf précise que son but n'est pas d'empêcher une certaine volonté de s'exprimer. Il y a dans les 280 zones de police du pays pas mal de services de contrôle interne qui fonctionnent bien. Qu'il y en ait qui fonctionnent moins bien, c'est tout aussi vraisemblable. Il propose de creuser l'idée émise par Mme Laanan et propose de les libeller comme « organe de confiance ».

M. Marc-Jean Ghysels se dit, lui aussi, favorable à l'idée de Mme Laanan. Si l'on tient compte des éléments apportés par M. De Wolf, la proposition sera tout à fait équilibrée. L'évaluation de la procédure disciplinaire, qui est lourde pour la zone et pour les policiers qui la subissent, serait une bonne chose. Beaucoup de services de contrôle interne fonctionnent bien et cela dépend aussi des hommes et des femmes qui composent ces services.

Le président, ayant entendu le point de vue des uns et des autres, propose un amendement oral qui vise à remplacer les tirets 29, 30 et 31 de la proposition de résolution par ce qui suit :

« - d'encourager, d'une part, les autorités compétentes à procéder à une évaluation objective des procédures de contrôles internes et externes et, d'autre part, de créer un organe indépendant de la hiérarchie de la police en qui les agents puissent avoir toute confiance ;

- d'encourager les organes compétents à améliorer la procédure de plaintes en ligne afin qu'elle soit facile d'accès pour les citoyens ;

- d'encourager l'évaluation du travail de la police avec des formulaires en ligne d'appreciation par les citoyens permettant de repérer les bonnes pratiques et les pratiques à améliorer ; ». (Assentiment)

Votes

L'amendement n° 23, est retiré par son auteur.

L'amendement n° 24, est retiré par ses auteures.

staat zijn geweest om veel wantoestanden te voorkomen. Tevens is er sprake van misbruik van artikel 44 om personeelsleden over te plaatsen die betrokken zijn bij een procedure tegen hun hiérarchie of tegen hun collega's. Bijgevolg kan helemaal niet worden gezegd dat de huidige mechanismen volstaan. Een intern vertrouwenspersoon zal geen oplossing bieden voor deze problemen.

Mevrouw Fadila Laanan stelt voor in de tekst een bepaling op te nemen om de bestaande interne controlemechanismen te evalueren en de oprichting van een onafhankelijke vertrouwenscel in elke zone aan te moedigen.

Mevrouw Els Rochette sluit zich aan bij het voorstel van mevrouw Laanan. Ze geeft wel aan dat het belangrijk is dit onderwerp in de resolutie op te nemen omdat nu veel politieagenten menen nergens terecht te kunnen. Men mag niet vergeten dat de zelfmoordcijfers onder de politieagenten zeer hoog zijn en misschien heeft deze problematiek hier ook iets mee te maken.

De heer Vincent De Wolf verduidelijkt dat hij niet de bedoeling heeft gelijk wie te beletten zich te uiten. In de 280 politiezones van het land zijn er heel wat goed functionerende interne controlediensten. Het is even waarschijnlijk dat er een aantal zijn die niet zo goed werken. Hij stelt voor om het idee van mevrouw Laanan verder te onderzoeken onder de naam "vertrouwensorgaan".

Ook de heer Marc-Jean Ghysels zegt gewonnen te zijn voor het idee van mevrouw Laanan. Als rekening wordt gehouden met de door de heer De Wolf aangebrachte elementen, zal het voorstel geheel evenwichtig zijn. De evaluatie van de tuchtprecedure, die zwaar is voor de zone en voor de politieagenten die deze procedure ondergaan, zou een goede zaak zijn. Veel interne controlediensten functioneren goed en dat hangt ook af van de mannen en vrouwen die deze diensten vormen.

Na het standpunt van iedereen te hebben gehoord, stelt de voorzitter een mondeling amendement voor ter vervanging van de streepjes 29, 30 en 31 van de voorstel van resolutie, luidend als volgt:

« - de bevoegde autoriteiten aan te moedigen om enerzijds een objectieve evaluatie van de interne en externe controleprocedures uit te voeren en anderzijds een orgaan op te richten dat onafhankelijk is van de politiehiérarchie en waarin de agenten volledig vertrouwen kunnen hebben ;

- de betrokken organen aan te moedigen om de online klachtenprocedure te verbeteren, zodat deze gemakkelijk toegankelijk is voor burgers ;

- de evaluatie van het werk van de politie aan te moedigen met online evaluatieformulieren voor burgers om de goede praktijken en de te verbeteren praktijken op te sporen; ». (Instemming)

Stemmingen

Amendement nr. 24 wordt ingetrokken door de indiener.

Amendement nr. 25 wordt ingetrokken door de indieners.

L'amendement oral et les tirets 29 à 31, tels qu'amendés, sont adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tirets 32 à 36 du dispositif

Les tirets 32 à 36 du dispositif ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les tirets 32 à 36 du dispositif sont adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Tiret 36/1 (nouveau) du dispositif

M. Petya Obolensky justifie les amendements n° 8. Il explique que son groupe est demandeur d'une désignation systématique d'un juge d'instruction lorsqu'un incident mortel intervient avec la police. Il faut que les policiers soient sanctionnés s'ils commettent des violences. Le rôle du juge d'instruction est important dans les cas graves si on veut des enquêtes sérieuses et indépendantes.

Vote

L'amendement n° 8 est rejeté par 12 voix contre 2.

Tiret 37 du dispositif

Le tiret 37 du dispositif ne suscite aucun commentaire.

Vote

Le tiret 37 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

V. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution (Réunion du 1^{er} décembre 2020)

L'ensemble de la proposition de résolution est adoptée par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

– Confiance est faite aux rapporteuses pour la rédaction du rapport.

Les Rapporteuses,

Els ROCHETTE
Fadila LAANAN

Le Président,

Guy VANHENGEL

Het mondeling amendement en de streepjes 29 tot 31, aldus geamendeerd, worden aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepjes 32 tot 36 van het verzoekend gedeelte

De streepjes 32 tot 36 van het verzoekend gedeelte lokken geen commentaar uit.

Stemmingen

De streepjes 32 tot 36 van het verzoekend gedeelte worden aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Streepje 36/1 (nieuw) van het verzoekend gedeelte

De heer Petya Obolensky verantwoordt amendement nr. 8. Hij legt uit dat zijn fractie vraagt systematisch een onderzoeksrechter aan te stellen wanneer zich een dodelijk incident met de politie voordoet. Politieagenten moeten worden gestraft als ze geweld plegen. De rol van de onderzoeksrechter is belangrijk in ernstige zaken als men ernstige en onafhankelijke onderzoeken wil.

Stemming

Amendement nr. 8 wordt verworpen met 12 stemmen tegen 2.

Streepje 37 van het verzoekend gedeelte

Streepje 37 van het verzoekend gedeelte lokt geen commentaar uit.

Stemming

Streepje 37 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

V. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie (Vergadering van 1 december 2020)

Het geheel van het voorstel van resolutie wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

– Vertrouwen wordt geschenken aan de rapporteurs voor het opstellen van het verslag.

De Rapporteurs,

Els ROCHETTE
Fadila LAANAN

De Voorzitter,

Guy VANHENGEL

VI. Texte adopté par la commission

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

visant à l'amélioration des relations entre citoyens et forces de l'ordre et entre forces de l'ordre et citoyens

Développements

Généralités

Au printemps 2020, à la suite du décès d'un jeune au terme d'une course-poursuite avec la police, Bruxelles a connu des émeutes qui ont constitué l'amorce concrète des commissions thématiques sur les relations entre les citoyens et les forces de l'ordre en Région bruxelloise. La mort du jeune et les émeutes qui ont suivi ne sont pas un fait isolé. En outre, les citoyens ne sont pas les seules victimes : les agents de police sont également confrontés à des agressions. C'est un problème qui mérite davantage d'attention. C'est pourquoi la commission des affaires intérieures s'est penchée sur les relations entre police et citoyens lors de quatre réunions thématiques visant à examiner les causes de la perte de confiance entre les citoyens et la police dans certaines situations, à faire la lumière sur les problèmes, mais surtout à réfléchir aux moyens d'améliorer ces relations. La Région bruxelloise a un rôle important à jouer, car depuis la sixième réforme de l'État, elle est compétente pour la prévention et la sécurité.

Des orateurs de différents horizons ont pris la parole. Le choix des orateurs a fait l'objet d'une réflexion en profondeur. L'équilibre était essentiel. Si on veut étudier les raisons pour lesquelles la confiance entre la police et les citoyens est perdue ou mise sous pression, il faut au minimum entendre ces deux parties. Nous avons recueilli plusieurs points de vue sur cette question : des chercheurs, des intervenants issus de la société civile, des représentants de syndicats, un bourgmestre et des policiers ont pris la parole. Les présentations, instructives, ont été suivies de nombreuses questions, réponses et discussions.

La première réunion s'est déroulée à la fin septembre. Deux autres ont suivi en octobre, mais la dernière n'a pas pu être organisée en présentiel en raison du coronavirus. La présentation que prévoyaient les derniers orateurs invités a été distribuée sous forme de documents numériques. Tous les orateurs sont énumérés dans la résolution.

L'objectif ultime de ces commissions thématiques était de formuler des recommandations afin d'améliorer les relations entre les citoyens et la police, idéalement dans un texte emportant le soutien de la majorité et de l'opposition.

Contexte et point de départ

On a pris pour point de départ général le caractère indispensable de la confiance et du respect mutuel entre la police et la population. Une ville n'est ni sûre ni vivable sans cette confiance.

VI. Tekst aangenomen door de commissie

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

tot de verbetering van de relatie tussen burgers en ordediensten en tussen ordediensten en burgers

Algemene toelichting

Algemeen

In de lente van 2020 waren er in Brussel rellen na de dood van een jongere die stierf na een politieachtervolging. Dat was de concrete aanleiding voor thematische commissies over de ‘relatie tussen burgers en politie in het Brussels Gewest’. De dood van de jongere en de rellen die erop volgden waren geen eenmalig feit. Bovendien zijn niet alleen burgers slachtoffer. Ook politieagenten krijgen te maken met agressie. Het is een vraagstuk dat meer aandacht verdient. Daarom heeft de commissie Binnenlandse Zaken zich gebogen over de relatie tussen politie en burger, in vier thematische commissies: onderzoeken waarom het vertrouwen tussen burgers en politie in sommige situaties zoek is, uitklären wat er fout loopt maar vooral nagaan hoe we die relatie kunnen verbeteren. Het Brussels Gewest heeft een belangrijke rol te spelen, want sinds de zesde staatshervorming is het Gewest bevoegd voor preventie en veiligheid.

Er kwamen sprekers uit verschillende hoeken aan het woord. Over wie het woord kreeg, is grondig nagedacht. Het evenwicht was erg belangrijk. Wie wil onderzoeken waarom het vertrouwen tussen politie en burger zoek is of onder druk staat, moet op zijn minst die twee partijen aan het woord laten. We hebben dit vraagstuk uit meerdere hoeken laten belichten. Er kwamen onderzoekers, sprekers uit het middenveld, vertegenwoordigers van vakbonden, een burgemeester, politiemensen aan het woord. De uiteenzettingen waren leerzaam, met achteraf ook veel vragen, antwoorden en discussies.

De eerste vergadering vond plaats eind september. Er volgden nog twee in oktober. Wegens corona kon de laatste bijeenkomst niet fysiek plaatsvinden. Van de laatste sprekers werden digitale documenten verdeeld met daarin hun geplande uiteenzetting. Alle sprekers staan opgelist in de resolutie.

Het uiteindelijke doel was het formuleren van aanbevelingen om de relatie burger-politie te verbeteren, met idealiter een tekst die door meerderheid en oppositie wordt gesteund.

Context en uitgangspunt

Het algemene uitgangspunt is de noodzaak van vertrouwen en wederzijds respect tussen politie en bevolking. Zonder dat vertrouwen is een stad niet veilig of leefbaar.

Nombreux sont les éléments à prendre en considération. La pandémie de coronavirus a encore exacerbé les tensions déjà présentes entre les citoyens et la police. La pandémie a accentué la pression non seulement sur les citoyens qui devaient respecter certaines mesures, mais aussi sur les policiers qui devaient veiller au respect de ces mesures. Tant les citoyens que la police ont été exposés à un stress important, et des actes violents ont été commis des deux côtés. Lorsque cela s'avère nécessaire, la police est en droit de recourir à la force. Il y a des règles strictes à cet égard. Tout usage de la force doit être raisonnable et proportionnel à l'objectif visé. La violence contre les forces de l'ordre ne peut jamais être tolérée. Elle doit être punie rapidement et efficacement.

Il y a eu des incidents de part et d'autre pendant la crise du coronavirus, mais il y en avait déjà avant la crise. Il y a des violences commises par la police et contre la police, ce qui pose chaque fois question. Les mauvaises pratiques doivent être suivies d'une réponse appropriée. Sans cela, la situation sur le terrain se détériore.

En tant que policier dans la capitale, il n'est pas facile d'intervenir ou d'agir. La grande ville est complexe. Il ne s'agit pas seulement de querelles de voisinage. Des problèmes complexes, spécifiques à la grande ville, se posent. À cela s'ajoute encore le fait qu'il est généralement – donc pas seulement dans la capitale – plus difficile qu'avant de faire respecter l'autorité. Les personnes en charge de l'autorité sont de plus en plus critiquées et contestées. Les citoyens s'expriment davantage. Ils n'acceptent pas simplement n'importe quelle autorité. Ils demandent des explications lors d'une intervention de la police.

Toutes les parties ont intérêt à ce que les droits et devoirs, des citoyens comme des policiers, soient bien connus et – évidemment – respectés. Une bonne communication à l'adresse du citoyen est nécessaire pour l'informer de ses droits et devoirs envers la police, mais les policiers ont également besoin de connaissances. Un citoyen est bel et bien autorisé à filmer une intervention. Par contre, la mise en ligne de telles images est interdite. Un usage abusif, d'un côté comme de l'autre, des droits et devoirs entraîne un durcissement des positions et, dans certains cas, une escalade de la violence. Ce qui détériore encore davantage les relations entre le citoyen et la police. De tels abus doivent être suivis d'une réponse appropriée dans notre État de droit.

Le nombre de policiers à Bruxelles est un autre facteur. Il n'est pas à niveau. Les agents de police bruxellois sont confrontés à des situations complexes et ils ont beaucoup de travail. Il faut un financement suffisant pour que la police locale puisse remplir sa mission. La dotation fédérale aux zones de police est calculée selon la norme KUL, qui tient notamment compte du nombre d'habitants. Or, la norme KUL remonte à 2001. Elle a donc presque 20 ans. Dans l'intervalle, la population a considérablement augmenté. Les moyens alloués à la police n'ont pas suivi. La norme KUL doit être revue.

Er zijn tal van elementen in overweging te nemen. De coronapandemie heeft de spanningen die er al waren tussen burger en politie nog meer op scherp gezet. De pandemie legde niet alleen meer druk op de burger die bepaalde maatregelen in acht moest nemen, maar ook op politieagenten die ervoor moesten zorgen dat maatregelen werden nageleefd. Zowel burgers als politie werden blootgesteld aan veel stress en het kwam tot hardhandige optredens aan beide zijden. In de gevallen dat het nodig is, mag de politie geweld gebruiken. Daar zijn strenge regels voor. Elk gebruik van geweld moet redelijk zijn en in verhouding staan tot het nastreefde doel. Geweld tegen ordediensten mag nooit getolereerd worden. Het moet snel en efficiënt bestraft worden.

Van de twee kanten zijn er tijdens corona incidenten geweest, maar ze waren er ook al voor corona. Er is geweld door en geweld tegen de politie, waar telkens weer vragen bij rijzen. Foute praktijken moeten een gepast gevolg krijgen. Als dat niet gebeurt, verergerd de situatie op het terrein.

Als politieagent in de hoofdstad is het niet gemakkelijk om in te grijpen of op te treden. De grootstad is complex. Het gaat hier niet alleen om burenruzies. Er duiken complexe problemen op, eigen aan de grootstad. Daar komt nog bij dat in het algemeen – dus niet alleen in de hoofdstad – het moeilijker is dan vroeger om autoriteit af te dwingen. Gezagsdragers worden in toenemende mate bekritiseerd en uitgedaagd. Burgers zijn mondiger geworden. Ze aanvaarden niet zomaar eender welk gezag. Ze vragen uitleg bij een optreden door de politie.

Alle partijen hebben er baat bij als de rechten en plichten, van burgers én politiemensen, goed gekend zijn en – uiteraard – ook worden gerespecteerd. Goede communicatie naar de burger is nodig om hem te informeren over zijn rechten en plichten ten opzichte van de politie, maar ook politiemensen hebben nood aan kennis. Een burger mag wel degelijk filmen tijdens een interventie. Dergelijke beelden publiek online zetten is evenwel niet toegestaan. Verkeerd gebruik van rechten en plichten, aan beide zijden, leidt tot een verharding van standpunten en in sommige gevallen tot een escalatie van geweld. Hetgeen opnieuw de relatie burger-politie schade toebrengt. Zulke misstanden moeten een gepast gevolg krijgen in onze rechtsstaat.

Een bijkomende factor is het aantal politieagenten in Brussel. Dat staat niet op peil. Politieagenten in Brussel staan voor complexe situaties en hebben veel werk. Voldoende financiering is noodzakelijk opdat de lokale politie haar opdracht kan vervullen. De federale dotatie aan de politiezones wordt berekend volgens de KUL-norm, die o.a. rekening houdt met het aantal inwoners. Alleen dateert die KUL-norm uit 2001. Hij is dus bijna 20 jaar oud. In die tijd is de bevolking sterk gegroeid. De middelen voor politie groeiden niet mee. De KUL-norm moet worden herzien.

Recommendations

Les recommandations s'inspirent concrètement des recommandations formulées par les orateurs lors des commissions thématiques. Elles ont été classées par thèmes : enquête et monitoring ; personnel et recrutement d'agents de police ; formation ; travail de quartier, contacts de quartier, communication ; interventions et méthodes de travail ; sanctions, amendes. Bon nombre de recommandations font appel à Bruxelles Prévention et sécurité.

Aperçu des recommandations :

- assurer un meilleur suivi des personnes contrôlées, la clarté sur le nombre de contrôles d'identité effectués et les raisons de ces contrôles afin d'améliorer l'efficacité des contrôles et de mieux lutter contre la criminalité ;
- soutenir les zones de police à travers la généralisation de la police de proximité, des brigades piédestres, cyclistes ou à cheval. Dans la rue, les agents sont accessibles et abordables ;
- une procédure de plainte en ligne standard afin qu'une plainte puisse être introduite dans toutes les zones de la même façon et aussi facilement ;
- encourager davantage de Bruxellois à opter pour un emploi dans la police, et préparer les candidats aux épreuves de sélection pour améliorer leurs chances de réussite ;
- améliorer le protocole de communication en situations de crise, surtout en cas d'incidents entraînant la mort ou des blessures graves ;
- un cadre (fédéral) général pour l'utilisation des caméras d'intervention (bodycams), car il n'y a aucune uniformité actuellement et chaque zone de police émet ses propres directives pour son corps.

Pour assurer le suivi de la mise en œuvre pratique de ces recommandations, une recommandation finale demande à Bruxelles Prévention et sécurité d'intégrer les éléments de la présente résolution dans son rapport annuel, de vérifier si les recommandations ont été mises en pratique et leurs résultats.

Aanbevelingen

De aanbevelingen zijn concreet gebaseerd op de aanbevelingen die tijdens de thematische commissies door de sprekers werden geformuleerd. Ze werden in verschillende domeinen ingedeeld: onderzoek en monitoring; personeel en rekrutering van politiemensen; opleiding; wijkwerking, wijkcontacten, communicatie; interventies en werkwijze; sancties, boetes. Voor vele aanbevelingen wordt beroep gedaan op Brussel Preventie en Veiligheid.

Een greep uit de aanbevelingen:

- beter opvolgen wie wordt gecontroleerd, duidelijkheid over het aantal uitgevoerde identiteitscontroles en de redenen voor deze controles met als doel efficiëntere controles en betere misdaadbestrijding;
- de politiezones te ondersteunen met de veralgemening van nabijheidspolitie, brigades te voet, met de fiets of te paard. Agenten zijn in de straat bereikbaar en aanspreekbaar;
- een standaardprocedure voor online klachten zodat klachten in alle zones op dezelfde manier en vlot toegankelijk kunnen worden ingediend;
- meer Brusselaars aanmoedigen te kiezen voor een job bij de politie, alsook kandidaten voorbereiden op de selectieproeven zodat ze meer kans maken om te slagen;
- het communicatieprotocol voor crisissituaties verbeteren, zeker bij incidenten met ernstige gewonden of dodelijke afloop;
- een algemeen (federaal kader) voor het gebruik van bodycams, want vandaag is er geen uniformiteit en elke politiezone schrijft richtlijnen uit voor haar korps.

Om op te volgen hoe deze aanbevelingen in de praktijk worden gebracht, is er de slotaanbeveling met de vraag aan Brussel Preventie en Veiligheid om in zijn jaarverslag de elementen uit deze resolutie op te nemen, om na te gaan of de aanbevelingen in de praktijk werden gebracht en welk resultaat ze hebben opgeleverd.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

visant à l'amélioration des relations entre citoyens et forces de l'ordre et entre forces de l'ordre et citoyens

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu :

- les incidents récents au cours desquels des Bruxellois et des membres des forces de police ont été gravement blessés ou ont perdu la vie dans le cadre d'interventions de police ;
- les témoignages relatifs aux contrôles de police vécus comme injustifiés et résultant d'un profilage ethnique ;
- l'importance de créer et de maintenir une relation de confiance réciproque entre les policiers et les citoyens ;
- les incidents récents au cours desquels les forces de police ont été empêchées dans l'exécution de leurs missions à cause d'agressions et d'obstructions perpétrées par des fauteurs de troubles ;
- le manque de respect chez certains Bruxellois pour le travail essentiel que font les policiers ;
- l'augmentation des tensions susmentionnées en raison des mesures de lutte contre le coronavirus, qui ont fait augmenter la charge de travail des policiers et compliqué encore les conditions de vie des Bruxellois vivant dans la précarité et/ou manquant d'espace ;
- le premier rapport détaillé en Belgique présenté par Amnesty International en 2018 sur la pratique du profilage ethnique ;
- que la Région de Bruxelles-Capitale s'est vu confier de nouvelles responsabilités en matière de prévention et de sécurité avec la sixième réforme de l'État.

Considérant :

- que la confiance et le respect mutuel entre la police et la population sont indispensables à une ville sûre et vivable ;
- que le contexte de la crise sanitaire n'a fait que renforcer l'urgence d'éliminer ces tensions ;
- que le métier de policier est une profession difficile et que les policiers sont en permanence soumis au stress, à la gestion de situations parfois complexes dans l'urgence et à la survenance de drames humains ;
- que les policiers, en tant que dépositaires de l'autorité ayant le monopole de la force, doivent en tout temps adopter une conduite irréprochable en veillant au respect de l'article 37 de la loi sur la fonction de police : « Dans l'exercice de ses missions de police administrative ou judiciaire tout

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

tot de verbetering van de relatie tussen burgers en ordediensten en tussen ordediensten en burgers

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Gelet op:

- de recente incidenten waarbij Brusselaars en mensen van de politie ernstig gewond geraakten of het leven lieten in het kader van politie-interventies ;
- de getuigenissen over politiecontroles die worden ervaren als niet gerechtvaardigd en het gevolg van etnisch profileren ;
- het belang een wederzijdse vertrouwensrelatie te creëren en te onderhouden tussen de politie en de Brusselaars ;
- de recente incidenten waarbij de politie werd verhinderd in het uitoefenen van haar opdracht door agressie en obstructie door onruststokers ;
- het gebrek aan respect voor het essentiële werk van de politie en ordediensten bij bepaalde Brusselaars ;
- de toename van bovengenoemde spanningen door de impact van de coronamaatregelen die de werklast van agenten deed toenemen en voor nog moeilijker leefomstandigheden hebben gezorgd voor Brusselaars die leven in armoede en/of een gebrek aan ruimte hebben ;
- het eerste gedetailleerde rapport in België van Amnesty International in 2018 over etnisch profileren ;
- het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de zesde staatshervorming nieuwe verantwoordelijkheden inzake preventie en veiligheid heeft gekregen.

Overwegende dat:

- vertrouwen en wederzijds respect tussen politie en bevolking noodzakelijk zijn voor een veilige en leefbare stad;
- de context van de Coronacrisis de urgentie om deze spanningen weg te nemen scherper heeft gesteld ;
- het beroep van politieagent moeilijk is en dat politieagenten voortdurend worden blootgesteld aan stress, het beheer van soms complexe noodsituaties en het voorkomen van menselijke tragedies ;
- politieagenten als gezagsdragers met een geweldsmonopolie te allen tijde artikel 37 van de wet op het politieambt op een onberispelijke manier moeten naleven: “Bij het vervullen van zijn opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie kan elk lid van het operationeel kader,

membre du cadre opérationnel peut, en tenant compte des risques que cela comporte, recourir à la force pour poursuivre un objectif légitime qui ne peut être atteint autrement. Tout recours à la force doit être raisonnable et proportionné à l'objectif poursuivi. Tout usage de la force est précédé d'un avertissement, à moins que cela ne rende cet usage inopérant » ;

- que la transparence en cas d'inconduite policière présumée est une condition à un respect partagé pour la police ;

- que la violence à l'encontre des policiers ne peut en aucun cas être tolérée et doit être sanctionnée rapidement et efficacement ;

- que les figures de l'autorité, de manière générale, sont de plus en plus critiquées et contestées ;

- que les initiatives visant à un rapprochement entre la police et les Bruxellois sont nécessaires pour renforcer la confiance et le respect mutuel ;

- qu'il faut veiller pendant la formation des policiers, à davantage de clarté quant aux droits et devoirs des citoyens et des policiers pendant les interventions de ces derniers. Le manque de connaissance de ces droits et devoirs, ou leur non-respect, concerne surtout le « droit de filmer » ou les « fouilles à nu » ;

- qu'il est nécessaire d'avoir en même temps une bonne communication à destination du citoyen en vue de l'informer de ses droits et devoirs vis-à-vis des policiers ;

- que les policiers sont des travailleurs et qu'à ce titre, comme pour tout travailleur, l'autorité est tenue de veiller à leur bien-être au travail ;

- que les réseaux sociaux s'emparent très souvent de certains incidents, toujours de manière partisane et peu objective, ce qui entraîne l'exaspération des positions et le durcissement des points de vue, qui produisent à leur tour parfois une escalade de la violence et créent un contexte de méfiance réciproque ;

- que lorsque survient un incident entre citoyens et policiers, il appartiendrait, dans un État de droit, que cet incident soit tranché de manière rapide par le pouvoir judiciaire ; qu'il faut néanmoins constater le manque de moyens de la justice, ce qui a pour conséquence d'allonger considérablement les délais pour l'obtention d'une décision judiciaire ;

- que la nécessité d'assurer un financement adapté des missions de police locale telles que définies dans l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population, nécessite de revoir la « norme KUL » ;

rekening houdend met de risico's die zulks meebrengt, geweld gebruiken om een wettig doel na te streven dat niet op een andere wijze kan worden bereikt. Elk gebruik van geweld moet redelijk zijn en in verhouding staan met het nastereerde doel. Aan elk gebruik van geweld gaat een waarschuwing vooraf, tenzij dit gebruik daardoor onwerkzaam zou worden.” ;

- transparantie bij vermoedens van wangedrag door politie een voorwaarde is voor een breed respect voor de politie ;

- geweld tegen politie nooit mag getolereerd worden en snel en efficiënt bestraft dient te worden ;

- figuren met autoriteit in het algemeen in toenemende mate bekritiseerd en uitgedaagd worden ;

- initiatieven die zich richten op toenadering tussen Brusselaars en politie noodzakelijk zijn om het vertrouwen en wederzijds respect op te krikken ;

- er tijdens politieopleidingen meer aandacht moet gaan naar en verduidelijking komen over de rechten en plichten van burgers en politiemensen bij interventies. Wat betreft het recht op filmen en het uitvoeren van naaktfouilles bestaan er nog onduidelijkheden of worden rechten en plichten niet nageleefd ;

- goede communicatie naar de burger is nodig om hem te informeren over zijn rechten en plichten ten opzichte van de politie ;

- politieagenten werknemers zijn en in die hoedanigheid is de overheid verplicht te waken over welzijn op het werk, zoals bij eender welke werknemer ;

- sociale netwerken vaak incidenten vastleggen op een partijdige en niet erg objectieve manier, hetgeen leidt tot ergernis en verharding van standpunten en in sommige gevallen tot een escalatie van geweld en een context van wederzijds wantrouwen ;

- wanneer er zich incidenten voordoen tussen de burger en de politie dit in een rechtsstaat snel door de rechterlijke macht moet worden opgelost; dat we moeten vaststellen dat rechtbanken over voldoende middelen beschikken, hetgeen de termijnen voor het verkrijgen van een rechterlijke beslissing aanzienlijk verlengt ;

- voldoende financiering noodzakelijk is opdat de lokale politie haar opdracht kan vervullen zoals beschreven in het Koninklijk Besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de normen voor de organisatie en werking van de lokale politie, gericht op het verzekeren van een minimale dienstverlening aan de bevolking, en dat daarvoor de “KUL-norm” moet worden herzien ;

- que le fédéral s'est engagé, dans sa déclaration de gouvernement, à revoir la norme KUL ;

Après avoir entendu les témoignages et les recommandations, durant les commissions thématiques des 29 septembre 2020, 13 octobre 2020 et 21 octobre 2020 et avoir étudié les documents écrits relatifs aux bonnes pratiques de :

- Sarah Van Praet, chercheuse ;
- Eveline Vandevelde et Yassine Boubout, de la plateforme Stop Ethnic Profiling ;
- Thierry Belin (SNPS), Vincent Gilles (SLFP), Raoul Moulin (CSC) et Betty Masure (CGSP) ;
- Vincent De Wolf, en sa qualité de bourgmestre ;
- Michel Goovaerts, chef de corps de PolBru ;
- Gauthier Dewulf, Forum des Jeunes ;
- Thomas Devos et Brahim Lhichou de l'asbl JES ;
- Jacques Gorteman, directeur de l'école de police ;
- Alain Georgen, gestionnaire de Brusafe ;
- Els Keytsman et Patrick Charlier, Unia ;
- Serge Muyters, chef de corps d'Anvers et Arie Delanote, auteur de l'enquête sur la police anversoise* ;
- Gamal Cheddad, asbl Uit de marge et Inge Loodsteen, asbl D'Broej* ;
- Michaël Jonniaux, chef de corps Montgomery* ;

(*Les derniers intervenants ont communiqué leur intervention par courriel, car la commission n'a pas pu se tenir en raison des mesures renforcées de lutte contre le coronavirus.)

Demande au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

En matière d'enquête et de monitoring :

- de demander aux conseils de police de faire rapport du nombre de contrôles d'identité effectués par leurs policiers et des motifs de ces contrôles ;

- de charger BPS de rassembler ces informations et d'élaborer un monitoring des bonnes pratiques relevées à l'étranger en matière de lutte contre, notamment, le profilage ethnique (par exemple, mettre en place le récépissé de contrôle) ;

- de charger l'Observatoire pour la prévention et la sécurité (OBPS) de mettre sur pied, en collaboration avec les six zones de police, un monitoring/suivi public, systématique et objectif des processus sociaux et méthodes de police influant sur la confiance entre les forces de l'ordre et les citoyens, parmi lesquels le profilage ethnique, la communication et l'enregistrement et le traitement des plaintes,... ;

- de confier à l'Observatoire bruxellois pour la prévention et la sécurité (OBPS), en collaboration avec des instituts de recherche, la mission de sonder à intervalles réguliers la confiance et le respect envers les services de police, en tenant suffisamment compte du domicile, du statut socio-

- de Federale Regering in haar regeerverklaring het engagement heeft opgenomen de KUL-normen te herzien.

Na de getuigenissen en de aanbevelingen te hebben gehoord, tijdens de thematische commissievergaderingen van 29 september 2020, van 13 oktober 2020 en van 21 oktober 2020 en de schriftelijke documenten in verband met de good practices te hebben bestudeerd van :

- Sarah Van Praet, onderzoekerster ;
- Eveline Vandevelde en Yassine Boubout, van het Platform Stop Etnisch Profileren ;
- Thierry Belin (NSPV), Vincent Gilles (VSOA), Raoul Moulin (ACV) en vrouw Betty Masure (ACOD) ;
- Vincent De Wolf, in zijn hoedanigheid van burgemeester;
- Michel Goovaerts, korpschef PolBru ;
- Gauthier Dewulf, Forum des Jeunes ;
- Thomas Devos en Brahim Lhichou van JES vzw ;
- Jacques Gorteman, directeur van de politieschool ;
- Alain Georgen, Beheerder Brusafe ;
- Els Keytsman en Patrick Charlier, Unia ;
- Serge Muyters, Korpschef Antwerpen en Arie Delanote, auteur onderzoek over de politie Antwerpen* ;
- Gamal Cheddad, vzw Uit de marge en Inge Loodsteen, vzw D'Broej* ;
- Michaël Jonniaux, Korpschef Montgomery*.

(*De laatste sprekers hebben hun tussenkomsten per mail bezorgd, want de commissie is niet doorgegaan omwille van de verstevende coronamaatregelen.)

Verzoekt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

op vlak van onderzoek en monitoring :

- aan de politieraden te vragen om verslag uit te brengen over het aantal door hun politiemensen uitgevoerde identiteitscontroles en de redenen voor deze controles ;

- BPV te gelasten deze informatie te verzamelen en een monitoring uit te werken van goede praktijken uit het buitenland over de strijd tegen, onder andere, etnisch profileren (bijvoorbeeld zoals een controlebewijs uitreiken wanneer iemand is gecontroleerd) ;

- het Observatorium voor Preventie en Veiligheid (BOPV), in samenwerking met de zes Brusselse politiezones, een objectieve, systematische en openbare monitoring en opvolging op te laten zetten van de maatschappelijke processen en politiemethodes die het vertrouwen tussen politie en burger beïnvloeden, waaronder etnisch profileren, communicatie, klachtenmelding en -behandeling, ... ;

- aan het Brussels Observatorium voor Preventie en Veiligheid (BOPV) de opdracht te geven om in samenwerking met onderzoeksinstellingen het vertrouwen in en respect voor de ordediensten op regelmatige tijdstippen te bevragen, met daarbij voldoende differentiatie naar

économique, de l'origine, de l'âge des Bruxellois(es) sondé(e)s, ... ;

- parce que « Mesurer c'est savoir », de transmettre les différents rapports à l'Observatoire bruxellois pour la prévention et la sécurité, responsable de la collecte et de l'analyse des données, qui devront être entièrement anonymisées ;

En matière de personnel et de recrutement d'agents de police :

- de formuler une demande officielle auprès du gouvernement fédéral pour une adaptation rapide de la norme KUL devenue obsolète en vue de renforcer, prioritairement, le nombre de policiers sur le terrain ;

- de formuler une demande officielle auprès du gouvernement fédéral pour une révision rapide et juste du financement des zones de police en vue d'augmenter le nombre de policiers, comme indiqué dans l'accord de gouvernement fédéral : « Le système des dotations fédérales aux zones de police et les moyens de prévention fédéraux seront réformés pour faire place à un système de financement objectif et transparent qui favorisera en outre la taille optimale des zones de police. » ;

- d'accroître le nombre d'agents recrutés localement, notamment en chargeant le centre d'orientation au recrutement de Brusafe de mener des actions auprès des Bruxellois(e)s pour susciter plus de vocations pour les métiers de la police et de préparer les candidats aux examens de sélection ;

- de poursuivre la coopération entre Actiris et Brusafe et d'augmenter les chances de réussite des candidats bruxellois grâce au centre d'orientation de Brusafe et à une formation préliminaire plus adaptée. Une attention particulière devrait également être portée à un meilleur équilibre de genre et de LGBTQIA+ dans le recrutement ;

- d'agir en vue de promouvoir l'implication des zones de police et la présence sur le terrain de davantage d'agents de quartier et de valoriser leur métier par une révision de leur salaire ;

En matière de formation :

- de charger et de soutenir l'École régionale et intercommunale de police (ERIP) en vue d'attirer de bons formateurs et instructeurs qui soient motivés, en tenant compte des caractéristiques spécifiques de notre Région ;

- d'insister auprès des autorités fédérales sur l'amélioration et éventuellement l'allongement de la formation de policier, afin d'accorder davantage d'attention à la lutte contre la discrimination et le racisme, l'interdiction du profilage ethnique, les incidents en lien avec des interventions de policiers vis-à-vis de certains groupes de la population, l'autocritique, la recherche d'efficience ainsi que

woonplaats, socio-economische status, origine, leeftijd, van de bevraagde Brusselaars ... ;

- omdat 'Meten is weten' is, de verschillende rapporteringen door te geven aan het Brussels Observatorium voor Preventie en Veiligheid, dat verantwoordelijk is voor het verzamelen en analyseren van de gegevens. Dit moet volledig worden geanonimiseerd ;

Op vlak van personeel en rekrutering van politiemensen :

- bij de Federale Regering een officiële vraag in te dienen voor een snelle herziening van de verouderde KUL-norm om, prioritair, het aantal politieagenten op het terrein te versterken ;

- bij de Federale Regering een officiële vraag in te dienen voor een snelle herziening en een juiste financiering van de politiezones met het oog op de vermeerdering van het aantal politieleden, zoals vermeld in het federaal regeerakkoord: "Het systeem van federale dotaties aan politiezones en federale preventieve maatregelen zal worden hervormd om een objectief en transparant financieringssysteem te creëren dat ook de optimale omvang van politiezones zal bevorderen." ;

- het aantal lokaal gerekruteerde agenten te verhogen, onder andere door het Oriëntatiecentrum van Brusafe bijkomende acties te laten ondernemen ten aanzien van Brusselaars om hen aan te moedigen te kiezen voor een job bij de politie en kandidaten voor te bereiden op de selectieproeven ;

- de samenwerking tussen Actiris en Brusafe verder te zetten en de slaagkansen van de Brusselse aspiranten te verhogen dankzij het oriëntatiecentrum bij Brusafe en een goed uitgebouwde vooropleiding. Hierbij gaat ook bijzondere aandacht naar meer gender- en LGTBQIA+ evenwicht in nieuwe lichtingen ;

- maatregelen te nemen om de betrokkenheid van de politiezones en de inzet van meer wijkagenten in het veld te bevorderen en de waarde van hun werk te vergroten door hun salarissen te herzien ;

Op vlak van opleiding :

- de Gewestelijke en Intercommunale Politieschool (GIP) te gelasten en te ondersteunen om sterke en gemotiveerde lesgevers aan te trekken, rekening houdend met de specifieke Brusselse karakteristieken ;

- bij de federale overheid te waken over een verbetering en eventueel verlenging van de opleiding tot politieagent, zodat in de opleiding extra aandacht gaat naar de strijd tegen discriminatie en racisme, het verbod op etnisch profileren, incidenten in verband met het optreden van politieagenten tegen bepaalde bevolkingsgroepen, zelfkritiek, zoeken naar meer efficiëntie, alsook collectieve en persoonlijke

l'amélioration collective et personnelle. La Région demande aussi de prévoir une formation plus longue et approfondie pour les agents avant qu'ils puissent prendre le volant d'un véhicule de police. Cette formation ne dure actuellement que deux jours, alors que ces dernières années, la plupart des personnes tuées l'ont été au cours de courses-poursuites ;

- de s'assurer que l'ERIP remplit une mission de développement de formations complémentaires spécifiques aux besoins de la Région bruxelloise ;

En matière de travail de quartier, de contacts de quartier et de communication :

- de soutenir les zones de police par une généralisation de la *community policing* ou police de proximité, en renforçant les brigades à pied, à vélo ou à cheval qui doivent devenir davantage la norme, afin que les policiers soient disponibles et abordables dans la rue ;

- de généraliser la création de LISA (Antenne locale de sécurité intégrée) dans la Région afin que les citoyens aient des points de contact locaux où divers services tels que la police, les gardiens de la paix ou Bruxelles-Propreté sont regroupés ;

- de faire appel à des agents de quartier qui connaissent le quartier, en collaboration étroite avec les gardiens de la paix, pour créer des synergies / un réseau de bonnes relations avec les écoles, les parents, les travailleurs de rue, les commerçants, le secteur horeca, les associations sportives et culturelles ;

- en collaboration avec les organisations de quartier et de jeunesse, de veiller à une information et une communication plus claire en matière de droits et devoirs des citoyens vis-à-vis des services d'ordre pendant les interventions ;

- de veiller à valoriser le rôle spécifique et la valeur ajoutée des agents de quartier ;

- d'inciter les zones de police à améliorer le protocole de communication pour les situations de crise, en particulier pour les accidents/incidents impliquant des morts ou des blessés graves. Les membres de la famille doivent être informés directement et de manière détaillée, ils reçoivent les informations nécessaires sur l'assistance psychologique, les procédures de plainte,... La police reste disponible après le contact initial en cas de questions ;

- de confier à BPS (ou à l'ERIP) la mission de rassembler les meilleures pratiques en matière de *community policing* et de les diffuser auprès de tous les intervenants dans l'ensemble de la Région, comme « Coffee with a cop », Team Herscham pour les sans-abri, le « régisseur de quartier » ou le frontdesk de Bruxelles-Ville - Ixelles, assumé par des citoyens, ce qui allège la charge de travail de la police ;

- de confier à BPS la mission de créer un forum où police et (organisations de) citoyens se rencontrent régulièrement et

verbeteringen. Ook vraagt het Gewest een langere en betere opleiding te voorzien vooraleer politiemensen achter het stuur van een politiewagen mogen plaatsnemen. Nu is dat amper twee dagen, terwijl de meeste dodelijke slachtoffers de laatste jaren vielen tijdens politie-achtervolgingen ;

- zich ervan te vergewissen dat de GIP de opdracht vervult van het ontwikkelen van aanvullende opleidingen, specifiek voor de behoeften van Brussel ;

Op vlak van wijkwerking, wijkcontacten, communicatie :

- de politiezones te ondersteunen met de veralgemening van community policing of nabijheidspolitie, brigades te voet, met de fiets of te paard die meer de norm dienen te worden, zodat agenten in de straat bereikbaar en aanspreekbaar zijn ;

- de gemeenten aan te moedigen de oprichting van LISA's (Local Integrated Security Antenna) te veralgemennen in het Gewest zodat burgers lokale aanspreekpunten hebben waar verschillende diensten zoals politie, gemeenschapswachten, Net Brussel huizen ;

- in te zetten op wijkagenten die de buurt kennen, in nauwe samenwerking met de gemeenschapswachten, om een netwerk van goede relaties met scholen, ouders, straathoekwerkers, winkeliers, horeca, sportverenigingen en culturele verenigingen te ontwikkelen;

- in samenwerking met buurt- en jeugdorganisaties in te zetten op een heldere informatie en communicatie met betrekking tot de rechten en plichten van burgers ten aanzien van de ordediensten tijdens interventies ;

- ervoor te zorgen dat de specifieke rol en toegevoegde waarde van wijkagenten worden gevaloriseerd ;

- de politiezones aan te zetten het communicatieprotocol voor crisissituaties te verbeteren, in het bijzonder bij ongevallen/ incidenten met ernstige gewonden of dodelijke afloop. Aanverwanten worden rechtstreeks en volledig geïnformeerd en krijgen de noodzakelijke informatie over psychologische bijstand, klachtenprocedures, ... Ook na het initiële contact blijft de politie bereikbaar voor vragen ;

- BPV (of de GIP) de opdracht te geven de best practices inzake *community policing* te verzamelen en te verspreiden bij alle intervenanten in het hele Gewest, zoals 'coffee with a cop', team Herscham voor de daklozen, wijkregisseurs of de frontdesk van Stad Brussel-Elsene, die ingevuld wordt door burgers hetgeen de werklast voor de politie vermindert en ruimte biedt om andere taken op te nemen ;

- BPV de opdracht te geven een forum op te richten, in samenwerking met de zes Brusselse politiezones waar politie

échangent leurs expériences, en collaboration avec les six zones de police bruxelloises ;

- d'élargir le fonctionnement de l'école des cadets de Bruxelles-Ville à l'ensemble de la Région ;

En matière d'interventions et de méthodes de travail :

- de confier au directeur coordonnateur administratif fédéral (dirco) et aux six zones de police de Bruxelles la mission de chercher une manière d'améliorer le dispatching du numéro d'urgence de la police et d'en faire rapport au Conseil régional de Sécurité (CoReS). À terme, le service dispatching pourrait être réorganisé et accueillir un personnel comprenant d'autres profils que celui de policier ;

- de travailler à une approche correcte et polie des forces de l'ordre envers les jeunes et des jeunes envers les forces de l'ordre. L'aspect « tutoiement et impolitesse » est mentionné dans différents témoignages comme point de crispation important ;

- d'intégrer les intervisions dans le travail de police et donc de prévoir l'espace nécessaire ou le retour d'information et la réflexion après les interventions. Cela implique également de faire de la place pour la décompression, afin qu'un agent puisse évacuer la pression après une rude journée et bénéficier d'un accompagnement psychosocial ;

- d'insister auprès des autorités fédérales pour élaborer un cadre général pour l'utilisation des « bodycams ». Il y a aujourd'hui un manque d'uniformité. Chaque zone décide des règles pour son corps de police ;

- de charger Bruxelles Prévention et sécurité de prévoir un monitoring et des recommandations en matière de bonnes pratiques sur l'utilisation des « bodycams », en concertation avec les zones de police ;

- de charger le ministre-président de demander au ministre de l'intérieur du gouvernement fédéral de prendre les mesures destinées à mettre un terme à la sélectivité policière et aux contrôles d'identité non motivés en adoptant des règles claires ;

En matière de procédures de plainte :

- d'encourager, d'une part, les autorités compétentes à procéder à une évaluation objective des procédures de contrôles internes et externes et, d'autre part, de créer un organe indépendant de la hiérarchie de la police en qui les agents puissent avoir toute confiance ;

- d'encourager les organes compétents à améliorer la procédure de plainte en ligne afin qu'elle soit facile d'accès pour les citoyens ;

en burger(organisatie)s elkaar regelmatig ontmoeten en ervaringen uitwisselen ;

- de werking van de kadettenschool van Brussel-Stad te verbreden naar het hele Gewest ;

Op vlak van interventions en werkwijze :

- de federale bestuurlijke directeur-coördinator (dirco) en de zes Brusselse politiezones de opdracht te geven na te gaan hoe de dispatching op het urgentienummer van de politie kan verbeteren en hierover te rapporteren aan de Gewestelijke VeiligheidsRaad. Op termijn zou de dienst dispatching anders kunnen georganiseerd worden en bemand met andere profielen dan politiemensen ;

- werk te maken van een correcte en beleefd omgang van politie tegenover jongeren en omgekeerd. Het aspect “tutoyeren en onbeleefd omgang” werd in verschillende getuigenissen aangehaald als een belangrijk punt van ergernis ;

- intervisie te integreren in het politiewerk en dus ruimte in te bouwen voor terugkoppeling en zelfreflectie na interventies. Dit betekent ook ruimte laten voor decompressie, zodat een agent na een zware dag stoom kan afblaten en ook psychosociale begeleiding krijgt ;

- bij de federale overheid aan te dringen op een algemeen kader voor het gebruik van bodycams. Het mankeert vandaag aan uniformiteit. Elke zone schrijft zelf richtlijnen uit voor haar korps ;

- Brussel Preventie en Veiligheid de opdracht te geven te monitoren hoe bodycams worden gebruikt in de verschillende politiezones en aanbevelingen te doen over goede praktijken inzake bodycams, in overleg met de politiezones ;

- de minister-president te gelasten aan de minister van Binnenlandse Zaken te vragen de nodige maatregelen te nemen om een einde te maken aan politieselectiviteit en ongemotiveerde identiteitscontroles, door duidelijke richtlijnen te geven ;

Op vlak van klachtenprocedures :

- de bevoegde autoriteiten aan te moedigen om enerzijds een objectieve evaluatie van de interne en externe controleprocedures uit te voeren en anderzijds een orgaan op te richten dat onafhankelijk is van de politiehiërarchie en waarin de agenten volledig vertrouwen kunnen hebben ;

- de betrokken organen aan te moedigen om de online klachtenprocedure te verbeteren, zodat deze gemakkelijk toegankelijk is voor burgers ;

- d'encourager l'évaluation du travail de la police avec des formulaires en ligne d'appréciation par les citoyens permettant de repérer les bonnes pratiques et les pratiques à améliorer ;

- de demander aux instances fédérales un rapport statistique et qualitatif annuel du Comité P sur les interventions de police clôturées dans la Région ;

- d'inciter les instances fédérales à repenser et améliorer le suivi des plaintes déposées auprès du Comité P ;

En matière de sanctions, amendes :

- d'inciter le gouvernement fédéral à prévoir un encadrement et un financement suffisants de la Justice pour lutter contre toutes les formes d'impunité ;

- de lancer une réflexion sur la législation SAC, en particulier pour les mineurs d'âge, de réévaluer les procédures, notamment les procédures de médiation ou de travaux d'intérêt général, qui ne sont pas suffisamment appliquées ;

- d'améliorer les procédures de contrôles internes à tous les niveaux hiérarchiques afin de s'assurer du respect par les agents de leurs devoirs et de leurs droits dans l'exercice de leurs missions ;

Au niveau du suivi :

- de demander à BPS d'intégrer dans son rapport annuel les éléments contenus dans la présente résolution sur les relations entre policiers et citoyens dans la Région de Bruxelles-Capitale.

- de evaluerie van het werk van de politie aan te moedigen met online evaluatieformulieren voor burgers om de goede praktijken en de te verbeteren praktijken op te sporen ;

- bij de federale instanties te vragen een jaarlijkse statistische en kwalitatieve rapportage door Comité P over zijn afgewerkte politie-interventies in het Gewest ;

- de federale instanties aan te zetten om de opvolging van klachten door Comité P te herdenken en te verbeteren ;

Op vlak van sancties, boetes :

- de Federale Regering aan te sporen om voldoende omkadering bij en een correcte financiering van Justitie te voorzien om alle vormen van straffeloosheid aan te pakken ;

- een reflectie op te zetten over de GAS-wetgeving, in het bijzonder voor minderjarigen, om de procedures opnieuw te evalueren, met name de procedures voor bemiddeling of gemeenschapsdienst, die niet voldoende worden toegepast ;

- de interne controleprocedures te verbeteren op alle niveaus van de hiërarchie om te verzekeren dat agenten hun plichten en rechten respecteren bij de uitvoering van hun taken ;

Op vlak van opvolging :

- aan BPV te vragen om in zijn jaarverslag de elementen uit deze resolutie met betrekking tot de relaties tussen politieagenten en burgers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op te nemen.

VII. Annexes

Annexe 1: Résumé des témoignages.

Introduction

À l'initiative de plusieurs de ses membres, la commission des affaires intérieures a décidé à l'unanimité de se pencher sur la problématique des relations difficiles entre citoyens et forces de l'ordre et entre forces de l'ordre et citoyens.

C'est pourquoi la commission a décidé de s'informer auprès d'experts, de représentants de la police et d'organisations de la société civile. Au total, quatre réunions de la commission seraient consacrées aux témoignages des personnes susmentionnées.

Témoignages

Une première réunion a eu lieu le mardi 29 septembre 2020. Au cours de cette première réunion, les commissaires ont entendu les témoignages de Mme Sarah Van Praet, chercheuse à l'Institut national de criminalistique et de criminologie, de Mme Eveline Vandervelde et de M. Yassine Boubout, représentants de la plateforme Stop au profilage ethnique, et de MM. Thierry Belin (SNPS), Vincent Gilles (SLFP), Raoul Moulin (CSC) et Mme Betty Masure (CGSP), représentants des syndicats de la police.

Mme Sarah Van Praet présente les constats posés dans le cadre de sa recherche-action sur les mécanismes problématiques de sélectivité policière. Cette recherche portait sur la police de la zone Nord, qui regroupe les communes de Schaerbeek, Evere et Saint-Josse-ten-Noode. Chaque intervention policière a été examinée au cours de sa recherche.

Premier constat : dans un certain nombre d'interventions, les agents de police s'interrogeaient sur le sens de certaines interventions, et de nombreuses interventions n'étaient pas comprises par la population. Un premier point important est celui du grand nombre d'appels qui parviennent à la police et de la charge de travail extrêmement élevée. Il n'est pas rare que la police soit sollicitée pour des tâches qui ne relèvent pas de ses missions essentielles. Cela révèle que la police est accessible, mais qu'elle est également instrumentalisée.

Tout commence par une bonne communication concernant l'appel au dispatching. Une éventuelle réforme de ce service permettrait d'éviter des interventions inutiles et/ou de garantir que les agents de police se fassent une idée exacte de ce qu'impliquera l'intervention. La chercheuse déclare qu'une solution pourrait être de recourir à des profils autres que celui de policier pour le dispatching.

Le déroulement concret d'une intervention est capital. En effet, la confiance envers la police augmente lorsque les

VII. Bijlagen

Bijlage 1: Samenvattingen van de getuigenissen.

Inleiding

De commissie voor de Binnenlandse Zaken heeft, op initiatief van een aantal van haar leden, bij eenparigheid beslist zich te buigen over de problematiek van de moeizame relatie tussen burgers en de ordediensten en tussen ordediensten en burgers.

De commissie heeft daarom beslist zich te informeren bij experts, bij vertegenwoordigers van de politie en bij middenveldorganisaties. In totaal zouden vier commissievergaderingen gewijd worden aan getuigenissen van bovenvermelde personen.

Getuigenissen

Een eerste vergadering vond plaats op dinsdag 29 september 2020. Tijdens die eerste vergadering werden de getuigenissen gehoord van mevrouw Sarah Van Praet, Onderzoekster bij het Nationaal Instituut voor criminalistiek en criminologie, van mevrouw Eveline Vandervelde en de heer Yassine Boubout, vertegenwoordigers van het Platform Stop Etnisch Profileren, en van de heren Thierry Belin (NSPV), Vincent Gilles (VSOA), Raoul Moulin (ACV) en mevrouw Betty Masure (ACOD), vertegenwoordigers van de politievakbonden.

Mevrouw Sarah Van Praet presenteert de vaststellingen uit haar actieonderzoek naar de problematische mechanismen van politieselectiviteit. Dat onderzoek had betrekking op de politie van de zone Noord die de gemeenten Schaerbeek, Evere en Sint-Joost-ten-Noode groepeert. Elke politietussenkomst werd tijdens de duur van haar onderzoek onderzocht.

Een eerste vaststelling was dat bij een aantal interventies de politiemensen vragen hadden bij de zin van bepaalde interventies en dat er tal van interventies waren die niet begrepen werden door de bevolking. Een eerste aandachtspunt is het groot aantal oproepen die bij de politie toekomen en de erg hoge werkdruk. Niet zelden wordt de politie gevraagd voor taken die niet tot de kerntaken van de politie behoren. Dit geeft aan dat de politie bereikbaar is, maar dat het ook geïnstrumentaliseerd wordt.

Veel begint bij een goede communicatie betreffende de oproep bij de dispatching. Een mogelijke hervorming van deze dienst zou onnodige interventies kunnen voorkomen en/of ervoor zorgen dat politiemensen een correct beeld krijgen van wat de interventie zal inhouden. De onderzoeker geeft mee dat een bezetting van andere profielen dan politiemensen soelaas zou kunnen bieden.

Het concrete verloop van een interventie is erg belangrijk. Het vertrouwen in de politie stijgt immers wanneer de

citoyens concernés par l'intervention perçoivent celle-ci comme étant correcte et transparente et qu'ils en comprennent le contexte. Dans la pratique, les services d'intervention reçoivent une brève communication du signalement. Sur la base de leurs attentes par rapport au contenu de cette mission, les policiers adopteront une attitude que l'on peut catégoriser en différents types. Une première catégorie concerne les interventions dans un quartier ou une rue qu'ils connaissent bien ; la deuxième catégorie porte sur le rétablissement de l'ordre public, et la relation avec la population est alors un peu plus tendue ; une troisième catégorie regroupe les interventions où les forces de police effectuent une mission sans être elles-mêmes convaincues de l'utilité de cette intervention ; enfin, dans une quatrième catégorie d'interventions, la police se voit en gestionnaire de toute la misère du monde.

Lorsque, sur la base des éléments en sa possession, un patrouilleur estime qu'une intervention est importante et nécessaire, lorsqu'il dispose de suffisamment de savoir-faire, lorsqu'il a confiance en son collègue, qu'il se sent soutenu par son encadrement et qu'il accorde de l'attention à la communication avec la population, alors une intervention se déroule sans heurt. Mais s'il ne se sent pas sûr de lui, cela peut entraîner une exécution machinale de l'intervention.

Il faut continuer de travailler à la justice procédurale. Un élément important à cette fin est que les patrouilleurs se sentent sûrs d'eux-mêmes. Pour cela, ils doivent disposer des connaissances et aptitudes requises. Il est également important que les interventions se déroulent de manière transparente à l'égard des citoyens. Il importe encore de souligner que cette justice procédurale profite tant aux citoyens qu'à la police elle-même.

Mme Eveline Vandervelde et M. Yassine Boubout présentent la plateforme « Stop au profilage ethnique », qui rassemble 7 organisations distinctes (Amnesty International, la Ligue des droits humains, la Liga voor mensenrechten, Minderhedenforum, JES, Uit de Marge et le MRAX). La plateforme a organisé la campagne « Pas normal » contre le profilage ethnique par la police belge. Elle collabore avec la police, les responsables politiques, le grand public et les personnes concernées par le profilage ethnique. Le projet a fait suite aux études de La Ligue des droits humains de 2017 et d'Amnesty international de 2018. Le profilage ethnique consiste à contrôler une personne à cause de son apparence et non de ses agissements. Il y a donc une différence entre le profilage ethnique et une intervention effectuée sur la base d'un signalement concret ou d'une description de l'auteur, qui peut également inclure des caractéristiques ethniques.

Pourquoi le profilage ethnique pose-t-il problème ? Le profilage ethnique n'aide rien ni personne. Au contraire, il n'a que des désavantages, il est traumatisant et frustrant pour les groupes visés et il ne constitue pas un travail policier efficace. Les personnes issues des minorités ethniques sont contrôlées plus souvent que les Blancs : cela varie de quelques fois par an à plusieurs fois par semaine. C'est un traitement injuste qui a un impact majeur sur les personnes contrôlées. C'est une forme de discrimination et c'est interdit. Le profilage ethnique

burgers betrokken bij de interventie, deze als correct en transparant ervaren en dat ze de context ervan begrijpen. In de praktijk krijgen de interventiediensten een korte mededeling binnen van de melding. Op basis van hun verwachting betreffende de inhoud van die opdracht zullen de politiemensen een houding aannemen die gecategoriseerd kan worden in verschillende types houdingen. Een eerste categorie zijn interventies ten goede van een wijk of een straat die ze goed kennen, een tweede categorie heeft betrekking op het herstellen van de openbare orde en de relatie met de bevolking is dan iets meer gespannen, een derde categorie zijn de interventies waarbij de politiemensen een opdracht uitvoeren zonder zelf overtuigd te zijn van het nut van die interventie en tot slot in een vierde categorie ziet de politie zich als beheerder van alle ellende en miserie.

Wanneer een agent, op basis van de elementen waarover hij beschikt meent dat een interventie belangrijk en nuttig is, wanneer hij over voldoende knowhow beschikt, wanneer hij zijn collega vertrouwt, wanneer hij zich gesteund voelt door de omkadering en wanneer hij aandacht heeft voor de communicatie met de bevolking, dan loopt een interventie als een bus. Maar als hij zich onzeker voelt, dan kan dat leiden tot een machinaal afwerken van de interventie.

Er dient verder te worden gewerkt aan de procedurele rechtvaardigheid. Een belangrijk element daartoe is dat de agenten zichzelf zouden voelen. Daartoe dienen zij over de nodige kennis en vaardigheden te beschikken. Eveneens belangrijk is dat de interventies transparant verlopen naar de burgers toe. Belangrijk is nog te onderstrepen dat die procedurele rechtvaardigheid ten goede komt zowel aan de burgers als aan de politie zelf.

Mevrouw Eveline Vandervelde en de heer Yassine Boubout stellen het Platform 'Stop etnisch profileren' dat bestaat uit 7 verschillende organisaties (Amnesty International, Liga voor mensenrechten, Ligue des droits humains, Minderhedenforum, JES, Uit de Marge en MRAX) voor. Het platform heeft een campagne "Niet Normaal" opgezet tegen etnisch profileren door de Belgische politie. Het platform werkt samen met de politie, beleidsmakers, het algemene publiek en mensen die in aanraking komen met etnisch profileren. De aanleiding van het project waren de onderzoeken van La Ligue des droits humains uit 2017 en van Amnesty international uit 2018. Etnisch profileren is het controleren van een persoon om hoe je er uit ziet en niet om hetgeen je hebt gedaan. Er is dus een verschil tussen etnisch profileren en een interventie gebaseerd op basis van een concreet signalement of daderbeschrijving waarbij ook sprake kan zijn van etnische kenmerken.

Waarom is etnisch profileren een probleem? Etnisch profileren helpt niets of niemand vooruit. Integendeel, er zijn alleen maar nadelen, het is traumatiserend en frustrerend voor de gevoelige groepen en het is geen doeltreffend politiewerk. Mensen van etnische minderheden worden vaker gecontroleerd dan blanke mensen, van een paar keer per jaar tot verschillende keren per week. Het is een onrechtvaardige behandeling die een grote impact heeft op de personen die gecontroleerd worden. Het is een vorm van

est stigmatisant et il renforce les préjugés négatifs sur les minorités ethniques, car les contrôles ont le plus souvent lieu dans l'espace public. Par exemple, les passants qui sont témoins d'un contrôle de police visant un groupe de jeunes issus d'une minorité ethnique ignorent si ce contrôle est justifié ou non et ils en tirent vite des conclusions.

La plateforme a donc rédigé des recommandations à cet égard. Par exemple, les responsables politiques doivent créer un cadre juridique spécifique afin de prévenir le profilage ethnique. Deuxièmement, on plaide pour une justification et plus de transparence à travers un enregistrement des contrôles. Ensuite, le droit des citoyens à documenter les interventions policières doit être protégé. Quatrièmement, il est important d'améliorer les relations entre la police et les communautés. La confiance mutuelle est essentielle à un travail policier de qualité. Enfin, il faut prévoir des mécanismes de plainte accessibles, indépendants et efficaces. Il est encore trop difficile aujourd'hui de déposer plainte auprès de la police.

Il faut bien souligner que tous les agents de police ne sont pas racistes, beaucoup font leur travail de manière intègre. Certains agents de police sont toutefois explicitement et ouvertement racistes, et ils n'ont pas leur place au sein de la police. D'autres ont inconsciemment, comme beaucoup de gens, des stéréotypes et des préjugés profondément enracinés, mais cela ne signifie pas qu'ils peuvent agir à l'avenant.

Vu la nature et l'impact des actions policières, il est essentiel qu'elles reposent sur des renseignements concrets et objectifs ainsi que des directives strictes, et qu'elles soient monitorées afin de garantir au mieux un traitement égal et équitable des personnes. En présence de preuves récurrentes de partialité, il faut également y répondre par des mesures disciplinaires. C'est pourquoi il est important de regarder ce qui se passe dans les structures policières afin de détecter cette partialité, l'empêcher et y mettre fin, et c'est à cet égard que la police est encore en défaut, en tant qu'organisation.

Il est important de renforcer le modèle de la police de proximité et de nouer un dialogue constructif et significatif avec les groupes minoritaires. Il est essentiel d'améliorer les normes de comportement de certains agents de police et l'approche générale de la police à l'égard de différentes communautés. Les policiers doivent appliquer scrupuleusement le code de déontologie, éviter les attitudes hostiles, agressives ou provocatrices et également expliquer comme il se doit pour quelles raisons ils contrôlent une personne et quelle procédure ils suivent.

L'enregistrement systématique a l'avantage de pouvoir aider l'organisation policière à identifier les éventuelles pratiques discriminatoires et, si nécessaire, à étudier et revoir ses propres pratiques. Pour le public et les personnes concernées, les données agrégées sont importantes pour pouvoir objectiver d'éventuelles plaintes pour discrimination. Pour la police, ces données peuvent également, le cas échéant, être importantes pour réfuter ou au contraire régler les

discriminatie en is verboden. Etnisch profileren is stigmatiserend en versterkt negatieve vooroordelen over etnische minderheden, want controles gebeuren meestal in de openbare ruimte. Omstaanders die bijvoorbeeld getuige zijn van een politiecontrole van een groepje jongeren van een etnische minderheid, weten niet of dit al dan niet een terechte controle is en trekken daar al snel conclusies uit.

Het Platform heeft dan ook aanbevelingen opgesteld ter zake. Zo moeten politici een specifiek juridisch kader creëren om het etnisch profileren te voorkomen. Ten tweede wordt er gepleit voor rekenschap en meer transparantie door controles te registreren. Daarnaast moet het recht van burgers om politieacties te documenteren beschermd worden. Ten vierde is het belangrijk om de relatie tussen politie en gemeenschappen te verbeteren. Vertrouwen tussen beide partijen is belangrijk voor goed politiewerk. Tenslotte moet voorzien worden in toegankelijke, onafhankelijke en effectieve klachtenmechanismen. Klacht indienen bij de politie is vandaag nog altijd te moeilijk.

Er dient duidelijk te worden gesteld dat niet alle politiemensen racistisch zijn. Er zijn er heel wat die hun werk op een integere manier doen. Sommige individuele politiemensen zijn echter explicet en openlijk racistisch, en voor hen mag geen plaats zijn binnen de politie. Anderen hebben, zoals zo veel mensen, onbewust diepgewortelde stereotypen en vooroordelen, maar dat wil niet zeggen dat ze ernaar mogen handelen.

Gezien de aard en de impact van politieacties, is het essentieel dat ze gebaseerd zijn op concrete en objectieve inlichtingen, strikte richtlijnen en dat ze worden gemonitord om zo goed mogelijk te garanderen dat mensen eerlijk en gelijk worden behandeld. Als er herhaaldelijk bewijs is van vooringenomenheid, moet daarop ook gereageerd worden met disciplinaire maatregelen. Daarom is het belangrijk om te kijken naar wat er in de structuren van de politie gebeurt om het te detecteren, te voorkomen en te stoppen, en daar schiet de politie als organisatie tot op vandaag nog steeds te kort.

Het is belangrijk om het model van gemeenschapsgerichte politiezorg te versterken en om een constructieve en betekenisvolle dialoog aan te gaan met minderheidsgroepen. Het is cruciaal om de gedragsnormen van individuele politiemensen en de algemene benadering door de politie richting verschillende gemeenschappen te verbeteren. Politiemensen moeten de deontologische code strikt toepassen, vijandige, agressieve of provocatieve attitudes vermijden en ook de nodige toelichting geven waarom ze iemand controleren en welke procedure ze volgen.

Een voordeel van systematische registratie voor de politieorganisatie is dat het behulpzaam kan zijn om mogelijke discriminatoire praktijken te identificeren, en haar eigen praktijken zo nodig te onderzoeken en herzien. Voor het publiek en betrokkenen zijn geaggregeerde data van belang om eventuele klachten over discriminatie te kunnen objectiveren. Voor de politie kunnen dergelijke data ook van belang zijn om zo nodig beschuldigingen van discriminatie

allégations de discrimination. L'utilisation de formulaires antidiscrimination peut également contribuer à l'efficacité du travail de la police, du point de vue de la lutte contre la criminalité. Les policiers se demanderont également de façon plus consciente si un contrôle est justifié ou non. À terme, l'enregistrement des contrôles améliorera également la communication entre les citoyens et la police, ce qui est profitable à la collaboration mutuelle et à l'amélioration des relations entre les communautés et la police.

En 2018, certains corps de police bruxellois étaient déjà disposés à enregistrer les contrôles d'identité dans la lutte contre le profilage ethnique. La zone de police Bruxelles Nord a déclaré à l'époque être prête à le faire si toutes les autres zones bruxelloises participaient.

Enfin, il faut dire que le profilage ethnique est une réalité et qu'il est fortement préjudiciable à la confiance envers la police et sa légitimité. C'est pourquoi il est essentiel d'y travailler de différentes manières. L'enregistrement des contrôles et un recours accru à la *community policing* sont indispensables à cet égard.

M. Thierry Belin déclare que dans notre société, l'appareil policier est le gardien des frontières de la démocratie, de nos valeurs et normes, de nos lois. Pour ce faire, il dispose d'un certain nombre d'outils légalement définis et, dans l'exercice de ses tâches, il est soumis au contrôle de plusieurs instances.

Le regard que la société porte sur la police se caractérise aujourd'hui par un manque de respect généralisé de la société. Le respect que nos parents et grands-parents avaient pour les fonctions de la société a disparu. On a affaire à un citoyen mieux formé et qui s'exprime. Nous vivons dans une société qui évolue très rapidement, où presse et réseaux sociaux façonnent de plus en plus les vies, les opinions et les tendances. Ajoutez à cela de mauvaises structures, une mauvaise gestion, de mauvaises infrastructures, un manque de moyens ou des moyens limités,... et il est impossible d'avoir un appareil policier à même de bien fonctionner.

Trop souvent, les agents de police sont cloués au pilori dans certains médias sur la base de fragments d'images enregistrées, d'un instantané. Il en découle une polarisation de la population (pour / contre) qui est très malsaine pour notre société. À cet égard on voit également des responsables politiques qui osent franchir les limites du savoir-vivre. Les déclarations de ce type ont pour résultat que toute intervention où l'usage légal de la force est permis voire même obligatoire/imposé est considéré comme une violence policière.

L'un des principaux et plus importants défis des dix prochaines années consistera à restaurer le respect à l'égard des fonctions de la société.

La prévention est une des pierres angulaires d'une bonne société. la répression n'est qu'un dernier recours. La prévention incombe également en partie à la police. C'est à cette fin qu'elle coopère également pleinement à tous les niveaux. Songez aux différentes campagnes de sécurité

te weerleggen of net aan te pakken. Het gebruik van stopformulieren kan tevens bijdragen aan de effectiviteit van politiewerk, vanuit het oogpunt van criminaliteitsbestrijding. Politiemensen gaan ook bewuster nadenken of een controle al dan niet gerechtvaardigd is. Registratie van controles zorgt op termijn ook voor een betere communicatie tussen burger en politie wat goed is voor een wederzijdse samenwerking en verbeterde relaties tussen gemeenschappen en politie.

In 2018 was er reeds bereidwilligheid bij enkele Brusselse korpsen om identiteitscontroles te registreren in de strijd tegen etnisch profileren. PZ Brussel Noord gaf toen aan dat ze hiermee willen verder gaan als alle andere Brusselse zones meedoen.

Tot slot moet gesteld worden dat etnisch profileren een realiteit is en dat dat zeer schadelijk is voor het vertrouwen en de legitimiteit van de politie. Daarom is het zeer belangrijk dat hier op allerlei manieren aan gewerkt wordt. Registratie van controles en een sterke inzet van community policing zijn hierbij onmisbaar.

De heer Thierry Belin stelt dat het politieapparaat in onze gemeenschap dient voor het bewaken van de grenzen van de democratie, van onze waarden en normen, van onze wetten. Hiervoor beschikken zij over een aantal, wettelijk beschreven, tools en staan zij bij de uitvoering van hun taken onder controle van meerdere instanties.

De kijk van de maatschappij op de politie is vandaag gekenmerkt door een gebrek aan respect in alle geledingen van onze maatschappij. Het respect dat onze ouders en grootouders hadden voor de maatschappelijke functies is zoek. Men wordt geconfronteerd met een mondige en beter opgeleide burger. We leven in een heel snel evoluerende maatschappij waar sociale media en pers meer en meer levens, opinies en strekkingen bepalen. Koppel hieraan slechte structuren, slecht beheer, slechte infrastructuur, geen of beperkte middelen,... dan kan je geen goed functionerend politieapparaat hebben.

Te vaak worden de politiemensen in bepaalde media aan de schandpaal genageld door beeldfragmenten, een momentopname. Hierdoor ontstaat er een maatschappelijke polarisering (pro-contra) die heel ongezond is voor onze maatschappij. Hierin zien we ook politici die ver over de grenzen van het fatsoen durven gaan. Het resultaat van dergelijke uitspraken resulteert vandaag in het feit dat elke interventie waarbij wettelijk gebruik van dwang mogelijk of zelfs verplicht/opgelegd wordt, beschouwd wordt als politiegeweld.

Het herstellen van het respect ten opzichte van maatschappelijke functies zal één van de grootste en belangrijkste uitdagingen zijn de komende 10 jaar.

Een van de belangrijkste hoekstenen van een goede samenleving is preventie. Repressie is enkel een ultiem middel. Preventie is ook voor een stuk de taak van de politie. Daarvoor verleent zij ook ten volle haar medewerking op alle vlakken. Denk maar aan de verschillende campagnes

routière, de prévention des cambriolages, etc. La police n'est pas seule pour ce faire et elle travaille donc également avec d'autres organisations spécialisées dans certains domaines. Sur des thèmes importants pour la société, elle peut, ou plutôt elle doit bénéficier du soutien d'autres partenaires dans l'exécution de ses tâches.

Un investissement dans, voire peut-être, une réorganisation de la justice s'impose afin de permettre à celle-ci d'appliquer rapidement, efficacement et adéquatement les sanctions. Cela n'a aucun sens de punir dans trois ans une personne qui commet aujourd'hui des actes répréhensibles. L'aspect pédagogique et correctif associé à une sanction est ainsi complètement perdu.

Un travail de quartier sérieux, qui est moins évident à assurer dans les grandes villes, est une pierre angulaire de la police de proximité. L'agent.e de police est au milieu de la communauté, ce qui lui permet de déceler rapidement les problèmes. De bonnes relations avec les écoles, les parents, les travailleurs sociaux de rue, les associations sportives et culturelles,... peuvent peut-être déjà, à travers le contrôle social, contribuer à résoudre avantageusement un certain nombre de problèmes dans le respect des normes et valeurs et dans le respect mutuel.

La diversité est importante au sein d'un appareil policier et elle doit être favorisée. Pour y arriver, la mise en place de quotas n'est pas une bonne idée, car il faut garantir la qualité des candidats. En présence de phénomènes, il faut travailler par-delà les frontières, car un phénomène ne s'arrête pas aux frontières d'une zone de police. Faut-il réfléchir à une nouvelle structure, une nouvelle collaboration ou un nouveau corps bruxellois uniifié ? Oui, selon moi, mais par analogie avec la réforme des polices d'il y a 20 ans, il ne faut pas se précipiter. On doit toujours avoir pour objectif un appareil policier de qualité / mieux intégré dans la Région bruxelloise. Mais croire que tous les problèmes de Bruxelles seront réglés en un coup de cuillère à pot par la fusion des six zones de police revient à prendre ses désirs pour des réalités.

Pour ce qui est de la caméra d'intervention (bodycam), il convient de signaler qu'il n'y a toujours pas de cadre législatif clair pour son utilisation. On peut également se demander pourquoi les véhicules de police ne sont pas pourvus de caméras embarquées (dashcams) ? Mais débloquer des budgets pour une idée, acheter et mettre en place des outils sans une gestion efficace est un coup d'épée dans l'eau.

La police a besoin d'une collaboration étroite et d'un solide réseau de partenaires. Elle a besoin de moyens, d'une vision et d'investissements modernes pour pouvoir assumer ses responsabilités dans notre société. Une chaîne est aussi solide que son maillon le plus faible.

M. Vincent Gilles remarque que selon un sondage organisé par la RTBF, posant la question de la confiance des citoyens envers la police, 60 % des répondants ont exprimé qu'ils/elles avaient toujours confiance en la police.

verkeersveiligheid, preventie woninginbraken, enz. De politie staat hierin niet alleen en werkt daarvoor ook samen met andere organisaties die gespecialiseerd zijn in bepaalde domeinen. Zij kan, of liever moet, in maatschappelijk belangrijke thema's ondersteuning krijgen in de uitvoering van hun taken van andere partners.

Er dient een investering en misschien wel een reorganisatie van justitie te komen om Vrouwe Justitia bij machte te stellen om effectief snel en adequaat aan strafuitvoering te doen. Het heeft geen zin om iemand die vandaag gerechtelijke feiten heeft gepleegd, binnen 3 jaar daarvoor een straf op te leggen. Het opvoedend, corrigerend aspect dat aan een straf is verbonden gaat hierdoor volledig teloer.

Een sterke wijkwerking, welche minder vanzelfsprekend is in grootsteden, is een hoeksteen van een gemeenschapsgerichte politie. Hier staat de politieman of vrouw middenin de gemeenschap waardoor hij/zij snel problemen kan ontdekken. Goede relaties met scholen, ouders, straathoekwerkers, sportverenigingen, culturele verenigingen, ... kunnen er misschien al toe bijdragen dat, door middel van sociale controle, een aantal problemen een goede oplossing vinden met respect voor waarden en normen en met respect voor elkaar.

Diversiteit in een politieapparaat is belangrijk en moet gepromoot worden. Om dit te bereiken is het invoeren van quota geen goed idee want kwaliteit van de kandidaten moet gewaarborgd worden. Indien er zich fenomenen voordoen dan moet er grensoverschrijdend gewerkt worden. Een fenomeen stopt niet aan de grens van een politiezone. Moet er nagedacht worden over een nieuwe structuur, nieuwe samenwerking of een nieuw eengemaakte Brussels korps? Naar mijn gevoel wel, maar dit mag, naar analogie van de politiehervorming 20 jaar geleden, niet overhaast gebeuren. Het doel dat men voor ogen dient te houden is een goed/beter geïntegreerd politieapparaat in de Regio Brussel. Maar denken dat alle problemen in Brussel worden opgelost door alle 6 de politiezones samen in een pot te gooien en eens te roeren is wishful thinking.

Wat de Bodycam betreft, dient te worden opgemerkt dat er nog steeds geen duidelijk wetgevend kader bestaat voor het gebruik ervan. Men kan zich ook de vraag stellen waarom de politievoertuigen niet voorzien worden van dashcams? Maar het vrijmaken van budgetten voor een idee, het aankopen en in plaats stellen van tools zonder efficiënt beheer is een maat voor niks.

De politie heeft nood aan een doorgedreven samenwerking en een sterke keten van partners. Zij heeft nood aan moderne middelen, visie en investeringen om haar verantwoordelijkheid te kunnen dragen in onze maatschappij. De keten is maar zo sterk als de zwakste schakel.

De heer Vincent Gilles merkt op dat volgens een door de RTBF georganiseerde enquête, waarin de vraag naar het vertrouwen van de burgers in de politie werd gesteld, 60%

Il faut être conscient de la difficulté et de la dangerosité du travail policier actuellement. Il faut également être conscient des relations pouvant être extrêmement violentes entre citoyens. Il y a incontestablement une évolution sociétale de fond.

Dans ce cadre il serait bon que la *community policing* soit mise en application courageusement en termes budgétaires, patiemment et honnêtement au niveau intellectuel. Il était clairement décidé que la réforme des polices devait concevoir un cadre nouveau et culturellement innovant : la « *community policing* ».

Attention, il ne s'agit donc pas de mettre en place une pseudo-intégration du travail policier dans les mouvements de la société, dans les humeurs des quartiers. La véritable *community policing* n'a rien à voir avec la transformation des policiers en assistants sociaux car ils/elles ne sont pas des assistants sociaux, et aussi parce qu'il faudra toujours une capacité policière réactive considérant que les services de quartier ne doivent impérativement faire cela.

Pour finir, quelques chiffres doivent encore être cités : il y a 13.000 faits de violence contre des policiers chaque année, entraînant plus de 90.000 jours de congé pour motif de santé, soit un surcoût d'environ 5.000.000 euros sur l'IPP des citoyens.

Cette réalité exige d'abandonner l'angélisme et de mettre en place une cadre légal qui équivaudra à une tolérance zéro.

M. Raoul Moulin et Mme Betty Masure disent devoir faire le constat qu'actuellement, le terme « police » évoque des thèmes qui ont péjorativement émaillé l'actualité politique belge de ces dernières années : dysfonctionnements, concurrence entre services, grand banditisme, insécurité, bavures, etc.

Différents événements dramatiques ont marqué les années 80 et 90 : la tragédie du Heysel, le terrorisme des Cellules communistes combattantes, les tueries du Brabant et la prise de conscience faite par les services de police et de justice à la suite des agissements de Dutroux et consorts. La police est devenue alors un enjeu de première ligne pour les gouvernements successifs. Tous souhaitaient œuvrer dans le but d'encourager le développement de la « police de proximité » qui devait favoriser le rapprochement physique et relationnel de la police avec la population.

La police intégrée structurée à deux niveaux telle que nous la connaissons actuellement s'est construite en deux phases : premièrement, la fusion des différents corps de police existants et ensuite la mise en place de la structure de la police intégrée. Mais il y a aussi une troisième qui est l'exercice réel d'une police de proximité. Il a été laissé à l'appréciation des divers pouvoirs concernés, à savoir chefs de corps, zones de police, ministres de l'intérieur, ...

van de respondenten aangaf nog steeds vertrouwen in de politie te hebben.

Men moet beseffen hoe moeilijk en gevaarlijk het werk van de politie vandaag de dag is en dat de relaties tussen burgers zeer gewelddadig kunnen zijn. Het lijdt geen twijfel dat er sprake is van een fundamentele maatschappelijke evolutie.

In deze context zou het goed zijn dat community policing in budgetair opzicht op een dappere wijze wordt uitgevoerd, met geduld en eerlijkheid op intellectueel niveau. Ter zake werd duidelijk beslist dat de politiehervorming moest leiden tot een nieuw en cultureel vernieuwend kader: "Community Policing".

Opgelet, het gaat dus niet om het invoeren van een pseudo-integratie van het politiewerk in de bewegingen van de maatschappij, in de stemmingen van de wijken. Echte community policing heeft niets te maken met het omvormen van politieagenten tot maatschappelijk workers, omdat ze geen maatschappelijk workers zijn, en ook omdat er altijd behoefte zal zijn aan een reactieve politiecapaciteit, aangezien de wijkdiensten absoluut alleen dat moeten doen.

Tot slot moeten nog enkele cijfers worden vermeld: er zijn jaarlijks 13.000 gewelddaden tegen politieagenten, met als gevolg meer dan 90.000 verlofdagen om gezondheidsredenen, dus een meerprijs van ongeveer 5.000.000 euro voor de PB van de burgers.

Deze realiteit vereist dat naïviteit achterwege wordt gelaten en dat een wettelijk kader tot stand wordt gebracht dat werkelijk neerkomt op nultolerantie.

De heer Raoul Moulin en mevrouw Betty Masure zeggen te moeten vaststellen dat de term "politie" momenteel thema's oproept die het Belgische politieke nieuws de laatste jaren pejoratief hebben gekleurd: disfuncties, concurrentie tussen diensten, grootschalig banditisme, onveiligheid, blunders, enz.

Verschillende dramatische gebeurtenissen kenmerkten de jaren '80 en '90: het Heizeldrama, het terrorisme van de Strijdende Communistische Cellen, de Brabantse moorden en de bewustwording van de politie- en justitielijken na de daden van Dutroux en consorten. De politie werd toen een hoofdthema voor de opeenvolgende regeringen. Een voor een wilden zij de ontwikkeling van "buurtpolitie" stimuleren, om de politie zowel fysiek als qua relatie dichter bij de burgers te brengen.

De geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zoals we die vandaag kennen, kwam in twee fasen tot stand: ten eerste de samenvoeging van de verschillende bestaande politiediensten en ten tweede de oprichting van de geïntegreerde politiestructuur. Maar er is ook een derde fase, namelijk de echte uitoefening van buurtpolitiewerking. Dit werd overgelaten aan het oordeel van de verschillende betrokken machten, d.w.z. korpschefs, politiezones, ministers van Binnenlandse Zaken, ...

Sept fonctionnalités furent définies pour les zones de police locales : le travail de quartier, l'accueil, l'intervention, l'assistance policière aux victimes, la recherche et l'enquête locale, le maintien de l'ordre public et la circulation routière.

S'il peut sembler évident que toutes les fonctionnalités devraient participer à un rapprochement qualitatif avec la population, seule la fonction de « travail de quartier » fait cependant référence au modèle de police de proximité. Au sein des zones de police locale, cette fonctionnalité est finalement apparue sous l'impulsion du monde politique et des réformes internes. Celle-ci a été considérée comme le pivot de la politique de prévention locale. La norme minimale imposée est d'un agent de quartier pour 4.000 habitants. Cette norme couplée à la norme KUL a été établie avant la réforme. Elle n'a pas été revue depuis lors et ne tient pas compte de l'augmentation de la charge de travail de policier, tel que le facteur radicalisation. Enfin, alors que l'agent de quartier devrait être dans une situation de responsabilisation face à son quartier, il se retrouve dans un rôle d'exécutant. Il y a eu une tentative de reconnaissance de sa fonction, mais les réflexions faites lors d'un groupe de travail au niveau fédéral sont restées lettre morte.

Pour le maintien de l'ordre, faute de personnel, il est demandé aux agents de quartier de participer à certaines actions de grande envergure portant sur le contrôle et la répression au sein même de leur propre quartier, provoquant ainsi une rupture de confiance entre les habitants et les agents de quartier.

Le recrutement manque encore de diversité même s'il y a une volonté de la part de certaines autorités. Le public cible est difficile à atteindre et la mauvaise notoriété des conditions de travail au sein de la police en est également un des motifs.

La pénurie d'agents de quartier et la charge administrative ne permettent pas aux nouvelles recrues de pouvoir approcher ce métier. Les nouveaux se retrouvent catapultés dans un quartier dont ils ont peu ou pas de connaissance, sans aucune transmission faite par l'ancien. Il est indéniable qu'un agent de quartier ayant la maîtrise de son terrain est une mine d'informations pour les missions judiciaires, mais il est également un baromètre des tensions sociales vécues au sein de son quartier.

Il est aussi crucial que les communes encouragent, voire imposent, des missions policières à caractère positif tel que lors d'une activité locale. Pourquoi ne pas envisager des cafés citoyens où le policier se pose avec les habitants et écoute vivre son quartier. Cette réflexion faite permet de tracer certaines lignes de conduite quant au quartier, mais il est un point que nous nous devons d'aborder et qui revêt également toute son importance, à savoir la réalité et la diversité des quartiers bruxellois. La Région Bruxelloise compte bon nombre de quartiers difficiles, des quartiers pauvres avec des jeunes qui n'ont aucune perspective d'avenir, des quartiers où les services publics font défaut et où la violence et l'exclusion sont la norme. L'intervention policière dans un quartier est, dans la mesure, adaptée à la population du quartier.

Zeven functionaliteiten werden bepaald voor de lokale politiezones: wijkwerking, onthaal, interventie, slachtofferbejegening, lokale recherche en onderzoek, handhaving van de openbare orde en het verkeer.

Hoewel het vanzelfsprekend kan lijken dat alle functies moeten bijdragen tot een kwalitatieve toenadering tot de bevolking, verwijst alleen de functie "wijkwerking" naar het model van de wijkpolitie. Binnen de lokale politiezones verscheen deze functionaliteit uiteindelijk onder de impuls van de politieke wereld en de interne hervormingen. Ze werd beschouwd als de spil van het lokale preventiebeleid. De opgelegde minimumnorm is één wijkagent per 4.000 inwoners. Deze norm, gekoppeld aan de KUL-norm, werd voor de hervorming vastgesteld. Hij werd sindsdien niet herzien en houdt geen rekening met de toename van de werklast van de politie, zoals de factor radicalisering. Ten slotte moet de wijkagent weliswaar verantwoordelijkheid dragen ten opzichte van zijn wijk, maar hij heeft wel een uitvoerende functie. Er werd een poging gedaan om zijn functie te erkennen, maar de beschouwingen die tijdens een werkgroep op federaal niveau werden gemaakt, bleven zonder weerklank.

Voor de ordehandhaving wordt, bij gebrek aan personeel, aan de wijkagenten gevraagd om deel te nemen aan sommige grootschalige acties met betrekking tot controle en repressie in hun eigen wijk, waardoor het vertrouwen tussen de bewoners en henzelf wordt geschaad.

Het ontbreekt nog steeds aan diversiteit bij de werving, ook al is er bij sommige instanties sprake van bereidheid. Het doelpubliek is moeilijk te bereiken en ook de slechte reputatie van de werkomstandigheden binnen de politie is een van de redenen daarvoor.

Door het tekort aan wijkagenten en de administratieve rompslomp kunnen nieuwe rekruten dit vak niet benaderen. De nieuwe rekruten worden ondergebracht in een wijk die ze niet of nauwelijks kennen, zonder dat hun voorgangers hen inwerken. Het valt niet te ontkennen dat een wijkagent die de controle heeft over zijn of haar gebied een mijl van informatie is voor de gerechtelijke opdrachten, maar hij is ook een barometer van de sociale spanningen die in zijn wijk worden ervaren.

Het is ook van cruciaal belang dat de gemeenten positieve politieopdrachten aanmoedigen, of zelfs opleggen, zoals in het geval van een lokale activiteit. Waarom niet eens nadenken over burgercafés waar de politieagent met de bewoners gaat zitten en naar het leven in de wijk luistert. Deze beschouwing biedt de mogelijkheid om bepaalde richtsnoeren voor de wijk op te stellen, maar een zeer belangrijk punt dat moet worden aangekaart is de realiteit en de diversiteit van de Brusselse wijken. Het Brussels Gewest telt veel moeilijke wijken, arme wijken met jongeren die geen toekomstperspectief hebben, wijken waar het ontbreekt aan openbare diensten en waar geweld en uitsluiting de norm zijn. Het politieoptreden in een wijk is afgestemd op de bevolking van de wijk.

Un autre facteur qui est source de démotivation pour certains policiers, est le manque de moyens de la justice et donc le manque de suivi dans certaines missions policières.

À la lecture des différents points abordés, plusieurs solutions ou esquisses de solutions existent : la première et qui semble essentielle est la révision de la norme KUL et de facto du nombre d'agents par quartier, la création de cafés citoyens, une vraie communication entre les associations de quartier et aussi les intervenants dans le quartier tel que les gardiens de la paix, un discours positif véhiculé par les autorités et les médias, une présence bienveillante au sein des écoles, un allègement de la charge administrative afin de permettre aux agents de s'approprier leur quartier et, surtout, un changement de mentalité au sein de la police quant au travail de quartier. Une approche différenciée par quartier est une nécessité, car une norme unique n'est pas réaliste au vu de la diversité, de la gentrification ou la paupérisation de certains quartiers. Bien que cela soit le rêve de certains, cette réalité interdit tout projet d'une fusion des six zones bruxelloises. Enfin, une réflexion sociétale transversale sur le quartier doit être menée et la police doit en faire partie.

Lors de la deuxième réunion, le 13 octobre 2020, la commission a entendu les témoignages de M. Vincent De Wolf en sa qualité de bourgmestre d'Etterbeek, de M. Michel Goovaerts, chef de zone de PolBru, de M. Gauthier De Wulf, représentant du Forum des Jeunes, et de MM. Thomas Devos et Brahim Lhichou, représentants de Jes.

M. Vincent De Wolf a rappelé que c'est suite à l'évasion de Marc Dutroux qu'il a été décidé de réformer la police en créant une police à deux niveaux, le local et le fédéral, et en supprimant la gendarmerie, la police judiciaire, la police communale et les services de police spéciaux.

Les compétences du bourgmestre sont définies à l'article 135 de la Nouvelle loi communale. Le bourgmestre est compétent en sa qualité de chef de la police administrative, il est officier supérieur de police administrative, il doit assurer la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique. Il doit en outre prévenir par des précautions convenables et faire cesser par des secours nécessaires les accidents, fléaux calamiteux, incendies et épidémies.

Le bourgmestre peut décider d'arrêter administrativement des personnes pendant 12 heures. Le bourgmestre peut, dans le cadre de sa compétence en matière de police, prendre des arrêtés de réquisition. Il n'a par contre plus de compétence disciplinaire personnelle.

Les zones de police sont financées par le fédéral sur la base de la norme KUL. Mais elles disposent également d'une dotation des communes. Au niveau communal, il est possible d'affecter des moyens spécifiques au seul bénéfice de celles-ci pour de brigades cyclistes, des patrouilles à cheval, etc.

Een andere factor die voor sommige politiemensen een bron van demotivatie is, is het gebrek aan middelen voor justitie en dus het gebrek aan follow-up bij sommige politieopdrachten.

Bij het lezen van de verschillende aangekaarte punten bestaan er verschillende oplossingen of oplossingsrichtingen: het eerste en meest essentiële is de herziening van de KUL-norm en de facto het aantal agenten per wijk, de oprichting van burgercafés, een echte communicatie tussen wijkverenigingen en ook wijkspelers zoals stadswachten, een positief discours van de overheid en de media, een welwillende aanwezigheid in de scholen, een verlichting van de administratieve rompslomp om de agenten in staat te stellen hun wijk in handen te nemen en vooral een mentaliteitsverandering binnen de politie ten aanzien van het wijkwerk. Een gedifferentieerde aanpak per wijk is noodzakelijk, aangezien een enkele norm niet realistisch is gezien de diversiteit, gentrificatie of verarming van sommige wijken. Hoewel dit de droom is van sommige mensen, verbiedt deze realiteit alle plannen om de 6 Brusselse zones samen te voegen. Ten slotte moet transversaal maatschappelijk denkwerk over de wijk plaatsvinden en moet de politie daar deel van uitmaken.

Tijdens de tweede vergadering, op 13 oktober 2020, hoorde de commissie de getuigenissen van de heer Vincent De Wolf als burgemeester van Etterbeek, van de heer Michel Goovaerts, zonechef van PolBru, de heer Gauthier De Wulf, vertegenwoordiger van het Jongerenforum en van de heren Thomas Devos en Brahim Lhichou, vertegenwoordigers van Jes.

De heer Vincent De Wolf herinnerde eraan dat na de ontsnapping van Marc Dutroux werd beslist om de politie te hervormen door de oprichting van een politiedienst met twee niveaus, een lokaal en een federaal, en door de afschaffing van de rijkswacht, de gerechtelijke politie, de gemeentepolitie en de speciale politiediensten.

De bevoegdheden van de burgemeester worden bepaald in artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet. De burgemeester is bevoegd als hoofd van de administratieve politie, hij is hoog officier van de bestuurlijke politie, hij moet instaan voor de veiligheid, de rust en de volksgezondheid. Daarnaast moet hij ongelukken, rampen, branden en epidemieën voorkomen door passende voorzorgsmaatregelen te nemen en de nodige hulp te bieden.

De burgemeester kan beslissen om mensen administratief aan te houden voor 12 uur. De burgemeester kan, in het kader van zijn bevoegdheid op het gebied van politiezaken, vorderingsbesluiten nemen. Hij heeft echter geen persoonlijke tuchtrechtelijke bevoegdheid meer.

De politiezones worden federaal gefinancierd op basis van de KUL-norm. Ze beschikken echter ook over een dotatie van de gemeenten. Op gemeentelijk niveau is het mogelijk om specifieke middelen enkel voor de gemeenten aan te wenden, voor onder meer fietsbrigades en paardenpatrouilles.

Le chef de corps assure la gestion quotidienne du corps de police. Il est placé sous l'autorité du bourgmestre, sauf pour les compétences judiciaires. La loi prévoit l'obligation d'informer le bourgmestre en cas d'événements significatifs. Pour être efficace, il faut une confiance et un respect mutuel entre le chef de corps et le bourgmestre.

Le collège de police exerce l'autorité sur le corps de police, donne de directives au chef de corps et est l'autorité disciplinaire.

Actuellement, les autorités régionales ont une compétence en matière de prévention, de coordination et de maintien de l'ordre. Pour le maintien de l'ordre, la gestion négociée de l'espace public, c'est le bourgmestre qui est compétent sur son territoire. Si une manifestation pose problème sur un territoire voisin, les bourgmestres peuvent s'entendre entre eux. Dans ce cas, le ministre-président n'interviendra pas. En effet, celui-ci n'intervient qu'à titre subsidiaire. Au sein du CORES, les décisions se prennent en bonne intelligence, en concertation avec tous les bourgmestres.

En matière d'achats, les zones de police n'agissent pas seules. Pour le choix et l'achat des armes, des uniformes et d'autre matériel nécessaire, il est procédé par des marchés publics fédéraux ou des marchés publics en partenariat avec d'autres zones de police.

Auparavant, le bourgmestre était le président du jury qui recrutait les policiers au niveau communal. Aujourd'hui, le niveau local n'est plus impliqué dans cette procédure.

La réforme des polices a amené des éléments positifs. La police est plus professionnalisée, les normes d'exigences sont relevées, il y a une meilleure répartition des tâches, une meilleure formation et une meilleure uniformisation des formations. Mais l'objectif au départ de la réforme est complètement raté. La réforme voulait une *community policing*, une police de proximité avec une spécialisation pour les services spéciaux au niveau fédéral. Mais, alors que par le passé, les policiers avaient un grade administratif et un grade pécuniaire lié à leur commune, les policiers peuvent aujourd'hui demander leur mutation vers d'autres zones de police. Cela a eu pour effet des déficits terribles à Bruxelles, avec une perte de connaissance du terrain.

Afin de restaurer le lien de proximité, il faudrait augmenter le nombre d'agents de quartier, organiser des rencontres entre les acteurs de terrain, faciliter le contact avec les jeunes et organiser des permanences décentralisées.

La police est financée par le pouvoir fédéral sur la base de la norme KUL. Cette norme avait dès le départ un effet négatif pour les grandes villes. Cette norme tenait compte d'une population de 900.000 habitants pour Bruxelles, alors qu'elle est de 1,2 million aujourd'hui. Les dépenses ordinaires des

De korpschef staat in voor het dagelijks beheer van het politiekorps. Hij staat onder het gezag van de burgemeester, met uitzondering van de gerechtelijke bevoegdheden. De wet voorziet in de verplichting om de burgemeester te informeren in geval van belangrijke gebeurtenissen. Om doeltreffend te zijn, moet wederzijds vertrouwen en respect heersen tussen de korpschef en de burgemeester.

Het politiecollege oefent gezag uit over het politiekorps, geeft richtlijnen aan de korpschef en vormt het tuchtrechtelijk gezag.

Momenteel zijn de gewestelijke autoriteiten bevoegd voor preventie, coördinatie en ordehandhaving. Voor de ordehandhaving, het onderhandelde beheer van de openbare ruimte, is de burgemeester bevoegd op zijn grondgebied. Als een betoging een probleem stelt in een buurgebied, kunnen de burgemeesters onderling tot een akkoord komen. In dit geval zal de minister-president niet ingrijpen. De minister-president komt immers slechts op subsidiaire wijze tussenbeide. Binnen de GVR worden beslissingen genomen in overleg met alle burgemeesters.

Als het gaat om aankopen, handelen de politiezones niet alleen. De selectie en aankoop van wapens, uniformen en andere noodzakelijke uitrusting gebeurt via federale overheidsopdrachten of overheidsopdrachten in samenwerking met andere politiezones.

Vroeger was de burgemeester de voorzitter van de examencommissie die de politieagenten op gemeentelijk niveau aanwierf. Vandaag de dag is het lokale niveau niet meer betrokken bij deze procedure.

De politiehervorming heeft positieve ontwikkelingen opgeleverd. De politie wordt meer geprofessionaliseerd, de eisen worden strenger, er is een betere taakverdeling, een betere opleiding en een betere standaardisering van de opleidingen. Het oorspronkelijke doel van de hervorming is echter volledig gemist. De hervorming wilde "community policing", een buurtpolitie met een specialisatie voor de speciale diensten op federaal niveau. Maar waar in het verleden politieagenten een administratieve graad en een geldelijke graad hadden die gebonden waren aan hun gemeente, kunnen politieagenten vandaag de dag hun overplaatsing naar andere politiezones aanvragen. Dit heeft geleid tot vreselijke tekorten in Brussel, met een verlies aan kennis van het terrein.

Om de band van de buurt te herstellen, moet het aantal wijkagenten worden verhoogd, moeten ontmoetingen worden georganiseerd tussen degenen die in het veld werkzaam zijn, moet het contact met jongeren worden vergemakkelijkt en moeten gedecentraliseerde posten worden opgezet.

De politie wordt gefinancierd door de federale overheid op basis van de KUL-norm. Vanaf het begin had deze norm een negatief effect op de grote steden. Deze norm hield rekening met een bevolking van 900.000 inwoners voor Brussel, terwijl dat er vandaag de dag 1,2 miljoen zijn. De

zones bruxelloises sont deux fois plus élevées qu'en Wallonie. Près de 90% des dépenses sont des dépenses de personnel. Il y avait à Bruxelles environ 6000 ETP en 2018, ce qui représente à peu près 5 policiers pour 1000 habitants. Le cadre est rempli à 82% à 85% selon les zones. Et le financement des zones de police est à Bruxelles très majoritairement assuré par les dotations communales qui couvrent 64% du coût de la police.

M. Michel Goovaerts indique avoir le sentiment que tous les policiers sont mal considérés. Chacun voit la problématique au travers sa vision personnelle.

Face au problème de l'image de la police, on peut se poser la question de savoir si le travail est bien fait. Bruxelles n'est pas considérée, ni par les habitants ni par les visiteurs, comme étant une ville dangereuse.

Une étude scientifique de la VUB a démontré que 68 % de la population a déclaré avoir confiance en la police à Bruxelles. Néanmoins, 30 % des personnes interrogées disent ne pas avoir confiance en la police. L'ambition de la police est de regagner la confiance de ces personnes.

La zone de police PolBru a accordé une grande importance au recrutement des agents de police, puisque pour eux, il n'y a aucune condition de diplôme imposée. Cela permet d'engager des jeunes qui n'ont pas eu l'opportunité d'étudier. Ensuite, il y a la réforme de la fonction d'inspecteur de police. Enfin, il y a Brusafe qui est responsable de la formation aux métiers de la sécurité. Pour les inspecteurs de police, le recrutement se fait au niveau national.

De nombreux policiers ne sont pas bruxellois. Mais ils méritent d'être remerciés pour ce choix courageux. Idéalement, ceux-ci devraient rester toute leur carrière à Bruxelles, mais telle n'est pas la réalité. En effet, ils peuvent demander une mutation vers une autre zone de police.

En matière de diversité, 71 % des policiers sont des hommes et 29 % des femmes, 64 % sont francophones et 36 % néerlandophones. Parmi les policiers bruxellois, 21 % habitent Bruxelles, 29 % habitent le Brabant flamand. En collaboration avec Brusafe, le but est d'augmenter le pourcentage de policiers habitant Bruxelles.

La zone de Bruxelles a créé le projet des PolBru-cadets. Pas moins de 64 cadets sont inscrits actuellement. Il y a parmi eux des enfants de collègues mais aussi des enfants des quartiers. La tranche d'âge des cadets est de 15 – 18 ans.

Au niveau de la zone PolBru, il existe 13 commissariats de quartier avec 290 collaborateurs. La fonction d'inspecteur de quartier, peu attrayante, attire peu de candidats. Au niveau du salaire, celui-ci est le même que pour les autres policiers, mais l'inspecteur de quartier fait peu d'heures supplémentaires, de prestations de soirée, de week-end,... Dès lors sa rémunération finale est légèrement moins élevée.

gewone uitgaven in de Brusselse zones zijn twee keer zo hoog als in Wallonië. Bijna 90% van de uitgaven zijn personeelskosten. In 2018 telde Brussel ongeveer 6.000 VTE's, wat neerkomt op ongeveer 5 politieagenten per 1.000 inwoners. De personeelsformatie is voor 82% tot 85% ingevuld, afhankelijk van de zone. En de financiering van de politiezones in Brussel wordt voornamelijk gedeckt door de gemeentelijke dotaties die 64% van de kosten van de politie dekken.

De heer Michel Goovaerts zegt het gevoel te hebben dat op alle politiemensen wordt neergekeken. Iedereen ziet het probleem door zijn eigen visie.

In het licht van het imagoprobleem van de politie kan men zich afvragen of het werk wel goed gedaan wordt. Brussel wordt noch door de inwoners noch door de bezoekers als een gevaarlijke stad beschouwd.

Uit een wetenschappelijke studie van de VUB blijkt dat 68% van de bevolking zegt vertrouwen te hebben in de politie in Brussel. Niettemin zei 30% van de ondervraagden geen vertrouwen te hebben in de politie. De ambitie van de politie is om het vertrouwen van deze mensen terug te winnen.

De Politiezone PolBru heeft veel belang gehecht aan de rekrutering van politieagenten, omdat er voor hen geen diplomavereisten gelden. Dit maakt het mogelijk om jongeren aan te nemen die niet de kans hebben gehad om te studeren. Dan is er de hervorming van de functie van politie-inspecteur. Tot slot is er Brusafe, die verantwoordelijk is voor de opleiding in beveiligingsberoepen. Voor politie-inspecteurs gebeurt de aanwerving op nationaal niveau.

Veel politieagenten zijn geen Brusselaars. Maar ze verdienen een woord van dank voor deze moedige keuze. Idealiter zouden ze hun hele carrière in Brussel blijven, maar dat is niet de realiteit. Ze kunnen immers een overplaatsing naar een andere politiezone aanvragen.

Op het vlak van diversiteit zijn 71% van de politieagenten mannen en 29% vrouwen, 64% zijn Franstalig en 36% Nederlandstalig. Van de Brusselse politieagenten woont 21% in Brussel en 29% in Vlaams-Brabant. In samenwerking met Brusafe is het de bedoeling om het percentage politieagenten dat in Brussel woont te verhogen.

De zone Brussel heeft het project PolBru-cadetten in het leven geroepen. Niet minder dan 64 cadetten zijn momenteel ingeschreven. Onder hen zijn kinderen van collega's, maar ook kinderen uit de wijken. De leeftijd van de cadetten is 15 - 18 jaar.

In de zone PolBru zijn er 13 wijkpolitiekantoren met 290 medewerkers. De functie van wijkinspecteur is niet erg aantrekkelijk en trekt weinig kandidaten aan. Het loon is hetzelfde als dat van andere politieagenten, maar er is weinig overwerk, avond- en weekendwerk, ... Het eindloon is dus iets lager.

Les inspecteurs de quartier sont confrontés à une charge de travail administratif importante. Cela implique qu'ils ont peu de temps pour s'occuper du contact avec la population. C'est pourquoi, dans chaque commissariat de quartier, des civils ont été engagés pour assurer l'accueil.

Pour répondre à la charge administrative des inspecteurs de quartier, une fonction de régisseur de quartier a été créée. Ce régisseur de quartier est exempté de toutes les paperasseries et services de maintien de l'ordre. Il a pour seule tâche d'être l'ambassadeur de la zone dans les quartiers.

Une autre initiative intéressante est le « Coffee with a cop ». Ce projet permet à l'inspecteur de quartier et au régisseur de quartier de rencontrer des habitants qui ne se rendraient jamais au commissariat.

Enfin, des rencontres citoyennes sont organisées. Chaque fois qu'il y a une rencontre entre le bourgmestre et la population, la police y est présente avec l'inspecteur de quartier et le régisseur de quartier.

Une autre particularité pour la zone PolBru, est la Team Herscham qui s'occupe des sans-abri. Sur le territoire de la ville, il y a près de 2500 sans-abri. 500 d'entre eux sont suivis par la Team.

Il existe encore le partenariat local de prévention. En ce qui le concerne, l'initiative doit venir obligatoirement des habitants d'un quartier. De la sorte, il y a toujours un responsable parmi les habitants. Le but n'est nullement de pousser les habitants à créer un PLP. Mais s'il y a une demande, le régisseur de quartier y apporte son soutien.

La brigade cycliste compte une cinquantaine de bikers. Certains d'entre eux sont attachés auprès de la direction du trafic, les autres sont attachés aux commissariats de quartier.

La cellule éducation routière, qui est peu connue, a rencontré en 2019 près de 6000 élèves dans 26 écoles. Suite à la pandémie, le nombre de rencontres est actuellement bien moins important.

La zone de police est fort active sur les médias sociaux pour atteindre un plus grand nombre de personnes.

Un centre de prise en charge des violences sexuelles a été créé. Celui-ci est situé 320 rue Haute, à l'hôpital Saint-Pierre. On y gère 600 dossiers chaque année, pour lesquels 300 PV sont rédigés. Il y a en outre 102 inspecteurs mœurs qui ont suivi une formation spécifique.

Un nouveau projet a été créé pour lutter contre les violences intrafamiliales. Les premières formations spécifiques sont en cours. L'objectif est de permettre à chaque victime d'être prise en charge par des policiers spécialisés.

La police de Bruxelles a signé la charte LGBTQIA+. Cela implique que des formations sont organisées en collaboration

De wijkinspecteurs worden geconfronteerd met een zware administratieve werklast. Dit betekent dat ze weinig tijd hebben voor contact met de bevolking. Daarom werden in elk wijkpolitiekantoor burgers aangeworven om de opvang te verzorgen.

Om tegemoet te komen aan de administratieve werklast van de wijkinspecteurs is een functie van wijkregisseur gecreëerd. Deze wijkregisseur is vrij van alle paperassen en handhavingsdiensten. Zijn enige taak is om de ambassadeur van de zone in de wijken te zijn.

Een ander interessant initiatief is de "coffee with a cop". Met dit project kunnen de wijkinspecteur en de wijkregisseur bewoners ontmoeten die nooit naar het politiekantoor zouden komen.

Tot slot worden er burgerbijeenkomsten georganiseerd. Bij elke ontmoeting tussen de burgemeester en de bevolking, is de politie aanwezig met de wijkinspecteur en de wijkregisseur.

Een ander bijzonder kenmerk van het PolBru-gebied is het Herscham-team, dat zich ontfermt over de daklozen. In de stad zijn er ongeveer 2.500 daklozen. 500 daarvan worden gevolgd door het Team.

Ook bestaat er een Lokaal Preventiepartnerschap. Wat dat betreft moet het initiatief noodzakelijkerwijs komen van de bewoners van een wijk. Op deze manier is altijd iemand onder de bewoners verantwoordelijk. Het doel is niet om de inwoners te dwingen een LPP te creëren. Maar als er vraag naar is, steunt de wijkregisseur ze.

De fietsbrigade telt ongeveer 50 bikers. Sommige van hen zijn verbonden aan de verkeersdirectie, de andere zijn verbonden aan de wijkcommissariaten.

De cel verkeerseducatie, die weinig bekend is, ontmoette in 2019 bijna 6.000 leerlingen in 26 scholen. Helaas is door de pandemie het aantal ontmoetingen op dit moment veel lager.

De politiezone is zeer actief op sociale media om een groter aantal mensen te bereiken.

Er werd een zorgcentrum na seksueel geweld opgericht. Het is gelegen in de Hoogstraat 320, in het Sint-Pietersziekenhuis. Het behandelt 600 zaken per jaar, waarvoor 300 pv's worden opgesteld. Er zijn ook 102 zedeninspecteurs die een specifieke opleiding hebben gevolgd.

Er werd een nieuw project in het leven geroepen om intrafamiliaal geweld te bestrijden. De eerste specifieke opleidingen zijn aan de gang. Het doel is dat elk slachtoffer kan worden opgevangen door gespecialiseerde politieagenten.

De Brusselse politie heeft het LGBTQIA+-charter ondertekend. Dit houdt in dat er opleidingen worden

avec la Rainbow House. Il y a également un point de contact au sein de la zone de police.

En outre, des projets existent pour lutter contre le harcèlement de rue. Il s'agit notamment d'une formation d'une journée en collaboration avec l'asbl Garance. Un autre projet est la visite de la caserne de Dossin.

Enfin, les formations de langue sont extrêmement importantes. Une bonne compréhension évite beaucoup de problèmes.

Le programme *professional profiling* permettra de suivre une formation. La zone de police PolBru s'inscrit dès lors dans ce projet.

M. Goovaerts accorde une grande importance au « Mot du chef de corps » qui est toujours consacré à l'intégrité. Une fois par mois, celui-ci est envoyé à tout le monde et spécifie ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

Concernant les bodycams, ce sont les policiers eux-mêmes qui sont demandeurs de pouvoir en disposer. En effet, si les interventions sont filmées par des passants, la possibilité pour les policiers de filmer eux aussi l'intervention doit leur être offerte. Les conseils communaux d'Ixelles et de Bruxelles-Ville, ainsi que le conseil de police ont accepté d'acheter près de 200 bodycams.

Tout n'est certainement pas parfait. Il y a 2600 policiers et peut-être un petit pourcentage d'entre eux ne respectent-ils pas les règles. S'il y a suffisamment d'éléments pour confirmer cela, ceux-ci seront invités à quitter la zone de police. En outre, chacun peut porter plainte auprès du comité P qui dépend directement du parlement fédéral. Il existe également l'inspection générale de la police fédérale et la police locale.

Pour conclure, la collaboration entre la police et les communautés se fera plus en confiance. Pour cela il faut que chacun fasse des efforts pour améliorer la relation entre police et citoyen. La police en tout cas est prête à faire cet effort.

M. Gauthier De Wulf indique que le Forum des jeunes est une asbl instaurée par un décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles de mai 2019. Il est l'héritier du Conseil de la jeunesse. Il a trois missions principales : faire entendre la voix des jeunes de 16 à 30 ans sur toutes les questions qui les concernent, favoriser leur participation citoyenne et les représenter dans une série d'instances nationales et internationales.

Le Forum a créé et proposé une enquête à plus de mille jeunes, 1408 exactement, issus de toute la Fédération, chaque province et Bruxelles étant représentées de manière assez équilibrée. En outre, le Forum a pu mener quelques entretiens qualitatifs avec des policiers. La relation entre les citoyens et leur police est aujourd'hui fortement remise en cause, tant en Belgique que dans d'autres États. Et lorsqu'on s'intéresse plus précisément à la relation entre les jeunes et la police, ce questionnement est bien plus aigu encore.

georganiseerd in samenwerking met Rainbow House. Er is ook een contactpunt binnen de politiezone.

Daarnaast zijn er projecten ter bestrijding van intimidatie op straat. Deze omvatten een eendaagse opleiding in samenwerking met de vzw Garance. Een ander project is een bezoek aan de kazerne Dossin.

Tot slot zijn de taalopleidingen uiterst belangrijk. Een goed begrip voorkomt veel problemen.

Het programma *professional profiling* zal de mogelijkheid bieden om een opleiding te volgen. De politiezone PolBru maakt dus deel uit van dit project.

De heer Goovaerts hecht veel belang aan het "Woord van de korpschef", dat altijd gewijd is aan integriteit. Eenmaal per maand wordt het naar iedereen gestuurd en geeft het aan wat acceptabel is en wat niet.

Wat de bodycams betreft, zijn het de politieagenten zelf die vragen om er te mogen gebruiken. Als de interventions door voorbijgangers worden gefilmd, moeten de politieagenten immers de mogelijkheid krijgen om de intervention ook zelf te filmen. De gemeenteraden van Elsene en de Stad Brussel alsook de politieraad hebben ingestemd met de aankoop van bijna 200 bodycams.

Alles is zeker niet perfect. Er zijn 2.600 politieagenten en misschien houdt een klein percentage daarvan zich niet aan de regels. Als er genoeg bewijs is om dit te bevestigen, zal hen worden gevraagd de politiezone te verlaten. Bovendien kan iedereen een klacht indienen bij het comité P, dat rechtstreeks afhankelijk is van het federale parlement. Er is ook de algemene inspectie van de federale politie en de lokale politie.

Tot slot zal de samenwerking tussen de politie en de gemeenschappen veiliger zijn. Daarvoor moet iedereen zich inspannen om de relatie tussen politie en burger te verbeteren. De politie is in ieder geval bereid deze inspanning te leveren.

De heer Gauthier De Wulf geeft aan dat het Jongerenforum (Forum des jeunes) een vzw is die is opgericht bij een decreet van de Franse Gemeenschap van mei 2019. Het is de erfgenaam van de Jeugdraad. Het heeft drie hoofdopdrachten: de stem van jongeren tussen 16 en 30 jaar laten horen over alle kwesties die hen aangaan, hun burgerparticipatie bevorderen en hen vertegenwoordigen in een reeks nationale en internationale instanties.

Het Forum heeft een enquête gemaakt en voorgesteld aan meer dan duizend jongeren, 1.408 om precies te zijn, uit de hele Federatie, waarbij elke provincie en Brussel op een vrij evenwichtige manier vertegenwoordigd zijn. Daarnaast heeft het Forum een aantal kwalitatieve interviews met politieagenten kunnen houden. De relatie tussen burgers en hun politie wordt tegenwoordig sterk in vraag gesteld, zowel in België als in andere Staten. En als men meer specifiek kijkt

Si l'enquête laisse évidemment une grande place à l'expression du ressenti des jeunes face aux difficultés relationnelles avec les policiers, elle tente aussi de laisser émerger des propositions concrètes pour améliorer cette relation.

Les contrôles de rue : 31% des jeunes ayant répondu à l'enquête affirment avoir déjà été contrôlés. Ce chiffre déjà important est renforcé par un autre : 7 répondants sur 10 dénoncent les contrôles policiers qui ciblent systématiquement les jeunes. Certains parlent de discrimination et beaucoup regrettent un état de fait qui ne peut que nuire à la sérénité des relations.

La connaissance des droits et devoirs : seuls 18% des jeunes se disent suffisamment informés, et ce chiffre n'augmente guère avec l'âge ! Mais la plupart souhaitent l'être mieux. Ils attribuent massivement ce rôle à l'école et à la police elle-même.

Concernant les sanctions administratives communales aussi, on peut parler d'un manque de connaissance de cette loi chez les jeunes : seuls 27% d'entre eux savent ce dont il s'agit. Et près de 50% dénoncent un système d'amendes dont la portée et l'intérêt sont nuls.

À la question : « Quels sont les sentiments que vous ressentez lorsque vous voyez une patrouille en rue ? », les jeunes répondent en premier lieu la sécurité, puis la crainte et en troisième lieu le respect, la colère venant plus loin. Cet ordre est très révélateur : la sécurité est peut-être un fait (et il est heureux de pouvoir se dire que certains jeunes se sentent en sécurité en présence de la police), mais c'est surtout un besoin exprimé par les jeunes. D'ailleurs, certains s'insurgent contre le fait que la police puisse susciter la crainte : « La crainte de la police n'est pas un sentiment normal : cela ne devrait pas exister, parce que la police est un service à la population ». Le respect vient en troisième position : même si c'est de peu, il est donc cité après la crainte, ce qui suffit à indiquer qu'une réflexion d'ensemble sur la relation entre jeunes et police est indispensable. Et cela d'autant plus que les sentiments négatifs augmentent fortement avec l'âge des répondants (ainsi la crainte est citée par 24% des répondants de 16 à 18 ans, mais 46% des 24-30ans !).

En miroir à cette question du ressenti, se trouve celle sur les valeurs qu'aux yeux des jeunes, la police devrait incarner. Un trio de tête se détache nettement : la sécurité, la justice et le service à la population. Autrement dit, le représentant des forces de l'ordre idéal selon les jeunes, est le policier, la policière, qui assure la sécurité dans un esprit de justice et de service à autrui.

Selon les répondants, la police doit être contrôlée principalement par les citoyens eux-mêmes et notamment par des acteurs de la société civile. Beaucoup estiment que la police ne peut se contrôler elle-même sous peine d'échouer

naar de relatie tussen jongeren en de politie, wordt die vraag nog scherper.

Hoewel de enquête natuurlijk veel ruimte laat voor het uiten van de gevoelens van jongeren over de moeilijkheden in hun relatie met de politie, probeert zij ook concrete voorstellen te laten bovenkomen om deze relatie te verbeteren.

Straatcontroles: 31% van de jongeren die op de enquête reageerden, zeiden dat ze al gecontroleerd waren. Dit toch al hoge cijfer wordt nog versterkt door een ander: 7 van de 10 respondenten hekelen politiecontroles die systematisch op jongeren gericht zijn. Sommigen spreken over discriminatie en velen betreuren een feitelijke situatie die de sereniteit van de relaties alleen maar kan schaden.

Kennis van rechten en plichten: slechts 18% van de jongeren zegt voldoende geïnformeerd te zijn, en dit cijfer neemt nauwelijks toe met de leeftijd! Maar de meesten willen beter geïnformeerd zijn. Ze schrijven deze rol in groten getale toe aan de school en aan de politie zelf.

Ook wat de gemeentelijke administratieve sancties betreft, kunnen we spreken van een gebrek aan kennis van deze wet bij de jongeren: slechts 27% van hen weet waar het over gaat. En bijna 50% hekelt een systeem van boetes waarvan de reikwijdte en het belang nul zijn.

Op de vraag: "Welk gevoel heb je wanneer je een patrouille op straat ziet?" antwoorden de jongeren in de eerste plaats veiligheid, dan de angst en ten derde respect, met woede verderop in de lijst. Die volgorde is zeer veelzeggend: veiligheid mag dan een feit zijn (en gelukkig dat gezegd kan worden dat sommige jongeren zich veilig voelen in aanwezigheid van de politie), maar het is vooral een behoefte die door de jongeren wordt uitgedrukt. Sommigen protesteren overigens tegen het feit dat de politie angst kan wekken: "Angst voor de politie is geen normaal gevoel: dat zou het niet moeten zijn, want de politie is een dienst aan de bevolking". Respect komt op de derde plaats: zelfs al is het met weinig verschil, het wordt dus genoemd na angst, wat voldoende is om aan te geven dat een algemene bezinning over de relatie tussen jongeren en de politie onontbeerlijk is. Temeer daar de negatieve gevoelens sterk toenemen met de leeftijd van de respondenten (zo wordt angst genoemd door 24% van de respondenten van 16-18 jaar, maar 46% van de 24-30 jarigen!).

Tegenover deze gevoelkwestie staat de vraag naar de waarden die de politie in de ogen van de jongeren zou moeten belichamen. Een top drie onderscheidt zich duidelijk: veiligheid, rechtvaardigheid en dienstverlening aan het volk. Met andere woorden, de ideale vertegenwoordiger van de ordehandhaving is volgens de jongeren de politieagent(e), die zorgt voor de veiligheid in een geest van rechtvaardigheid en dienstbaarheid aan anderen.

Volgens de respondenten moet de controle van de politie vooral door de burgers zelf worden uitgeoefend, en in het bijzonder door de actoren van het maatschappelijk middenveld. Velen zijn van mening dat de politie zichzelf

dans cette tâche jugée essentielle pour améliorer les relations entre les jeunes et les forces de l'ordre.

La dernière question de l'enquête, ouverte, invitait les jeunes à émettre des propositions au sujet de la relation avec la police. Répondre à une question ouverte n'est jamais facile, cependant plus de 1.200 jeunes ont pris le temps d'émettre des propositions.

La première catégorie de réponses, quantitativement la plus importante, concerne le respect : on trouve en effet un appel massif à davantage de respect mutuel. Avec une exigence supplémentaire adressée aux policiers, c'est-à-dire la nécessité d'une vraie démarche éducative à l'égard notamment des mineurs. Pour construire ce respect, plusieurs conditions apparaissent : la première réside dans la communication. Autrement dit, il convient d'abord d'instaurer le dialogue, plutôt que la violence et l'humiliation. Il faut remarquer que l'un des policiers que le Forum a rencontrés ne dit pas autre chose : « Je pense que pour maintenir une entente optimale, il est nécessaire de promouvoir une communication adéquate basée sur le respect mutuel et l'ouverture d'esprit, tout en respectant évidemment le cadre légal. Plus individuellement et sur le terrain, le policier devrait également se souvenir qu'il a aussi été 'jeune' à une époque. »

Une autre condition pour améliorer le respect et la relation consiste à porter remède aux violences policières. Au total, on trouve dans l'enquête du Forum l'expression d'une réelle souffrance et le besoin que cela cesse. Beaucoup de jeunes soulignent qu'on se trouve actuellement dans une situation extrêmement tendue et qu'une action énergique pour lutter contre cette violence est nécessaire. Tous estiment par exemple que les policiers coupables de ces dérapages doivent être clairement et fortement sanctionnés.

Mieux se connaître, c'est aussi rencontrer les policiers qu'on est amené à croiser au quotidien : l'importance des agents de quartier est largement soulignée par les jeunes. Pour le respect, pour la connaissance réciproque et la lutte contre les préjugés, pour la diminution de la violence, pour l'établissement de liens avec la population et le tissu associatif, l'agent de quartier apparaît comme un acteur indispensable. Des agents de quartier connus de tous auraient un impact très positif sur les relations entre jeunes et police. Enfin, à propos de la police de quartier, les jeunes bruxellois souhaitent une police faite de policiers... bruxellois !

Un dernier thème important pour améliorer les relations réside dans la formation des policiers. Beaucoup demandent une formation plus « sociale » à l'académie de police : connaissance de la jeunesse et communication adaptée à celle-ci, non-discrimination, connaissance des droits humains et de la Convention internationale des droits de l'enfant, psychologie, empathie, gestion des émotions, communication non violente, gestion des conflits interculturels, sociologie, anthropologie, droit.

niet kan controleren, anders zal ze falen in deze taak, die essentieel wordt geacht voor de verbetering van de relaties tussen jongeren en ordehandhavers.

De laatste vraag van de enquête, die open was, nodigde jongeren uit om voorstellen te doen over de relatie met de politie. Het beantwoorden van een open vraag is nooit gemakkelijk, maar meer dan 1.200 jongeren namen de tijd om voorstellen te doen.

De eerste en qua omvang belangrijkste categorie van antwoorden betreft het respect: er is een massale roep om meer wederzijds respect. Met een bijkomende eis aan de politie, namelijk de noodzaak van een echte educatieve aanpak, met name ten aanzien van minderjarigen. Om dit respect op te bouwen moet aan een aantal voorwaarden worden voldaan: de eerste is communicatie. Met andere woorden, er moet eerst een dialoog tot stand worden gebracht, in plaats van geweld en vernedering. Er zij op gewezen dat een van de politieagenten die het Forum heeft ontmoet, niets anders heeft gezegd: "Ik denk dat het voor een optimaal begrip noodzakelijk is om een adequate communicatie te bevorderen op basis van wederzijds respect en openheid van geest, waarbij uiteraard het wettelijk kader moet worden gerespecteerd. Meer individueel en in het veld zou de politieagent zich tevens moeten herinneren dat hij ooit ook "jong" was."

Een andere voorwaarde voor het verbeteren van het respect en de relatie is het aanpakken van politiegeweld. Over het geheel genomen blijkt uit de enquête van het Forum dat er werkelijk sprake is van leed en dat er een einde aan moet komen. Veel jongeren wijzen erop dat de situatie op dit moment uiterst gespannen is en dat er krachtige maatregelen nodig zijn om dit geweld te bestrijden. Zo zijn ze allemaal van mening dat de politieagenten die zich aan deze excessen schuldig maken, duidelijk en krachtig moeten worden gesanctioneerd.

Elkaar beter leren kennen betekent ook de politieagenten ontmoeten die men dagelijks tegenkomt: het belang van wijkagenten wordt ruimschoots benadrukt door de jongeren. Wijkagenten lijken onmisbare actoren voor het bevorderen van respect, wederzijds begrip en de strijd tegen vooroordelen, voor het terugdringen van geweld, het aanknoppen van banden met de bevolking en het verenigingsleven. Wijkagenten die bij iedereen bekend zijn, zouden een zeer positieve invloed hebben op de relaties tussen jongeren en de politie. Ten slotte, wat de wijkpolitie betreft, willen de jongeren in Brussel een politie die bestaat uit politieagenten... uit Brussel!

Een laatste belangrijk thema om de relaties te verbeteren is de opleiding van politieagenten. Velen vragen om een meer "sociale" opleiding aan de politieschool: kennis van de jeugd en de daarvan aangepaste communicatie, non-discriminatie, kennis van de mensenrechten en het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind, psychologie, empathie, omgaan met emoties, geweldloze communicatie, interculturele conflictbeheersing, sociologie, antropologie, recht.

Le Forum voudrait, enfin, au terme de cette enquête, attirer l'attention sur un certain nombre de sujets :

- Une révision de la formation des policiers orientée vers une meilleure gestion des aspects relationnels et humains afin d'avoir une police davantage empathique dans son approche de terrain ;
- Un développement de la police de proximité pour davantage de partenariats avec tous les acteurs des quartiers ;
- Des sanctions réelles et sérieuses à l'égard des policiers coupables de violences physiques et psychologiques dans le cadre d'un contrôle accru de la police ;
- Une réflexion sur la part réelle de la citoyenneté « en actes » dans le cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté ;
- Le développement des rencontres entre jeunes et policiers dans un cadre concerté, bienveillant et créatif ; et
- Le retrait des mineurs du champ d'application de la loi sur les sanctions administratives communales.

Accéder à la réalisation des objectifs passera nécessairement par une réflexion concertée entre les acteurs politiques, les policiers, les acteurs sociaux de terrain et bien sûr les jeunes. Comprendre, enfin, que les jeunes peuvent être des acteurs de solution dans ce domaine très sensible serait un premier pas vers une société où la police pourrait passer du statut d'adversaire à celui de partenaire.

MM. Thomas Devos et Brahim Lhichou expliquent qu'à eux deux, ils ont vingt bonnes années d'expérience dans le travail social de rue à Molenbeek-Saint-Jean, Anderlecht et Bruxelles. Cette position leur offre, disent-ils, un regard « privilégié » sur ce qui peut mal tourner en matière de police, de justice et de prison.

Tant chez les jeunes que chez les policiers, la frustration est très grande au sujet de la vie quotidienne. Cette situation peut déboucher sur un je-m'en-foutisme, une résignation ou des écarts de conduite. La question n'est donc pas de savoir s'il y aura de nouvelles émeutes, mais bien où et quand elles éclateront.

Le côté problématique des relations avec le citoyen est souvent calculé à partir d'une analyse des chiffres du comité P. Un rapport nous apprend que 531 faits de violence policière entre 2001 et 2016 peuvent être attribués à une vingtaine de policiers ou policières. Encore faut-il qu'une plainte soit bien sûr déposée. Parmi les centaines de situations qui nous ont été rapportées ces dernières années par notre public, seule une minorité a fait l'objet d'un dépôt de plainte. Même un collègue travailleur de rue qu'on tire par erreur de son lit à 6 heures du matin pour participation aux émeutes d'avril dernier n'a plus le courage de déposer plainte.

Les incidents avec la police sont nombreux : des sans-papiers sont agressés physiquement et verbalement ; un jeune qui finit aux urgences après un contrôle de routine ; une jeune mère agressée verbalement parce qu'elle se gare en double file

Tot slot wil het Forum aan het eind van deze enquête de aandacht vestigen op een aantal onderwerpen:

- Een herziening van de politieopleiding gericht op een beter beheer van relationele en menselijke aspecten met het oog op een meer empathische benadering van de politie in het veld;
- Een ontwikkeling van de buurtpolitie voor meer partnerschappen met alle actoren in de wijken;
- Reële en ernstige sancties tegen politieagenten die zich schuldig maken aan fysiek en psychisch geweld in het kader van de toegenomen politiecontrole;
- Een bezinning over het werkelijke aandeel van het burgerschap "in daden" in de lessen inzake filosofie en burgerschap;
- De ontwikkeling van ontmoetingen tussen jongeren en politieagenten in een georganiseerd, welwillend en creatief kader; en
- Verwijdering van minderjarigen uit het toepassingsgebied van de wet op de gemeentelijke administratieve sancties.

De verwesenlijking van de doelstellingen vereist een gezamenlijke bezinning tussen de politieke actoren, de politieagenten, de sociale actoren in het veld en natuurlijk de jongeren. Begrijpen dat jongeren op dit zeer gevoelige terrein een rol kunnen spelen bij het vinden van een oplossing, zou ten slotte een eerste stap zijn in de richting van een samenleving waarin de politie een partner wordt in de plaats van een tegenstander.

De heren Thomas Devos en Brahim Lhichou leggen uit dat ze samen een goede 20 jaar ervaring hebben in straathoekwerk in Sint-Jans-Molenbeek, Anderlecht en Brussel. Ze hebben, zeggen ze, vanuit die positie ook een geprivelegeerde kijk, tussen aanhalingstekens, waar het zoal kan mislopen op vlak van politie, justitie en gevangenis.

Zowel bij jongeren als bij politiemensen, is de frustratie over het dagelijks leven zeer hoog. Een situatie die kan leiden, tot je m'en foutisme, gelatenheid of wangedrag. De vraag is dan ook niet of er nieuwe rellen zullen komen, maar waar en wanneer ze zullen voorvalLEN.

De problematische kant van de relatie met de burger wordt veelal gemeten aan de hand van analyses van cijfers van het comité P. Een rapport leert ons dat 531 feiten van politiegeweld tussen 2001 en 2016 kunnen teruggebracht worden tot een 20-tal politiemensen. Maar dat vereist dat er überhaupt klacht wordt ingediend. Van de honderden situaties die we de laatste jaren mochten aanhoren bij ons publiek, is er voor slechts een minderheid klacht ingediend. Zelfs een collega straathoekwerker die verkeerdelijk om 6 uur 's morgens uit zijn bed wordt gelicht wegens betrokkenheid bij de rellen van april laatstleden, verliest de moed om nog klacht in te dienen.

Er zijn tal van incidenten met de politie: mensen zonder papieren worden fysiek en verbaal aangevallen; een jongere die bij de spoeddiensten eindigt na een routinecontrole; een jonge moeder die verbaal wordt aangevallen omdat ze dubbel

pour décharger ses courses ; fausses accusations dans la presse à l'égard de travailleurs de rue et, le 10 avril 2020, la perte du jeune Adil après un tragique accident. Comme dans d'autres faits à l'issue tragique, comme avec Mehdi et Mawda, la police a été blanchie.

Souvent, il n'est même pas possible de déposer plainte après des violences policières. Soit on vous répond que vous êtes dans la mauvaise zone de police, soit c'est l'ordinateur qui ne fonctionne pas.

JES a toujours essayé de collaborer avec la police. Ces dix dernières années, il y a eu deux collaborations avec la police de Molenbeek-Saint-Jean. Par exemple, on a réalisé des enquêtes croisées entre la police et les jeunes sur leurs interactions, et des visites guidées d'aspirants inspecteurs ont été organisées dans leur quartier par des jeunes. Ces dernières années, des débats mensuels ont été organisés entre jeunes et policiers, et un échange a été initié avec la brigade de proximité « jeunes » de La Haye.

On attend bien entendu de tels projets qu'ils amènent les jeunes et la police à mieux connaître la réalité sous-jacente de l'autre, et que cela façonne leurs interactions. La police ne doit pas être votre ami, mais espérons que connaître la réalité de l'autre permette de détendre les interactions. L'impact de tels projets est bien entendu également modeste, car il se limite aux participants et à leur entourage immédiat.

La zone Midi est confrontée depuis vingt ans à des dysfonctionnements organisationnels dont on voit chaque jour l'impact sur le terrain. En 2018, un rapport du service Contrôle interne a fuité. Rédigé à la demande des syndicats, il établissait d'importants manquements sur le plan de la coordination, des collaborations internes, mais aussi en matière de racisme et de sexisme dans la zone. La semaine dernière encore, un grand groupe de citoyens est venu interpeller le conseil communal de Saint-Gilles au sujet des interventions violentes de la brigade de proximité Uneus.

Enfin, au niveau structurel, on constate que lorsqu'un jeune commet des faits, il faut parfois attendre jusqu'à six ans une condamnation. Une fois en prison, il y a peu, voire pas d'accompagnement en vue d'une réinsertion. Ine Van Weymeersch, procureure du Roi, Luc Hennart, ancien président du tribunal de première instance, dernièrement encore les juges de la jeunesse francophones,... Depuis des années déjà, ils dénoncent le manque de personnel, d'infrastructures adéquates et la médiocrité de la logistique. Il y a quelques années, les syndicats des gardiens de prison ont ravagé le bureau du ministre Koen Geens. Depuis lors, les grèves et les manifestations sont presque continues. Le taux de récidive en Belgique est parmi les plus élevés d'Europe occidentale.

Les écoles bruxelloises obtiennent le pire score de Belgique au classement Pisa, les écoles se plaignent du manque de personnel et d'infrastructures de qualité. Le logement est souvent problématique et sur le marché du travail bruxellois le groupe où la concurrence est la plus forte est celui des jeunes peu qualifiés. Il y a 90 candidats potentiels par poste

parkeerde om haar boodschappen uit te laden, het vals beschuldigen van straathoekwerkers bij de pers en op 10 april 2020 het verlies van de jonge Adil na een tragisch ongeval. Net als bij andere tragische feiten, zoals met Mehdi en Mawda, ging de politie vrijuit.

Het is vaak zelfs niet mogelijk klacht in te dienen na politiegeweld. Ofwel antwoordt men dat men bij de verkeerde politiezone is ofwel doet de computer het niet.

JES heeft altijd getracht samen te werken met de politie. De laatste 10 jaar waren er twee samenwerkingen met de politie van Sint-Jans-Molenbeek. Zo werd er ingezet op wederzijdse bevragingen van politie en jongeren over hun interacties, waren er rondleidingen van aspirant-inspecteurs door jongeren in hun wijk. De laatste jaren werden er maandelijkse debatten tussen jongeren en politiemensen georganiseerd, en werd er ingezet op een uitwisseling met de jongerennabijheidsbrigade uit Den Haag.

De verwachting van dergelijke projecten is natuurlijk dat jongeren en politie elkaar onderliggende realiteit beter leren kennen, en dat dit hun interacties bepaalt. De politie moet je vriend niet zijn, maar het kennen van elkaar realiteit zal de wederzijdse interacties hopelijk minder hard maken. De impact van dergelijke projecten is natuurlijk ook kleinschalig want het beperkt zich tot de deelnemers en hun directe omgeving.

De Zone Zuid wordt al 20 jaar geplaagd door organisationele disfuncties, waarvan men dagelijks de impact op het terrein ziet. In 2018 werd een rapport van Intern Toezicht gelekt, opgesteld op vraag van de vakbonden, dat grootschalige misstanden vaststelde op vlak van coördinatie, interne samenwerkingen, maar ook op vlak van racisme en seksisme binnen de Zone. Vorige week kwam nogmaals een grote groep burgers op het gemeentehuis van Sint-Gillis de gemeenteraad interpelleren over het gewelddadig optreden van nabijheidsbrigade UNEUS.

Tenslotte op structureel niveau stelt men vast dat wanneer een jongere van feiten pleegt, dat het soms tot 6 jaar kan duren voor het tot een veroordeling komt. Wanneer ze in de gevangenis terecht komen is er weinig tot geen begeleiding om reintegratie te bewerkstelligen. Ine Van Weymeersch, procureur des Konings, Luc Hennart, voormalig voorzitter rechtbank eerste aanleg, recentelijk nog de Franstalige jeugdrechters,... al jaren klagen ze het gebrek aan personeel, adequate infrastructuur en ondermaatse logistiek aan. Enkele jaren gelden sloegen de cipiersvakbonden het bureau van minister Koen Geens kort en klein. Sindsdien zijn er bijna ononderbroken stakingen en protestacties. Het recidivecijfer in België is één van de hoogste van West-Europa.

Brusselse scholen hebben de laagste Pisascore van België, scholen klagen het gebrek aan personeel en kwalitatieve infrastructuur aan. Huisvesting is veelal problematisch, en de grootste concurrentiële groep op de Brusselse arbeidsmarkt zijn laaggeschoolde jongeren. Per vacature zijn er 90 potentiële kandidaten. Dit is niet meer te

à pourvoir. Cela ne peut plus être imputé à la responsabilité des seuls jeunes et cela augmente les problèmes de comportements au niveau du groupe. La police et nous-mêmes en sommes les témoins directs, et je peux imaginer que cela a un impact majeur sur le bien-être des policiers, ainsi que sur leur motivation au quotidien.

Mais on peut aussi réfléchir à des solutions aux problèmes. Par exemple, une cellule de confiance pour donner aux agents la possibilité de signaler les mauvais comportements de collègues ; des directions collectives dans les zones de police, un recrutement local des agents ; l'utilisation de bodycams lors de chaque intervention ; le rapportage des contrôles ; une formation sur la réalité démographique des communes où les agents travaillent, la connaissance des aspects historiques d'un quartier ; la connaissance des groupes de population sur le terrain ; un contrôle totalement indépendant de la police ; un contrôle des agents tout au long de leur carrière et une organisation plus efficace des tâches administratives.

Chacun dans la salle, les politiques en particulier, a un rôle à jouer pour contribuer à un meilleur avenir. Plus encore que d'un dialogue, c'est de justice et d'égalité de traitement qu'on a besoin.

Lors de la troisième réunion, le 21 octobre 2020, la commission a entendu les témoignages de M. Alain Goergen, administrateur de Brusafe, de M. Jacques Gorteman, directeur de l'école de police, et de Mme Els Ketsman et M. Patrick Charlier, représentants d'Unia.

M. Alain Goergen explique qu'il est persuadé que des Bruxellois bien sélectionnés et bien formés aux spécificités bruxelloises auront davantage d'opportunités d'exercer leur métier avec efficacité au sein de la population bruxelloise. « Efficacité » impliquant la notion de « relations les plus harmonieuses possibles avec les citoyens ».

Par recrutement, il faut entendre le fait de faire savoir que la police engage. C'est donc l'étape qui précède la sélection et l'engagement proprement dit.

La police a considérablement amélioré son recrutement ces 15 dernières années. Les principales évolutions ont été la création d'un site central : jobpol.be, le développement d'un réseau de 1400 points de contact au sein des polices locale et fédérale et la participation aux principaux événements de recrutement du pays. Le problème n'est donc pas tant de générer des candidatures, mais de générer les bonnes candidatures.

Spécifiquement pour Bruxelles, la création au sein de Brusafe d'un centre d'orientation au recrutement (COR) est une première en Belgique. Un partenariat avec Actiris, Bruxelles Formation et VDAB Brussel a été conclu en février 2019. De manière concrète, un conseiller du COR est présent à la Cité des Métiers et peut déjà intervenir en première ligne.

Un effort de communication doit maintenant être entrepris pour en augmenter la visibilité du COR. Le Covid a hélas eu raison de certaines initiatives prévues à cet effet en 2020 .

herleiden tot de schuld van individuele jongeren, en veroorzaakt op groepsniveau meer probleemgedrag. De politie en wij zijn daar de directe getuigen van, en ik kan me voorstellen dat een zware impact heeft op het welbevinden van politiemensen, alsook op hun dagelijkse zingeving.

Maar men kan ook nadenken over oplossingen voor de problemen. Bijvoorbeeld een vertrouwenscel om agenten de kans te geven verkeerd gedrag van collega's aan te geven; collectieve directies in de politiezones, het lokaal aanwerven van agenten; het gebruik van bodycams bij iedere interventie; de rapportering van controles; een vorming over de demografische realiteit van de gemeenten waar agenten werken, inzicht in de historische aspecten van een wijk; inzicht over de bevolkingsgroepen op het terrein; een volledig onafhankelijke controle op de politie; een controle op de agenten doorheen hun hele carrière en een efficiëntere organisatie van de administratieve taken.

Eenieder in de zaal heeft een rol te spelen, de politici in het bijzonder, voor een betere toekomst. Meer nog dan een dialoog heeft men nood aan gerechtigheid en gelijke behandeling.

Tijdens de derde vergadering, op 21 oktober 2020, heeft de commissie de getuigenissen gehoord van de heer Alain Goergen, beheerder van Brusafe, de heer Jacques Gorteman, directeur van de politieschool, en mevrouw Els Ketsman en de heer Patrick Charlier, vertegenwoordigers van Unia.

De heer Alain Goergen verklaart dat hij ervan overtuigd is dat Brusselaars die goed geselecteerd zijn en goed opgeleid tot de specifieke Brusselse situatie meer mogelijkheden zullen hebben om hun beroep doeltreffend uit te oefenen onder de Brusselse bevolking. "Doeltreffendheid" impliceert daarbij "zo harmonieus mogelijke relaties met de burgers".

Onder aanwerving dient te worden verstaan dat de politie laat weten dat zij aanwerft. Het is dus de fase die voorafgaat aan de selectie en de aanwerving zelf.

De politie heeft haar aanwerving de afgelopen 15 jaar aanzienlijk verbeterd. De belangrijkste ontwikkelingen waren de oprichting van een centrale website: jobpol.be, de ontwikkeling van een netwerk van 1.400 contactpunten binnen de lokale en federale politiediensten en de deelname aan de belangrijkste rekruteringsevenementen in het land. Het probleem is dus niet zozeer het genereren van kandidaturen, maar het genereren van de juiste kandidaturen.

Specifiek voor Brussel is de oprichting van een oriëntatiecentrum voor rekrutering (OR) binnen Brusafe een primeur in België. In februari 2019 werd een partnerschap met Actiris, Bruxelles Formation en VDAB Brussel gesloten. Concreet is er een adviseur van het OR aanwezig in het Beroepenpunt en kan hij al in de eerste lijn ingrijpen.

Er moet nu een communicatie-inspanning worden geleverd om de zichtbaarheid van het OR te vergroten. Helaas heeft COVID het gewonnen van een aantal initiatieven die daarvoor in 2020 waren gepland.

La sélection d'un policier est un processus long et délicat puisqu'il vise à identifier des personnes à qui potentiellement, à l'issue de leur formation, il pourra être confié un pouvoir d'autorité et de contrainte. Cette sélection est opérée par la police fédérale dans son rôle d'appui à l'ensemble de la structure policière. La police fédérale va prochainement adapter le processus existant dans le but de le rendre plus rapide. La principale modification vise à confier l'organisation des commissions de sélection aux zones de police.

Sans remettre en doute le fondement de ces changements, il serait bon, afin d'éviter de perdre beaucoup de temps et pour anticiper aussi une potentielle surenchère, de créer une seule commission bruxelloise composée de représentants de différentes zones et de l'ERIP, qui serait chargée de déclarer le candidat apte pour les six zones de police bruxelloise et de fixer le lieu de stage et son affectation définitive après quelques mois de formation.

Dans quelques semaines, le gouvernement bruxellois va pouvoir approuver le nouveau plan régional de formation qui constituera l'intégration des besoins des différents secteurs (police, feu, prévention, ...) préalablement collectés par les écoles en charge de ces matières (l'ERIP pour la police). Il y aura toutefois un décalage entre les nombreuses possibilités de formation et la capacité réellement disponible sur le terrain pour les suivre.

Le chef de corps d'une zone de police locale dispose d'une certaine autonomie en matière de formation. Il est par ailleurs responsable de l'organisation de certains recyclages, dont ceux relatifs à la maîtrise de la violence. Il serait souhaitable de développer une approche dans laquelle le directeur de l'école de police dispose d'un lien fonctionnel à l'égard des membres du personnel des zones dont la mission est d'organiser ou de dispenser des formations.

Un policier bien formé et familiarisé aux caractéristiques d'une société cosmopolite telle que celle de la Région bruxelloise, sera mieux à même d'adopter un comportement adéquat dans ses interventions et dans ses relations avec la population.

M. Jacques Gorteman indique qu'il a déjà eu la possibilité d'expliquer à la commission intérieur et justice du parlement fédéral son avis assez tranché sur la violence à l'encontre des policiers dans certains quartiers bruxellois.

L'école de police reçoit des candidats qui ont été testés et sélectionnés par la DRP, et ils y sont formés avant d'être envoyés dans les zones bruxelloises ou ailleurs. Parfois, ils ont le choix de leur zone, parfois celle-ci leur est imposée.

Un candidat inspecteur de police suit une formation d'un an. Durant les trois premiers mois, il suit des cours théoriques, pendant les neuf mois restants des cours pratiques avec

De selectie van een politieagent is een lang en delicat proces, aangezien het erop gericht is personen te identificeren aan wie, mogelijkerwijs, aan het einde van hun opleiding, autoriteit en tucht kan worden toevertrouwd. Deze selectie wordt uitgevoerd door de federale politie in haar rol van ondersteuning van de hele politiestructuur. De federale politie zal binnenkort het bestaande proces aanpassen om het sneller te laten verlopen. De belangrijkste wijziging is dat de organisatie van de selectiecomités wordt toevertrouwd aan de politiezones.

Zonder de grondslag van die wijzigingen in twijfel te trekken, zou het raadzaam zijn, om te voorkomen dat er veel tijd verloren gaat en om te anticiperen op een mogelijke escalatie van het oproep, één enkele Brusselse commissie in het leven te roepen die bestaat uit vertegenwoordigers van verschillende zones en van de GIP, en die de kandidaat geschikt moet verklaren voor de 6 Brusselse politiezones en de stageplaats en zijn definitieve aanstelling na enkele maanden opleiding moet vastleggen.

Over enkele weken zal de Brusselse regering het nieuwe Gewestelijke Opleidingsplan kunnen goedkeuren dat de behoeften van de verschillende sectoren (Politie, Brandweer, Preventie, ...) zal integreren die eerder werden verzameld door de scholen die verantwoordelijk zijn voor deze aangelegenheden (GIP voor de Politie). Er zal echter een kloof zijn tussen de talrijke opleidingsmogelijkheden en de daadwerkelijk beschikbare capaciteit in het veld om deze te volgen.

De korpschef van een lokale politiezone heeft een zekere autonomie op het gebied van opleiding. Hij is ook verantwoordelijk voor het organiseren van bepaalde opfriscursussen, onder andere met betrekking tot de bestrijding van geweld. Het zou wenselijk zijn een aanpak te ontwikkelen waarbij de directeur van de politieschool een functionele band heeft ten opzichte van de personeelsleden van de zones die tot taak hebben opleidingen te organiseren of te geven.

Een politieagent die goed opgeleid is en vertrouwd is met de kenmerken van een kosmopolitische samenleving zoals die van het Brussels Gewest, zal beter in staat zijn zich gepast te gedragen in zijn interventies en in zijn relaties met de bevolking.

De heer Jacques Gorteman wijst erop dat hij reeds in de Commissie Binnenlandse Zaken en Justitie van het federale parlement zijn uitgesproken mening heeft kunnen verkondigen aangaande het geweld tegen politiemensen in bepaalde Brusselse wijken.

De politieschool ontvangt de door de DRP geteste en geselecteerde kandidaten, waar ze dan worden opgeleid alvorens naar de Brusselse zones of elders te worden uitgestuurd. In bepaalde gevallen kan de zone worden gekozen, soms wordt de zone opgelegd.

Een kandidaat-inspecteur volgt dan een opleiding gedurende een jaar. Tijdens de eerste drie maanden volgt hij/zij theoretische cursussen, de resterende negen maanden

notamment un stage. Dans cette deuxième partie, il y a un très grand nombre d'heures de cours qui sont de manière directe ou indirecte liées à la relation entre la police et le citoyen, tels que des cours de déontologie policière, de protection de la jeunesse, de traite des êtres humains et de protection des malades mentaux + EDS (excited delirium syndrome). Il y a aussi des cours consacrés à la communication, à l'accueil de personnes, à la gestion de conflits, à la gestion du stress et de conduite prioritaire en code 3. Concernant ce dernier, il y a lieu de remarquer que cette formation à la conduite en code 3 ne dure actuellement que deux jours, alors que celle-ci devrait être bien plus longue. Enfin, il y a encore des cours comportant une partie théorique puis des exercices pratiques avec le chargé de cours qui se fait assister, selon le cours, d'un sociologue ou de citoyens ayant été victimes d'interventions policières inadéquates, des cours concernant la législation antiracisme et discrimination, l'interdiction de profilage ethnique ou les délits de haine, l'antisémitisme, l'islamophobie, l'homophobie, ... Il n'y a toutefois pas de cours dispensé pour intervenir dans certains quartiers et se prémunir contre les agressions gratuites, les insultes et comportements délinquants.

L'ERIP dispense aussi les formations d'agent, d'inspecteur principal et des formations continues.

Le bon fonctionnement d'une société requiert le respect de l'uniforme, de la fonction mais aussi des institutions, du pays et des règlements en vigueur. Ce respect s'acquiert de deux manières : par le mérite et grâce à l'éducation. Il s'agit de mériter le respect par son attitude professionnelle et déontologique, et le policier doit y veiller. Chaque jour, même en dehors de son service.

Toutefois, au niveau éducatif, il est aussi important de voir ce que l'on peut faire pour instaurer le respect et supprimer les violences à l'encontre des policiers. C'est en effet trop facile de dire que les problèmes qu'on connaît à Bruxelles entre jeunes et police sont dus au manque de dialogue, de police de proximité ou qu'ils sont la conséquence des violences policières.

Il est aussi urgent que la justice prenne des mesures draconiennes à l'égard de ceux qui s'en prennent physiquement aux représentants de la police (ou autres services publics) et qu'ils appliquent les peines prévues par le code pénal plutôt que de donner des heures de travail d'intérêt général.

Mme Els Keytsman et M. Patrick Charlier expliquent que le métier de patrouilleur est très complexe. Leur travail est soumis à de nombreuses contraintes dont la plus évidente est la contrainte du temps. Il y a un travail de relais à réaliser vers d'autres acteurs pour des missions qui ne concernent pas spécifiquement les missions policières ou qui pourraient être prises en charge par d'autres acteurs. Les plaintes mériteraient également d'être hiérarchisées en fonction de leur degré d'urgence et de leur nature, voire être mises en suspens ou éventuellement écartées après analyse quand les demandes sont ouvertement discriminatoires.

zijn er praktijklessen met een stage. In dit tweede gedeelte worden vele lesuren direct of indirect gewijd aan de relatie tussen de politie en de burger, zoals bijvoorbeeld cursussen over de politiedeontologie, de jeugdbescherming, de mensenhandel en de bescherming van de geesteszieken + EDS (excited delirium syndrome). Er worden ook cursussen gegeven rond communicatie, opvang van personen, conflictbeheer, stressbeheersing en prioritair rijden bij code 3. Betreffende dat laatste, valt op te merken dat de opleiding voor het rijden bij code 3 nu slechts twee dagen duurt, terwijl die veel langer zou moeten zijn. Tot slot worden nog andere cursussen gegeven waarvan een deel theoretisch is, een ander deel bestaat uit praktische oefeningen met de verantwoordelijke van de opleiding die zich laat bijstaan, naargelang van de cursus, door een socioloog of burgers die het slachtoffer werden van ongepaste politie-interventies, over de antiracisme- en antidiscriminatiewetten, het verbod op etnische profiling of haatmisdrijven, antisemitisme, islamofobie, homofobie, ... Er worden echter geen cursussen gegeven over hoe in bepaalde wijken te interveniëren of hoe zich te wapenen tegen de gratuite agressies, de scheldtirades en delinquent gedrag.

De GIP geeft ook opleiding tot agent, tot hoofdinspecteur en voortgezette opleidingen.

De goede werking van een maatschappij vereist het respect van het uniform, van de functie maar ook van de instellingen, van het land en van de geldende reglementen. Dit respect wordt op twee manieren verworven: door de verdienste en de opleiding. Het gaat erom het respect te verdienen door zijn/haar professionele en deontologische houding en de politieman of -vrouw dient hierop te letten. Dit wordt van hen dagelijks verwacht, zelfs buiten de diensturen.

Op educatief niveau is het echter ook van belang na te gaan hoe we het respect tot stand kunnen brengen en het geweld tegen de politiemensen wegwerken. Het is maar al te gemakkelijk te zeggen dat de problemen in Brussel tussen jongeren en de politiediensten te wijten zijn aan een gebrek aan dialoog, aan buurtpolitie of dat het een gevolg is van politiegeweld.

Het wordt tijd dat justitie drastische maatregelen neemt tegen de personen die de politievertegenwoordigers (of andere openbare diensten) fysiek aanvallen en dat de door strafwet voorziene straffen worden toegepast in plaats van ze werkuren van algemeen nut te doen presteren.

Mevrouw Els Keytsman en de heer Patrick Charlier leggen uit dat de taak van patrouillerende agenten erg complex is. Ze staan onder zware druk waarbij vooral tijdsdruk een belangrijke rol speelt. Voor niet specifieke politietaken of taken die door anderen kunnen worden uitgevoerd, zou dus de mogelijkheid moeten bestaan om ander actoren in te schakelen. Klachten moeten ook worden ingedeeld volgens urgenterie en aard. Wanneer de verzoeken openlijk discriminerend zijn, moeten die kunnen worden uitgesteld of eventueel worden afgewezen.

De nombreuses expériences sont en cours actuellement en Belgique et à l'étranger, notamment l'utilisation des bodycams. C'est le cas dans les zones de police de Bruxelles-Ouest, Turnhout, Le Coq, Anvers, Mechelen-Willebroek, Lokeren, Bruxelles-Capitale - Ixelles, etc. Ces initiatives méritent d'être analysées et évaluées au regard de leur impact sur les pratiques professionnelles des policiers.

Du point de vue de la population, un flou entoure actuellement les actions de contrôles. Cela renforce certains groupes dans leur perception de la police, à savoir une menace plutôt qu'un interlocuteur. Aussi le message doit-il être clair : ce qui régule les procédures, en particulier celles des contrôles d'identité, contribue à la transparence des interventions. Pour l'heure, aucun cadre juridique ne permet à un citoyen de connaître la raison d'un contrôle qu'il subit. L'incompréhension entre policier et citoyen s'explique aussi par ce manquement, car si le contrôle fait partie du quotidien des policiers, ce n'est pas le cas du citoyen. Unia plaide pour la mise en place d'un récépissé qui reprendrait les raisons du contrôle d'initiative de l'article 34 de la Loi sur la fonction de police. Au-delà de ces procédures relatives à l'accès à l'information, il paraît essentiel d'améliorer les procédures de plainte, leur accessibilité et leur suivi en cas de pratiques déviantes et/ou abusives de la part des policiers.

La hiérarchie doit adopter une position claire, tant en interne qu'en externe, sur le refus de toute complaisance par rapport aux abus ou comportements discriminatoires. Elle doit être claire sur les procédures à engager à l'encontre de tout policier qui commettait ces actes répréhensibles. Elle doit aussi protéger les membres du corps policier qui se révéleraient eux-mêmes victimes.

Il est nécessaire de (re)penser la relation entre policiers et service interne de contrôle, voire Comité P. La perception que les policiers ont du contrôle impacte négativement les pratiques sur le terrain. Or, il y a un équilibre à trouver entre d'une part le contrôle des actes posés, le respect des procédures et d'autre part l'analyse et le pragmatisme des policiers confrontés à des situations problématiques.

Les services de contrôle interne devraient pouvoir être associés à la réflexion sur les pratiques policières dans un contexte sociétal en évolution permanente. Cela oblige l'organisation policière à se repenser et les policiers à remettre leur métier sur le canevas.

Au niveau de la formation initiale des policiers, il apparaît important de travailler les compétences communicationnelles en contexte. De nombreuses facettes des métiers policiers requièrent ce type de compétences parce que la gestion de la relation au citoyen fait partie du quotidien des policiers.

Par ailleurs, pour l'heure, la formation ne prépare pas les aspirants à penser leur futur métier dans un contexte de changement social : en quelques années, les conditions de

Momenteel lopen er in België en het buitenland tal van politieën experimenten zoals het gebruik van bodycams. Dit is ook het geval in de politiezones Brussel West, Turnhout, De Haan, Antwerpen, Mechelen-Willebroek, Lokeren, Brussel Hoofdstad Elsene enz. De impact van die initiatieven op de beroepspraktijken van politieambtenaren moet worden geanalyseerd en geëvalueerd.

De bevolking vindt dat er nu heel wat onduidelijkheid over controleacties bestaat. Dit sterkt bepaalde groepen in hun overtuiging dat de politie veeleer een bedreiging dan een gesprekspartner is. De boodschap moet met andere woorden duidelijk zijn: duidelijke procedures en regels, met name voor identiteitscontroles, maken het optreden van de politie transparanter. Er is vandaag geen enkel wettelijk kader dat de burger duidelijk maakt waarom hij een controle ondergaat. Dit manco verklaart voor een deel het onbegrip tussen agenten en burgers. Controles maken immers geen deel uit van de dagelijkse leefwereld van burgers, in tegenstelling tot die van agenten. Unia pleit voor de invoering van een schriftelijke bevestiging die verwijst naar artikel 34 van de wet op het politieambt, waarin duidelijk vermeld staat onder welke omstandigheden een politieambtenaar op eigen initiatief tot een controle mag overgaan. Naast deze procedures over toegang tot informatie, lijkt het essentieel om de toegang tot en de follow-up van klachtenprocedures te verbeteren bij afwijkende praktijken en/of misbruiken door de politie.

De hiérarchie moet intern en extern duidelijk maken dat ze misbruik en discriminerend gedrag in geen geval door de vingers ziet en dat ze politieambtenaren die zich hieraan bezondigen, bestraft. Ze moet leden van het politiekorps die hier zelf het slachtoffer van zijn ook beschermen.

De relatie tussen de politie en de dienst voor intern toezicht en Comité P moet worden herbekeken. De perceptie dat er toezicht op de agenten wordt uitgeoefend, heeft een negatieve impact op de praktijken op het terrein. Er moet een evenwicht worden gevonden tussen het toezicht op het optreden en de naleving van procedures en de analyse en het pragmatisme van politieambtenaren die met problematische situaties worden geconfronteerd.

De diensten voor intern toezicht moeten worden betrokken bij het overleg over de politiepraktijken in een maatschappelijke context die voortdurend evolueert. Dit dwingt de politieorganisatie zichzelf opnieuw uit te vinden en de politieambtenaren om hun beroep opnieuw te kaderen.

Tijdens de basispolitieopleiding moet aan de contextuele communicatievaardigheden worden gewerkt. Deze competenties zijn nuttig bij heel wat facetten van het politiewerk. Het in stand brengen en houden van een goede band met de burgers is immers onderdeel van de dagelijkse politietaken.

De huidige opleiding bereidt de aspiranten onvoldoende voor op hun toekomstige taken in een context van maatschappelijke verandering: de omstandigheden waarin de

travail des policiers ont considérablement changé, les attentes citoyennes également.

Dans le cadre de la formation continue, partir de l'expérience de terrain des policiers, de leur analyse des situations, des échanges entre pairs permet de faire émerger collectivement de bonnes pratiques.

Unia est un partenaire de la police et défend l'approche orientée communauté, qui repose sur un dialogue significatif, structuré et efficace entre les groupes minoritaires, le milieu associatif et les services de police.

La police doit donc être disposée à expliquer et justifier les actes qu'elle pose en intervention. Une approche orientée communauté en partenariat peut renforcer ce dialogue.

En matière de profilage discriminatoire, et fort de cette expérience avec l'INCC et la zone de PolBruNo, Unia recommande de mettre sur pied des projets collaboratifs.

Ces recommandations traduisent les préoccupations d'Unia par rapport à l'organisation policière et au risque de profilage discriminatoire. Dans une optique de partage d'expériences et de connaissances, Unia reste donc à la disposition des zones de police qui souhaitent développer une politique de diversité en interne et continuer d'améliorer leur fonctionnement.

Lors de la quatrième réunion, la commission aurait dû entendre M. Gamal Cheddad et Mme Inge Loodsteen, représentants des l'asbl Uit de marge et de l'asbl D'Broej, de M. Michaël Jonniaux, chef de corps de la zone Montgomery, et de MM. Serge Muyters et Arie Delanote, respectivement chef de corps de la zone d'Anvers et auteur d'une étude sur l'image de la police d'Anvers. En raison de la crise du Covid-19, ces témoins n'ont toutefois pas pu se présenter devant la commission et ont été invités à transmettre leur témoignage par écrit.

M. Gamal Cheddad et Mme Inge Loodsteen soulignent que la défiance est profonde entre les jeunes et la police. La crise du coronavirus a révélé ou renforcé les frustrations et la méfiance, qui étaient déjà présentes depuis longtemps. Des individus au sein de la police ne respectent pas les règles au cours des interventions, et les jeunes doivent subir des violences verbales et/ou physiques qui ont même parfois une issue mortelle.

Pour améliorer les relations entre les jeunes et la police, l'asbl Uit De Marge se concentre sur les enfants et les jeunes en situation de vulnérabilité sociale. En tant qu'organisation de première ligne pour les enfants et les jeunes bruxellois en situation de vulnérabilité sociale D'Broej est chaque jour en contact avec quelque 2.600 enfants et jeunes issus de huit quartiers du « croissant pauvre ».

Les conditions dans lesquelles enfants et jeunes grandissent ont une incidence sur leurs relations avec la police. Outre le niveau socio-économique des enfants et des jeunes, il

politie haar werk moet verrichten zijn de afgelopen jaren ingrijpend veranderd, net als de verwachtingen van de burgers.

Wat bijscholingen betreft, is het zo dat door praktijkervaringen met collega's uit te wisselen en te analyseren goede praktijkvoorbeelden kunnen worden verzameld.

Unia is een partner van de politie en verdedigt de gemeenschapsgerichte aanpak waarbij een zinvolle, gestructureerde en effectieve dialoog tussen minderheidsgroepen, verenigingen en de politie bestaat.

De politie moet bereid zijn haar optreden te duiden en te verduidelijken waarom ze bepaalde handelingen stelt. Een gemeenschapsgerichte aanpak in partnerschap kan deze dialoog versterken.

Unia adviseert om, op basis van deze ervaring met het NICC en de politiezone PolBruNo, samenwerkingsprojecten rond discriminerende profiling op te zetten.

Deze aanbevelingen zijn een weerspiegeling van de bekommernissen van Unia over de politieorganisatie en het risico op discriminerende profiling. Unia is bereid om haar ervaring en kennis te delen met politiezones die willen inzetten op interne diversiteit en die hun werking verder willen verbeteren.

Tijdens de vierde vergadering werd een hoorzitting gepland met de heer Gamal Cheddad en mevrouw Inge Loodsteen, vertegenwoordigers van de vzw Uit de marge en de vzw D'Broej, van de heer Michaël Jonniaux, korpschef van de zone Montgomery, en de heren Serge Muyters en Arie Delanote, respectievelijk korpschef van de zone Antwerpen en auteur van een studie over het imago van de politie Antwerpen. Wegens de Covid-19-crisis konden deze getuigen evenwel niet gehoord worden in de commissie, ze werden verzocht hun getuigenis schriftelijk over te maken.

De heer Gamal Cheddad en mevrouw Inge Loodsteen benadrukken dat het wantrouwen tussen jongeren en politie diep zit. De coronacrisis heeft de frustrations en het wantrouwen, die vaak al langer aanwezig waren, verder vergroot of blootgelegd. Enkelingen bij de politie houden zich niet aan de regels tijdens interventies en jongeren moeten verbaal en/of fysiek geweld ondergaan soms zelfs met een dodelijke afloop tot gevolg.

In het verbeteren van de relatie tussen jongeren en politie, focust Uit De Marge vzw zich op kinderen en jongeren in een maatschappelijk kwetsbare situatie. D'Broej staat als eerstelijnsorganisatie voor Brusselse kinderen en jongeren in maatschappelijk kwetsbare situaties elke dag in contact met zo'n 2.600 kinderen en jongeren vanuit 8 wijken in de 'croissant pauvre'.

De omstandigheden waarin kinderen en jongeren opgroeien, hebben gevolgen voor hun relatie met de politie. Naast de sociaaleconomische positie van kinderen en

est également important de souligner l'origine. La plupart des enfants et des jeunes avec qui on travaille sont d'un milieu socialement vulnérable ; les causes, comme par exemple l'origine immigrée et la pauvreté, sont très variées et elles se renforcent mutuellement.

Suite à l'importante demande de soutien spécifique en relation avec la police, l'asbl Uit De Marge a décidé de lancer le projet « Zo Geflukt » en 2018. Avec ce projet, l'asbl souhaite améliorer les relations entre les jeunes et la police à travers l'animation des jeunes à Bruxelles et en Flandre. Trois projets locaux ont ainsi été mis sur pied à Gand, Louvain et Turnhout. On a misé sur le rôle que les travailleurs de l'aide à la jeunesse peuvent jouer, en termes de médiation et de liaison, dans les relations souvent tendues entre les jeunes et la police. On a travaillé aussi bien *bottom-up* avec les jeunes, les animateurs de jeunes et les agents en collectant et échangeant informations et signaux, que *top-down* au niveau organisationnel et politique en discutant de mesures structurelles. Au cours de ces sessions, on partage les leviers et conseils requis pour les contacts avec les inspecteurs de police. D'autre part, elles mettent en présence jeunes, animateurs de jeunes et policiers au cours de nombreux moments d'échange. Il est demandé aux inspecteurs de police de ne pas venir en uniforme et de ne pas porter d'arme. De cette façon, les jeunes et les animateurs de jeunes se sentent plus à l'aise et ils peuvent aller à la rencontre de la personne sous l'uniforme.

D'Broej organise également des moments de rencontre entre les jeunes des structures d'animation locales et la police. L'asbl constate que les initiatives qu'elle met sur pied avec la police ont un impact positif et constructif. À Molenbeek-Saint-Jean, par exemple, elle organise des rencontres entre les nouvelles recrues de la police et les jeunes du quartier en collaboration avec un commissaire local. Les jeunes font visiter leur quartier aux nouvelles recrues, ils ont une conversation dans le cadre de la structure d'animation, ils font par exemple une partie de football en équipes mixtes,... Les agents arrivent littéralement avec la peur et la méfiance dans le regard, et ils repartent tout décontenancés après ces moments partagés.

Les policiers font partie de cette société, ils en sont le reflet, et ils sont donc également influencés par cette image déformée des jeunes bruxellois. La police n'est pas seule en cause, mais toute la société.

Au cours des formations « Know Your Rights » pour les jeunes et les animateurs de jeunes et au cours des moments d'échange, l'asbl Uit De Marge a recueilli différents signaux et préoccupations au sujet de leurs expériences négatives dans leurs contacts avec la police. Les signaux les plus fréquents sont les suivants : des jeunes ont été soumis à une fouille (à nu) en présence de leurs amis ; des jeunes ont été victimes d'injures racistes, homophobes ou autres remarques dénigrantes proférées par des inspecteurs de police ; des jeunes ont été menacés par des inspecteurs de police alors qu'ils filmaient – en tant qu'interpellés ou que passants – une intervention de police ; des jeunes qui sont trop souvent la cible d'un profilage ethnique, avec plusieurs contrôles d'identité à la clef ; des enfants et des jeunes ont été poursuivis par des inspecteurs de police et leurs chiens ; des parents ou

jongeren is het ook belangrijk om de afkomst te benadrukken. De meesten met wie wordt samengewerkt zijn kinderen en jongeren in maatschappelijk kwetsbare posities, de aanleiding daarvoor is heel divers en versterken elkaar ook, zoals bijvoorbeeld migratieachtergrond en armoede.

Door de grote vraag naar specifieke ondersteuning in relatie tot de politie besliste Uit De Marge vzw om in 2018 het project 'Zo Geflukt' op te starten. Met dat project wil ze via het jeugdwerk in Vlaanderen en Brussel de relatie tussen jongeren en politie verbeteren. Zo werden er drie lokale trajecten opgestart in Gent, Leuven en Turnhout. Er werd ingezet op de bemiddelende en verbindende rol die jeugdwelzijnswerkers kunnen spelen in de vaak gespannen relatie tussen jongeren en politie. Er werd zowel bottom-up gewerkt met jongeren, jeugdwerkers en agenten door informatie en signalen te verzamelen en uit te wisselen als top-down op organisatie- en beleidsniveau door structurele maatregelen te bespreken. Tijdens deze sessies worden er de nodige handvaten en tips aangereikt voor contacten met politie-inspecteurs. Anderzijds brengen ze jongeren, jeugdwerkers en politie samen tijdens tal van uitwisselingssmomenten. Er wordt gevraagd dat de politie-inspecteurs niet in uniform komen en ze geen handgeweren te dragen. Zo voelen de jeugdwerkers en jongeren zich meer op hun gemak en kunnen ze de persoon achter het uniform ontmoeten.

Ook D'Broej organiseert uitwisselingssmomenten tussen jongeren uit lokale werkingen en de politie. Ze stellen vast dat de initiatieven die ze samen met de politie ondernemen een positieve en constructieve impact hebben. Zo organiseren ze bijvoorbeeld in Sint-Jans-Molenbeek, in samenwerking met een lokale commissaris, ontmoetingssmomenten tussen nieuwe rekruten van de politie en jongeren uit de wijk. De jongeren leiden de rekruten rond in hun wijk, hebben een gesprek in de jeugdwerking, spelen bijvoorbeeld een voetbalmatch in gemengde teams,... Je ziet de agenten letterlijk met angst en argwaan in de ogen toekomen en helemaal van hun stuk gebracht opnieuw vertrekken na deze gezamenlijke momenten.

Politiemensen maken deel uit van deze maatschappij, ze zijn er een afspiegeling van en worden dus ook beïnvloed door dit vervormd beeld van deze Brusselse jongeren. Het gaat niet enkel om de politie, it's the society.

Uit De Marge vzw verzamelde tijdens de 'Know Your Rights'-vormingen aan jongeren en jeugdwerkers en de uitwisselingssmomenten verschillende signalen en bezorgdheden over hun negatieve ervaringen in hun contact met de politie. De meest voorkomende signalen zijn de volgende: jongeren werden aan een (naakt)fouille onderworpen in het bijzijn van hun vrienden; jongeren waren het slachtoffer van racistische, homofobe of andere denigrerende scheldwoorden geuit door politie-inspecteurs; jongeren werden bedreigd door politie-inspecteurs wanneer ze - als gearresteerd of omstaanders - een politie-interventie filmden; jongeren die te vaak etnisch geprofileerd worden met als gevolg meerdere identiteitscontroles per dag; kinderen en jongeren werden achtergezet door politie-inspecteurs met honden; ouders of andere familieleden

d'autres membres de la famille ont été arrêtés en présence de leurs enfants ; des enfants ont été brutalement tirés de leur lit au cours d'une descente de police à leur domicile ; des mineurs sont traités, menottés ou fouillés comme des adultes ;...

Dans le cas de mineurs, les droits des enfants sont foulés aux pieds dans bon nombre de situations. Souvent, les inspecteurs de police n'ont pas conscience des dommages permanents que de telles interventions causent au bien-être psychologique des enfants et des jeunes.

La police joue un rôle important dans le maintien de la sécurité dans la société. La plupart des jeunes s'en rendent compte et tout ce qu'ils demandent, c'est à être abordés de manière respectueuse, spontanée et professionnelle. Même en cas d'intervention policière, de quelque nature qu'elle soit, ils veulent être suffisamment informés sur les raisons de l'intervention, ses conséquences potentielles et ce que l'intéressé peut faire en cas de mécontentement. Sur ce dernier point, les différentes procédures de plaintes se sont avérées n'être pas partout adaptées aux enfants et aux jeunes en situation de vulnérabilité sociale. Les jeunes ne savent pas toujours où adresser leur signalement ou leur plainte et s'ils le savent, la plateforme de plaintes paraît trop complexe ou trop peu claire.

Une présence sur le terrain sans action répressive est essentielle. Les interactions individuelles et les rencontres par la présence et la participation aux activités de quartier valent qu'on y investisse sur le long terme.

Les contacts formels corrects renforcent la confiance. Le respect appelle le respect. Actuellement, les jeunes ressentent un manque de respect dans les contacts formels avec la police. Tant en termes de communication verbale que non verbale. Les jeunes sont quotidiennement confrontés au profilage ethnique lors des contrôles de police. Les abus de pouvoir, les violences policières et les interventions non justifiées sont une réalité quotidienne pour les jeunes. Indépendamment du fait qu'il faut travailler à cela, des erreurs humaines seront toujours commises. Mais ce qui se passe de manière réactive doit être correct. Les plaintes doivent être traitées correctement.

Les interventions sont souvent lourdes à Bruxelles. Mais on ne peut laisser les frustrations s'accumuler et s'exprimer au cours d'une patrouille ultérieure.

Grâce à une collaboration intensive avec des partenaires locaux et à un réseau d'experts, le projet « Zo Geflukt » de l'asbl Uit De Marge a débouché sur plusieurs recommandations politiques prioritaires à l'égard des différentes autorités, de la police fédérale et des corps de police locale :

1. La police et les animateurs de jeunes peuvent renforcer la compréhension et le respect mutuels en prévoyant au sein de chaque corps de police locale suffisamment de personnes ou de points de contact fixes pour les animateurs de jeunes ;

2. Il est possible de renforcer la confiance entre les jeunes et la police en commençant les contrôles de police par le dialogue, c.-à-d. en se parlant et en expliquant le « pourquoi »,

werden gearresteerd in het bijzijn van hun kinderen; kinderen werden hardhandig uit hun bed gelicht tijdens een politie-inval in hun woning; minderjarigen worden als een volwassenen behandeld en geboeid of gefouilleerd; ...

In het geval van minderjarigen worden de kinderrechten in tal van situaties met de voeten getreden. Politie-inspecteurs zijn zich vaak niet bewust van de blijvende schade die zulke interventies hebben op het psychologische welzijn van kinderen en jongeren.

De rol die de politie heeft om de veiligheid in de samenleving te garanderen is belangrijk. De meeste jongeren zien dat ook in en vragen alleen om op een respectvolle, spontane en professionele manier benaderd te worden. Ook wanneer er een politie-interventie is, van welke aard dan ook willen zij voldoende geïnformeerd worden over de redenen van de interventie, wat de gevolgen kunnen zijn en wat de betrokkenen in kwestie bij ontevredenheid kan doen. Wat dat laatste betreft bleken de verschillende procedures voor het melden van klachten niet overal op maat van kinderen en jongeren in maatschappelijk kwetsbare situatie te zijn. De jongeren weten niet altijd waar zij terechtkunnen met hun melding of klacht en indien dat wel het geval is, lijkt het klachtenplatform te complex of onduidelijk.

Anwezigheid op het terrein, zonder repressieve acties is cruciaal. Zowel individuele interactie, als ontmoetingsmomenten door aanwezigheid op en participatie aan buurtactiviteiten zijn hun investering waard op lange termijn.

Correcte formele contacten bouwen vertrouwen op. Respect roept respect op. De jongeren ervaren formele contacten met de politie momenteel als niet respectvol. Zowel wat betreft verbale als non-verbale communicatie. Jongeren ervaren dagelijks etnische profiling bij politiecontroles. Machtmissbruik, politiegeweld en onterechte interventies maken deel uit van de dagelijkse realiteit bij jongeren. Los van het feit dat dat moet aangepakt worden zullen menselijke fouten steeds gemaakt worden. Maar hetgeen er reactief gebeurt moet correct zijn. Klachten moeten correct behandeld worden.

Interventies in Brussel zijn vaak zwaar. Maar frustraties mogen zich niet opstapelen en tijdens een volgende patrouille tot uiting komen.

Dankzij een intensieve samenwerking met lokale partners en een netwerk aan experts zijn er uit het project Zo Geflukt van Uit De Marge vzw verschillende prioritaire beleidsaanbevelingen voortgekomen, ten aanzien van de verschillende overheden, de federale politie en de lokale politiekorpsen:

1. De politie en jeugdwerkers kunnen elkaar beter begrijpen en respecteren door voldoende vaste aanspreekpunten of contactpersonen voor jeugdwerkers binnen elk lokaal politiekorps te voorzien;

2. Meer vertrouwen tussen jongeren en politie is mogelijk door politiecontroles vanuit dialoog te laten vertrekken door eerst het gesprek aan te gaan en het "waarom" toe te lichten

au lieu d'effectuer simplement un contrôle sans autre encadrement ;

3. Améliorer l'accessibilité, l'indépendance et l'efficacité des mécanismes de plainte en renforçant activement la propension des jeunes à faire un signalement, et donner effectivement suite aux plaintes, les examiner et les enregistrer de manière indépendante avec un suivi et un feed-back adéquats.

D'Broej ajoute encore à cela une demande spécifique pour Bruxelles, à savoir celle d'un interlocuteur et point de contact centralisé pour la ville.

M. Michaël Jonniaux indique que trois sources de données chiffrées permettent une première évaluation de la qualité des relations entre les citoyens et les fonctionnaires de la police locale.

Lors de l'enquête locale de sécurité de 2018 : dans ce cadre, un important échantillon représentatif de citoyens a été interrogé sur un ensemble de questions liées à la délinquance, au sentiment d'insécurité et au fonctionnement de la police. En ce qui concerne la zone de police Montgomery, 4.200 personnes ont reçu un questionnaire adressé par la police fédérale et 1.245 personnes ont répondu, ce qui représente un taux de réponse de 29,64%. La population s'y déclare très majoritairement satisfaite en général, notamment par l'attitude et le comportement de sa police, avec moins de 4% d'insatisfaits. Si on constate toutefois un taux d'insatisfaction légèrement plus élevé chez les plus jeunes, en particulier les 15-24 ans, ce taux d'insatisfaction ne dépasse nulle part 15% et est, en moyenne, inférieur à 10%.

Dans la zone de police Montgomery, c'est par rapport à la manière dont la police règle la circulation que l'insatisfaction est la plus élevée, terme à relativiser puisque l'addition des personnes insatisfaites et très insatisfaites dans ce domaine ne donne qu'un total de 14,19%.

Une autre question qui paraît pertinente dans le cadre des relations entre la police et les citoyens, c'est d'interroger les citoyens sur leur dernier contact avec la police. Une grande partie des contacts avec la zone de police sont liés à des demandes ou à des déclarations émanant des citoyens eux-mêmes. Près de 73,55% des citoyens sont satisfaits ou très satisfaits de leur dernier contact avec la zone de police. Dans un contexte où, comme on vient de le voir, la grande majorité des contacts entre la police et les citoyens sont initiés par ces derniers et ont pour but de répondre à des demandes et besoins spécifiques exprimés par la population, il est important que les fonctionnaires de police se tiennent à la disposition des citoyens, mais aussi que le citoyen soit informé des services que la zone de police met à sa disposition.

Dans le cadre de l'enquête locale de sécurité, la police fédérale a donc également interrogé la population sur la connaissance des services offerts au citoyen. On a constaté que la communication dans ce domaine peut être nettement améliorée puisque le pourcentage de citoyens qui ignorent les

in plaats van louter een controle uit te voeren zonder verdere omkadering;

3. Meer toegankelijke, onafhankelijke en effectieve klachtenmechanismen door de meldingsbereidheid van jongeren actief te versterken en klachten effectief op te volgen, onafhankelijk te onderzoeken en te registreren met een adequate opvolging en terugkoppeling.

D'Broej voegt daar nog een specifiek Brusselse vraag aan toe, namelijk die naar een stedelijk gecentraliseerd aanspreekpunt en contact.

De heer Michaël Jonniaux geeft aan dat drie becijferde gegevensbronnen een eerste evaluatie kunnen geven van de kwaliteit van de relatie tussen de burgers en de ambtenaren van de lokale politie.

Tijdens het plaatselijke veiligheidsonderzoek van 2018 werd in dit kader een belangrijke representatieve groep burgers bevraagd over een reeks kwesties inzake de delinquentie, het onveiligheidsgevoel en de werking van de politiediensten. Voor de politiezone Montgomery kregen 4.200 personen een vragenlijst van de federale politie, 1.245 personen hebben hierop geantwoord, dat is een responsratio van 29,64%. Uit de antwoorden blijkt dat de bevolking overwegend tevreden is, met name over de houding en het gedrag van hun politiediensten, 4% van de bevraagden zijn ontevreden. Er wordt een enigszins hoger ontevredenheidsratio vastgesteld bij de jongeren, vooral bij de 15-24-jarigen, maar deze ontevredenheidsratio blijft overall onder 15% en is gemiddeld lager dan 10%.

Voor de politiezone van Montgomery, blijkt de ontevredenheid vooral betrekking te hebben op de manier waarop de politie het verkeer regelt, dit moet gerelativeerd worden aangezien het aantal ontevreden en zeer ontevreden personen slechts een totaal geeft van 14,19%.

Een andere vraag die pertinent blijkt in het kader van de relaties tussen de politiediensten en de burgers is de burgers vragen naar hun laatste contact met de politie. Een groot deel van de contacten met de politiezones houden verband met aanvragen of verklaringen uitgaande van de burgers zelf. Ruim 73,55% van de burgers zijn tevreden tot zeer tevreden over hun laatste contact met de politiezone. In een context waar, zoals we net hebben aangetoond, de overgrote meerderheid van de contacten tussen de politiediensten en de burgers, door de burgers zelf worden gelegd om te voldoen aan aanvragen en aan door de bevolking uitgesproken specifieke behoeften, is het cruciaal dat de politieambtenaren ter beschikking staan van de burgers maar ook dat de burger op de hoogte zou zijn van de dienstverlening door de politiezone.

In het kader van het lokale veiligheidsonderzoek, heeft de federale politie de bevolking ook gevraagd over de kennis van de aan de burger verleende diensten. Er werd vastgesteld dat de communicatie op dat vlak aanzienlijk verbeterd zou kunnen worden aangezien het percentage van burgers dat

services que la zone met à leur disposition oscille selon les cas entre 43% et 80%.

Les enquêtes du Service d'enquêtes internes (SEI) peuvent être initiées en interne, à la demande d'un supérieur, sur plainte d'un collègue ou à l'initiative du SEI, ou suite à la réception d'une plainte émanant d'un citoyen et dirigée contre un ou plusieurs membres du personnel. Les plaintes des citoyens peuvent être formulées directement auprès des services de la zone, mais peuvent aussi nous parvenir par le biais du comité P, de l'Inspection générale de la police intégrée (AIG) ou des autorités administratives. Ces plaintes de citoyens sont à l'origine d'environ 70% des enquêtes individuelles menées par le SEI. Les enquêtes judiciaires sont celles qui concernent des faits susceptibles de recevoir une qualification et donc des suites judiciaires. Elles peuvent concerner des faits de violences policières sensu stricto, mais aussi des plaintes faisant suite à des interpellations, privations de liberté ou fouilles considérées comme arbitraires. Elles visent aussi à examiner des allégations de racisme ou d'injures, les infractions liées à la consultation illégale des banques de données et certains faits liés à la vie privée du fonctionnaire de police, comme les violences intrafamiliales. Les enquêtes administratives concernent en général deux grandes catégories de faits, ceux relatifs à une attitude ou à des propos inappropriés, d'une part, et les manquements généraux aux obligations de la fonction ou au devoir d'assistance, d'autre part.

En ce qui concerne l'ensemble des plaintes émanant chaque année des citoyens, on constate, entre 2016 et 2019, une baisse de 20%. Cette baisse semble se confirmer en 2020, dans un contexte marqué par la pandémie (et certaines plaintes engendrées par les PV que nos fonctionnaires de police ont été amenés à rédiger pour non-respect des mesures fédérales !). Ces chiffres sont à mettre en relation avec les 35.455 procès-verbaux judiciaires dressés, en 2019, par les fonctionnaires de police de notre zone.

Chaque année, la zone de police reçoit un certain nombre de lettres de félicitations adressées par des citoyens qui tiennent à nous remercier pour une intervention spécifique ou pour l'action de nos services dans leur ensemble.

Pour la zone de police Montgomery, le contact entre la police et le citoyen, qui est au cœur de la philosophie de *community policing*, se décline en une multitude de dispositifs et de pratiques qui visent à assurer une proximité entre les habitants de la zone et leur police, et à garantir que la stratégie d'ensemble soit toujours adaptée aux besoins réels des citoyens. Ces dispositifs et pratiques peuvent être regroupés en quatre catégories distinctes selon qu'ils concernent la communication de la zone, sa présence au plus près des citoyens, sa stratégie ou certains services particuliers offerts à la population.

Comme expliqué ci-dessus, une proportion importante de citoyens ne connaît pas ou connaît mal les services offerts par la police locale. On essaie donc de multiplier les canaux de

71
geen weet heeft van de diensten die de zone aanbiedt, volgens de gevallen schommelt tussen 43% en 80%.

De onderzoeken van de Dienst Interne Zaken kunnen intern worden opgestart, op verzoek van een leidinggevende, na een klacht van een collega of op initiatief van de Dienst Interne Zaken, of naar aanleiding van een klacht ingediend door een burger en gericht tegen een of meer personeelsleden. De burgers kunnen hun klacht rechtstreeks richten tot de diensten van de zone maar de klachten kunnen ons ook via het comité P, de Algemene Inspectie van de geïntegreerde politie (AIG) of de overhedsdiensten worden doorgestuurd. Deze klachten van de burgers liggen aan de oorsprong van ongeveer 70% van de door de Dienst Interne Zaken gevoerde individuele onderzoeken. De gerechtelijke onderzoeken zijn de onderzoeken die betrekking hebben op feiten die mogelijks een kwalificatie krijgen en dus gerechtelijke gevolgen. Ze kunnen betrekking hebben op feiten van politiegeweld sensu stricto maar het kunnen ook klachten zijn naar aanleiding van interpellaties, vrijheidsberoving of als willekeurig beschouwde fouilleringen. Ze willen ook de aantijgingen voor racisme of beledigingen onderzoeken, de overtredingen verbonden aan de illegale raadpleging van bankgegevens en bepaalde feiten uit het privéleven van de politieambtenaar zoals huishoudelijk geweld. De administratieve onderzoeken hebben over het algemeen betrekking op twee grote categorieën: de onderzoeken naar een houding of ongepast woordgebruik enerzijds, en de algemene inbreuken op de verplichtingen van de functie of het niet nakomen van de bijstandsplicht anderzijds.

Wat het aantal jaarlijkse klachten van de burgers betreft, stelt men een daling met 20% vast tussen 2016 en 2019. Deze daling lijkt zich verder te zetten in 2020 in een context die getekend wordt door de pandemie (en bepaalde klachten naar aanleiding van pv's die onze politieambtenaren hebben moeten opstellen voor het niet naleven van de federale maatregelen!). Deze cijfers zijn in verband te brengen met de 35.455 opgestelde processen-verbaal, in 2019, door de politieambtenaren van onze politiezone.

Jaarlijks ontvangt de politiezone een bepaald aantal felicitatiebrieven van burgers die ons willen bedanken voor een specifieke interventie of voor alle acties van onze diensten.

Voor de politiezone Montgomery, wordt het contact tussen de politiediensten en de burger, die het hart is van de filosofie van community policing, opgesplitst in een resem instrumenten en praktijken die een nabijheid beogen tussen de bewoners van de zone en hun politiedienst en garanderen dat de algemene strategie steeds aangepast is aan de reële behoeften van de burgers. Deze instrumenten en praktijken kunnen gegroepeerd worden in vier afzonderlijke categorieën naargelang ze de communicatie van de zone betreffen, haar aanwezigheid dicht bij de burger, haar strategie of bepaalde diensten aangeboden aan de bevolking.

Zoals hierboven werd uiteengezet, kent een groot deel van de burgers de diensten die worden aangeboden door de lokale politie niet of zeer weinig. Er wordt dus getracht de

communication afin d'atteindre les citoyens et de les informer sur notre action et sur les services que nous mettons à leur disposition. La page Facebook (ZP Montgomery PZ), créée en 2017, s'est progressivement imposée comme lieu d'échange et d'information entre les citoyens et notre zone. Récemment, elle a franchi le cap des 6.500 abonnés. Et elle est consultée chaque jour par des milliers de citoyens. Depuis 2016, des articles relatifs à des conseils de prévention ou aux actions menées par notre zone sont systématiquement rédigés pour les trois journaux communaux mensuels. Dans le cadre de ces articles, les citoyens sont informés de notre offre de services, de certains nouveaux projets, d'actions menées ou de conseils de prévention. Une vingtaine de communiqués de presse sont rédigés chaque année afin de mieux informer le citoyen. Ils concernent des actions spécifiques ou des opérations particulièrement importantes menées par nos services. En octobre 2019, sur proposition des bourgmestres de nos trois communes, un mini-rapport annuel 2018 reprenant les principales informations de notre rapport annuel 2018 a été distribué dans toutes les boîtes aux lettres de nos trois communes. La zone a reçu de nombreux retours positifs relatifs à cette information massive de la population sur son service de police et entend à nouveau informer les citoyens de cette manière en 2020. Plusieurs chaînes de télévision ont déjà, en collaboration avec notre zone, réalisé des reportages concernant nos activités et, en particulier, concernant notre brigade cycliste, notre brigade canine, ... La présence de stands lors d'événements organisés dans un but de recrutement permet aux citoyens qui envisagent de devenir candidats policiers d'avoir un contact privilégié avec un membre de notre zone de police. L'accent est également mis sur la diversité de notre zone de police et la volonté de valoriser et de renforcer cette diversité.

Concernant les inspecteurs de quartier, il est important de souligner que la zone de police investit de manière importante dans cette fonctionnalité. Dans notre zone de police, nous atteignons un inspecteur de quartier par 2.550 habitants et disposons de 58 membres du personnel pour +/- 147.000 habitants. De nombreuses initiatives ont par ailleurs été menées ces trois dernières années pour remplir le cadre qui se compose en principe de 60 membres du personnel.

Le « point de contact Écoles » a été lancé durant l'été 2018. Il permet à notre zone de police de créer et d'entretenir un lien particulier avec les établissements scolaires, les animateurs pédagogiques, les étudiants et les parents des étudiants. Ce lien particulier vise à permettre le développement d'un climat de confiance entre nos services de police et le milieu éducatif et scolaire. Pour ce faire, les policiers membres du « point de contact Écoles » se rendent au sein de TOUS les établissements scolaires qui en font la demande. En outre, plusieurs établissements scolaires présentant le statut « d'école à discrimination positive » ont fait l'objet d'une ou plusieurs présentations pédagogiques de nos policiers du « point de contact Écoles ». Parmi ces présentations, nous attirons plus particulièrement votre attention sur le projet « Nul n'est censé ignorer la loi » qui permet une discussion entre nos policiers et des étudiants du secondaire supérieur sur leurs droits et leurs obligations notamment. Pour information, ce projet s'est vu récompenser du Prix du jury 2019 du réseau Intersection Belgique (réseau de police de proximité) et du Prix David

communicatiekanalen uit te breiden om de burgers te bereiken en ze te informeren over onze actie en over de diensten die te hunner beschikking staan. De in 2017 gecreëerde facebookpagina (ZP Montgomery PZ), heeft zich gestaag ontwikkeld tot een platform voor uitwisseling en informatieverlening tussen de burgers en onze zone. Onze facebookpagina heeft onlangs de kaap van 6.500 abonnees gehaald en wordt dagelijks bezocht door duizenden burgers. Sinds 2016 worden artikels over preventietips of door onze zone gevoerde acties, systematisch geschreven voor de drie gemeentelijke maandbladen. In deze artikelen worden de burgers geïnformeerd over ons dienstenaanbod, bepaalde nieuwe projecten, gevoerde acties of preventietips. Een twintigtal persmededelingen worden jaarlijks geschreven om de burger beter te informeren. Ze hebben betrekking op specifieke acties of belangrijke operaties geleid door onze diensten. In oktober 2019 werd op voorstel van de burgemeesters van de drie gemeenten, een mini-jaarverslag 2018 met de belangrijkste informatie uit ons jaarverslag 2018, verdeeld in alle brievenbussen van onze drie gemeenten. De zone heeft zeer positieve feedback gekregen met betrekking tot deze massale informatiestroom naar de bevolking toe met betrekking tot onze politiedienst en zal dit opnieuw en op dezelfde manier doorzetten in 2020. Verschillende tv-zenders hebben reeds, in samenwerking met onze zone, reportages gemaakt over onze activiteiten en in het bijzonder over onze fietsbrigade, onze hondenbrigade, ... Een stand hebben op rekruteringsbeurzen geeft de burgers die overwegen kandidaat-politieman of -vrouw te worden, de mogelijkheid een geprivilegieerd contact te hebben met een lid van onze politiezone. De nadruk wordt ook gelegd op de diversiteit van onze politiezone en het voornemen deze diversiteit te erkennen en te versterken.

Wat de wijkinspecteurs aangaat, is het belangrijk te onderstrepen dat de politiezone zeer veel investeert in deze functie. In onze politiezone hebben we 1 wijkinspecteur per 2.550 inwoners, en beschikken we over 58 personeelsleden voor +/- 147.000 inwoners. Vele initiatieven werden bovendien op touw gezet de laatste drie jaren om het personeelskader in te vullen dat in principe uit 60 leden bestaat.

Het “contactpunt scholen” werd gelanceerd in de zomer van 2018. Hierdoor kan onze politiezone een bijzondere band opbouwen en onderhouden met de onderwijsinstellingen, de pedagogische animatoren, de studenten en de ouders van de studenten. Deze bijzondere band wil een vertrouwensklimaat instellen tussen onze politiediensten en het opvoedings- en schoolmilieu. Hiertoe trekken de politiemensen van het “contactpunt scholen” naar ALLE onderwijsinstellingen die dit vragen. Bovendien hebben een aantal onderwijsinstellingen met het statuut “scholen met positieve discriminatie” het voorwerp uitgemaakt van een of meerdere pedagogische presentaties door onze politiemensen “contactpunt scholen”. Wat deze presentaties betreft, vestigen wij in het bijzonder uw aandacht op het project “Eenieder wordt geacht de wet te kennen” dat een discussie tussen onze politiemensen en de studenten van het hoger onderwijs met name over hun rechten en plichten, mogelijk maakt. Ter info, dit project werd beloond met de Prijs van de jury 2019 van het “réseau Intersection Belgique (netwerk van

Yansenne 2019 (prix organisé par la Région de Bruxelles-Capitale qui récompense un projet en matière de police de proximité et notamment de partenariat).

La brigade cycliste, composée de 15 policiers et policières, a également été constituée il y a de cela plus de 10 ans afin de faciliter le rapprochement avec la population. Le fait de circuler à vélo permet aux policiers de s'adresser directement aux citoyens sans la distance matérielle que peut créer une voiture de service. Les policiers à vélo peuvent se déplacer aisément sur des petits sentiers ou dans des parcs qui ne peuvent pas être empruntés par des voitures de service, et y rencontrer la population dans un cadre un peu différent.

Les baromètres de sécurité sont des réunions organisées mensuellement dans chaque commune de notre zone de police et regroupant le bourgmestre, des membres de notre zone, et notamment de la Maison de police de la commune concernée, et les responsables du service de prévention communal.

Les bourgmestres des trois communes de notre zone sont très présents sur le territoire de leur commune et entretiennent un dialogue permanent avec les habitants. Ceux-ci font part d'un certain nombre d'observations et de doléances que les bourgmestres font remonter auprès des services de notre zone de police afin que nous puissions prendre les mesures idoines.

La stratégie d'ensemble de notre zone de police fait l'objet d'une évaluation permanente et, en fonction de celle-ci, d'adaptations veillant à assurer un meilleur service au citoyen et à renforcer le lien avec celui-ci.

Le service de médiation de notre zone de police utilise les outils et les compétences dont il dispose en matière de communication et de gestion de conflit pour aider les citoyens pris dans des conflits qui paraissent insolubles, à résoudre leurs difficultés et à pacifier leurs situations.

Conscients de l'importance que revêt leur fonction de proximité, les inspecteurs de quartier connaissent les citoyens placés sous leur responsabilité et sont en permanence attentifs à leurs besoins. Pour cette raison, ils sont particulièrement attentifs à la situation des personnes vulnérables, précaires et socialement fragilisées. Un protocole d'accord a d'ailleurs été signé entre notre zone de police et les résidences de repos et/ou de soins de la zone concernant la mise en place d'une fiche signalétique des résidents pour pouvoir traiter plus rapidement une éventuelle disparition d'un de ceux-ci. Cette initiative a aussi été proposée à l'ensemble de nos seniors résidant encore à domicile. Ce projet, mené en collaboration avec la cellule des personnes disparues de la police fédérale, a été récompensé du Prix David Yansenne 2017 de la Région Bruxelles-Capitale.

Quotidiennement, les inspecteurs de quartier se rendent au domicile des citoyens, en particulier dans le cadre des vérifications liées au changement de domicile.

de buurtpolitie)" en de Prijs David Yansenne 2019 (prijs georganiseerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die een project op het vlak van de buurtpolitie en met name op het vlak van partnerschap beloont).

De Fietsbrigade samengesteld uit 15 politiemannen en -vrouwen werd ook ruim 10 jaar geleden opgericht teneinde dichter bij de bevolking te komen. Op de fiets rondrijden stelt de politiemensen in staat zich rechtstreeks te richten tot de burgers zonder de materiële afstand van een dienstwagen. De politiemensen kunnen zich vlot verplaatsen op kleine paden of in parken die voor dienstwagens niet toegankelijk zijn, ze kunnen ook zo de bevolking ontmoeten in een andere setting.

De veiligheidsbarometers zijn maandelijkse vergaderingen die in elke gemeente van onze politiezone worden georganiseerd met de burgemeester, de leden van onze zone en met name van het Politiehuis van de betrokken gemeente, en de verantwoordelijken van de gemeentelijke preventiedienst.

De burgemeesters van de drie gemeenten van onze zone zijn zeer aanwezig op het grondgebied van hun gemeente en onderhouden een constante dialoog met de inwoners. Deze laatsten uiten dan hun observaties en grieven die de burgemeesters terugkoppelen naar de diensten van onze zones zodat we de gepaste maatregelen kunnen treffen.

De algemene strategie van onze politiezone maakt het voorwerp uit van een permanente evaluatie en in functie hiervan, van aanpassingen om een betere dienstverlening aan de burger te waarborgen en de band met hem te versterken.

De ombudsdiest van onze politiezone wendt de tools en de bevoegdheden aan waarover hij beschikt op het vlak van communicatie en conflictbeheer om de burgers die in schijnbaar onoplosbare conflicten zijn terechtgekomen bij te staan bij het oplossen van deze moeilijkheden en rust te brengen.

Zich bewust van het belang van hun buurtfunctie kennen de wijkinspecteurs de burgers die onder hun verantwoordelijkheid staan en zijn ze voortdurend bezig met hun behoeften. Om die reden letten ze in het bijzonder op de situatie van de kwetsbare personen, de personen in precaire situaties en de sociaal kwetsbare personen. Een protocolakkoord werd bovendien ondertekend tussen de politiezones en de rust- en verzorgingstehuizen van de zone met betrekking tot het opstellen van een signalisatiefiche van de bewoners om hen sneller te kunnen opsporen bij een eventuele verdwijning. Dit initiatief werd ook voorgelegd aan alle senioren die nog thuis wonen. Dit project dat op touw werd gezet in samenwerking met de Cel Vermiste Personen van de federale politie heeft de Prijs David Yansenne 2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de wacht gesleept.

Dagelijks trekken de wijkinspecteurs naar de burgers toe, in het bijzonder in het kader van de controles met betrekking tot de adreswijzigingen.

La police de proximité occupe vraiment une place centrale dans le fonctionnement et la philosophie de notre zone de police Montgomery. Nous sommes convaincus que c'est le modèle policier qui permet à un service de police de rencontrer au mieux les différentes missions qui sont les siennes. Et notamment celle d'assurer une sécurité optimale et une qualité de vie dans les quartiers de nos communes.

Enfin, en 2020 toujours, nous sommes confrontés à différents incidents récemment commentés dans la presse et qui ont entraîné une certaine forme de « police bashing ». Ceci entache la réputation des services de police et des membres du personnel qui les composent !

MM. Serge Muyters et Arie Delanote, respectivement chef de corps de la police d'Anvers et auteur d'une étude sur l'image d'Anvers, ont estimé qu'un témoignage écrit n'apporterait pas de valeur ajoutée aux travaux de la commission. Ils ont toutefois renvoyé les commissaires vers l'étude « Onderzoek Politie Antwerpen » réalisée par Made4it.

De buurtpolitie staat centraal in de werking en de filosofie van onze politiezone Montgomery. We zijn ervan overtuigd dat dit het politiemodel is dat een politiedienst in staat stelt de verschillende missies die hem zijn toebedeeld, zo goed mogelijk te vervullen. Hierbij horen een optimale veiligheid en levenskwaliteit in de wijken van onze gemeenten.

Tot slot hebben we in 2020 nog steeds te maken met incidenten waarover in de pers recent werd bericht, die een zekere vorm van “Police bashing” zijn geworden. Dit bezoedelt de reputatie van de politiediensten en de personeelsleden waaruit ze bestaan!

De heren Serge Muyters et Arie Delanote, respectievelijk korpschef van de politie van Antwerpen en auteur van een studie over het imago van Antwerpen, meenden onder de vorm van een geschreven getuigenis geen meerwaarde te kunnen betekenen voor de werkzaamheden van de commissie. Zij verwezen evenwel naar de studie « Onderzoek Politie Antwerpen », gerealiseerd door Made4it.

Annexe 2: Documents (en liens)

[Intervention de Mme Sarah Van Praet, chercheuse \(en néerlandais\) :](#)

[Présentation Powerpoint de Mme Sarah Van Praet, chercheuse \(en néerlandais\) :](#)

[Étude de Mme Sarah Van Praet, chercheuse \(en français\) :](#)

[Interventions de Mme Eveline Vandevelde et de M. Yassine Boubout, Plateforme Stop Profilage Ethnique \(en néerlandais\) :](#)

[Interventions de M. Thierry Belin \(SNPS\) \(en français et en néerlandais\) :](#)

[Intervention de M. Vincent Gilles \(SLFP\) \(en français\) :](#)

[Intervention de M. Raoul Moulin \(CSC\) et de Mme Betty Masure \(CGSP\) \(en français\) :](#)

[Présentation Powerpoint de M. Vincent De Wolf \(en français\) :](#)

[Présentation Powerpoint de M. Michel Goovaerts, chef de corps PolBru \(en français et en néerlandais\) :](#)

[Intervention de M. Gauthier De Wulf, Forum des Jeunes \(en français\) :](#)

[Présentation Powerpoint de M. Gauthier De Wulf \(en français\) :](#)

[Rapport du FDJ sur la relation jeunes-police \(en français\) :](#)

[Avis du FDJ sur la police \(en français\) :](#)

[Avis du FDJ sur les SAC \(en français\) :](#)

[Intervention de MM. Thomas Devos et Brahim Lhichou, JES \(en néerlandais et en français\) :](#)

[Présentation de M. Alain Goergen, administrateur de Brusafe \(en français\) :](#)

[Présentation de M. Jacques Gorteman, directeur de l'école de police \(en français et en néerlandais\) :](#)

[Texte informatif \(en néerlandais\) et de Mme Els Keysman et M. Patrick Charlier, représentants d'Unia :](#)

[Présentation Powerpoint \(en français et en néerlandais\) de Mme Els Keysman et M. Patrick Charlier, représentants d'Unia :](#)

Bijlage 2: Documenten (als link)

[Tussenkomst van Mevr. Sarah Van Praet, onderzoekerster \(in het Nederlands\) :](#)

[Powerpoint-presentatie van Mevr. Sarah Van Praet, onderzoekerster \(in het Nederlands\) :](#)

[Studie van Mevr. Sarah Van Praet, onderzoekerster \(in het Nederlands\) :](#)

[Tussenkomsten van Mevr. Eveline Vandevelde en de heer Yassine Boubout, Platform Stop Etnisch Profileren \(in het Nederlands\) :](#)

[Tussenkomst van de heer Thierry Belin \(NSPV\) \(in het Nederlands en in het Frans\) :](#)

[Tussenkomst van de heer Vincent Gilles \(VSOA\) \(in het Frans\) :](#)

[Tussenkomst van de heer Raoul Moulin \(ACV\) en mevrouw Betty Masure \(ACOD\) \(in het Frans\) :](#)

[Powerpoint-presentatie van de heer Vincent De Wolf \(in het Frans\) :](#)

[Powerpoint-presentatie van de heer Michel Goovaerts, Kopschef PolBru \(in het Frans en Nederlands\) :](#)

[Tussenkomst van de heer Gauthier De Wulf, Forum des Jeunes \(in het Frans\) :](#)

[Powerpoint-presentatie van de heer Gauthier De Wulf \(in het Frans\) :](#)

[Rapport van het FDJ over de relatie Jongeren-Politie \(in het Frans\) :](#)

[Advies van het FDJ over de politie \(in het Frans\) :](#)

[Advies van het FDJ over de Gas-boetes \(in het Frans\) :](#)

[Tussenkomst van de heren Thomas Devos en Brahim Lhichou, JES \(in het Nederlands en Frans\) :](#)

[Tussenkomst van de heer Alain Goergen, beheerder Brusafe \(in het Frans\) :](#)

[Tussenkomst van de heer Jacques Gorteman, directeur politieschool \(in het Frans en Nederlands\) :](#)

[Begeleidende tekst \(in het Nederlands\) van de mevrouw Els Keysman en de heer Patrick Charlier, vertegenwoordigers van Unia :](#)

[Powerpoint-presentatie \(in het Nederlands en Frans\) van de mevrouw Els Keysman en de heer Patrick Charlier, vertegenwoordigers van Unia :](#)

Témoignage de M. Gamal Cheddad, asbl Uit de marge, et de Mme Inge Loodsteen, asbl D'Broej (en néerlandais) :

Témoignage de M. Michaël Jonniaux, chef de corps ZP Montgomery (en français) ;

Étude sur la police d'Anvers (en néerlandais) – (La police d'Anvers et l'auteur de l'étude, M. Arie Delanote, se sont référés à cette étude.).

Getuigenis van de heer Gamal Cheddad, vzw Uit de marge, en van mevrouw Inge Loodsteen, vzw D'Broej (in het Nederlands) ;

Getuigenis van de heer Michaël Jonniaux, Korpschef PZ Montgomery (in het Frans) ;

Studie over de politie van Antwerpen (In het Nederlands) – (De politie van Antwerpen en de auteur van de studie, de heer Arie Delanote, verwijzen naar de studie).

Annexe 3 : Amendements

N° 1 (de M. Petya Obolensky).

Dans la demande au gouvernement en matière d'enquête et de monitoring, de remplacer le deuxième tiret par ce qui suit :

« - de défendre, par l'intermédiaire des communes et zones de police, l'obligation pour la police de fournir aux personnes contrôlées un récépissé de contrôle. Il s'agit d'une attestation d'intervention à transmettre à la personne avec identification du policier, heure et motif du contrôle. Ce document mentionne également les coordonnées pour porter plainte en cas d'abus. ».

JUSTIFICATION

Le récépissé est nécessaire afin de récolter des données et d'obtenir des chiffres pour mesurer le phénomène du profilage ethnique. Il permettrait aussi de faire diminuer le nombre de contrôles au faciès.

N° 2 (de M. Petya Obolensky).

Dans la demande au gouvernement en matière de personnel et de recrutement d'agents de police, de rajouter un tiret rédigé comme suit :

« - de mettre en place un plan pour que la police reflète la population bruxelloise, avec des objectifs chiffrés et des actions positives. ».

JUSTIFICATION

Il s'agit d'un enjeu important pour avoir des agents qui connaissent les jeunes et leurs quartiers et apaiser les tensions. C'est loin d'être le cas. Nous avons besoin pour cela d'un plan avec des objectifs à suivre.

N° 3 (de M. Petya Obolensky).

Dans la demande au gouvernement en matière de formation, de rajouter un tiret rédigé comme suit :

« - de demander au gouvernement fédéral de rendre obligatoire un cycle de formation continue pour sensibiliser sur la diversité, l'antiracisme et la lutte contre les discriminations. ».

JUSTIFICATION

Actuellement cette formation est facultative et insuffisante et donc peu efficace.

N° 4 (de M. Petya Obolensky).

Dans la demande au gouvernement en matière de formation, dans le deuxième tiret, de remplacer la phrase « La Région demande aussi de prévoir une formation plus longue et approfondie pour les agents avant qu'ils puissent prendre le volant d'un véhicule de police » par les phrases

Bijlage 3 : Amendementen

Nr. 1 (van de heer Petya Obolensky).

In het verzoek aan de regering met betrekking tot onderzoek en monitoring, het tweede streepje te vervangen door hetgeen volgt:

“- middels de gemeenten en de politiezones, de verplichting voor de politie om aan gecontroleerde personen een controlebewijs af te leveren, te ondersteunen. Het betreft een controlebewijs met de identificatie van de politieagent, het uur en de reden voor de controle. Dit document bevat eveneens de gegevens om klacht in te dienen bij misbruik.”

VERANTWOORDING

Het controlebewijs is nodig om gegevens te verzamelen en cijfers te bekomen om het fenomeen etnisch profileren te meten. Het zou tevens toelaten de controles op basis van het gelaat te verminderen.

Nr. 2 (van de heer Petya Obolensky).

In het verzoek aan de regering betreffende personeel en rekrutering van politiemensen, een streepje toe te voegen, luidend:

“- een plan op te stellen zodat de politie een weerspiegeling zou zijn van de Brusselse bevolking, met becijferde doelstellingen en positieve acties. ”.

VERANTWOORDING

Het betreft een belangrijke uitdaging om over politieagenten te beschikken die de jongeren en de wijken zouden kennen, om zo spanningen te voorkomen. Dat is nu verre van het geval. Er is daartoe nood aan een plan met duidelijke doelstellingen.

Nr. 3 (van de heer Petya Obolensky).

In het verzoek aan de regering met betrekking tot opleiding, een streepje toe te voegen, luidend:

“- aan de federale regering te vragen een cyclus van permanente vorming met betrekking tot bewustmaking over diversiteit, antiracisme en strijd tegen discriminatie, te verplichten.”

VERANTWOORDING

Op dit ogenblik is die vorming niet verplicht, te beperkt en dus niet efficiënt.

Nr. 4 (van de heer Petya Obolensky).

In het verzoek aan de regering met betrekking tot opleiding, in het tweede streepje de zin “Ook vraagt het Gewest een langere en betere opleiding te voorzien vooraleer politiemensen achter het stuur van een politiewagen mogen plaatsnemen.” te vervangen door de

« La Région demande aussi de mettre en place une formation obligatoire d'un an avant qu'un policier puisse conduire un véhicule en code 3, afin de protéger les citoyens mais les policiers également. Cette formation ne dure actuellement que deux jours, alors que la plupart des victimes mortelles sont décédées au cours de courses-poursuites. ».

JUSTIFICATION

Il est nécessaire de suivre la recommandation du directeur de l'ERIP si on veut éviter qu'un véhicule de police puisse causer des dégâts et devenir une arme létale dans le cadre d'une course-poursuite. Cela pourrait sauver des vies. Mais cela permettrait aussi de protéger les agents de police eux-mêmes ainsi que leur matériel.

N° 5 (de M. Petya Obolensky).

Dans la demande au gouvernement en matière d'interventions et de méthodes de travail, de remplacer le 4^e tiret par ce qui suit :

« - d'insister auprès des zones de police bruxelloises pour un cadre uniforme et contraignant pour l'utilisation des "bodycams" en les rendant obligatoires dès la prise de service et pas de manière optionnelle par le policier lui-même ; ».

JUSTIFICATION

Il ne s'agit pas seulement d'uniformiser mais aussi de faire de la « bodycam » un outil permettant aux citoyens de s'assurer que l'intervention policière qu'ils subissent est faite de manière correcte et aux nombreux policiers qui ne commettent pas d'actes délictueux de travailler l'esprit tranquille.

N° 6 (de M. Petya Obolensky).

Dans la demande au gouvernement en matière d'interventions et de méthodes de travail, d'ajouter un tiret rédigé comme suit:

« - de demander au fédéral de modifier la loi sur la fonction de police, afin d'encadrer l'usage de la force et en particulier les courses-poursuites ; ».

JUSTIFICATION

Les incidents récurrents et mortels à Bruxelles impliquant un véhicule de police le justifient. Pour empêcher d'autres courses-poursuites potentiellement mortelles, il est urgent de mettre en place un cadre légal clair de règles pour les courses-poursuites et l'utilisation de la voiture. Il ne devrait plus être possible d'utiliser la voiture de police comme moyen d'appréhender ou de blesser un suspect.

N° 7 (de M. Petya Obolensky).

Dans la demande au gouvernement en matière d'interventions et de méthodes de travail, d'ajouter un tiret :

zinnen *“ Het Gewest vraagt tevens de inrichting van een verplichte opleiding van één jaar voordat een agent een voertuig mag besturen in code 3, dit om de burgers maar ook de politieagenten te beschermen. Deze opleiding duurt nu slechts twee dagen, terwijl de meeste dodelijke slachtoffers vielen tijdens achtervolgingen.”*

VERANTWOORDING

Het is nodig de aanbevelingen van de directeur van de GIP te volgen indien men wil voorkomen dat een politievoertuig grote schade zou aanrichten en een dodelijk wapen zou worden tijdens een achtervolging. Dit kan levens redden. Het zou tevens toelaten, jonge politieagenten en hun materiaal te beschermen.

Nr. 5 (van de heer Petya Obolensky).

In het verzoek aan de regering met betrekking tot de interventies en de methodes, het vierde streepje te vervangen door wat volgt:

“ - bij de Brusselse politiezones aan te dringen op een uniform en verplicht kader voor het gebruik van "bodycams" door die te verplichten vanaf de start van de dienst en niet naar de wens van de politieagent zelf.

VERANTWOORDING

Er moet niet alleen worden geuniformiseerd, maar de “bodycam” moet tevens een instrument worden dat burgers toelaat zekerheid te verkrijgen over het feit dat een politieinterventie waarvan zij het voorwerp uitmaken correct verloopt en dat de vele politieagenten die geen overtredingen plegen toelaat met een gerust gemoed te werken.

Nr. 6 (van de heer Petya Obolensky).

In het verzoek aan de regering met betrekking tot de interventies en de werkmethodes, een streepje toe te voegen, luidend :

“ - aan de federale overheid te vragen de Wet op het Politieambt te wijzigen teneinde het gebruik van macht in te kaderen, in het bijzonder de achtervolgingen.”.

VERANTWOORDING

De recurrente en dodelijke incidenten in Brussel met een politievoertuig verantwoorden dit. Teneinde nieuwe potentieel dodelijke achtervolgingen te voorkomen, is het dringend nodig een duidelijk wettelijk kader met een regels voor achtervolgingen en het gebruik van voertuigen te voorzien. Het zou niet meer mogelijk moeten zijn om een voertuig te gebruiken als middel om iemand op te pakken of een verdachte te kwetsen.

Nr. 7 (van de heer Petya Obolensky).

In het verzoek aan de regering met betrekking tot de interventies in de werkmethodes, een streepje toe te voegen luidend :

« - de réaffirmer le droit des citoyens de filmer la police, surtout dans le cadre d'opérations où le risque de dérapage est important, comme les contrôles, arrestations et poursuites ; ».

JUSTIFICATION

Depuis quelques années, les téléphones portables se sont révélés être des outils importants pour mettre en lumière les cas de violence policière. Les images prises par les victimes, des proches ou des passants sont importantes pour objectiver le phénomène du profilage et sensibiliser à cette question. Surtout dans le cadre d'opérations où le risque de dérapage est important, comme les contrôles, arrestations et poursuites.

N° 8 (de M. Petya Obolensky).

Dans la demande au gouvernement en matière de sanctions, amendes, d'ajouter un tiret rédigé comme suit:

« - de demander au parquet de l'arrondissement de Bruxelles de décider de la nomination automatique d'un juge d'instruction en cas d'incident mortel impliquant la police ; ».

JUSTIFICATION

Comme tout citoyen, les policiers doivent être sanctionnés s'ils commettent des violences. Le rôle du juge d'instruction dans les cas graves est crucial si on veut des enquêtes sérieuses et indépendantes.

N° 9 (de M. Mathias Vanden Borre).

Dans le 1^{er} paragraphe de la partie Généralités des développements, après la phrase « les agents de police sont également confrontés à des agressions », ajouter le paragraphe suivant :

« La récente recrudescence de la violence physique et verbale contre les services de secours et les personnes en charge de l'autorité ces derniers mois à Bruxelles a montré que la situation est explosive : les gangs de jeunes, les précheurs de haine et les extrémistes prennent délibérément pour cible la police. Par le biais des médias sociaux et de supports visuels dans les rues de Bruxelles, les anarchistes et autres semeurs de haine appellent à la violence contre la police. ».

JUSTIFICATION

La récente recrudescence de la violence à l'encontre des services de secours et des personnes en charge de l'autorité ces derniers mois doit être mentionnée plus clairement et plus vigoureusement dans les développements.

N° 10 (de M. Mathias Vanden Borre).

Après le 1^{er} paragraphe de la partie Contexte et point de départ des développements, ajouter le paragraphe suivant :

« Le respect à l'égard de la police doit être rétabli. En effet, la police constitue un fondement de notre État de droit.

“ - het recht voor burgers de politie te filmen, vooral in het kader van interventies waar het risico op overtredingen groot is, zoals controles, aanhoudingen en achtervolgingen, te herbevestigen.”.

VERANTWOORDING

Sinds enkele jaren, blijken de draagbare telefoons een nuttig instrument om gevallen van politiegeweld aan het licht te brengen. De beelden gefilmd door de slachtoffers, naasten of voorbijgangers zijn belangrijk om het fenomeen van etnisch profileren te objectiveren en te sensibiliseren over deze kwestie. Vooral in het kader van interventies waar het risico op overtredingen groot is, zoals controles, arrestaties en achtervolgingen.

Nr. 8 (van de heer Petya Obolensky).

In het verzoek aan de regering met betrekking tot de sancties, boetes, een streepje toe te voegen, luidend:

“ - aan het parket van het arrondissement Brussel te vragen te beslissen automatisch een onderzoeksrechter aan te stellen in geval van een dodelijk incident waarbij de politie betrokken is. ”.

VERANTWOORDING

Zoals iedere burger, moeten politiemensen gestraft worden wanneer zij gewelddadigen plegen. De rol van de onderzoeksrechter is in ernstige gevallen noodzakelijk indien men ernstige en onpartijdige onderzoeken wil.

Nr. 9 (van de heer Mathias Vanden Borre).

In de 1^{ste} paragraaf van het algemene gedeelte van de toelichting, na de zin «Ook politieagenten krijgen te maken met agressie.» de volgende paragraaf toe te voegen:

“ De recente opstoot van zowel fysiek als verbaal geweld tegen hulpverleners en gezagsdragers de voorbije maanden in Brussel, hebben aangetoond dat de situatie explosief is: jongerenbendes, haatpredikers en extremisten viseren de politie bewust. Via sociale media en visuele dragers in het Brusselse straatbeeld wordt door anarchisten en andere haatzaaiers opgeroepen tot geweld ten aanzien van de politie. ”.

VERANTWOORDING

De recente opstoot van geweldincidenten ten aanzien van hulpverleners en gezagsdragers de voorbije maanden dient duidelijker en krachtiger vermeld te staan in de toelichting.

Nr. 10 (van de heer Mathias Vanden Borre).

Na de 1^{ste} paragraaf van het gedeelte Context en uitgangspunt van de toelichting, de volgende paragraaf toe te voegen:

“ Het respect voor de politie dient hersteld te worden. Zij zijn immers een fundament van onze rechtsstaat. Zonder

Sans respect à l'égard de la police, on se retrouve sur une pente glissante et on finit dans le chaos. Les philosophes Thomas Hobbes et Montesquieu ont déjà souligné l'importance du maintien de l'ordre, surtout pour les plus faibles de la société. ».

JUSTIFICATION

L'importance des services de secours et des personnes en charge de l'autorité pour la société devrait être mentionnée plus clairement et plus vigoureusement dans les développements.

N° 11 (de M. Mathias Vanden Borre).

Après le 4^e paragraphe de la partie Contexte et point de départ des développements, ajouter le paragraphe suivant :

« La diversité démographique à Bruxelles est réelle et tangible. C'est précisément pour cette raison que notre société doit transmettre un certain nombre de valeurs fondamentales et universelles et que les responsables politiques doivent les défendre à tout moment. Le rejet de la violence, le respect de l'État de droit et des forces de l'ordre,... Malheureusement, ces valeurs fondamentales sont menacées à Bruxelles, souvent par une surenchère négative de laxisme et une politique de laissez-faire, mais aussi faute d'une politique d'accueil et d'intégration à Bruxelles. Le temps est venu pour les politiques de Bruxelles d'envoyer les bons signaux au monde. ».

JUSTIFICATION

La classe politique bruxelloise doit soutenir sans réserve ses agents de police et ses services de secours, et exprimer son soutien inconditionnel à chaque cas de violence à l'encontre de ces derniers.

N° 12 (de M. Mathias Vanden Borre).

Remplacer le 6^e paragraphe de la partie Contexte et point de départ des développements par le paragraphe suivant :

« Le nombre d'agents de police à Bruxelles est un autre facteur. Il n'est pas à niveau. Les agents de police bruxellois sont confrontés à des situations complexes et ils ont beaucoup de travail. À Bruxelles, le morcellement de la politique policière entre six zones de police et l'absence d'une zone de police unifiée n'en favorise pas l'efficacité. Dans le cadre de la réorganisation de Bruxelles, nous souhaitons fusionner les six zones de police en une seule zone de police, présidée par le ministre-président. Cette fusion est nécessaire pour une politique de sécurité et de prévention efficace et coordonnée, adaptée à la Région. Une zone de police unifiée ne fait pas obstacle à un travail sur mesure, comme le prouvent de nombreux corps métropolitains à travers le monde. ».

JUSTIFICATION

Nous préconisons une politique régionale unique de sécurité et de prévention, et donc une unité de commandement pour la police de Bruxelles. Nous voulons continuer à développer Bruxelles Prévention et sécurité. La poursuite de

respect voor de politie komen we op een hellend vlak terecht en belanden we in de chaos. De filosofen Thomas Hobbes of Montesquieu wezen al op het belang op ordehandhaving, vooral voor de zwaksten in de samenleving. ».

VERANTWOORDING

Het belang van hulpverleners en gezagsdragers voor de samenleving dient duidelijker en krachtiger vermeld te staan in de toelichting.

Nr. 11 (van de heer Mathias Vanden Borre).

Na de 4^{de} paragraaf van het gedeelte Context en uitgangspunt van de toelichting, de volgende paragraaf toe te voegen:

“De demografische diversiteit in Brussel is reëel en tastbaar. Daarom net moet onze samenleving een aantal fundamentele en universele waarden uitdragen en moeten bestuurders deze ten allen tijde verdedigen. Afkeer van geweld, respect voor de rechtstaat en ordediensten, ... Dit zijn helaas kernwaarden die bedreigd worden in Brussel, vaak door een negatief oproep van laksisme en een politiek van laissez-faire maar ook door een gebrek aan integratie- en inburgering beleid in Brussel. Het is de tijd dat de Brusselse politiek de juiste signalen de wereld instuurt.”.

VERANTWOORDING

De Brusselse politieklasse dient onomwonden achter haar politieagenten en hulpverleners te staan en bij elk incident van geweld ten aanzien van die laatste haar onvoorwaardelijke steun uit te spreken.

Nr. 12 (van de heer Mathias Vanden Borre).

De 6^{de} paragraaf van het gedeelte Context en uitgangspunt van de toelichting, vervangen door deze paragraaf:

“Een bijkomende factor is het aantal politieagenten in Brussel. Dat staat niet op peil. Politieagenten in Brussel staan voor complexe situaties en hebben veel werk. De versnippering van het politiebeleid over zes Brusselse politiezones en de afwezigheid van een eengemaakte politiezone komt de doeltreffendheid ervan niet ten goede. In het kader van de reorganisatie van Brussel wensen we de zes politiezones samen te brengen in één politiezone, voorgezeten door de minister-president. De samensmelting is noodzakelijk voor een efficiënt en gecoördineerd veiligheids- en preventiebeleid op maat van het gewest. Een eengemaakte politiezone staat maatwerk niet in de weg, dat bewijzen vele grootstedelijke korpsen, overal in de wereld.”.

VERANTWOORDING

We pleiten voor één gewestelijk veiligheids- en preventiebeleid, en dus eenheid van commando voor de Brusselse politie. We willen Brussel Veiligheid en Preventie verder uitbreiden. De verdere operationalisering van het

l'opérationnalisation de la politique globale de sécurité pour Bruxelles doit être pleinement mise en œuvre au cours de la prochaine législature.

Nous restons également favorables à une fusion des six zones de police et souhaitons une zone de police unifiée le plus rapidement possible. Nous donnerons ainsi forme à une politique de sécurité plus cohérente avec une police de proximité dans une seule zone régionale.

N° 13 (de M. Mathias Vanden Borre).

Après la phrase « - les incidents récents au cours desquels des Bruxellois et des membres des forces de police ont été gravement blessés ou ont perdu la vie dans le cadre d'interventions de police ; », ajouter le paragraphe suivant :

« - la décision de justice selon laquelle, lors de deux interventions récentes ayant malheureusement provoqué un décès, aucun acte punissable n'a été commis par les services de police ; ».

JUSTIFICATION

Il est important de souligner dans le texte que la justice a décidé de déclarer le non-lieu pour les agents des interventions en question parce qu'aucun acte punissable n'a été commis.

N° 14 (de M. Mathias Vanden Borre).

Après la phrase « - les témoignages relatifs aux contrôles de police vécus comme injustifiés et résultant d'un profilage ethnique ; », ajouter le paragraphe suivant :

« - le témoignage d'un chef de corps bruxellois selon lequel 70 à 80% des plaintes contre des fonctionnaires de police ne sont pas justifiées ; ».

JUSTIFICATION

Le dépôt de plaintes injustifiées contre des policiers est une tactique des groupes d'extrême gauche et anarchistes pour discréditer les policiers. Cet aspect doit bien sûr être intégré dans la proposition.

N° 15 (de M. Mathias Vanden Borre).

Après la phrase « - que la Région de Bruxelles-Capitale s'est vu confier de nouvelles responsabilités en matière de prévention et de sécurité avec la sixième réforme de l'État », ajouter le paragraphe suivant :

« - l'existence de plusieurs acteurs compétents pour la politique de police, de prévention et de sécurité dans la Région de Bruxelles-Capitale :

- o les dix-neuf communes ;
- o les six zones de police ;
- o l'organisme d'intérêt public régional Bruxelles Prévention et sécurité ;

overkoepelend veiligheidsbeleid voor Brussel moet de komende legislatuur volledig onder stoom raken.

We blijven ook voorstander van een fusie van de zes politiezones en willen we zo snel mogelijk een eengemaakte politiezone. Zo geven we vorm aan een meer coherent veiligheidsbeleid met een nabijheidspolitie in één gewestelijke zone.

Nr. 13 (van de heer Mathias Vanden Borre).

Na de zin «- de recente incidenten waarbij Brusselaars en mensen van de politie ernstig gewond geraakten of het leven lieten in het kader van politie-interventies ;», een volgende paragraaf toe te voegen:

“- De beslissing van het Gerecht dat bij twee recente interventies waar helaas een dodelijk slachtoffer viel, dat er geen strafbare feiten gepleegd werden door de politiediensten;”.

VERANTWOORDING

Het is belangrijk om in de tekst te wijzen op het feit dat het Gerecht beslist heeft de agenten van de desbetreffende interventies buiten vervolging te stellen aangezien er geen strafbare feiten gepleegd werden.

Nr. 14 (van de heer Mathias Vanden Borre).

Na de zin «- de getuigenissen over politiecontroles die worden ervaren als niet gerechtvaardig en het gevolg van etnisch profileren;», een volgende paragraaf toe te voegen:

“- De getuigenis van een Brusselse korpschef dat 70 tot 80% van de klachten tegen politieambtenaren niet terecht zijn;”.

VERANTWOORDING

Het indienen van onterechte klachten tegen politieambtenaren is een tactiek van extreemlinkse en anarchistische groeperingen om politieambtenaren in diskrediet te brengen. Dit aspect dient uiteraard opgenomen te worden in het voorstel.

Nr. 15 (van de heer Mathias Vanden Borre).

Na de zin «- het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de zesde staatshervorming nieuwe verantwoordelijkheden inzake preventie en veiligheid heeft gekregen.», een volgende paragraaf toe te voegen:

“- het bestaan van meerdere stakeholders die bevoegd zijn voor het politie-, preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zijnde:

- o de negentien gemeenten ;
- o de zes politiezones ;
- o de gewestelijke instelling van openbaar nut Brussel Preventie en Veiligheid ;

o le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

o le haut fonctionnaire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

o les services fédéraux de police administrative et judiciaire ; ”.

JUSTIFICATION

Il convient de souligner dans le texte que plusieurs acteurs sont compétents pour la politique de police, de prévention et de sécurité dans la Région de Bruxelles-Capitale.

N° 16 (de M. Mathias Vanden Borre).

Ajouter au dispositif les recommandations suivantes en matière d'enquête et de monitoring :

« - d'évaluer la façon dont la Région de Bruxelles-Capitale assure et coordonne le monitoring et l'enregistrement de la criminalité dans le cadre de la coordination des politiques de sécurité afin de parvenir à un enregistrement fiable et cohérent des phénomènes criminels, en particulier l'enregistrement des comportements irrespectueux et violents à l'égard des services de secours et des personnes en charge de l'autorité ;

- de parvenir à une plus grande cohérence entre les données relatives à la criminalité communiquées par les autorités fédérales et régionales, en particulier les données enregistrées relatives aux comportements irrespectueux et violents à l'égard des services de secours et des personnes en charge de l'autorité ; ».

JUSTIFICATION

La violence contre les métiers d'intérêt général augmente d'année en année dans les statistiques criminelles fédérales : en 2000, on dénombrait 1.055 cas de violence, en 2018, le nombre était déjà de 2.397 cas. Cela représente une augmentation de 127% des cas de violence contre les métiers d'intérêt général en 18 années.

Toutefois, les chiffres de la police fédérale ne font pas de distinction entre les actes de violence commis contre les forces de l'ordre ou contre les services de secours, mais rassemblent les chiffres sous le dénominateur commun de la violence contre les métiers d'intérêt général. Dans le passé, un syndicat de police a déclaré qu'il y a 11.865 actes de violence et de manque de respect envers la police chaque année. Raison de plus pour se faire une image plus détaillée du phénomène.

Ce rôle a été confié à la Région de Bruxelles-Capitale depuis la sixième réforme de l'État. Mais dans le monitoring et l'enregistrement de la criminalité par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la coordination et du maintien de la sécurité, les faits enregistrés de violence et de comportement irrespectueux à l'encontre des services de secours et des personnes en charge de l'autorité semblent incohérents et peu fiables du fait que :

o de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

o de Hoge Ambtenaar van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad ;

o de federale bestuurlijke en gerechtelijke politiediensten ; ”.

VERANTWOORDING

Er dient in de tekst op gewezen te worden dat voor het politie-, preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, er meerdere stakeholders bevoegd zijn.

Nr. 16 (van de heer Mathias Vanden Borre).

In het verzoekende gedeelte de volgende aanbevelingen op vlak van onderzoek en monitoring toe te voegen:

“ - de manier hoe het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de coördinatie van de veiligheidsbeleidslijnen de monitoring en de registratie van de criminaliteit verzekert en coördineert, te evalueren om tot een betrouwbare en consistente registratie van de criminale fenomenen, in bijzonder de registratie van respectloos en gewelddadig gedrag ten aanzien van hulpverleners en gezagsdragers, te komen;

- meer overeenstemming te bekomen tussen de criminaliteitsgegevens die door de federale en ge-westelijke overheden worden gecommuniceerd, in bijzonder de geregistreerde gegevens met betrekking tot het respectloos en gewelddadig gedrag ten aanzien van hulpverleners en gezagsdragers; ”.

VERANTWOORDING

Het geweld tegen beroepen van algemeen belang stijgt jaar na jaar in de federale criminaliteitsstatistieken: in het jaar 2000 bedroegen deze 1.055 gevallen van geweldpleging, in het jaar 2018 stond de teller reeds op 2.397 gevallen. Dit is een stijging van 127% gevallen van geweldpleging tegen beroepen van algemeen belang op 18 jaar.

Maar de cijfers van de federale politie maken geen opdeling tussen geweldpleging tussen orde-en hulpdiensten maar brengen de cijfers samen onder de gezamenlijke noemer geweld tegen beroepen van algemeen belang. Eerder verklaarde een politiekabond dat er 11.865 feiten van geweld en respectloos gedrag ten aanzien van de politie zijn per jaar. Reden te meer om een gedetailleerde beeld te krijgen van het fenomeen.

Die rol is, sinds de zesde Staatshervorming, weggelegd voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Maar de monitoring en de registratie van de criminaliteit door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de coördinatie en de verzekering van de veiligheidsbeleidslijnen, lijken o.a. de geregistreerde feiten van geweld en respectloos gedrag tegen hulpverleners en gezagsdragers inconsistent en onbetrouwbaar door het feit dat:

- dans le rapport 2016-2017 et le rapport 2018 de l'Observatoire bruxellois pour la prévention et la sécurité (OBPS), on constate que toutes les communes n'ont pas déclaré en détail les infractions observées qui permettront un enregistrement et un monitoring corrects et cohérents des faits criminels concernés : par exemple, pour les catégories Sécurité publique et commodité de passage et Tranquillité publique, seules 13 communes sur 19 ont déclaré en détail les infractions observées pour le rapport 2016-2017, alors que dans le récent rapport 2018, seules 5 communes sur 19 ont donné des détails sur les infractions observées dans les catégories susmentionnées ;
- dans le rapport 2016-2017 de l'OBPS, on trouve toutes sortes de chiffres sur les comportements violents et irrespectueux envers les services de secours et les personnes en charge de l'autorité - à savoir 483 PV-constats pour manque de respect envers les personnes habilitées, 392 PV-constats pour non-respect des injonctions de la police et 109 PV-constats pour injures à l'encontre d'un fonctionnaire de police - alors que dans le rapport 2018 de l'OBPS, on ne trouve aucun chiffre sur le non-respect des injonctions de la police et les injures à l'encontre d'un fonctionnaire de police, mais seulement des pourcentages sur le manque de respect à l'égard des personnes habilitées, soit une augmentation de 3 à 4 %.

Enfin, dans les statistiques fédérales de la criminalité, nous ne distinguons pas les faits enregistrés de violence à l'encontre des services de secours et des personnes en charge de l'autorité communiqués par la Région de Bruxelles-Capitale.

N° 17 (de M. Mathias Vanden Borre).

Dans le dispositif, ajouter la recommandation suivante en matière de personnel et de recrutement d'agents de police :

« - de travailler à un projet bruxellois de recrutement et de recrutement internalisé d'inspecteurs de police locaux par les zones de police bruxelloises au sein de l'École régionale des métiers de la sécurité, de la prévention et du secours. ».

JUSTIFICATION

Le projet de recrutement et de recrutement internalisé avec le soutien de la direction recrutement de la police fédérale de la ville d'Anvers et de la zone de police Anvers montre des résultats prometteurs, à savoir :

- plus de 3.000 candidats se sont inscrits depuis 2016 ;
- à Anvers, le taux de réussite des épreuves d'admission est supérieur à la moyenne fédérale ;
- en recrutement propre, la zone attire en moyenne 20% de candidats d'origine étrangère et jusqu'à 25% de femmes ;
- 19% des aspirants sont d'origine étrangère.

Un projet similaire pour les zones de police bruxelloises aurait donc une valeur ajoutée.

- in het verslag 2016-2017 en het verslag 2018 van het Brussels Observatorium voor Pre-ventie en Veiligheid (BOPV) wordt vastgesteld dat niet alle gemeenten de vastgestelde in-breuken gedetailleerd invullen voor een correcte en consistente registratie en monitoring van de desbetreffende criminale feiten: bijvoorbeeld, voor de categorieën Openbare veiligheid en vlotte doorgang en Openbare Rust hebben slechts 13 van de 19 gemeenten de vastgestelde inbreuken gedetailleerd ingevuld voor het verslag 2016-2017 terwijl in het recente verslag 2018 slechts 5 van de 19 gemeenten details gegeven hebben over de vastgestelde inbreuken in bovengenoemde categorieën;
- in het verslag 2016-2017 van BOPV allerlei cijfers terug te vinden zijn van gewelddadig en respectloos gedrag t.a.v. hulpverleners en gezagsdragers – nl. 483 processen-verbaal van vaststelling voor gebrek aan respect ten aanzien van bevoegde personen, 392 proces-sen-verbaal van vaststelling voor de niet-naleving van politiebevelen en 109 processen-verbaal van vaststelling voor smaad aan de politie - terwijl in het verslag 2018 van BOPV geen cijfers m.b.t. de niet-naleving van politiebevelen en smaad aan de politie maar enkel percentages m.b.t. gebrek aan respect t.a.v. bevoegde personen terug te vinden zijn, nl. een stijging van 3% naar 4%;

Tot slot herkennen we de geregistreerde feiten betreffende geweld tegen hulpverleners en gezagsdragers die gecommuniceerd worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, niet herkennen in de federale criminaliteitsstatistieken.

Nr. 17 (van de heer Mathias Vanden Borre).

In het verzoekende gedeelte de volgende aanbeveling op vlak van personeel en rekrutering van politiemensen toe te voegen:

“ - werk te maken van een Brussels project inzake werving en rekrutering in eigen beheer van inspecteurs van de lokale politie door de Brusselse politiezones in schoot van de Gewestelijke School voor de Veiligheids-, Preventie- en Hulpdienstberoepen;.”.

VERANTWOORDING

Het project van werving en rekrutering in eigen beheer met ondersteuning van directie rekrutering van de federale politie van de Stad Antwerpen en de politiezone Antwerpen vertoont beloftevolle resultaten, nl.

- dat sinds 2016 meer dan 3.000 kandidaten zich aangemeld hebben;
- dat het slaagpercentage voor de toelatingsproeven in Antwerpen hoger is dan het federaal gemiddelde;
- dat de zone door eigen rekrutering gemiddeld 20% kandidaten van buitenlandse afkomst en tot 25% vrouwen aantrekt;
- dat 19% van de aspiranten van buitenlandse afkomst zijn.

Een gelijkaardig project voor de Brusselse politiezones zou dus een meerwaarde betekenen.

N° 18 (de M. Mathias Vanden Borre).

Dans le dispositif, ajouter la recommandation suivante en matière de travail de quartier, de contacts de quartier et de communication :

« - de miser fortement sur la police de proximité (community policing) afin de réduire le fossé entre les citoyens et la police en travaillant, notamment, à des partenariats locaux de prévention dans tous les quartiers bruxellois afin de promouvoir la collaboration entre les habitants du quartier et la police ; ».

JUSTIFICATION

Les expériences positives en Wallonie et en Flandre mais aussi, récemment, dans certaines communes bruxelloises ont démontré la valeur ajoutée de ces partenariats. Un PLP est un moyen d'impliquer les citoyens dans la politique de sécurité locale. À travers cette collaboration entre les habitants du quartier, les commerçants et la police locale, les membres du PLP sont censés se montrer vigilants et alertes. Les citoyens, mais aussi les entrepreneurs locaux tels que les commerçants, les bijoutiers,... assument ainsi une responsabilité en matière de sécurité et ils sont encouragés à signaler plus rapidement les actes et les personnes suspectes à la police locale.

La dimension est également sociale : se soutenir mutuellement dans la prise de mesures préventives crée une solidarité. Les voisins se sentent bien quand le voisin aussi surveille. On considère cela comme une « bonne » citoyenneté ; cela favorise un sens positif de la citoyenneté et un engagement social, et cela soude une communauté. La communication est essentielle à cet égard.

N° 19 (de M. Mathias Vanden Borre).

Dans le dispositif, dans la partie « En matière d'interventions et de méthodes de travail », remplacer la recommandation « - d'insister auprès des autorités fédérales pour élaborer un cadre général pour l'utilisation des 'bodycams'. Il y a aujourd'hui un manque d'uniformité. Chaque zone décide des règles pour son corps de police ; » par ce qui suit :

« - par l'intermédiaire de la centrale d'achat de Bruxelles Prévention & sécurité, d'encourager les zones de police de Bruxelles à acheter conjointement des 'bodycams' et de coordonner les règles relatives à l'utilisation des 'bodycams' dans ces zones de police ; ».

JUSTIFICATION

Depuis la sixième réforme de l'État, la Région de Bruxelles-Capitale est tenue d'« encourager la mutualisation de services administratifs des zones de police, ainsi que le recours par celles-ci à la centrale d'achat pour l'acquisition de matériel ».

Nr. 18 (van de heer Mathias Vanden Borre).

In het verzoekende gedeelte de volgende aanbeveling op vlak van wijkwerking, wijkcontacten, communicatie toe te voegen:

“ - sterk in te zetten op community policing om de kloof tussen burgers en de politie te verkleinen door o.a. te werken aan buurtinformatienetwerken in alle Brusselse wijken om de samenwerking tussen buurtbewoners en de politie te bevorderen; ”.

VERANTWOORDING

De positieve ervaringen in Vlaanderen en Wallonië maar recent ook in Brusselse gemeenten hebben de meerwaarde van deze netwerken aangetoond. Een BIN is een middel om de burgers te betrekken bij het lokale veiligheidsbeleid. Via deze samenwerking tussen buurtbewoners, handelaars en de lokale politie wordt van BIN-leden waakzaamheid en alertheid verwacht. Zo nemen burgers, maar ook lokale ondernemers zoals winkeliers, juweliers, ... een verantwoordelijkheid voor de veiligheid op zich en worden zij aangemoedigd om verdachte handelingen en personen sneller te melden aan de lokale politie.

Het heeft ook een sociale dimensie: er heerst een solidariteit door elkaar te ondersteunen bij het nemen van preventiemaatregelen. Buren voelen zich goed met het 'extra oog' van de buurman of buurvrouw, men beschouwt dit als 'goed' burgerschap en het bevordert een goede burgerzin en sociaal engagement en werkt gemeenschapsvormend. Communicatie staat hierbij centraal.

Nr. 19 (van de heer Mathias Vanden Borre).

In het verzoekende gedeelte de aanbeveling «- bij de federale overheid aan te dringen op een algemeen kader voor het gebruik van bodycams. Het mankeert vandaag aan uniformiteit. Elke zone schrijft zelf richtlijnen uit voor haar korps;», te vervangen met deze aanbeveling op vlak van interventies en werkwijze:

“ - Via de aankoopcentrale van Brussel Preventie & Veiligheid de Brusselse politiezones aan te moedigen bodycams gemeenschappelijk aan te kopen en de richtlijnen omtrent het gebruik van bodycams van die politiezones te coördineren; ”.

VERANTWOORDING

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is sinds de zesde Staatshervorming hoort het Gewest “het samenvoegen van administratieve diensten van de politiezones aan te moedigen, alsook het beroep door deze diensten op de aankoopcentrale voor de aankoop van materiaal”.

N° 20 (de M. Mathias Vanden Borre).

Dans le dispositif, ajouter les recommandations suivantes en matière d'interventions et de méthodes de travail :

« - de cartographier les nombreux gangs urbains qui rendent différents quartiers de Bruxelles invivables et dangereux et, sur cette base, d'élaborer une approche et un suivi communs de ces gangs avec la police administrative et judiciaire fédérale, les zones de police locales et le parquet ;
 - d'insister auprès des autorités fédérales pour qu'elles adaptent le droit en matière de protection de la jeunesse afin de permettre également, compte tenu de la gravité et de la récidive, le dessaisissement pour les actes de violence à l'encontre de la police ;
 - d'inviter le gouvernement fédéral à examiner la possibilité d'introduire une responsabilité collective ; ».

JUSTIFICATION

Selon deux chefs de corps bruxellois, il existe à Bruxelles un groupe de jeunes complètement dévoyés qui terrorisent les quartiers, un groupe qu'on ne peut pas atteindre et dont on doit bien admettre qu'on ne l'atteindra pas non plus dans le futur. Les tentatives de la police de jeter des ponts, ces dernières années, ont échoué.

Ces jeunes se regroupent en gangs urbains qui rendent différents quartiers des communes bruxelloises invivables et dangereux. Ces gangs urbains s'attaquent au personnel de secours et de sécurité pour éloigner les curieux de leur territoire, et pouvoir ainsi poursuivre sans entraves leurs activités illégales telles que le trafic de drogues et d'êtres humains.

N° 21 (de M. Mathias Vanden Borre).

Ajouter le considérant suivant :

« - les conclusions et recommandations formulées par la Chambre des représentants de Belgique à la suite de plusieurs incidents violents à l'encontre de la police ; ».

JUSTIFICATION

Les commissions fédérales de l'intérieur et de la justice ont organisé des auditions sur le phénomène de la violence contre la police au cours de l'été 2020. Ces auditions font suite à un certain nombre d'incidents survenus ces derniers mois.

N° 22 (de M. Mathias Vanden Borre).

Dans le dispositif, ajouter la recommandation suivante en matière de travail de quartier, contacts de quartier et de communication :

« - de s'assurer que chaque agent de quartier puisse compter sur le soutien des gardiens de la paix, qui vérifient et enregistrent quotidiennement l'état de l'espace public, des infrastructures, de l'éclairage, des recoins obscurs dans les

Nr. 20 (van de heer Mathias Vanden Borre).

Bij het verzoekende gedeelte de volgende aanbevelingen op vlak van interventies en werkwijze toe te voegen:

“ - Het in kaart brengen van de vele stadsbendes die verschillende Brusselse buurten en wijken onleefbaar en onveilig maken en op basis daarvan met de federale bestuurlijke en gerechtelijke politie, de lokale politiezones en het parket een gemeenschappelijke aanpak en opvolging van die stadsbendes opmaken;

- Bij de federale overheid aan te dringen het jeugdbeschermingsrecht aan te passen zodat de uithandenegeving, afhankelijk van de ernst en recidive, ook zou moeten kunnen voor geweld tegen politie;

- Bij de federale overheid aan te dringen na te gaan of collectieve aansprakelijkheid ingevoerd kan worden; ”.

VERANTWOORDING

Volgens twee Brusselse korpschefs is er een groep jongeren in Brussel die compleet ontspoort is en de wijken terroriseert. Een groep die men niet kan bereiken en waarvan men moet toegeven dat men die groep jongeren in de toekomst ook niet zal bereiken. Ondanks de pogingen van de politie om bruggen te bouwen de afgelopen jaren, is dat niet gelukt.

Die jongeren vormen zich in stadsbendes die verschillende wijken en buurten van Brusselse gemeenten onleefbaar en onveilig maken. Die stadsbendes vallen hulpverlenings- en veiligheidspersoneel aan om pottenkijkers te weren van hun territorium, waardoor ze hun illegale activiteiten zoals drugs- en mensenhandel ongemoeid kunnen verderzetten.

Nr. 21 (van de heer Mathias Vanden Borre).

De volgende overweging toe te voegen:

“ - De vaststellingen en aanbevelingen die de Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft geformuleerd naar aanleiding van een aantal incidenten van geweld tegen politie; ”.

VERANTWOORDING

De federale commissies Binnenlandse Zaken en Justitie hebben in de zomer van 2020 hoorzittingen over het fenomeen van geweld tegen de politie georganiseerd. Die kwamen er naar aanleiding van een aantal incidenten in de voorbije maanden.

Nr. 22 (van de heer Mathias Vanden Borre).

In het verzoekende gedeelte de volgende aanbeveling op vlak van wijkwerking, wijkcontacten, communicatie toe te voegen:

“ - Te verzekeren dat elke wijkagent kan rekenen op de ondersteuning van stadswachten die de toestand van de openbare ruimte, infrastructuur, verlichting, obscure plekken in parken en op pleinen, afval dagelijks controleren

parcs et sur les places, des déchets. L'état des rues et des quartiers contribue au sentiment d'insécurité ; ».

JUSTIFICATION

Les dépôts sauvages et le manque d'éclairage public, de mobilier de rue et d'infrastructures de qualité contribuent au sentiment d'insécurité ressenti dans les rues de Bruxelles. Chaque agent de quartier doit compter sur le soutien des gardiens de la paix, qui vérifient et enregistrent au quotidien l'état de l'espace public, des infrastructures, de l'éclairage, des recoins obscurs dans les parcs et sur les places, des déchets.

N° 23 (de M. Vincent De Wolf).

Dans le dispositif, remplacer les tirets :

« - d'encourager la création d'une cellule de confiance indépendante dans chaque zone de police, dans le cas où elle n'existe pas encore. Les agents pourront y signaler en toute sécurité les faits d'agression, les comportements déplacés, en interne comme en externe ;

- de confier à BPS la création d'une procédure standard, en collaboration avec les 6 zones de police, et un formulaire-type de plainte en ligne, facile d'accès pour les citoyens ;

- de confier à BPS la création, en collaboration avec les 6 zones de police, d'un formulaire en ligne d'appréciation, positive ou négative, d'une intervention de police, permettant de repérer les bonnes pratiques et les pratiques à améliorer ; »,

par le tiret suivant :

« - d'inviter le gouvernement fédéral à rechercher toute solution législative et réglementaire permettant une plus grande transparence et un meilleur suivi des plaintes des citoyens qui s'estiment victimes de situations infractionnelles ; ».

JUSTIFICATION

La justification sera donnée en séance.

N° 24 (de Mmes Els Rochette et Fadila Laanan).

Dans le dispositif, remplacer les tirets :

« - de confier à BPS la création d'une procédure standard, en collaboration avec les 6 zones de police, et d'un formulaire-type de plainte en ligne, facile d'accès pour les citoyens ;

- de confier à BPS la création, en collaboration avec les 6 zones de police, d'un formulaire en ligne d'appréciation, positive ou négative, d'une intervention de police, permettant

en registeren. De toestand van straten en buurten dragen bij tot het onveiligheidsgevoel. ; ».

VERANTWOORDING

Het sluikestorten en het gebrek aan degelijke straatverlichting, -meubilair en infrastructuur dragen bij tot het onveiligheidsgevoel die men ervaart in de Brusselse straten. Elke wijkagent moet rekenen op de ondersteuning van stadswachten die de toestand van de openbare ruimte, infrastructuur, verlichting, obscure plekken in parken en op pleinen, afval dagelijks controleren en registeren.

Nr. 23 (van de heer Vincent De Wolf).

In het verzoekend gedeelte, de streepjes :

“- de oprichting van een onafhankelijke vertrouwenscel te stimuleren binnen elke politiezone, in het geval dat die nog niet bestaat. Daar kunnen collega-agenten gevallen van agressie, ongeoorloofd gedrag, intern en extern, in alle veiligheid melden ;

- BPV de opdracht te geven een standaardprocedure uit te werken, in samenwerking met de zes politiezones, alsook een standaardformulier voor online klachten, dat gemakkelijk beschikbaar is voor burgers ;

- BPV de opdracht te geven, in samenwerking met de zes politiezones een online formulier uit te werken voor waardering van een politie-interventie, negatief of positief, zodat goede praktijken kunnen worden verzameld en de praktijk kan verbeteren ;»,

door het streepje :

“- de federale regering te verzoeken alle wetgevende en regelgevende oplossingen te zoeken die leiden tot meer transparantie en een betere opvolging van de klachten van de burgers die menen het slachtoffer te zijn van situaties waarin overtredingen begaan zijn ;».

VERANTWOORDING

De verantwoording zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 24 (van Mevrouw Els Rochette
en mevrouw Fadila Laanan).

In het verzoekend gedeelte, de streepjes :

“- BPV de opdracht te geven een standaardprocedure uit te werken, in samenwerking met de zes politiezones, alsook een standaardformulier voor online klachten, dat gemakkelijk beschikbaar is voor burgers ;

- BPV de opdracht te geven, in samenwerking met de zes politiezones een online formulier uit te werken voor waardering van een politie-interventie, negatief of positief,

de repérer les bonnes pratiques et les pratiques à améliorer ; »,

par les tirets suivants :

« - d'encourager les organes compétents à améliorer la procédure de plainte en ligne afin qu'elle soit facile d'accès pour les citoyens ;

- d'encourager l'évaluation du travail de la police avec des formulaires en ligne d'appréciation par les citoyens permettant de repérer les bonnes pratiques et les pratiques à améliorer ; ».

JUSTIFICATION

Dans un souci de respect des compétences de chaque organe et de respect des règles juridiques, nous avons voulu reformuler ces deux points pour ne pas porter à confusion quant aux compétences de BPS qui sont limitées en sécurité et en prévention mais également en coordination.

zodat goede praktijken kunnen worden verzameld en de praktijk kan verbeteren ;”,

vervangen door de streepjes :

“- de betrokken organen aan te moedigen om de online klachtenprocedure te verbeteren, zodat deze gemakkelijk toegankelijk is voor burgers ;

- de evaluatie van het werk van de politie aan te moedigen met online evaluatieformulieren voor burgers om de goede praktijken en de te verbeteren praktijken op te sporen ;”.

VERANTWOORDING

Met het oog op de naleving van de bevoegdheden van elk orgaan en de rechtsregels hebben wij beide punten willen herformuleren om geen verwarring te stichten over de bevoegdheden van BPV die beperkt zijn op het vlak van preventie en veiligheid maar ook op het vlak van coördinatie.